Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1996)

Tout était dans Montesquieu.

Une relecture de L'Esprit des lois.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Du même auteur

Fonctionnement de l'État (avec une préface de Raymond Aron), collection « Sciences politiques », Paris, Armand Colin, 1995, 660 pages. [En préparation.]

[*La gouverne politique*](#), Paris-La Haye, Mouton, 1977, 264 pages.

L'État du Québec en devenir (collaboration, sous la direction de Gérard Bergeron), Montréal, Boréal-Express, 1980, 412 pages.

[*Pratique de l'État au Québec*](#), Montréal, Québec-Amérique, 1984, 442 pages.

[*Petit traité de l'État*](#) (avec une préface de Lucien Sfez), collection « Politique éclatée », Paris, Presses Universitaires de France, 1990, 263 pages.

L'État en fonctionnement (avec une préface de James D. Driscoll), collection « Logiques politiques », Éditions de L'Harmattan, 1992, 170 pages.

[*Le Canada français après deux siècles de patience*](#), (Collection « L'histoire immédiate »), Paris, Éditions du Seuil, 1967.

[*Incertitudes d'un certain pays*](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979.

Pratique de l'État au Québec, Montréal, Québec/Amérique, 1984.

Notre miroir à deux faces : Trudeau-Lévesque, Montréal, Québec/Amérique, 1985. [En préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

[*Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient...*](#), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1990.

LIRE Étienne PARENT (1802-1874) : notre premier intellectuel, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1994.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Gérard Bergeron

**Tout était dans Montesquieu.
Une relecture de L'Esprit des lois.**

Paris-Montréal : L'Harmattan, 1996, 266 pp. Collection Logiques juridiques.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 12 octobre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gérard Bergeron (1996)

Tout était dans Montesquieu.
Une relecture de L'Esprit des lois.

Paris-Montréal : L'Harmattan, 1996, 266 pp. Collection Logiques juridiques.

Il se pourrait alors que Montesquieu, dégagé d'une exégèse scolaire et quelque peu fanée, revînt sur le devant de la scène et apparût, non seulement comme un philosophe concordataire, mais comme un grand esprit au carrefour du monde moderne qui, dans son pessimisme sans espoir, n'a pas cru que l'exercice de la raison conduisait nécessairement à l'attente de l'apocalypse.

(Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 7-8).

Mais il ne faut pas toujours tellement épuiser un sujet qu'on ne laisse rien à faire au lecteur. Il ne s'agit pas de faire lire, mais de faire penser.

(Montesquieu, *l'Esprit des lois*, Paris, édition « l'Intégrale », Seuil, 1964, livre XI, chapitre 20 : « Fin de ce livre », p. 598).

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos.](#) Pourquoi et comment ce livre ?

PROLOGUE.

De qui s'agit-il ? Ou l'homme Montesquieu

[Chapitre I.](#)

Les « ... trois cent cinquante ans de noblesse prouvée... »

[Chapitre II.](#)

Des Persanes (1721) aux Lois (1748) en passant par les Romains (1734)

NOUVELLE LECTURE

DE l'Esprit des lois

[Chapitre III:](#)

À cause de « désordres » et de longueurs, reconstruire le plan

[Chapitre IV.](#)

« Une anthropologie déterminée par le terroir... »

[Chapitre V.](#)

Du côté des affaires, du commerce et du fisc

[Chapitre VI.](#)

Un déiste devant les religions instituées

[Chapitre VII.](#)

Avant tout, la sécurité dans la société internationale

[Chapitre VIII.](#)

Les tripartitions des types de gouvernement

[Chapitre IX.](#)

Le système constitutionnel de liberté politique

[Chapitre X.](#)

Le système partisan de liberté politique

CONCLUSIONS.

Et destin de l'œuvre

[Chapitre XI.](#)

Par quels droits, pour quelles lois ?

[Chapitre XII.](#)

Compléments, résidus et ajouts

[Chapitre XIII.](#)

La querelle et Défense de l'Esprit des lois par l'auteur

[Chapitre XIV.](#)

Tout était dans Montesquieu ?

Tout était dans Montesquieu.
Une relecture de L'Esprit des lois.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Le grand paradoxe au sujet d'Étienne Parent (1802-1874) consiste en ce que celui qui passe pour avoir été le plus important penseur critique du Canada français au siècle dernier possède un nom à peine connu des générations intellectuelles de notre époque. Quant à le lire... Pourtant, la plupart des historiens et analystes de ce siècle placent son oeuvre écrite (de journaliste), puis parlée (de conférencier), à un sommet, où ne se retrouvent guère que l'action flamboyante d'un Louis-Joseph Papineau et l'histoire monumentale d'un François-Xavier Garneau.

Gérard Bergeron a trouvé opportun et passionnant de prendre connaissance de l'oeuvre multiforme de celui qui fut certes l'intellectuel le plus complet, et probablement le plus pénétrant, dans la phase particulièrement critique des années 1830-1850. Bien que menée sans complaisance, ni quelque indulgence de circonstance, l'évaluation minutieuse de cette pensée conclut à un jugement plutôt positif. Par l'ampleur de ses vues, cette oeuvre présente encore de singulières résonances pour la compréhension de nos problèmes fondamentaux un siècle et demi plus tard.

Quatre années plus tôt, chez le même éditeur, l'auteur nous avait offert *Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient...* Après l'oeuvre de ces deux « classiques étrangers » sur notre destin politique, voici maintenant la substance de l'oeuvre du premier « classique autochtone » sur le même sujet et à la même époque. Il est toujours utile de connaître, en même temps que leur authenticité, la vivacité de nos racines de groupe.

C'est pourquoi il importe - et au sens fort - de LIRE Étienne PARENT.

Après des études aux universités Laval, Columbia, de Genève et de Paris, Gérard Bergeron a enseigné la plus grande partie de sa carrière à l'Université Laval, puis, les dix dernières années, à l'École nationale d'administration publique de Québec. En 1991, il était nommé professeur émérite de l'Université du Québec.

En outre d'une oeuvre volumineuse portant sur les problèmes politiques du Canada et du Québec, il s'est surtout fait connaître, hors de son pays, par ses ouvrages sur la théorie de l'État, ainsi que sur l'analyse historique de la Guerre froide. Plus récemment, il explorait un nouveau filon, celui des idées politiques. Après un premier livre, consacré à la pensée de Tocqueville et de Siegfried sur le Canada, le présent livre, traitant de l'oeuvre d'Étienne Parent, procède d'une même lancée...

[7]

Tout était dans Montesquieu.
Une relecture de L'Esprit des lois.

AVANT-PROPOS

Pourquoi et comment ce livre

[Retour à la table des matières](#)

Comme attrait d'un titre, ainsi que comme contenu d'un objet d'étude, l'expression constituait une trouvaille fort suggestive : *De l'Esprit des lois*. Il faudra une bonne dose d'impertinence à cette mauvaise langue de Mme du Deffand pour en diffuser cette distorsion, à la fois moqueuse et perfidement louangeuse, « *de l'esprit sur les lois...* » Le maître juriste Jean Domat (1625-1696) se serait trouvé avoir inspiré Montesquieu par l'intitulé d'un chapitre de son Traité des lois : « *De la nature et de l'esprit des lois* » ¹.

En traquant aussi bien les sens multiples du mot « esprit » que du terme, également surchargé, de « lois », l'auteur allait donner de vastes dimensions au grand propos de sa vie. Cette interminable discussion sur un thème aussi majeur en cette première moitié du XVIIIe siècle n'allait pas finir de flotter comme une espèce de bel oriflamme dans le ciel de tous les vents, fouettant la condition politique de l'homme en société.

¹ Voir le développement « Montesquieu, lecteur de Jean Domat » dans l'ouvrage de Simone Goyard-Fabre, *Montesquieu : la nature, les lois, la liberté*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 70-89. L'auteur fournit ce détail intéressant : « Si l'on en juge par les marginalia de l'édition de Domat qui se trouvait à La Brède, la connotation du concept de loi dans l'oeuvre de Domat a beaucoup frappé Montesquieu » (ibid., p. 71).

Le déjà célèbre auteur obtenait, avec un tel livre, la reconnaissance d'une gloire immense : trop grande peut-être, [8] ou même un peu tardive, puisqu'aussitôt acquise, elle se fixera en solennité, avec l'accompagnement des trompettes de la renommée... Un critique le déplorait avec délicatesse à l'époque du bicentenaire de l'oeuvre de 1748 :

« La gloire de Montesquieu s'est trop tôt figée dans le marbre des bustes et le métal des médailles - substances polies, dures, incorruptibles. La postérité le voit de profil, souriant de tous les plis de sa toge et de son visage, d'un sourire ciselé dans le minéral. Les irrégularités de la physionomie ne sont plus aperçues ou ne comptent plus : il a pris sa distance de grand classique (...). S'il a jamais provoqué le scandale, l'affaire est éteinte et l'auteur est excusé : nul litige avec la postérité. Il habite l'immortalité avec modestie. Le voici presque abandonné à la grande paix des bibliothèques ². »

Quant à la tranquillité, d'un type assez généralement grégaire, des salles de cours universitaires, quel sort a-t-elle coutume de faire à l'auteur du classique *Esprit des lois* ?

« Montesquieu, de nos jours, est à la fois célèbre et délaissé. Il a place dans les manuels ; on interroge sur lui aux examens quelque étude nouvelle lui est de temps à autre consacrée on le cite, quoique avec parcimonie ; rares sont les critiques qu'on lui décoche ; on l'admire de bon coeur sans le fréquenter beaucoup ; il domine, mais à l'écart ; autour de son piédestal, point d'affluence, à peine une poignée de fidèles ; il reçoit des hommages, peu de visites. Hélas ! on ne le lit guère (...). Vous recevrez presque toujours un aveu d'abstention, d'indifférence ; vos interlocuteurs se sont accommodés, depuis les *Morceaux choisis* du collège, d'être informés de seconde main ³. »

Pourtant, il y a presque vingt ans, un exégète de grandes oeuvres sociales imaginait cette éventualité : « Il se pourrait [0] (...) que Montesquieu, dégagé d'une exigence scolaire et quelque peu fanée, revînt sur le devant de la scène et apparût, non seulement comme un philosophe concordataire, mais comme un grand esprit au carrefour

² Jean Starobinski, *Montesquieu par lui-même*, Paris, aux Editions du Seuil, 1953, p. 15. Lors d'une réédition augmentée, quarante ans plus tard, l'auteur reproduit le même texte en tête de l'ouvrage (p. 7).

³ Henry Puget, « L'apport de " 'Esprit des lois" à la Science politique et au droit public » dans *La pensée politique et constitutionnelle de Montesquieu : Bicentenaire de l'Esprit des lois 1748-1948*, Paris, Recueil Sirey, 1952, p. 25.

du monde moderne ⁴. » Qui sait ? Mais aussi, il s'imposerait d'admettre d'abord que rien du genre ne semble encore s'annoncer.

L'intention de cette étude est certes d'une bien moindre envergure, et sans nourrir quelque illusion. Le plus notable au sujet du penseur est tout de même d'avoir été le premier en date à pratiquer les « sciences politiques » à la moderne. On s'interroge parfois sur la place réelle qu'il occuperait sur une imaginaire ligne d'antériorité : fut-il simplement précurseur ou, davantage, le fondateur et le premier adepte d'une science politique fondamentale ? La généralité d'une pareille question, telle que posée, contredit toute réponse simple ou rapide. Mais si ce n'était pas lui, on discernerait mal une candidature davantage plausible. Et même en avant-propos, on s'abstiendra de forcer quelque réponse de cette espèce.

Nous allons tout de même ajouter une dernière pièce d'autorité à ce petit florilège d'introduction à l'auteur de *l'Esprit des lois*, car l'on ne saurait, en effet, se dispenser de tout balisage au départ de l'exploration d'une oeuvre d'une telle ampleur. Partant de cette remarque : « Il peut paraître surprenant de commencer une histoire de la pensée sociologique par l'étude de Montesquieu », Raymond Aron avait conclu, quarante pages plus loin, qu'en outre, il...

« est en un sens le dernier des philosophes classiques et en un autre sens le premier des sociologues. Il est encore un philosophe classique dans la mesure où il considère qu'une société est essentiellement définie par son régime politique et où il aboutit à une conception de la liberté. Mais en un autre sens, il a réinterprété la pensée politique classique dans une conception globale de la société, et il a cherché à expliquer sociologiquement tous les aspects des collectivités ⁵ ».

[10] L'apport capital et décisif de Montesquieu serait d'avoir été tout cela, ce qui n'était pas peu en 1748...

*
* *

Une construction aussi ample que *l'Esprit des lois* se présente d'abord au regard sous l'aspect d'un pavé de quelque huit cents pages, se découpant d'ordinaire en deux

⁴ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 7-8.

⁵ Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 27, 66.

tomes ⁶. Mais, à la lecture, l'oeuvre monumentale n'a plus l'air d'un bloc massif, divisée qu'elle est en six grandes parties, dépourvues de titres mais englobant trente et un livres, qui se subdivisent finalement en six cent cinq chapitres. Le principe de division de cette dernière catégorie devient assez déconcertant, du fait que certaines unités comptent une douzaine de pages, tandis qu'à l'autre extrême, il est aussi des « chapitres » qui ne s'étendent que sur deux, trois ou quatre lignes, ne permettant que l'espace d'un titre, d'une proposition hypothétique ou d'une définition ramassée. Enfin, de nombreux chapitres ne comportent pas d'autre titre que l'indication « Continuation du même sujet ». Une telle parcellisation s'expliquerait en bonne partie comme la rançon d'un travail colossal, s'étant étalé sur une fort longue période et, en outre, étant marqué par de multiples reprises. Enfin, le texte global, finalement retenu pour l'édition originale, avait été, en grande partie, rédigé en « morceaux » d'âges fort divers.

[11] Comme analyste critique d'une oeuvre sortie de pareil maillage, il nous paraîtra, plus qu'utile, indispensable au propos, de faire usage de procédés dits de lecture accompagnée. Cela signifie d'abord que, pour l'exposé de la trame essentielle, nous reproduirons, au texte, le maximum d'extraits de forte signification, mais sans nous sentir assujetti à la longueur d'une oeuvre qui cédait volontiers aux séductions apparentes de l'érudition pour elle-même ⁷. Il s'agit, avant toute autre préoccupation, de mettre en valeur la pensée exacte de Montesquieu, dans ses articulations maîtresses et ses contenus majeurs.

Nous nous abstiendrons donc d'abuser, même pour les parties vitales de l'oeuvre, des abrégés, adaptations concises ou simples raccourcis. Est-il plus grand hommage à

⁶ Il y a un grand avantage à travailler avec une édition de l'oeuvre complète de notre auteur. Il en est d'excellentes, comme celles : de Nagel, publiée à Paris en trois volumes (1950, 1953, 1955), sous la direction d'André Masson ; de la célèbre *Bibliothèque de la Pléiade*, publiée à Paris en deux volumes (1949 et 1951), avec une présentation et des notes de Roger Caillois ; de la collection *l'Intégrale* des Éditions du Seuil, publiée à Paris en un seul volume (1964), avec une préface de Georges Vedel, une présentation et des notes de Daniel Oster. Bien que cette dernière ne contienne pas la correspondance du célèbre écrivain, il est utile d'avoir à portée de la main en un seul fort volume (presque) tout Montesquieu. Pour de judicieuses observations d'ordre bibliographique, on pourra consulter la version française de l'ouvrage de Robert Shackleton (*Montesquieu : a critical biography*, Oxford University Press, 1961), préparée par Jean Loiseau, *Montesquieu : une biographie critique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977. Voir en particulier les pages VII, 3-4 et 329-333.

⁷ Robert Shackleton, « Le facteur qui le (Montesquieu) différencie le plus de bien des partisans des Lumières est l'étendue de son savoir. A la fin de sa vie, il est certainement, après Gibbon et Fréret, le plus érudit. Mais l'érudition est chez Montesquieu, presque secondaire » (op. cit., p. 302).

(Lire la note 8 p. 11).

rendre à un grand écrivain que de ramener son oeuvre à ses éléments forts, constructifs, et qui sont aussi propulsifs dans le déroulement d'une pensée ample et suffisamment mobile pour s'offrir comme en saisie d'elle-même ?

Concentré, l'argumentaire de *l'Esprit des lois* pourra tenir en plusieurs fois moins d'espace que son auteur n'en a pris pour l'élaborer pendant la vingtaine d'années de rédaction de cette somme. D'autre part, s'impose dans ce cas ce que certains critiques de Montesquieu ont appelé le « problème du Plan ». La mise en place logique de tant d'éléments dans une aussi vaste schématique n'a certes pas été complètement réussie par l'auteur. Et la durée de la confection de l'ouvrage sur une telle longueur de temps peut bien en avoir été une cause importante. Quoi qu'il en soit, il s'en est suivi des zones d'ombre, des ambiguïtés, ou tout simplement des « désordres » au moins « apparents ». Son panégyriste d'Alembert en faisait état peu de temps après sa mort ⁸.

Sur cette question, plus stratégique que toute autre pour cette recherche, il faudra recourir à un second procédé, autrement plus engageant que celui de la *lecture accompagnée*.

[12] Nous prendrons même le risque d'une opération de *déconstruction-reconstruction*. Par ce moyen, il n'est plus proposé que de simplement réduire une surabondance d'illustrations historiques, que l'auteur greffait inlassablement sur le tronc de son discours principal.

Il s'agira de retrouver la structuration naturelle des éléments plus décisifs d'une pensée qui soit suffisamment dégagée et précisée pour devenir générative de ses séquences propres, et en tirant, pour ainsi dire, sa propre logique *constructionniste*. Un chapitre, le troisième, sera consacré à cette opération de *déconstruction-reconstruction* de laquelle sortira, à partir du quatrième, un plan analytique, plus économe et resserré, de *l'Esprit des lois*. Au prix d'un jeu de mots lamentablement facile,

⁸ Quant au « prétendu défaut de méthode dont quelques lecteurs ont accusé Montesquieu », d'Alembert écrivit en novembre 1755 que « le désordre est réel, quand l'analogie et la suite des idées n'est point observée ; quand les conclusions sont érigées en principes, ou les précèdent ; quand le lecteur, après des détours sans nombre, se retrouve au point où il est parti. Le désordre n'est qu'apparent quand l'auteur, mettant à leur véritable place les idées dont il fait usage, laisse à suppléer aux lecteurs les idées intermédiaires... » Pour le reste, il faut donc regarder du côté du talent ou du « génie » des lecteurs : « ... et c'est ainsi que Montesquieu a cru pouvoir et devoir en user dans un livre destiné à des hommes qui pensent, et dont le génie doit suppléer à des omissions volontaires et raisonnées » (Édition « *l'Intégrale* », p. 25).

pourrait-on risquer cette formulation : retrouver et livrer la quintessence de l'esprit même de *l'Esprit des lois* ?

Bref, nous nous octroyons un double privilège : le premier, d'une *lecture accompagnée*, pour élaguer le texte de toutes ses espèces de longueurs non strictement indispensables - selon une première métaphore *arbres* ; et le second, de la déconstruction-reconstruction des matériaux indispensables et des pièces fortes pour une nouvelle architecture - nous inspirant, cette fois-ci, d'une métaphore *maisons*. (Il va de soi que le lecteur aurait un très grand avantage à avoir à portée de main le texte intégral de *l'Esprit des lois*). Enfin, il trouvera, à la fin de notre chapitre 3, notre propre plan *révisé*, celui de Montesquieu, et les deux mis en regard selon *une table de concordance*.

Ces indications de méthode devaient être fournies dès l'avant-propos, bien qu'elles ne permettent encore que de [13] souligner au lecteur des *intentions*. C'est fait. Mais avant de tenter de les honorer, il serait bon de savoir à qui nous aurons affaire : ce sera l'objet des deux premiers chapitres. Qui est ce Charles-Louis de Secondat, né en 1689, héritant en 1716 d'un oncle qui lui cédait par testament sa charge de président à mortier au Parlement de Bordeaux, et qui, à Genève, trente-deux ans plus tard publie sans nom d'auteur un énorme ouvrage intitulé :

DE L'ESPRIT DES LOIS

OU DU RAPPORT QUE LES LOIS DOIVENT AVOIR AVEC LA CONSTITUTION DE CHAQUE GOUVERNEMENT, LES MOEURS, LE CLIMAT, LE RELIGION, LE COMMERCE, ETC. A QUOI L'AUTEUR A AJOUTÉ DES RECHERCHES NOUVELLES SUR LES LOIS ROMAINES TOUCHANT LES SUCCESSIONS, SUR LES LOIS FRANÇAISES ET SUR LES LOIS FÉODALES

Prolem sine matrem creatam

Cette épigraphe, qui est du poète Ovide, signifierait quelque chose comme un « livre sans modèle ». A Mme Necker, Montesquieu en faisait ainsi la confidence : « Pour faire de grands ouvrages, deux choses sont utiles : un père et une mère, le génie et la liberté... Mon ouvrage a manqué de cette dernière... ⁹. » Nous verrons, à point nommé, quel degré et quelle sorte de liberté son propre pays refusait à l'auteur de *l'Esprit des lois*.

⁹ Ibidem p. 528, 13.

[15]

PROLOGUE

De qui s'agit-il ?
Ou l'homme Montesquieu.

[Retour à la table des matières](#)

[17]

Prologue. De qui s'agit-il ?
Ou l'homme Montesquieu.

Chapitre I

Les... « trois cent cinquante ans de noblesse prouvée... »

I

[Retour à la table des matières](#)

Dans *Mes Pensées* ¹⁰, Montesquieu déclare au tout début qu'il va « faire une assez sottise chose : c'est mon portrait ». Une dizaine de pages plus loin, il s'accuse encore de sottise : « Quoique ce soit commencer par une très sottise chose que de commencer par sa généalogie... » Sottise pour sottise, nous portons plus d'attention au premier qu'à la seconde : la généalogie relève de l'information parentale, tandis que le portrait reflète l'homme, le citoyen, le penseur, surtout que le portrait de Montesquieu est, d'après lui-même, dessiné par « une personne de ma connaissance » - ô combien ! puisqu'il [18] s'agit de lui-même ! -, à laquelle il cède fictivement la parole en ouvrant les guillemets... :

« Je me connais assez bien...

¹⁰ Série de trois cahiers où Montesquieu consignait toutes sortes de notes pour les travaux en cours ou qu'il projetait d'écrire. Il commença cette rédaction à l'époque où nous sommes en ce début de chapitre - en 1720. Le troisième cahier conduit jusqu'à la veille de sa mort en 1754. C'est une source d'informations inestimable sur et par l'auteur. L'édition de « *l'Intégrale* », en contient le texte complet (p. 893-1082). À retenir du court Avertissement ces lignes : « Je me garderai bien de répondre de toutes les pensées qui sont ici. Je n'ai mis là la plupart que parce que je n'ai pas eu le temps de les réfléchir, et j'y penserai quand j'en ferai usage » (p. 853).

Ma machine est si heureusement construite que je suis frappé par tous les objets assez vivement pour qu'ils puissent me donner du plaisir, pas assez pour me donner de la peine...

L'étude a été pour moi le souverain remède contre les dégoûts de la vie n'ayant jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture ne m'ait ôté...

Je m'éveille le matin avec une joie secrète ; je vois la lumière avec une espèce de ravissement. Tout le reste du jour je suis content...

Je suis presque aussi content avec des sots qu'avec des gens d'esprit et il y a peu d'hommes ennuyeux qui ne m'aient amusé très souvent : il n'y a rien de si amusant qu'un homme ridicule ¹¹. »

Ces confidences sur son propre bonheur continuent sur ce ton goguenard pendant quelques pages, faisant soudainement taire cette « personne de ma connaissance », lui-même d'évidence, pour enchaîner par des propos de plus de gravité sur son sens de la responsabilité.

« Si je savais quelque chose qui me fût utile, et qui fût préjudiciable à ma famille, je la rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose utile à ma famille et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose qui fût utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable à l'Europe, ou bien qui fût utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime...

Si j'avais l'honneur d'être pape, j'enverrais promener tous les meures de cérémonies, et j'aimerais mieux être un homme qu'un Dieu. »

Cet « homme », Montesquieu ne le conçoit pas autrement que... :

Je suis un bon citoyen ; quelque pays que je fusse né, je l'aurais été tout de même. Je suis un bon citoyen, parce que j'ai toujours été content de l'état où je suis ; que j'ai toujours approuvé ma fortune, et que je n'ai jamais rougi d'elle, ni envié celle des autres. Je suis un bon citoyen, parce que [19] j'aime le gouvernement où je suis né, sans le craindre, et que je n'en attends d'autres faveurs que ce bien infini que je partage avec tous mes compatriotes ; et je rends grâce au ciel de ce qu'ayant mis en moi de la médiocrité, en tout, il a bien voulu en mettre un peu moins dans mon âme...

¹¹ Ibid., p. 853-854.

Je hais Versailles parce que tout le monde y est petit. J'aime Paris parce que tout le monde y est grand.

Ce qui fait que j'aime à être à La Brède, c'est qu'à La Brède il me semble que mon argent est sous mes pieds. À Paris, il me semble que je l'ai sur mes épaules. À Paris, je dis : " Il ne faut dépenser que cela. " À ma campagne, je dis : "Il faut que je dépense tout cela" ¹². »

Tel pourrait être, en quelques pages, un *Tout Montesquieu* par lui-même. « Tout » ? Sauf, bien entendu, ce qui lui a valu l'immortalité littéraire : « J'ai la maladie de faire des livres et d'en être honteux quand je les ai faits. » La demi-boutade n'a pas besoin d'être appuyée, tout comme celle-ci, deux pages plus loin : « Je n'ai point le temps de me mêler de mes ouvrages ; je m'en suis démis entre les mains du public ¹³. » Pas tant que cela à la vérité, ainsi qu'on le verra tout au long de sa vie, surtout lors de la célèbre *Querelle de l'Esprit des lois* ! En même temps qu'il nourrit une qualité rare de civisme qu'on qualifierait de *nobiliaire*, l'homme Montesquieu entretient la légitime ambition d'assurer son indépendance matérielle. Pouvoir librement penser et écrire, les deux longtemps et longuement, est à ce prix.

On fera l'économie d'espace en se satisfaisant de rappeler que les ancêtres berri-chons remontaient à l'époque de Jeanne d'Arc, que les deux noms valant d'être retenus sont Jacob de Secondat, le fondateur de la lignée, et Jacques, le père de l'écrivain, qui mourut en 1713 après avoir fait carrière chez les cheveau-légers. Charles-Louis, qui était l'espoir du nom, allait hériter de l'oncle Joseph le titre de baron de Montesquieu et la charge de président à mortier ¹⁴ à Bordeaux. Mais le lieu [20] familial, La Brède et son château, est autrement intéressant que cette généalogie de plus de trois siècles « de noblesse », fût-elle « prouvée »...

II

¹² Ibid., p. 855-856.

¹³ Ibid., p. 860-861.

¹⁴ Toque ronde que portaient les présidents, le greffier en chef du Parlement et le chancelier de France. Comme exemple de l'usage, les dictionnaires donnent précisément : présidera à mortier.

Si une visite guidée du château de La Brède vaut le détour, si long soit-il surtout pour les non-Européens, il n'en est pas de même pour le village de Montesquieu. La biographie classique de Robert Shackleton en dissuaderait tout amateur des *Lettres persanes* ou admirateur de *l'Esprit des lois* ! « Triste et pitoyable » le décrit-il, « c'est le Sud-Ouest sous son aspect le moins engageant » ¹⁵. Un second biographe, plus récent et d'une non moindre estime pour l'écrivain, met en cause, avec une pointe de malice, tout le Bordelais lui-même, qui serait « peut-être la seule région méridionale de France qui ait inventé la mélancolie de l'été » ¹⁶.

La Brède et son château du XVe siècle offrent un tout autre charme dans leur stricte authenticité. Déjà la route qui y mène, à une vingtaine de kilomètres de la capitale du Sud-Ouest, confirmait presque la promesse : par son tracé de l'époque romaine sur la rive gauche de la Garonne, et, déjà en quittant Bordeaux, avec le surgissement des premiers vignobles. Enfin, par delà le hameau de La Prade, c'est le village de La Brède que domine son château. En effet, véritable château, fortifié et bien conservé, il constituerait dans le décor comme une espèce de monument digne de perpétuer le souvenir d'un penseur de génie.

Jusqu'à l'âge de onze ans, l'enfant fut élevé au village et non au château. Il avait à peine atteint ses sept ans lorsqu'il perdit sa mère en 1696 ; son père vécut jusqu'en 1713. Du fait de l'absence de descendant dans la branche aînée de la famille, [21] il sera sans contestation l'héritier de La Brède, de ses bâtiments, terres et vignobles. En devenant châtelain, Charles-Louis était resté un enfant du terroir, conservant du reste son accent du pays, reçu avec le lait de sa nourrice qui habitait au moulin du village.

Une anecdote, se doublant d'un parallélisme, paraît trop jolie pour n'être pas rappelée. Lors de son baptême, l'enfant avait été tenu sur les fonts baptismaux par un mendiant ayant le même prénom, « Charles ». Selon un témoin oculaire, c'était « à telle fin que son parrain lui rappelle toute sa vie que les pauvres sont ses frères » ¹⁷. Le parallèle, on le trouve dans le fait qu'un siècle et demi plus tôt un futur grand écrivain bordelais, et par surcroît moraliste, qui n'est autre que Michel de Montaigne,

¹⁵ Robert Shackleton, *Montesquieu : biographie critique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, p. 11. L'auteur ajoutait : « Quand les murs étaient intacts et qu'un seigneur y vivait l'endroit était à peine moins coupé de la civilisation » (ibid.).

¹⁶ Pierre Gascar, *Montesquieu*, Paris, Flammarion, 1989, p. 22.

¹⁷ Cette citation est d'après une « note relevée sur le livre de messe d'une femme du pays » et reproduite dans la chronologie de *l'Intégrale*, p. 11.

avait aussi été porté au baptême par des indigents ¹⁸. Belle et pieuse symbolique d'entrée dans la vie de ces deux grands sceptiques, chacun à sa façon bien entendu, mais tous deux originaires de la même région.

Il ne serait guère séant d'accentuer les traits provinciaux d'un Montesquieu jeune, qui allait devenir grand voyageur et l'un des esprits les plus cosmopolites du siècle. Un juriste de notre époque et originaire de la même région se plaisait à le proclamer « essentiellement un provincial, et le Bordelais que je suis peut bien affirmer qu'il est essentiellement un Girondin » ¹⁹. L'un des hommages les plus pittoresques qui lui aient été rendus le fut en son temps par le disciple Antoine Suard, âgé de vingt ans à peine. Il prenait plaisir d'évoquer devant l'Académie de Toulouse un Montesquieu de la célébrité qui « courait du matin au soir, un bonnet de coton blanc sur la tête, un long échalas de vigne sur l'épaule, et (...) ceux qui venaient lui présenter les hommages de l'Europe lui demandèrent plus d'une fois, en le tutoyant comme un vigneron, si c'était là le château de Montesquieu » ²⁰.

[22] Car voilà bien l'occasion de rappeler que La Brède n'était pas qu'un château fort du quinzième siècle, entouré de douves et auquel on accédait par un pont-levis, mais aussi des vignobles tout autour, ainsi qu'à l'intérieur une splendide bibliothèque qui fait encore l'admiration des visiteurs lettrés d'aujourd'hui.

La Brède étant restée une propriété continue de la famille, le visiteur de la bibliothèque peut voir devant les armoires vitrées un très grand nombre des in-folio portant l'ex-libris de l'auteur de *l'Esprit des lois*. Ce lieu, en quelque sorte sacré, est aussi la plus belle et la plus grande pièce du château. On risquerait même ce raccourci : c'est là qu'on sent le mieux ce qu'on appellerait la mystérieuse pesanteur immanente d'une pensée, au point que survit encore, après plus de deux siècles, le souvenir d'une belle légende du lieu : « Dans la haute nef de sa bibliothèque de La Brède, ou de son étroit cabinet de travail, resserré comme un poste de vigie, Montesquieu a jugé les lois et les moeurs, dénoncé sans fièvre les tyrans, exalté la liberté et marqué ses bornes ²¹. »

¹⁸ Fait rapporté par Shackleton, op. cit., p. 9.

¹⁹ J. Brèthe de La Gressaye, « Histoire de l'Esprit des lois » dans *La pensée politique et constitutionnelle de Montesquieu : Bicentenaire de l'Esprit des lois*, Paris, Recueil Sirey, 1952, p. 72.

²⁰ Cité par Félix Ponteil, *La pensée politique depuis Montesquieu*, Paris, 1960, Sirey, p. XI.

²¹ Texte d'un auteur anonyme dans la notice finale d'un recueil de citations de Montesquieu, intitulé *Du Principe de la Démocratie*, Paris, Librairie de Médicis, 1948, p. 88.
(Lire la note suivante).

Quant à l'entreprise viticole, il y est parfois fait mention dans quelques études. On l'aborde d'habitude sous deux biais : sous l'angle des rapports de Montesquieu avec l'Angleterre, à l'époque forte consommatrice de vins de Bordeaux, ou sous celui du mariage de raison avec Jeanne Lartigue, de descendance calviniste, qui, en plus d'apporter une dot fort substantielle, deviendra une excellente intendante des biens du ménage. Robert Shackleton résume avec sobriété les faits essentiels - aboutissant à un bilan - d'une durable union : « Jeanne de Lartigue était huguenote et resta fidèle jusqu'à sa mort à la religion réformée. L'affection ne semble pas avoir joué un grand rôle dans cette union. Mais la fortune de Montesquieu en fut consolidée, il y gagna une mère pour ses enfants et une excellente intendante pour ses domaines ²². »

[23]

III

En l'an 1700 tout juste, alors âgé de onze ans, Charles-Louis partira à cheval, au sein d'un bizarre équipage ²³, pour Juilly, où se trouve le collège renommé des oratoriens, congrégation séculière fondée par le cardinal Bérulle en 1611. L'enfant n'est encore que le baron de La Brède. Sans prétendre à la cote de Louis-le-Grand, l'établissement de Juilly jouissait d'une excellente réputation : sa proximité de Paris, son beau parc, la compétence de ses maîtres, une discipline sérieuse sans être oppressive en sont la cause. Le pensionnaire n'y contractera aucune grande amitié, aussi bien côté maîtres que côté condisciples. Il est surtout studieux, si le qualificatif convient à un si grand lecteur. C'est au point où l'un de ses maîtres écrit à son père : « Il ne quitterait jamais les livres, si on le laissait faire ²⁴. »

²² Shackleton, op. cit., p. 19. Au sujet de la fortune de Montesquieu, il ne faut pas rester sous l'impression que ses revenus ne provenaient que de la production viticole. Pierre Gascar qui, vers 1720, établissait sa fortune à « trois cent mille livres (à peu près quinze millions de nos francs) », avance aussi que « ses revenus s'élèvent à vingt-neuf mille livres, mais ne lui sont fournis par ses terres que pour une partie. Ses émoluments de président à mortier au Parlement, bien qu'il néglige de les arrondir en exerçant pleinement ses fonctions et en recevant des "épices", représentent le reste » (op. cit., p. 51).

²³ Un seul domestique avait la responsabilité de deux cousins, en plus de celle de Charles-Louis, pendant cette randonnée qui prit un mois entier. À une époque où les routes n'étaient pas sûres à maints égards, on conviendra que les parents aristocrates s'en remettaient à des méthodes d'éducation virile et même risquée.

²⁴ Cité dans l'intégrale, p. 11.

Le jeune baron passera cinq ans à Juilly. De ses travaux de collégien trois vestiges ont été conservés. D'abord, une *Historia romana*, puis un *Discours sur Cicéron* - déjà Rome ! Et enfin une tragédie en vers, *Britomare*, dans laquelle un personnage s'écrie : « Je défendais encore ma liberté mourante... ²⁵. »

Le seul lien durable avec l'Oratoire se nouera plus tard avec le père Desmolets, de dix ans son aîné, qui allait faciliter sous peu son adaptation à Paris. Les positions théologiques des [24] oratoriens avaient quelque chose de demi-janséniste, teinté d'un peu de gallicanisme : double couleur locale idéologique, sans rien de sectaire. La gloire de l'ordre était le déjà célèbre Malebranche, qui se faisait rare à Juilly tout en y étant vénéré. L'adolescent n'était pas encore en état d'être marqué par quelque empreinte philosophique. Il est assez probable qu'il n'ait pas encore lu Malebranche en ces années du pensionnat de Juilly. Ce n'est que plus tard qu'il connaîtra « l'illustre Malebranche qui est le père des opinions adoptées par Montesquieu » ²⁶.

Quelle allure (à défaut de prestance) pouvait avoir Montesquieu à dix-huit ans ? Le romancier Pierre Gaspar a visiblement trouvé plaisir à l'esquisser :

« À dix-huit ans, Charles-Louis est un garçon de taille moyenne, c'est-à-dire qu'il semblerait plutôt petit, de nos jours où, aux conseils de révision, la toise s'envole. Il est blond et maigre. Son visage où l'ossature marque, lui imprimant une expression d'intelligence et d'énergie, conduira plus tard un portraitiste, qu'on accusera injustement d'avoir un peu trop lu certains de ses ouvrages, à lui donner un profil romain et presque césarien. Il a, ses contemporains en témoigneront, une vivacité qui appartient à sa race, et qui subsistera sous l'énorme perruque " in-folio " des présidents de Parlement, qu'il coiffera bientôt ²⁷. »

Cette présidence ne sera pas un point d'arrivée, plutôt un tremplin de départ... Mais pour accéder à ce poste, il faut avoir fait son droit. À Bordeaux, plutôt hélas ! Ce premier contact n'avait pas été vécu en grande cordialité :

²⁵ Cité dans Shackleton, op. cit., p. 15.

²⁶ Ibid., p. 26.

²⁷ Gaspar, op. cit., p. 18-19.

« Au sortir du collège on me mit dans les mains des livres de droit ; j'en cherchai l'esprit, je travaillai, je ne faisais rien qui vaille ²⁸. »

Déjà...

[25]

IV

Entre 1709 et 1713, on sait relativement peu de choses de Montesquieu - si l'on n'ignore pas qu'il en porte prématurément le nom. Son ami et introducteur à la vie parisienne, Desmolets, va l'inciter à suivre les séances des académies. Ce bibliothécaire de métier lui conseille d'entreprendre un livre de notes, le fameux *Spicilège* ²⁹. Il rencontrera aussi l'érudit Nicolas Fréret dont la spécialité est la sinologie, terme inexistant à l'époque. Par l'intermédiaire de cette connaissance, il entre aussi en contact avec un Chinois authentique, devenu chrétien, Arcadio Hoange. En vivant à Paris, l'Asiatique s'était pénétré de culture française tout en gagnant sa vie comme responsable des livres chinois dans la Bibliothèque du Roi. Cette poussée de cosmopolitisme chez le jeune Montesquieu est peu connue ³⁰. Ayant été admis au barreau, son existence parisienne de 1709 à 1713 lui offrira nombre de distractions, propres à lui faire oublier le droit dépourvu d'« esprit », qu'il avait dû, tout de même, ingurgiter à la façon d'une indigeste potion...

1713, à la mi-novembre, la mort de son père le rappelle à La Brède. Il n'a que vingt-cinq ans. La mévente récente des vins n'a pas doré le blason de l'entreprise familiale, qui accuse 20 000 livres de dettes. Le nouveau propriétaire a tôt fait de redresser la situation, la conjoncture aidant en prenant un tour moins défavorable. Et

²⁸ Montesquieu dans une lettre adressée à Solar le 7 mars 1749, cité par Shackleton, op. cit., p. 21. Les italiques sont de nous.

²⁹ À ne pas confondre avec les cahiers de *Mes pensées* (voir la première note de ce chapitre). Le présentateur de l'Intégrale, Daniel Oster, nous en donne l'origine latine, *spicilegium* signifiant glane ou moisson. Ce recueil « constitue donc un outil de travail que Montesquieu avait sous les yeux, n'en doutons pas, lorsqu'il travaillait aux *Lettres persanes* ou à *L'Esprit des lois* ». L'Intégrale le contient en entier aux pages 379-435.

³⁰ « Montesquieu rend minutieusement compte de discussions qu'il avait eues avec lui. Fasciné par les détails de la religion de Confucius (...), il souligne la nature absolue du pouvoir royal en Chine et la confusion de l'autorité civile et de l'autorité religieuse. Il témoigne dans ces conversations de l'intérêt qu'il ne cesse jamais de porter à l'orient » (Shackleton, op. cit., p. 17-18).

opportunément, son récent mariage apporte la solution définitive sous la forme d'une centaine de milliers de livres de dot.

[26] Exactement un an plus tard, en avril presque jour pour jour, la mort de son oncle lui procure, par voie d'héritage, cumulativement sa fortune, ses terres de Montesquieu (dont nous avons dit qu'il portait déjà le nom) et surtout la présidence à mortier. Déjà conseiller au Parlement, il en vend la charge pour une plus haute fonction. Par son élection à l'Académie de Bordeaux, en peu de temps il est devenu un personnage, du moins à l'échelle provinciale. Et il fait ses débuts académiques en prononçant une conférence intitulée *Sur la Politique des Romains dans la religion*.

Nous, qui savons la suite, ne sommes pas autrement étonnés que, pour ses débuts académiques, il ait choisi un pareil sujet de dissertation. Quant à sa présidence prestigieuse, cette activité ne l'enchanterait guère. Plus tard, il avouera presque ingénument :

« Quant à mon métier de président, j'avais le coeur très droit : je comprenais assez les questions en elles-mêmes : mais, quant à la procédure, je n'y entendais rien ³¹. »

À vrai dire, c'est le domaine des idées générales qui l'intéresse bien davantage. Devant l'Académie de Bordeaux, il livre d'autres dissertations : outre l'essai déjà mentionné sur les Romains et la religion, une *Dissertation sur le système des idées*, une autre intitulée *Sur la différence des génies*. Le trésor mal en point de l'État - c'est l'époque de la Régence et le banquier Law met en France ses idées en application - l'incite à présenter un *Mémoire sur les dettes de l'État*.

Montesquieu subira la séduction des sciences naturelles dans les années subséquentes jusqu'à 1720. Il compose plusieurs mémoires dans ces domaines, alors très populaires, surtout dans les académies de province : sur l'écho, les maladies des glandes rénales, la transparence des corps, leur pesanteur, etc., et même un *Projet d'histoire physique de la terre ancienne et moderne*, auquel il joint une invitation aux savants étrangers « d'adresser des mémoires à Bordeaux, à M. de Montesquieu, président au Parlement de Guyenne, qui en paiera le port » ! Quelques-uns de ces premiers textes ont été colligés dans les éditions complètes ³².

³¹ Cité dans *l'Intégrale*, p. 11.

³² Voir *ibid.*, p. 33-60.

[27] On n'y porte guère d'attention aujourd'hui, sauf exception, tel le critique Paul Vernière, qui les qualifie de travaux d'amateur dont le style fleuri cache mal l'inexpérience : nous pensons aux débuts de (...) Maupertuis, de Réaumur, de Buffon. Avec le temps, une méthode plus rigoureuse, une culture mathématique plus sérieuse, nul doute que Montesquieu aurait joué son rôle dans cet essor des sciences. En fait son esprit est ailleurs... » ³³.

³³ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 13.

[29]

Prologue. De qui s'agit-il ?
Ou l'homme Montesquieu.

Chapitre II

Des Persanes (1721) aux Lois (1748) en passant par les Romains (1734)

I

[Retour à la table des matières](#)

Cet « ailleurs », où vagabonde alors l'esprit de Montesquieu, c'est quelque part, entre Ispakhan et Smyrne, dans une Perse de légende... Y entretiennent des rapports épistolaires fournis deux habitants de ce pays exotique : d'un côté, un esprit réfléchi et même moraliste (Usbeck) et, de l'autre, un caractère plus léger et même quelque peu étourdi (Rica). Mais le réseau des correspondants est nombreux et bien autrement varié. Après avoir travaillé trois ans à ces *Lettres persanes*, Montesquieu les publiera à Amsterdam en 1721, sous la couverture de l'anonymat, ainsi qu'il était encore d'usage.

On imagine l'auteur plus volontiers sous les traits du grave Usbeck que sous ceux de Rica, plutôt enclin à l'exubérance, mais c'est à tort car il est autant l'un que l'autre. Paul Vernière a bien expliqué l'espèce de phénomène génétique de fusion, laissant voir que « le contraste historique de Louis XIV et de la Régence s'accusera, dans la

double expérience de l'étudiant pauvre de 1709 et de l'homme " arrivé " du Président de 1717 » ³⁴.

[30]

I

À l'époque de la parution, l'auteur a atteint ses trente-deux ans. Avec un ouvrage de cette nature, il prenait délibérément des distances avec sa province mais sans vraiment chercher à *se déprovincialiser*. On répétera trop aisément qu'en germe Les Lettres persanes contenaient déjà *l'Esprit des lois*, du moins comme projet de vie ³⁵. La vérité est que ce qui fut une étape vers... n'était pas un pas indispensable à la future élaboration de la grande oeuvre. Il y avait pire : cela pouvait même comporter certains éléments de risque pour l'avenir. Dans la Préface aux *Lettres persanes*, l'auteur anonyme prenait soin de confier à son lecteur : « Si l'on savait qui je suis, on dirait : "Son livre jure avec son caractère ; il devrait employer son temps à quelque chose de mieux, cela n'est pas digne d'un homme grave" » ³⁶. » Au fait, nous ne faisons que suggérer que cette première oeuvre d'une certaine ampleur, et à l'intention d'un large public, terminait ainsi une plutôt « longue adolescence » ³⁷.

Montesquieu n'avait pas inventé la forme épistolaire du roman ³⁸, mais il saura en tirer des facilités satiriques évidentes et, l'anonymat aidant, en ne prenant pas de trop grands risques. En l'occurrence, le succès fut immédiat et éclatant : en une année, quatre éditions en immixtion concurrentielle avec quatre contrefaçons, et la première édition, d'ailleurs, ne s'épuisant qu'après une dizaine de tirages, etc... L'ami et cicéro-

³⁴ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 14.

³⁵ Ce qui est aller un peu vite en besogne, « quoi que Montesquieu en ait dit plus tard » (ibid., p. 15).

³⁶ Édition *l'Intégrale*, p. 63.

³⁷ C'est le titre que donne Vernière à la tranche de vie qui, de la naissance de Montesquieu (1689), s'étend jusqu'à la publication des *Lettres persanes* (1721) (ibid., p. 11 - 13).

³⁸ Parmi nombre de précédents, il faut faire une place à part à une série de lettres de l'Italien Giovanni Paolo Marana, dont le titre français était *L'Espion dans les cours*. Dès 1721, une réimpression de la première édition des *Lettres Persanes* comportait une mention disant que cet ouvrage était « dans le goût » du livre de Marana.

ne parisien, le père Desmolets, en avait fait l'exacte prévision : « Cela sera vendu comme du pain. »

La correspondance entre les compères persans fourmillait de textes clairement allusifs à l'actualité française du moment, [31] et qu'alimentaient les deux grands maux de l'époque : le religieux, dans le prolongement des effets de la révocation de l'édit de Nantes de 1685, le financier et son plus que bizarre palliatif du *système* de Law. Le contenu des échanges épistolaires était parfaitement saisi, compris, interprété par un public lecteur avide de voir voler des fléchettes plus ou moins perfides sur nombre de personnalités en vue.

La trame de fond de cette chaîne de lettres était, tout le temps, tamisée par les contrastes les plus divers et les plus appuyés entre la vie en France et celle de la Perse, ou plus largement, entre les civilisations d'Orient et d'Occident. L'interrogation, faussement naïve : « Comment peut-on être persan ? » faisait littéralement fureur et survivra jusqu'à aujourd'hui à la façon d'une expression proverbiale. Quant à l'auteur, qui ne pouvait demeurer anonyme bien longtemps, ni ne le cherchait tellement, il se trouvait en danger de voir un succès aussi colossal lui monter à la tête ! En mars 1725, il écrit à une connaissance, Dodart, ce mot montrant qu'il ne perdait pas pied : « J'habite ma campagne avec une satisfaction intérieure que je vous souhaite à Paris. Je sens que si je suis fou quelquefois (...), il y a néanmoins chez moi un fond de sagesse en réserve que je pourrai faire valoir quelque jour ³⁹. »

La « folie » à laquelle il était référé n'était pas tellement celle que des milieux prudes lui reprochaient : son ton volontiers libertin - celui du siècle et, en particulier, des années de la Régence - pour décrire les ambiances capiteuses de la vie sensuelle de harem, etc. Sur ce point non plus, Montesquieu n'avait certes pas lancé le genre. Robert Shackleton, après avoir fait allusion à une certaine forme de littérature licencieuse, va jusqu'à écrire que, « lorsqu'il quitte la voie étroite entre la décence et l'indécence, il sombre dans la pornographie. Les Lettres persanes, dans le passage qui mettait le harem en scène, traitent le même thème, et c'est une partie essentielle du livre. Ce sont ces passages qui fournissent le cadre et l'intrigue » ⁴⁰. Le cardinal Dubois ne manquait pas d'arguments pour interdire le livre dès 1722.

³⁹ Cité Vernière, op. cit., p. 16.

⁴⁰ Robert Shackleton, *Montesquieu : Biographie critique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1977, p. 35.

[32]

II

On affronte l'embarras du choix en tâchant de ne restreindre la sélection qu'à quelques lettres parmi les 161 que compte l'ouvrage. Par ailleurs, l'espace de ce chapitre est limité. Toutefois, il ne serait pas séant de passer outre à la prescription que nous nous sommes fait d'une « lecture accompagnée » de quelques textes typiques et illustratifs du propos. Quatre lettres nous sont apparues indispensables et suffisantes, bien que deux soient amputées de plus que de la moitié.

La première que nous proposons est la pièce classique du genre spirituel, qui lui vaut d'être retenue dans les recueils de morceaux choisis ou les anthologies. Il s'agit bien de cette lettre, devenue classique par sa réflexion finale et interrogative : « Comment peut-on être persan ? » Rica raconte à Ibben comment il a vécu ce qu'aujourd'hui on appellerait son premier choc intellectuel à Paris (édition de *l'Intégrale*, p. 78) :

« Les habitants de Paris sont d'une curiosité qui va jusqu'à l'extravagance. Lorsque j'arrivai, je fus regardé comme si j'avais été envoyé du Ciel : vieillards, hommes, femmes, enfants, tous voulaient me voir. Si je sortais, tout le monde se mettait aux fenêtres ; si j'étais aux Tuileries, je voyais aussitôt un cercle se former autour de moi : les femmes mêmes faisaient un arc-en-ciel, nuancé de mille couleurs, qui m'entourait ; si j'étais aux spectacles, je trouvais d'abord cent lorgnettes dressées contre ma figure : enfin jamais homme n'a tant été vu que moi. Je souriais quelquefois d'entendre des gens qui n'étaient presque jamais sortis de leur chambre, qui disaient entre eux : "Il faut avouer qu'il a l'air bien persan". Chose admirable ! je trouvais de mes portraits partout ; je me voyais multiplié dans toutes les boutiques, sur toutes les cheminées : tant on craignait de ne m'avoir pas assez vu.

Tant d'honneurs ne laissent pas d'être à charge : je ne me croyais pas un homme si curieux et si rare ; et, quoique j'aie très bonne opinion de moi, je ne me serais jamais imaginé que je dusse troubler le repos d'une grande ville où je n'étais point connu. Cela me fit résoudre à quitter l'habit persan et à en endosser un à l'européenne, pour voir s'il resterait encore dans ma physionomie quelque chose d'admirable. Cet essai me fit connaître ce que je valais réellement : libre de tous les ornements étrangers, je me vis apprécié au plus juste.

J'eus [33] sujet de me plaindre de mon tailleur, qui m'avait fait perdre en un instant l'attention et l'estime publique : car j'entrai tout à coup dans un néant affreux. Je demeurais quelquefois une heure dans une compagnie sans qu'on m'eût regardé, et qu'on m'eût mis en occasion d'ouvrir la bouche. Mais si quelqu'un, par hasard, apprenait à la compagnie que j'étais persan, j'entendais aussitôt autour de moi un bourdonnement : "Ah ! ah ! Monsieur est persan ? C'est une chose bien extraordinaire ! Comment peut-on être persan ?". »

.....

À Paris, le 6 de la lune de Chalval, 1712.

Cette lettre était la trentième dans l'ordre. La lettre qui suivra la précédait immédiatement, soit la vingt-neuvième de l'ouvrage. Elle est encore de Rica, et toujours à l'intention d'Ibben. Trop longue pour être reproduite en entier, nous n'en citons que le début, décrivant le fonctionnement de la couche supérieure de la hiérarchie dans l'Église (en des termes persanisés comme Rhamazan et dervis) (*l'intégrale*, p. 77-78) :

« Le Pape est le chef des Chrétiens. C'est une vieille idole, qu'on encense par habitude. Il était autrefois redoutable aux princes mêmes : car il les déposait aussi facilement que nos magnifiques sultans déposent les rois d'Irimette et de Géorgie. Mais on ne le craint plus. Il se dit successeur d'un des premiers Chrétiens, qu'on appelle saint Pierre, et c'est certainement une riche succession : car il a des trésors immenses et un grand pays sous sa domination.

Les évêques sont des gens de loi qui lui sont subordonnés et ont, sous son autorité, deux fonctions bien différentes : quand ils sont assemblés, ils font, comme lui, des articles de foi ; quand ils sont en particulier, ils n'ont guère d'autre fonction que de dispenser d'accomplir la Loi. Car tu sauras que la religion chrétienne est chargée d'une infinité de pratiques très difficiles, et, comme on a jugé qu'il est moins aisé de remplir ces devoirs que d'avoir des évêques qui en dispensent, on a pris ce dernier parti pour l'utilité publique. De sorte que, si l'on ne veut pas faire le Rhamazan ; si on ne veut pas s'assujettir aux formalités des mariages ; si on veut rompre ses vœux ; si on veut se marier contre les défenses de la Loi ; quelquefois même, si on veut revenir contre son serment : on va à l'Évêque ou au Pape, qui donne aussitôt la dispense.

[34] Les évêques ne font pas des articles de foi de leur propre mouvement. Il y a un nombre infini de docteurs, la plupart dervis, qui soulèvent entre eux

mille questions nouvelles sur la Religion. On les laisse disputer longtemps, et la guerre dure jusqu'à ce qu'une décision vienne la terminer.

Aussi puis-je t'assurer qu'il n'y a jamais eu de royaume où il y ait eu tant de guerres civiles que dans celui du Christ. »

.....

À Paris, le 4 de la lune de Chalval, 1712.

Mais il y avait mieux - ou pire - dans le style corrosif que la précédente pièce. La vingt-quatrième lettre, que Rica adresse à Ibben, constituait une charge à fond contre les deux hommes incarnant l'autorité spirituelle universelle de la chrétienté et l'autorité souveraine temporelle du royaume de France - les deux étant qualifiés de « magiciens »... En voici la partie centrale, le texte étant donc allégé de son début, peu utile, et de sa partie finale, qui en affaibliraient la portée (*l'Intégrale*, p. 74-75) :

« Le Roi de France est le plus puissant prince de l'Europe. Il n'a point de mines d'or comme le roi d'Espagne, son voisin ; mais il a plus de richesses que lui, parce qu'il les tire de la vanité de ses sujets, plus inépuisable que les mines. On lui a vu entreprendre ou soutenir de grandes guerres, n'ayant d'autres fonds que des titres d'honneur à vendre, et, par un prodige de l'orgueil humain, ses troupes se trouvaient payées, ses places, munies, et ses floues, équipées.

D'ailleurs ce roi est un grand magicien : il exerce son empire sur l'esprit même de ses sujets ; il les fait penser comme il veut. S'il n'a qu'un million d'écus dans son trésor, et qu'il en ait besoin de deux, il n'a qu'à leur persuader qu'un écu en vaut deux, et ils le croient. S'il a une guerre difficile à soutenir, et qu'il n'ait point d'argent, il n'a qu'à leur mettre dans la tête qu'un morceau de papier est de l'argent, et ils en sont aussitôt convaincus. Il va même jusqu'à leur faire croire qu'il les guérit de toutes sortes de maux en les touchant, tant est grande la force et la puissance qu'il a sur les esprits,

Ce que je te dis de ce prince ne doit pas t'étonner : il y a un autre magicien, plus fort que lui, qui n'est pas moins maître de son esprit qu'il l'est lui-même de celui des autres. Ce magicien s'appelle le Pape. Tantôt il lui fait croire que trois ne sont qu'un, que le pain qu'on mange n'est pas du [35] pain, ou que le vin qu'on boit n'est pas du vin, et mille autres choses de cette espèce. »

.....

De Paris, le 4 de la lune de Rebiab 2, 1712.

Enfin, la dernière lettre que nous proposons, la cent vingt-neuvième dans l'ordre, est, cette fois-ci, du comparse Uzbek. Il peut être aussi volubile en s'adressant à Rhedi, qui habite Venise, sur les thèmes des carences des législateurs et des rapports qu'ont les lois et les mœurs entre elles. Ce sont là des sujets majeurs de *l'Esprit des lois*, que personne, bien entendu, n'avait pu encore lire (*l'Intégrale*, p. 130) :

« La plupart des législateurs ont été des hommes bornés, que le hasard a mis à la tête des autres, et qui n'ont presque consulté que leurs préjugés et leurs fantaisies.

Il semble qu'ils aient méconnu la grandeur et la dignité même de leur ouvrage : ils se sont amusés à faire des institutions puériles, avec lesquelles ils se sont à la vérité conformés aux petits esprits, mais décrédités auprès des gens de bon sens.

Ils se sont jetés dans des détails inutiles ; ils ont donné dans les cas particuliers, ce qui marque un génie étroit qui ne voit les choses que par parties et n'embrasse rien d'une vue générale.

Quelques-uns ont affecté de se servir d'une autre langue que la vulgaire : chose absurde pour un faiseur de lois. Comment peut-on les observer, si elles ne sont pas connues ?

Ils ont souvent aboli sans nécessité celles qu'ils ont trouvées établies, c'est-à-dire qu'ils ont jeté les peuples dans les désordres inséparables des changements.

Il est vrai que, par une bizarrerie qui vient plutôt de la nature que de l'esprit des hommes, il est quelquefois nécessaire de changer certaines lois. Mais le cas est rare, et, lorsqu'il arrive, il n'y faut toucher que d'une main tremblante : on y doit observer tant de solennités et apporter tant de précautions que le peuple en conclue naturellement que les lois sont bien saintes, puisqu'il faut tant de formalités pour les abroger.

Souvent ils les ont faites trop subtiles et ont suivi des idées logiciennes plutôt que l'équité naturelle. Dans la suite, elles ont été trouvées trop dures, et, par un esprit d'équité, on a cru devoir s'en écarter ; mais ce remède était un

nouveau [36] mal. Quelles que soient les lois, il faut toujours les suivre et les regarder comme la conscience publique, à laquelle celle des particuliers doit se conformer toujours.

Il faut pourtant avouer que quelques-uns d'entre eux ont eu une attention qui marque beaucoup de sagesse : c'est qu'ils ont donné aux pères une grande autorité sur leurs enfants. Rien ne soulage plus les magistrats ; rien ne dégarnit plus les tribunaux ; rien, enfin, ne répand plus de tranquillité dans un État où les mœurs font toujours de meilleurs citoyens que les lois.

C'est de toutes les puissances, celle dont on abuse le moins ; c'est la plus sacrée de toutes les magistratures ; c'est la seule qui ne dépend pas des conventions, et qui les a même précédées.

On remarque que, dans les pays où l'on met dans les mains paternelles plus de récompenses et de punitions, les familles sont mieux réglées : les pères sont l'image du créateur de l'Univers, qui, quoiqu'il puisse conduire les hommes par son amour, ne laisse pas de se les attacher encore par les motifs de l'espérance et de la crainte.

Je ne finirai pas cette lettre sans te faire remarquer la bizarrerie de l'esprit des Français. On dit qu'ils ont retenu des lois romaines un nombre infini de choses inutiles et même pis, et ils n'ont pas pris d'elles la puissance paternelle, qu'elles ont établie comme la première autorité légitime. »

.....

De Paris, le 4 de la haie de Gemmadi 2, 1719.

Déjà des éléments de fond, ainsi que quelque chose du ton particulier de l'Esprit des lois...

III

Un intervalle de quatorze années sépare la publication des *Lettres persanes* (1721) de celle des *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (1734). Comme écrivain, Montesquieu a pris place d'emblée dans le cercle doré. Il va désormais s'appliquer à trois objectifs dans le but d'asseoir une notoriété plus grande encore : afin d'assurer son indépendance financière, de vendre sa charge de [37] président, opération qui lui assurera une rente annuelle de 5,200 livres, de se faire élire à l'Académie française avec l'appui décisif de Madame de Lambert dont le salon passe pour être (presque) l'antichambre de la Coupole, tant désirée, et de décrocher un poste de prestige dans la diplomatie.

Seul, ce dernier espoir, en la forme d'un calcul erratique, sera déçu. Pour l'homme, ce sera pour le mieux, ainsi que pour le plus complet épanouissement de l'écrivain. Quant à l'Académie, ce rite de passage obligé pour la grande consécration littéraire, l'auteur des *Lettres persanes* s'y fit élire à la fin de 1727, six ans après une première publication. Ce fut, à la fois, grâce à l'ouvrage tant controversé et en dépit de lui qu'il y réussit ⁴¹.

Une fois élu « sous la Coupole », Montesquieu n'y remettra plus guère les pieds. Il projette plutôt toute une série de voyages afin de mener une espèce de vaste enquête personnelle sur l'état politique de l'Europe dans une demi-douzaine de pays : en Autriche, en Italie (rencontrant Law à Venise), en Allemagne, en Hollande, en achevant son périple par un long et important séjour en Angleterre, entre 1729 et 1731. Dans ce dernier pays, qui l'intéressera particulièrement toute sa vie, et pour d'autres raisons moins prosaïques que des commandes à décrocher pour le vin de La Brède, il poursuit, dirait-on, des buts d'enracinement et d'abord, celui d'une résidence chez lord

⁴¹ Shackleton, qui a souvent « le mot qu'il faut » pour parler de Montesquieu, fait observer à ce propos : « Il n'était sûrement pas le premier auteur d'un livre presque licencieux à être reçu à l'Académie, ce qu'il fut en 1728, mais il était le premier à n'avoir que ce titre à son élection » (ibid.). Cette question touche celle de la vie mondaine de Montesquieu et de ses rapports particuliers avec les femmes. L'angle et les dimensions de notre travail ne nous permettent pas d'en traiter convenablement. Le romancier Pierre Gaspar s'est bien acquitté de cet aspect de la vie de notre auteur. On lira avec un intérêt, dans sa biographie de *Montesquieu* (Paris, Flammarion, 1989), les chapitres intitulés « Un vent de dissipation » et « L'amour sans lendemain » (p. 69-107).

Chesterfield pendant deux ans, puis d'une introduction à la loge maçonnique de Westminster, et enfin l'élection à la *Royal Society*, etc. De retour en France en 1731, il présente plusieurs mémoires à l'Académie de Bordeaux dont les manuscrits seront malheureusement perdus, dont une assez inattendue *Histoire de la jalousie*.

[38] En Angleterre, particulièrement, il s'était fait d'utiles contacts : outre lord Chesterfield déjà mentionné, Robert Walpole, Pierre Coste, le traducteur de John Locke, ainsi que l'ami de John Newton, Martin Folkes. Il fréquente aussi bien le milieu littéraire que le monde de la politique et des journaux. Toute sa vie, cet homme bouillonnera d'idées : son séjour en Angleterre fut une période d'intensité particulière dont on ne finira pas de voir les suites dans l'élaboration de certains passages-clés de *L'Esprit des lois* et même jusque dans l'aménagement, à l'anglaise, du parc du château de La Brède ! On l'imagine volontiers dans le milieu de ses origines, la tête et les carnets de notes bourrés d'idées nouvelles, ou anciennes mais repensées...

D'ailleurs, il caractérisera l'Angleterre comme un pays particulièrement propice à la pensée, entendons à la pensée politique et en son sens le plus riche. D'Alembert, prononçant son éloge l'année de sa mort, en 1755, reproduisait ce passage se terminant en bonheur d'expression : « Comme il n'avait rien examiné ni avec la prévention d'un enthousiaste, ni avec l'austérité d'un cynique, il n'avait remporté de ses voyages ni un dédain outrageant pour les étrangers, ni un mépris encore plus déplacé pour son propre pays. Il résultait de ses observations que l'Allemagne était faite *pour y voyager*, l'Italie pour y séjourner, l'Angleterre *pour y penser*, la France *pour y vivre* ⁴². » Vivre et penser, c'était le destin d'élection. De retour à La Brède, il se remet donc avec une ardeur renouvelée à l'épais dossier de *L'Esprit des lois*, depuis longtemps sur le métier..

Mais c'est encore plus le temps de disposer au passage du manuscrit complété des *Considérations*, court texte terminé depuis un certain temps, et que, d'une façon ou de l'autre, on a pris l'habitude de rattacher au projet de la grande œuvre ⁴³. Montesquieu

⁴² D'Alembert, « Eloge de Montesquieu », *l'Intégrale*, p. 24.
Lire la note suivante.

⁴³ De l'ouvrage sur les Romains, Jean Brèthe de la Gressaye rappelait, à l'occasion de la célébration du bicentenaire de *L'Esprit des lois*, qu'on « le considère d'habitude, non sans quelques raisons, comme une sorte d'avant-projet de *L'Esprit des lois*, comme un chapitre, un morceau détaché, de *L'Esprit des lois*, une application particulière de ses idées à ce grand sujet de Rome qu'il connaissait si bien ». Mais « il était si peu décidé, à ce moment-là, à écrire *L'Esprit des lois* (...) qu'il aurait eu l'idée de faire imprimer en même temps que les *Considérations* de 1734 un chapitre que l'on retrouvera plus tard et de quelle importance ! dans *L'Esprit des lois* (Livre XI), le

croit bon de publier ce manuscrit hors de France, comme il l'avait fait pour les Lettres persanes, d'autant qu'en France, Voltaire venait de faire l'objet d'une lettre de cachet pour son dernier opuscul des *Lettres philosophiques*.

[39] Le nouvel ouvrage de Montesquieu sera donc publié en Hollande, à l'été 1734, sous le titre complet de *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*. Tandis qu'à Paris, Manon Lescaut de l'abbé Prévost « fait un malheur », en même temps et pour d'autres raisons que les *Lettres philosophiques*, on chuchotera à propos de la « décadence » du président de Montesquieu, dont on attendait davantage ! Mine de Tencin lui donnera un coup de griffe, en guise de caresse, en l'appelant « Mon petit Romain » ⁴⁴.

IV

Comme illustration de la manière de Montesquieu dans cet important, quoique bref, ouvrage, nous proposons un premier texte relatif à la « grandeur », ou plutôt à la *puissance*, des Romains car son chapitre VI s'intitule « De la conduite que les Romains tinrent pour soumettre tous les peuples ». Bien qu'assez copieuse, la partie sélectionnée ne constitue [40] qu'environ le cinquième de la totalité de ce chapitre « l'Intégrale, p. 446-447).

« Dans le cours de tant de prospérités, où l'on se néglige pour l'ordinaire, le sénat agissait toujours avec la même profondeur ; et, pendant que les armées consternaient tout, il tenait à terre ceux qu'il trouvait abattus.

Il s'érigea en tribunal, qui jugea tous les peuples : à la fin de chaque guerre, il décidait des peines et des récompenses que chacun avait méritées. Il ôtait

chapitre célèbre sur la Constitution d'Angleterre » (« L'histoire de l' "*Esprit des lois*", dans *La pensée politique et constitutionnelle de Montesquieu : Bicentenaire de l'Esprit des lois, 1748-1948*, Paris, Recueil Sirey, 1952, p. 83). Les spéculations sur la liaison entre le petit ouvrage sur les Romains de 1734 et l'ouvrage monumental sur les Lois de 1748 dérivait de l'affirmation du fils de Montesquieu (Jean-Baptiste) dans « l'éloge historique » qu'il fit de son père à l'occasion de sa mort. De ce texte, daté du 4 avril 1755, voici le témoignage à ce propos : « Le livre sur le gouvernement d'Angleterre, qui a été inséré dans l'*Esprit des lois*, était fait alors (en 1733), et M. de Montesquieu avait eu la pensée de le faire imprimer avec les Romains » (*l'Intégrale*, « Éloge historique de M. de Montesquieu par M. de Secondat, son fils », p. 17). Nous retrouverons d'autres éléments de cette question du célèbre livre XI, chapitre 6, à notre chapitre suivant, et bien davantage à notre chapitre IX.

⁴⁴ Cité *ibid.*, p. 12.

une partie du domaine du peuple vaincu, pour la donner aux alliés ; en quoi il faisait deux choses : il attachait à Rome des rois dont elle avait peu à craindre, et beaucoup à espérer ; et il en affaiblissait d'autres, dont elle n'avait rien à espérer, et tout à craindre.

On se servait des alliés pour faire la guerre à un ennemi ; mais d'abord on détruisait les destructeurs. Philippe fut vaincu par le moyen des Éoliens, qui furent anéantis d'abord après, pour s'être joints à Antiochus. Antiochus fut vaincu par le secours des Rhodiens - mais, après qu'on leur eut donné des récompenses éclatantes, on les humilia pour jamais, sous prétexte qu'ils avaient demandé qu'on fît la paix avec Persée.

Quand ils avaient plusieurs ennemis sur les bras, ils accordaient une trêve au plus faible, qui se croyait heureux de l'obtenir, comptant pour beaucoup d'avoir différé sa ruine.

Lorsque l'on était occupé à une grande guerre, le sénat dissimulait toutes sortes d'injures, et attendait, dans le silence, que le temps de la punition fût venu : que si quelque peuple lui envoyait les coupables, il refusait de les punir, aimant mieux tenir toute la nation pour criminelle, et se réserver une vengeance utile.

Comme ils faisaient à leurs ennemis des maux inconcevables, il ne se formait guère de ligue contre eux ; car celui qui était le plus éloigné du péril ne voulait pas en approcher.

Par là, ils recevaient rarement la guerre, mais la faisaient toujours dans le temps, de la manière, et avec ceux qu'il leur convenait : et de tant de peuples qu'ils attaquèrent, il y en a bien peu qui n'eussent souffert toutes sortes d'injures, si l'on avait voulu les laisser en paix.

Leur coutume étant de parler toujours en maîtres, les ambassadeurs qu'ils envoyaient chez les peuples qui n'avaient point encore senti leur puissance, étaient sûrement maltraités : ce qui était un prétexte sûr pour faire une nouvelle guerre.

[41] Comme ils ne faisaient jamais la paix de bonne foi, et que, dans le dessein d'envahir tout, leurs traités n'étaient proprement que des suspensions de guerre, ils y mettaient des conditions qui commençaient toujours la ruine de l'État qui les acceptait. Ils faisaient sortir les garnisons des places fortes, ou bornaient le nombre des troupes de terre, ou se faisaient livrer les chevaux ou les éléphants ; et, si ce peuple était puissant sur la mer, ils l'obligeaient de brûler ses vaisseaux et quelquefois d'aller habiter plus avant dans les terres.

Après avoir détruit les armées d'un prince, ils ruinaient ses finances, par des taxes excessives, ou un tribut, sous prétexte de lui faire payer les frais de la guerre, nouveau genre de tyrannie qui le forçait d'opprimer ses sujets, et de perdre leur amour.

Lorsqu'ils accordaient la paix à quelque prince, ils prenaient quelqu'un de ses frères ou de ses enfants en otage, ce qui leur donnait le moyen de troubler son royaume à leur fantaisie. Quand ils avaient le plus proche héritier, ils intimidaient le possesseur ; s'ils n'avaient qu'un prince d'un degré éloigné, ils s'en servaient pour animer les révoltes des peuples.

Quand quelque prince ou quelque peuple s'était soustrait de l'obéissance de son souverain, ils lui accordaient d'abord le titre d'allié du peuple romain ; et par là ils le rendaient sacré et inviolable : de manière qu'il n'y avait point de roi, quelque grand qu'il fût, qui pût un moment être sûr de ses sujets, ni même de sa famille. »

Voilà pour le côté « grandeur » ; le côté « décadence », c'est le revers de cette espèce de sagesse impériale dont Montesquieu traite au chapitre IX sous le titre : « Deux causes de la perle de Rome », produisant pour ainsi dire des effets cumulatifs car « si la grandeur de l'empire perdit la république, la grandeur de la ville ne la perdit pas moins » :

« Lorsque la domination de Rome était bornée dans l'Italie, la république pouvait facilement subsister. Tout soldat était également citoyen : chaque consul levait une armée ; et d'autres citoyens allaient à la guerre sous celui qui succédait. Le nombre des troupes n'étant pas excessif, on avait attention à ne recevoir dans la milice que des gens qui eussent assez de bien pour avoir intérêt à la conservation de la ville. Enfin le [42] sénat voyait de près la conduite des généraux, et leur ôtait la pensée de rien faire contre leur devoir.

Mais, lorsque les légions passèrent les Alpes et la mer, les gens de guerre, qu'on était obligé de Laisser pendant plusieurs campagnes dans les pays que l'on soumettait, perdirent peu à peu l'esprit de citoyens ; et les généraux, qui disposèrent des armées et des royaumes, sentirent leur force, et ne purent plus obéir.

Les soldats commencèrent donc à ne connaître que leur général, à fonder sur lui toutes leurs espérances, et à voir de plus loin la ville. Ce ne furent plus les soldats de la république, mais de Sylla, de Marius, de Pompée, de César. Rome ne put plus savoir si celui qui était à la tête d'une année, dans une province, était son général ou son ennemi.

Tandis que le peuple de Rome ne fut corrompu que par ses tribuns, à qui il ne pouvait accorder que sa puissance même, le sénat put aisément se défendre, parce qu'il agissait constamment, au lieu que la populace passait sans cesse de l'extrémité de la fougue à l'extrémité de la faiblesse. Mais, quand le peuple put donner à ses favoris une formidable autorité au dehors, toute la sagesse du sénat devint inutile, et la république fut perdue.

Ce qui fait que les États libres durent moins que les autres, c'est que les malheurs et les succès qui leur arrivent leur font presque toujours perdre la liberté, au lieu que les succès et les malheurs d'un État où le peuple est soumis, confirment également sa servitude. Une république sage ne doit rien hasarder qui l'expose à la bonne ou à la mauvaise fortune : le seul bien auquel elle doit aspirer, c'est à la perpétuité de son état.

Si la grandeur de l'empire perdit la république, la grandeur de la ville ne la perdit pas moins.

Rome avait soumis tout l'univers, avec le secours des peuples d'Italie, auxquels elle avait donné, en différents temps, divers privilèges. La plupart de ces peuples ne s'étaient pas d'abord fort soucieux du droit de bourgeoisie chez les Romains ; et quelques-uns aimèrent mieux garder leurs usages. Mais lorsque ce droit fut celui de la souveraineté universelle, qu'on ne fut rien dans le monde si l'on n'était citoyen romain, et qu'avec ce titre on était tout, les peuples d'Italie résolurent de périr ou d'être romains : ne pouvant en venir à bout par leurs brigues et par leurs prières, ils prirent la voie des armes ; ils se révoltèrent dans tout ce côté qui regarde [43] la mer Ionienne ; les autres alliés allaient les suivre. Rome, obligée de combattre contre ceux qui étaient, pour ainsi dire, les mains avec lesquelles elle enchaînait l'univers, était perdue ; elle allait être réduite à ses murailles : elle accorda ce droit tant désiré aux alliés qui n'avaient pas encore cessé d'être fidèles ; et peu à peu elle l'accorda à tous.

Pour lors, Rome ne fut plus cette ville dont le peuple n'avait eu qu'un même esprit, un même amour pour la liberté, une même haine pour la tyrannie, où cette jalousie du pouvoir du sénat et des prérogatives des grands, toujours mêlée de respect, n'était qu'un amour de l'égalité. Les peuples d'Italie étant devenus ses citoyens, chaque ville y apporta son génie, ses intérêts particuliers, et sa dépendance de quelque grand protecteur. La ville déchirée ne forma plus un tout ensemble : et, comme on n'en était citoyen que par une espèce de fiction, qu'on n'avait plus les mêmes magistrats, les mêmes murailles, les mêmes dieux, les mêmes temples, les mêmes sépultures, on ne vit plus Rome des mêmes yeux, on n'eut plus le même amour pour la patrie, et les sentiments romains ne furent plus. »

Contrairement au sobriquet « mon petit Romain » que lui avait donné Mme de Tencin, il fallait bien plutôt se sentir appelé à une vocation de « grand Romain » pour broser ce monumental diptyque grandeur-décadence du plus gigantesque et durable empire qui ait jamais existé.

V

De 1734, moment de la parution de cet ouvrage sur les Romains, jusqu'à la publication du classique sur les Lois en 1748, Montesquieu va séjourner plus de temps à Paris qu'à La Brède. En effet, il est tout un personnage déjà et, pour ses relations, il vise plus haut que le menu fretin qu'il rencontrait une dizaine d'années plus tôt (entre 1722 et 1724) au « club de l'Entresol », dans l'hôtel du président Hénault, place Vendôme. C'est tout de même là qu'il avait rencontré le fameux abbé de Saint-Pierre, le théoricien d'une paix perpétuelle ⁴⁵.

[44] Pour l'honneur, il assiste aux réunions de l'Académie et pour l'intérêt et l'agrément aussi, car il y rencontre des grands noms comme Fontenelle ou Marivaux. De même, il renoue avec la franc-maçonnerie dont il était devenu membre lors de son long séjour en Angleterre. Les salons littéraires en vogue (Mmes de Tencin, du Defand, etc.) l'accueillent, ce qui lui permet de rencontrer encore Marivaux mais aussi Buffon, Diderot, Voltaire, etc. Toutefois, il ne se laisse pas aspirer totalement par la vie parisienne car La Brède lui reste doublement nécessaire.

Son épouse, Jeanne Lartigue, avait continué d'assurer avec fermeté et efficacité la gestion du patrimoine commun pendant ces années de totale absence, suivies de celles du va-et-vient à Paris. Le gentilhomme campagnard doit faire plus que se montrer de temps à autre dans sa campagne ; il a à répondre aux attentes de ses fermiers et à défendre leurs intérêts en même temps que les siens. Son capital est alors estimé à un demi-million de livres, assurant un revenu de quelque 25 000 livres par an. Il a déjà gagné davantage. Ce n'est pas la gêne, encore faut-il y veiller !

⁴⁵ Montesquieu ne tarissait pas d'éloges au sujet de « l'illustre abbé de Saint-Pierre, l'excellent abbé de Saint-Pierre, le meilleur honnête homme qui fut jamais » (cité par Shackleton, op. cit., p. 57). Avant Rousseau et Kant, Charles-Irénée Castel, abbé de Saint-Pierre, fut l'auteur d'un célèbre *Projet de paix perpétuelle pour l'Europe* (1713).

Mais la dévorante occupation de sa vie, c'est évidemment le manuscrit de *l'Esprit des lois* qui en est à sa phase de complétude et de révision finale. Sa renommée durable en dépend. Malgré sa vue toujours déficiente ⁴⁶, il fait de pleines journées de huit heures. Serait-il jamais arrivé à terme s'il n'avait eu la collaboration de secrétaires ⁴⁷ et de sa fille [45] Denise ? Des biographes ont fait état d'exclamations d'impatience sinon de découragement : « Ce travail me tue... » ; « Ma vie avance et l'ouvrage recule... » ; « Mon travail s'appesantit... » ⁴⁸.

Puis, se produisent les nécessaires regains au prix sans doute d'une très forte volonté. Enfin, l'ouvrage est considéré comme terminé par son auteur en juin 1747. Montesquieu, déçu par des commentateurs du manuscrit, peu engageants dans leur évaluation, clôt la vaine procédure de ces consultations par ce mot magnifique : « Je ne crois pas avoir manqué de génie... »

L'ouvrage paraîtra à l'étranger et sans nom d'auteur comme, auparavant, les *Lettres persanes* et les *Considérations* ; et, cette fois-ci, c'est chez Barillot à Genève. Nous sommes en 1748. L'auteur mourra « illustre », ainsi qu'on avait pris l'habitude d'accoler cette épithète à son nom : « L'illustre Montesquieu écrit.... pense.... etc. » Il n'aura plus que sept ans pour savourer un pareil succès, tout à fait hors du commun. Il mourut à Paris, victime d'une épidémie de grippe maligne le 10 février 1755. Seul de la gent des philosophes, Diderot assistait aux obsèques à l'église Saint-Sulpice à Paris.

⁴⁶ Il sentit venir tôt les premiers signes d'une future cécité. Quand il mourra, il sera presque complètement aveugle. Auparavant, il se faisait fort de « savoir devenir aveugle ».... confiait-il à des amis.

⁴⁷ Shackleton fournit en appendice à son ouvrage le fruit d'une recherche patiente sur « les secrétaires de Montesquieu », auxquels il importe d'ajouter sa propre fille Denise. Cette recherche commence par les deux paragraphes informatifs qui suivent :

« Montesquieu a beaucoup souffert des yeux. Même avant ses voyages, la peur de la cécité était cause qu'il se les lavait tous les jours. De l'un de ses yeux il ne voyait que les gros objets, tandis que l'autre était de temps en temps menacé de cataracte. ».

« Le résultat tangible de cette maladie est que les pages autographes nous présentent des écritures très différentes : l'une - celle de la jeunesse - est ferme et sûre, une autre est formée par une main faible et hésitante mais n'en est pourtant pas moins lisible. Une troisième est l'écriture de Montesquieu souffrant. D'énormes caractères, écrits parfois en diagonale à travers la page, sont encore aujourd'hui le témoignage émouvant de sa maladie et de la crainte qu'elle lui inspirait » (ibid., p. 335-342).

⁴⁸ *L'Intégrale*, p. 13.

[47]

NOUVELLE LECTURE

De L'Esprit des lois

[Retour à la table des matières](#)

[49]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre III

À cause de « désordres » et de longueurs, reconstruire le plan

[Retour à la table des matières](#)

L'immortalité de l'oeuvre sera garante de la réputation continue de son auteur. Mais, dans cette oeuvre, un seul mais colossal ouvrage prend presque toute la place d'une gloire d'apparence inusable. Le doyen Georges Vedel, en préface à l'édition de *l'Intégrale*, se posait une question plutôt inattendue : « Que serait notre auteur sans *l'Esprit des lois* ? » L'ambiguïté foncière de l'interrogation suggère deux réponses peu conciliables. D'abord, il ne serait pas moins un « maître de la prose dominant la langue la plus ductile que la terre ait portée depuis les Grecs, un grand cousin de Fontenelle, un petit frère de Voltaire. »

Mais, comme le grand ouvrage classique résiste à ses deux siècles et demi d'âge, « du coup, tout s'ordonne dans une unité profonde. Le voyageur, à la lumière du maître livre, devient enquêteur... », continue Vedel. Ce n'est toutefois pas tout, puisque ce côté, doublement rassurant, comporte tout de même un revers assez risqué : « Ce qui frappe peut-être le plus dans *l'Esprit des lois*, c'est l'abondance des critiques que - sauf

pour son style - le livre appelle. On ne peut le dire bien composé. La rigueur de son plan, divisé en chapitres, livres et chapitres, n'est qu'apparente ⁴⁹. »

[50] Aussi peut-il s'imposer de recomposer l'ordonnancement de l'ouvrage, mais dans des conditions strictes que nous dirons plus loin dans ce chapitre. Afin que la satisfaction intellectuelle du lecteur, qui veut comprendre mieux, soit satisfaite et aussi pour que l'hommage à rendre à un auteur de génie ne se restreigne pas à simplement s'incliner en passant, ce lecteur doit se sentir incité à pratiquer, au moins une fois dans sa vie, ce sage parmi les autres sages de la pensée politique. La chance d'y arriver serait plus grande s'il disposait d'un appareil logique simplifié dans l'arrangement d'un si grand nombre d'éléments du discours, d'ailleurs trop abondant, de Montesquieu.

Dans ce cas particulier, on pourrait parler de l'homme d'un seul livre, qui fut aussi son dernier. *L'Esprit des lois* n'est pas une espèce de somme des précédents livres qu'on pourrait mettre entre parenthèses, en les abandonnant à l'oubli. Cette grande oeuvre se présente plutôt comme l'axe focal de presque tous les thèmes et objets d'un univers politique en plein milieu d'un siècle qui allait être qualifié de celui « des Lumières ». Le maître d'œuvre avait commencé très jeune, à l'époque des cahiers de la *Collectio juris* ; rappelons encore ce mot qu'il confiait plus tard : « Au sortir du collège, on me mit dans les mains des livres de droit. J'en cherchai l'esprit ⁵⁰. » De « l'homme d'un seul livre » il peut aussi être dit avec presque autant d'exactitude qu'il écrit plusieurs fois le même livre. Mais une remarque de cette sorte ne constitue pas un appel pour s'empêtrer dans des problèmes de variantes ou de compléments de textes à des étapes diverses de la vie de l'oeuvre, ce qui relève d'un travail de spécialité.

Subdivisé en quatre sections, ce chapitre signalera d'abord l'aspect de « désordre », ou de manque d'ordre, d'une volumineuse entreprise, qui a demandé à son auteur une vingtaine d'années de travail en intensité croissante. En outre, d'évidents excès documentaires ont très souvent causé d'inopportunes longueurs.

En deuxième section, les raisons d'une *déconstruction* du plan d'ensemble seront moins élaborées que celles, encore plus [51] décisives, d'une reconstruction des éléments à garder, et qui sont, de loin, les plus nombreux.

⁴⁹ Georges Vedel, « Montesquieu et *l'Esprit des lois* », Préface aux *Oeuvres Complètes* - collection *L'Intégrale*, Paris, Éditions du Seuil, 1964, p. 7-8.

⁵⁰ Ibid., p. 12.

La troisième section s'appliquera à dégager les propositions initiales de l'auteur relatives à ses chers « principes », tels qu'il a cru bon de les expliciter dans le court *Avertissement de l'auteur* et dans la *Préface*, davantage élaborée et marquée d'une certaine tonalité confidentielle.

Enfin, la dernière section établira l'ordonnancement d'un nouveau plan, produit de la reconstruction dont on vient de parler, et qui n'a d'autre raison d'être que de faciliter l'intelligence de l'ensemble de l'œuvre.

Nous estimons devoir encore souligner que nous n'ajouterons strictement rien au texte de l'ouvrage, ni n'enlèverons, non plus, quoi que ce soit, sous la réserve de quatre livres (sur trente et un) qui constituent des « recherches nouvelles » ou des hors-d'œuvre manifestes, de l'avis même de Montesquieu ⁵¹.

I

Notre auteur, déjà fort connu, était clairement conscient d'être le premier penseur à s'attaquer à un défi intellectuel de cette envergure. Il ne réclamait aucune indulgence particulière, mais ne s'attendait peut-être pas à ce qu'il lui soit cherché noise pour des passages relativement obscurs, ou de plus rares développements marqués d'une certaine opacité, bref pour ce qu'un certain nombre de contemporains n'hésitaient pas à qualifier de « désordre ». À la mort de l'auteur, d'Alembert, son collègue de l'Académie française, argumentait à ce propos qu'il faut savoir distinguer les désordres « réels » de ceux qui ne sont qu'« apparents » ⁵². En outre, il y a dans la compréhension [52] nombre de limites, imputables aux limitations personnelles des lecteurs eux-mêmes. Le propre fils de Montesquieu, M. de Secondat (Jean-Baptiste) avait, pour sa part, attiré l'attention sur la personnalité extraordinaire de l'auteur de *l'Esprit des lois* : « L'ordre règne dans les grandes parties de *l'Esprit des lois* : peut-être y en a-t-il

⁵¹ En se rapportant au titre complet de l'oeuvre (rappelé en finale de notre avant-propos), on constatera qu'après l'énoncé énumératif de ce titre, la seconde moitié continue : « ... À QUOI L'AUTEUR A AJOUTÉ DES RECHERCHES NOUVELLES SUR LES LOIS ROMAINES TOUCHANT LES SUCCESSIONS, SUR LES LOIS FRANÇAISES ET SUR LES LOIS FÉODALES. » Nous retrouverons ces questions à un chapitre de conclusion, le douzième.

⁵² Voir, à ce propos, la citation complète de d'Alembert à la huitième note de notre avant-propos.

moins dans les détails. Si ce désordre apparent n'est pas un effet de l'art, c'est une ressemblance fort heureuse de l'ouvrage avec son auteur ⁵³. »

Un fin critique de notre époque prenait naguère prétexte de ce jugement péjoratif de « désordre », pour suggérer plutôt ce qu'on pourrait appeler les arcanes d'un aussi riche intellect :

« Le désordre de *l'Esprit des lois* - qui a fait le désespoir de tant de commentateurs - est l'expression de ce regard vertical qui, du haut de ses principes, voit d'emblée toutes les conséquences dans une simultanéité massive, comme la ville qui s'étale au pied de la tour. Tout est vu en même temps, mais aussi tout se tient, tout est lié. »

À ce point, Jean Starobinski inclut cette courte phrase en fonction de résumé : « On ne regarde les parties que pour juger du tout ensemble ». Et le critique de continuer :

« De cette hauteur, l'ordre de la démonstration importera assez peu, chaque détail étant situé dans un même ensemble. L'ouvrage pourra à la fois être un et discontinu : les aperçus de détail pourront se juxtaposer, sans lien apparent, mais ils se rapporteront au même regard. L'expression de Montesquieu (...) n'enchaîne jamais visiblement les faits, elle va de saillie en saillie, de vue instantanée en vue instantanée. Sur le clavier des idées il ne joue pas legato, mais *staccato* ⁵⁴. »

Certes, il y a des « désordres » dans l'oeuvre magistrale de Montesquieu, mais c'est plus exactement le plan en son entier qui cause problème. Dans cette question d'ordonnancement, ce n'est pas *l'Esprit des lois* le grand modèle, mais bien plutôt *Le Contrat social*, l'ouvrage ordonné par excellence, exhibant une composition équilibrée et de verve professorale. Voltaire ne s'y trompait pas. Pourtant, il n'engageait pas de querelle avec le maître de La Brède, tandis qu'avec Jean-Jacques, la chamaille, [53] était, sinon constante, du moins toujours virtuellement menaçante.

Au duc d'Uzès, Voltaire confiait avoir souhaité que « le livre de M. de Montesquieu eût été aussi méthodique et aussi vrai qu'il est plein d'esprit » ⁵⁵, car, écrit-il à

⁵³ *L'Intégrale*, p. 18.

⁵⁴ Jean Starobinski, *Montesquieu par lui-même*, Paris, Editions du Seuil, 1953, p. 39.

⁵⁵ Cité par C.-A. Fusil, annotateur de *l'Esprit des lois* (extraits), tome II, Paris, Classiques Larousse, p. 89.

un autre correspondant, « je cherchais un fil dans ce labyrinthe. Le fil est cassé presque à chaque article. J'ai été trompé. J'ai trouvé l'esprit de l'auteur, qui en a beaucoup, et rarement l'esprit des lois. Il sautille plus qu'il ne marche. Il amuse plus qu'il n'éclaire » ⁵⁶. Pourtant, il ne recule pas devant cette espèce d'hommage suprême que *l'Esprit des lois* « devrait être le bréviaire de ceux qui sont appelés à gouverner les autres. Il restera » ⁵⁷. Une autre fois, s'adressant à Marmontel, Voltaire soutient rien de moins que « le principal mérite de *l'Esprit des lois* est d'établir le droit qu'ont les hommes de penser eux-mêmes » ⁵⁸. Et il ira encore plus loin, et, dira-t-on, plus haut dans l'éthéré : « Le genre humain avait perdu ses titres, Montesquieu les lui a rendus ⁵⁹. » L'hommage est énorme.

Sautons un siècle, par-delà le cycle révolutionnaire français, et prenons furtivement la température d'une époque davantage républicaine. C'est en conscience claire de commettre un paradoxe qu'Hippolyte Taine écrivait : « Point d'écrivain qui soit plus maître de soi... l'ordre est rigoureux chez lui, mais il est caché ⁶⁰. » Peut-être faut-il dire que Montesquieu nous résiste plus qu'il ne dissimule. Avec davantage de finesse, Émile Faguet nous avertit que « le monde immense et brillant » de Montesquieu en est un « où manque une loi de gravitation », conséquence assez grave pour celui qui nourrit une espèce d'obsession newtonienne. « Il faudrait, pour l'exposer sous forme de système, avoir plus de génie qu'il n'en a eu, ce qui est peut-être difficile... », conclut Faguet en la forme d'un [54] délicieux euphémisme. Pour sa part, Montesquieu s'y est essayé dans un livre unique, contenant la matière de quatre ou cinq volumes auxquels il n'aurait donné qu'un seul titre :

« Ce livre, continue donc Faguet, s'appelle *l'Esprit des lois* ; il devrait s'appeler tout simplement *Montesquieu*. Il est comme une vie, il n'a pas de plan, mais seulement une direction générale ; il est comme un esprit, il n'a pas de système, mais seulement une tendance constante ; et tendance constante et direction générale suffisent comme ligne centrale d'un esprit bien fait et d'une vie bien faite ⁶¹. »

⁵⁶ Cité par Georges Davy au chapitre IX, « Montesquieu et la science politique », de *L'homme, le fait social et le fait politique*, Paris, Mouton, 1973, p. 227-228.

⁵⁷ Cité par C.-A. Fusil, p. 89.

⁵⁸ Cité, *ibid.*

⁵⁹ Cité par Davy, *ibid.*, p. 228.

⁶⁰ Cité par Davy, *id.*, p. 229.

⁶¹ Émile Faguet, *Dix-huitième siècle : Études littéraires*, Paris, Boivin, tome III, p. 140, 156-157.

Tout semble avoir été dit, sur le propos, du moins à un tel niveau de généralité. Cela suffit-il ? - En passant seulement. Par les formules elliptiques de la gent pensante et de la corporation critique, on peut avoir l'illusion d'apprendre plus rapidement que par la patiente critique d'une grande oeuvre. À la fin de ce propos, qui garde quelque chose d'apologétique, il faut s'interdire de passer sous silence la distinction ferme de l'Émile de Jean-Jacques Rousseau, distinguant un « droit politique », qui « est encore à naître », d'un « droit positif ».

C'est dans la perspective de ce manque que Rousseau considérait, en même temps que sa propre contribution, celle de « l'illustre Montesquieu », qui se trouvait aussi être « le seul Moderne qui était en état de créer cette science », d'où le désappointement non feint de l'auteur de *l'Émile*, sous l'éloge Car « il n'eut garde de traiter des principes du droit politique ; il se contenta de traiter du droit positif des Gouvernements établis. Et rien au monde n'est plus différent que ces deux études. Celui pourtant qui veut juger sainement des Gouvernements tels qu'ils existent est obligé de les réunir toutes deux : il faut savoir ce qui doit être pour bien juger ce qui est ⁶². » Cette fascinante question doit être abandonnée car elle nous ferait déborder, dès le départ, la discussion qui, ici, doit être circonscrite au plan de *l'Esprit des lois* ⁶³.

La discussion portant sur ce plan doit partir du fait qu'il n'a pas été construit et donné une fois pour toutes en vue d'une

[55] prochaine première édition. Sur vingt années de cogitations, de documentation, de rédaction combien y eut-il de reprises ou de compléments du plan lui-même ? Il pourrait nous suffire de savoir d'abord que ce fut l'oeuvre progressive d'une grande patience, avec multiples retraits, ajouts et compléments plus ou moins étendus. L'auteur travaillait « par morceaux » dont la formulation, une fois écrite, devait trouver place quelque part dans le plan prérédactionnel. Nous savons encore que l'auteur fut obstinément animé d'une conviction irréversible en la validité du projet : « J'en suis extrêmement enthousiaste ; je suis mon premier admirateur ; je ne sais si je serai le

⁶² Cité par Davy, *ibid.*, p. 229.
Lire la note suivante.

⁶³ Ainsi, en 1892, l'étudiant en doctorat Émile Durkheim avait-il signé et défendu une « thèse latine », justement intitulée *Montesquieu et Rousseau, précurseurs de la sociologie* (Publié en français chez Marcel Rivière en 1953 par Armand Cuvillier et précédé d'une note introductive de Georges Davy). Depuis lors ce sujet ne s'impose guère que comme virtuellement insoluble, dépendant de la théorie privilégiée : la philosophique de Rousseau ou la politique de Montesquieu, les deux étant, en outre, non incompatibles.

dernier. » Cette note de fraîche ingénuité de l'auteur ne le fait pas vibrer longtemps, car, ajoute-t-il, « ce qui me désole, c'est de voir les belles choses que je pourrais voir si j'avais des yeux » ⁶⁴.

Celui des critiques d'exégèse qui est allé peut-être le plus loin dans la structuration logique du plan, Paul Vernière, n'a pas oublié les conditionnements physiques et psychiques de l'auteur, ce qui ne lui interdit pas de résumer assez abruptement son jugement. Ayant d'abord noté « l'insolence de l'ordre bouleversé » à divers endroits, « ce qui reflète sans doute de longues hésitations », il signale ensuite les défauts suivants : « pas de hiérarchie de valeurs ou de chronologie des facteurs ; encore moins de dialectique qui, par pulsions successives, donnerait au plan général l'allure d'une logique génétique » ⁶⁵.

Personne n'a pu se targuer de présenter la seule lecture exacte et équilibrée de l'Esprit des lois, pas même son illustre auteur s'il s'était avisé d'être, pour ainsi dire, juge et partie dans sa propre cause. La tendance générale de la critique est [56] de renvoyer tout le monde dos à dos. S'étant appliqué à « reconnaître le caractère artificiel des reconstitutions rationnelles du plan », Paul Vernière exécute assez prestement une demi-douzaine de tentatives diverses ⁶⁶. Pour sa part, il propose, selon la célèbre distinction de Bergson entre la logique et le vécu, de tout faire découler d'un ordre « officiel » et d'un ordre « biologique ». Le premier est factice et accumulateur, tandis que le second est génétique et s'imposant avec autrement plus de profondeur.

Or, que trouvons-nous dans l'ordre officiel ? Cinq choses différentes dans *Pensées*, puis sept, ce dernier énuméré étant tiré du livre XIX, chapitre 4 : « Plusieurs choses gouvernent les hommes : le climat, la religion, les lois, les maximes de gouvernement, les exemples de choses passées, les moeurs, les manières : d'où il se forme un esprit général qui en résulte. » Cette notion d'esprit général est une résultante, une combinaison d'éléments ou de facteurs, elle n'est pas un facteur elle-même. L'« esprit général » devient ainsi globalement une évolution historique à base géographique.

⁶⁴ Cité par Robert Shackleton, *Montesquieu : biographie critique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, p. 182. Sur la cécité menaçante de Montesquieu, voir plus haut, au chapitre II, la note 14.

⁶⁵ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois, ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 52.

⁶⁶ Les auteurs de ces tentatives : Paul Barrière, Gustave Lanson, Henri Barckhausen, Jean Brèthe de La Gressaye, Joseph Dedieu, Charles Oudin.

Voilà le vécu, ou les modalités génétiques dans l'ordre « biologique ». Maintenant, le critique soumet un ordre logique de *l'Esprit des lois* selon cette dualité d'ordre :

« Après avoir proposé, dans un prologue philosophique, ses définitions de la "loi" (livre I), Montesquieu étudie "successivement" les facteurs des lois : causes politiques (II-XIII), physiques (XIV-XVIII), morales (XIX), en fait les mœurs et les manières, économiques et démographiques (XX-XXIII), religieuses (XXIV-XXV), qui ajoutent aux sept éléments de "l'esprit général" énoncés en XIX, 4 le facteur économique tardivement aperçu. Il suffit dès lors de conclure sur les interférences des codes (XXVI) et sur l'art de légiférer (XXIX) ⁶⁷. »

Restons-en là de cette classification numérique et nominale, bien qu'elle ne fasse pas état de l'intégralité des livres compris dans l'ouvrage entier, qui en compte 31 - et dont nous avons déjà proposé d'omettre quatre ⁶⁸. L'auteur de la présentation [57] fait suivre cet extrait de l'un d'eux de deux courts développements, d'abord d'une « grille » typologique des gouvernements et, d'autre part, d'un « système de liberté » comme contribution philosophique - ces dernières questions permettant ainsi d'arriver au total de trente et un livres.

Les sections suivantes du présent chapitre seront consacrées à la mise en place théorique de notre propre classification. Elle s'inspirera de l'argumentation de Paul Vernière sur des points particuliers mais sans l'utiliser en totalité. Nous allons surtout maintenir l'argument de l'avantage d'une reconstruction générale du plan de *l'Esprit des lois* comme conséquence d'une déconstruction s'imposant préalablement.

⁶⁷ Vernière, op. cit., p. 54-55.

⁶⁸ Voir plus haut la troisième note de ce chapitre.

II

Au sujet du plan de *De l'Esprit des lois*, les termes antinomiques de *reconstruction* et de *déconstruction*⁶⁹ venaient tout naturellement sous notre plume. Ces vocables disent bien ce qu'ils ont à dire, surtout dans l'usage jumelé et contradictoire qui en est habituellement fait. Ils n'auraient requis aucune attention particulière si le négatif néologique de la déconstruction n'avait pas récemment acquis un sens et une portée considérables, ainsi qu'une popularité à vrai dire envahissante, avec l'œuvre du philosophe Jacques Derrida⁷⁰. Cette sémantique à double palier vaut bien quelques paragraphes afin d'éviter le moindre malentendu sur l'emploi qui en sera fait au cours de ce travail. Plus exactement, la *déconstruction* à la Derrida⁷¹ n'est guère rappelée ici que pour préciser qu'il n'en sera pas question.

⁶⁹ Ce second terme serait un néologisme courant, les dictionnaires français en usage ne l'incluant pas.

⁷⁰ Dès 1985, dans le « Who's who des philosophes » (français), Christian Seval écrivait à l'article « DERRIDA Jacques » : 55 ans. Brillant maître de lecture, on lui doit certainement le plus beau concassage actuel des textes de la tradition philosophique occidentale (...) Son oeuvre déjà très fournie se concentre essentiellement sur les commentaires. Platon, Rousseau, Kant, Hegel, Nietzsche, Freud, de Saussure, Husserl, Heidegger, et bien d'autres sont passés à la moulinette, « déconstruits » dans un but simple et avoué : rompre avec le cercle vicieux des illusions de vérité, faire explorer l'architecture de l'esprit métaphysique qui ordonne notre mode de penser. Autrement dit, une oeuvre pour nous inciter à penser autrement (« Dix ans de philosophie en France », dans *Magazine Littéraire*, n° 228, décembre 1985, p. 34). Pour donner une idée de la célébrité du philosophe Derrida, qui n'a fait qu'augmenter depuis cette date, aux Etats-Unis notamment, un universitaire américain, Mitchell Stephens, faisait remarquer qu'à la date de 1990, « his name had appeared in the title of at least 54 books » (« Jacques Derrida », dans *The New York Times Magazine*, 23 janvier, 1994).

⁷¹ Mitchell Stephens (ibid., p. 22) commençait son article par une définition, quelque peu réticente, de Derrida lui-même : « Needless to say, one more time, deconstruction, if there is such a thing, takes place as the experience of the impossible. » L'intérêt de cette formule consisterait à procurer un point de départ, que Stephens décrit ainsi : « To deconstruct a "text" (a term broadly enough to include the Declaration of Independence and a Van Gogh painting) means to pick it a part, in search of ways in which it fails to make the points it seems to be trying to make. » Quelques lignes plus bas, dans le même article, Stephens propose, en d'autres mots, une seconde définition : « Deconstruction, in other words, guards against the belief - that has led to much violence - that the world is simple and can be known with certainty. It confronts us with the limits of what it is possible for human thought to accomplish. » Nous n'avons pas à prendre parti sur la nature et la vogue de ce courant de pensée. Tandis qu'un critique y voit un « nihilisme anémique », un autre attire l'attention sur le fait que si la déconstruction est morte, c'est de la même façon que le freudisme est lui-même mort, c'est-à-dire qu'on la retrouve partout !

Dès lors qu'une lecture critique met en cause l'ordre logique, plus ou moins explicité, d'une construction intellectuelle, on peut dire que s'engage virtuellement un processus de *déconstruction* et/ou de *reconstruction* de l'oeuvre en question. Comme pour la prose de Monsieur Jourdain, il n'y [58] aurait nul fondement particulier à quelque fierté, s'agissant là de termes banals du langage courant. Mais les appliquant, en l'occurrence, à une grande oeuvre de pensée politique, il serait certes indiqué de fournir quelques explications générales et d'annoncer les règles à suivre dans le processus de réaménagement d'un texte de cette importance.

Premier point : au départ, il y a l'ouvrage de Montesquieu fort impressionnant autant par son objet que par ses dimensions. Une lecture attentive, et plusieurs fois reprise, de cette construction fait voir qu'elle aurait pu, en partie du moins, être autrement organisée pour une meilleure intelligibilité globale de tout ce dont elle traite. C'est alors que l'opération [59] partielle d'une *déconstruction*, qui n'a pas en soi d'intérêt singulier, n'est qu'un préalable à ce qui importe, soit à un plus fort degré d'intelligibilité et de logique interne par une reconstruction sous l'effet d'un nouvel ordonnancement.

Deuxième point : la reconstruction, qui n'est pas une expansion du modèle antérieur, est bien plutôt une réduction de ses éléments, quoique ne visant pas qu'à la compression du texte pour elle-même. Les coupures à opérer doivent permettre de lier autrement les éléments restants mais selon l'esprit de fidélité à l'économie originelle de l'oeuvre.

Troisième point : l'opérateur de la déconstruction-reconstruction doit garder, à toutes les étapes de son travail, la claire conscience d'examiner une systématique éminemment riche - celle du génie Montesquieu à l'oeuvre. Elle est délicate à manipuler dans la même proportion - celle de l'auteur de plein droit et qui n'a jamais rien abandonné de sa primauté de « créateur » de sa propre pensée.

Le justificatif d'un procédé de cette sorte est de plusieurs ordres : bien entendu, il n'est rien ajouté à la gloire, depuis longtemps figée, du seigneur de La Brède ou du président Montesquieu, etc. ; mais on pourrait peut-être la chance de mieux saisir la riche portée d'une oeuvre immense, ce qui n'est pas négligeable surtout si l'on fait métier d'enseigner, etc. Le « tout intéressant » dans *l'Esprit des lois* n'est pas partout du même ordre de valeur : pourquoi hésiter devant ce qu'on pourrait appeler un exercice de discrimination positive, et qui pourrait même révéler des surprises ? L'exerci-

ce n'aurait rien de nouveau même si l'on s'impose un certain nombre de précautions que d'autres n'avaient peut-être pas prises en refaisant le plan de Montesquieu ⁷².

Enfin, il y a des règles pour mener à bon port le projet. Elles, aussi, se réduisent à trois. Ainsi qu'il a été dit au début, au texte de Montesquieu on n'ajoute rien qui n'y soit déjà virtuellement ou, tout au moins, selon un mode allusif ou référentiel. D'autre part, par l'implication d'une logique complémentaire, on peut soustraire beaucoup. Quand cela se [60] produit, l'interprétation devrait pouvoir soumettre une preuve de nécessité. La seconde règle porte sur l'abondance même du discours de notre auteur. Grâce à son érudition phénoménale, il avait aussi tendance à céder aux procédés de l'accumulation des faits et, péché un peu moins « mignon », à la sur-démonstration dans la démarche du raisonnement. Érasme et Newton sont de meilleurs modèles que Pic de La Mirandole, pourrait rappeler un esprit sévère, tout en reconnaissant que Montesquieu possédait bien quelque chose des trois...

La plus importante des règles est enfin celle que nous qualifierions de principe d'une unité plus profonde et retrouvée. Et pour cela il faut absolument partir du même point de départ que celui du concepteur-rédacteur de *l'Esprit des lois*. Après les quelque deux siècles et demi de l'œuvre grandiose, ce serait d'un risible achevé que de commissionner autrement notre auteur qu'il ne l'a fait pour lui-même à son époque. Nous avons l'avantage de nous trouver devant un auteur qui était hyper-conscient de son dessein, de ses risques et des coûts divers de son entreprise, et, pour tout dire après lui, de la grandeur et de la « majesté » de son sujet.

⁷² Voir plus haut la note 66 [de cette édition numérique. JMT.]. Quant à lui, Derrida avait clairement averti que « la déconstruction, j'y ai insisté, n'est pas neutre. Elle intervient » (*Marges de la philosophie*, Paris, Minuit, 1972, p. 129).

III

Voici venu le moment de laisser à Montesquieu la parole sur ses intentions exactes. Il nous les a livrées avec un brin de complaisance dans les parties initiales de sa grande oeuvre, qui sont au nombre de trois : d'abord un court « Avertissement de l'auteur », précédant une « Préface », trois fois plus longue, et qui est un texte tout ce qu'il y a de plus intentionnel et, enfin et surtout, le livre I : « Les lois en général », comprenant l'articulation de trois chapitres : 1) des lois dans le rapport qu'elles ont avec les divers êtres ; 2) des lois de la nature ; 3) des lois positives.

L'« Avertissement » est manifestement un ajout d'un type prudentiel, plaqué au dernier moment avant de livrer le manuscrit à l'impression. L'auteur anonyme, ne l'oublions pas, s'adresse à « ceux qui n'ont pas compris » et qui lui « ont fait dire des choses absurdes », spécialement à propos de l'emploi [61] des mots « vertu » et « honneur » dans les quatre premiers livres. La vertu dont il s'agit n'est ni chrétienne, ni morale, c'est une vertu *politique*, laquelle est « l'amour de la patrie et de l'égalité » (couple deux fois répété en quelques lignes). Le rapport de la vertu et de l'honneur est finalement assez simple car « en un mot, l'honneur est dans la république quoique la vertu politique en soit le ressort ; la vertu politique est dans la monarchie, quoique l'honneur en soit le ressort ». Ce qui fait fonction de « ressort » dans un type de gouvernement (ou de *régime*, comme nous le dirons plus volontiers) comporte une valeur qualificatrice, non seulement plus grande, mais décisive.

Au livre III, chapitre 5, l'auteur va mentionner « l'homme de bien », en lequel il ne faut pas reconnaître "l'homme de bien chrétien", mais « l'homme de bien politique, qui a la vertu politique dont j'ai parlé ». Sa définition ne fait pas, non plus, mystère : « C'est l'homme de bien qui aime les lois de son pays et qui agit par l'amour des lois de son pays. » On devine aisément à quel genre de simplifications et de susceptibilités ces brèves précisions nominales répondaient par avance. *Défense de l'Esprit des lois* ⁷³ en février 1750, deux ans après la parution, ce sera tout autre chose !

⁷³ Dans l'édition de *l'Intégrale* dont nous nous servons, la *Défense de l'Esprit des lois* (p. 808-822) suit les *Fragments de l'Esprit des lois* (p. 795-808). Le texte complet de *l'Esprit des lois* précède le tout, aux p. 528-795. Les renvois à des passages de ce texte se font d'après la numérotation de Montesquieu en livres (chiffres romains, de I à XXXI) et en chapitres (chiffres arabes, recom-

La « Préface » contient le traditionnel mélange de confidences sur la motivation de l'auteur en face de son sujet, de brèves propositions presque axiomatiques sur la méthode et, finalement, les expressions d'espoir d'une réussite malgré les difficultés affrontées. Un appel à l'indulgence du lecteur amorçait bien la confiance : « Si dans le nombre infini de choses qui sont dans ce livre, il y en avait quelque une qui, contre mon attente, pût offenser, il n'y en a pas du moins qui y ait été mise avec mauvaise intention », car, semble-t-il penser, ce serait bien étonnant : « Je n'ai point naturellement l'esprit désapprobateur. » Une déclaration de loyauté ne semble pas [62] superflue à l'auteur dans la circonstance : aussi rend-il grâces au ciel de l'avoir « fait naître dans le gouvernement où je vis, et de ce qu'il a voulu que j'obéisse à ceux qu'il m'a fait aimer ». Il trouvait tout de même plus prudent de faire publier sa grande oeuvre à l'étranger.

Toutefois, l'écrivain semble moins confiant que le citoyen, puisque le premier n'est pas sans s'inquiéter qu'on ne juge, « par la lecture d'un moment, d'un travail de vingt années ». Aussi souhaite-t-il qu'on approuve ou condamne « le livre entier et non pas quelques phrases ». Quant au « dessein de l'auteur, on ne peut bien le découvrir que dans le dessein de l'ouvrage ». Quatre choses à retenir :

« J'ai d'abord examiné les hommes, et j'ai cru que, dans cette diversité de lois et de mœurs, ils n'étaient pas uniquement conduits par leurs fantaisies.

J'ai posé les principes et j'ai vu les cas particuliers s'y plier comme d'eux-mêmes, les histoires de toutes les nations n'en être que les suites, et chaque loi particulière liée avec une autre loi, ou dépendre d'une autre plus générale.

Quand j'ai été rappelé à l'antiquité, j'ai cherché à en prendre l'esprit...

Je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés, mais de la nature des choses. »

Le deuxième paragraphe suinte d'un optimisme enveloppant au sujet des « principes » ; mais ils sont davantage de son siècle que de cet homme-là en particulier. La dernière phrase sur « la nature des choses » dit autant, plus peut-être, car cette notion ouvrira le propos d'ensemble deux pages plus loin sur la définition des « lois » - de laquelle tout le reste va découler. Pour l'instant, ce sont « mes principes » qui ont rai-

mençant à 1 à l'intérieur de chaque livre), subdivisant les livres. *Défense de l'Esprit des lois* sera l'objet d'analyse de notre chapitre XIII.

son de « mes préjugés ». Sautons quelques paragraphes sans grand intérêt sur les préjugés, tout en recueillant au passage cette formule lumineuse : « J'appelle ici préjugés, non pas ce qui fait qu'on ignore de certaines choses, mais ce qui fait qu'on s'ignore soi-même. » Et voyons comment le préfacier tire sa révérence en évoquant la terrible et magnifique aventure humaine, qui lui permet de livrer enfin ce grand traité de théorie politique :

« J'ai bien des fois commencé, et bien des fois abandonné cet ouvrage ; j'ai mille fois envoyé aux vents les feuilles que [63] j'avais écrites (...). Mais, quand j'ai découvert mes principes, tout ce que je cherchais est venu à moi ; et dans le cours de vingt années, j'ai vu mon ouvrage commencer, croître, s'avancer et finir. »

Et ce coup d'envoi, nullement risible, encore moins ridicule, d'une brûlante fierté et sans le moindre soupçon de forfanterie :

« Si cet ouvrage a du succès, je le devrai beaucoup à la majesté de mon sujet ; cependant je ne crois pas avoir totalement manqué de génie. Quand j'ai vu ce que tant de grands hommes, en France, en Angleterre et en Allemagne, ont écrit avant moi, j'ai été dans l'admiration ; mais je n'ai point perdu courage : " Et moi aussi, je suis peintre ", ai-je dit avec le Corrège. »

IV

Intitulant son grand ouvrage *De l'Esprit des lois*, il devenait aussi nécessaire que naturel d'entamer son étude par cet objet global des lois. Le livre I « Les lois en général », fait office de prologue d'où allait s'ensuivre une rédaction plutôt tardive et brève. Cette entrée en matière, l'auteur la fera en philosophe du droit, et non en théologien (même si, quelquefois, il est fait mention de Dieu), et pas encore en « sociologue »⁷⁴. Il lui sera souvent reproché une définition d'une forte densité et tirant vers l'amphibologie du fait de l'extension illimitée des « lois en général ». Ce texte de six lignes va donner le ton aux six pages suivantes, où l'on verra surgir, en se rapprochant de la « nature des choses », la « raison humaine » elle-même.

⁷⁴ Du moins pas au sens où le disait Raymond Aron à la troisième note de *l'avant-propos*.

Voici donc la définition classique, constituant le premier paragraphe du chapitre 1 du Livre I :

« Les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses : et, dans ce sens, tous les êtres ont leurs lois ; la Divinité a ses lois ; le monde matériel a ses lois ; les intelligences supérieures à l'homme ont leurs lois ; les bêtes ont leurs lois : l'homme a ses lois. »

[64] On a beau être prévenu que cette définition procède de la plus large extension possible (« ... dans la signification la plus étendue... »), on ne voit pas par ailleurs quelles seraient « les intelligences supérieures à l'homme (qui) ont leurs lois », puisque « la Divinité » vient d'être mentionnée, qui a, elle aussi, ses lois propres. Les éléments porteurs du sens le plus riche dans la définition sont les « rapports nécessaires » et la « nature des choses ».

Quant aux premiers, il a été parfois objecté à l'auteur que, dans son oeuvre, les rapports nécessaires s'appliquent plutôt entre des notions qu'entre des choses. Mais il n'a pas manqué, non plus, de grands esprits pour louer Montesquieu d'avoir donné à la notion de *loi* la plus large extension, tel Auguste Comte le louant pour « cet admirable chapitre préliminaire où, pour la première fois depuis l'essor primitif de la raison humaine, l'idée générale de *loi* se trouve enfin correctement définie envers tous les sujets possibles, même politiques » ⁷⁵.

D'autre part, à peu près à la même époque, un philosophe de renom, de surcroît admirateur de la fresque de Montesquieu, exprimait son net désaccord : « Cet illustre écrivain énonce au départ une théorie différente et suppose que tout droit est fondé sur certains "*rapports*" ou relations, système qui, à mes yeux, ne pourra jamais se concilier avec la vraie philosophie ⁷⁶. »

Mais l'important pour Montesquieu, c'est de pouvoir déceler les rapports immédiats à la « nature des choses », comprenant aussi le revers impliqué, à leur *contre-nature*. Sur ce point l'auteur paraît tout à fait aristotélicien, hanté qu'il est, lui aussi, par la question de « la meilleure Constitution ». Son attitude foncière perçoit dès les

⁷⁵ Cité par Georges Davy, op. cit., p. 13.

⁷⁶ David Hume, op. cit., p. 190. Le même auteur cite aussi la double dénégation de Destutt de Tracy : « Une loi n'est pas un rapport et un rapport n'est pas une loi » (ibid.).

premières pages : il trouve absolument haïssable et condamnable un régime de quelque contre-nature que ce soit.

Aussi, un peu plus loin, fera-t-il du *despotisme* un mal absolu en même temps que le troisième élément d'une chaîne des régimes, après les régimes républicain et monarchique. Mais il est trop tôt pour nous diriger dès maintenant vers une [65] telle projection, qu'un analyste des idées a pu qualifier d'être chez Montesquieu un « chef-d'oeuvre achevé à l'intérieur d'un chef-d'oeuvre inachevé » ⁷⁷. On verra plus loin que cette référence initiale à la « nature des choses » appelle, dès le début, l'immédiateté nécessaire entre la liberté et la nature dans la philosophie de Montesquieu ⁷⁸.

Après avoir traité des « lois dans le rapport qu'elles ont avec les divers êtres », puis « des lois de la nature » (chap. 1 et 2), l'auteur dépasse ces données préalables pour attaquer la matière même de son sujet au chapitre 3, « Des lois positives ». La schématique de ce chapitre offre une espèce de vue panoramique du chemin à parcourir en compagnie du lecteur. Mais, plutôt bizarrement, ce Gascon, qui tient si peu de Hobbes, amorce son développement par quelques lignes sur « l'état de guerre ». Mais c'était probablement pour introduire sans plus tarder la distinction entre le *droit des gens* (qu'on dirait international) et un *droit politique* (qu'on dirait public et/ou constitutionnel), si l'on devait rapatrier nos catégories usuelles d'aujourd'hui.

Comme autre indice de sa propension à voir large et haut, Montesquieu établit la chaîne de causalité du phénomène militaire (au sujet duquel il s'entretenait jadis avec l'abbé de Saint-Pierre lors des conversations parisiennes du club de l'Entresol).

« L'objet de la guerre, c'est la victoire ; celui de la victoire, la conquête ; celui de la conquête, la conservation. De ce principe et du précédent doivent dériver toutes les lois qui forment le droit des gens.

Toutes les nations ont un droit des gens ; et les Iroquois même, qui mangent leurs prisonniers, en ont un (...). Le mal est que ce droit des gens n'est pas fondé sur les vrais principes. »

⁷⁷ Jean-Jacques Chevalier ajoutait encore : « Un chef-d'oeuvre de généralisation, à la manière des grands classiques » (*Les grandes oeuvres politiques : de Machiavel à nos jours*, Paris, Librairie Armand Colin, 1949, p. 108).

⁷⁸ C'est l'une des idées maîtresses de Simone Goyard-Fabre, dans *Montesquieu, la nature, les lois, la liberté*, Paris, PUF, 1993.

Notre auteur ne les révèle pas tout de suite ces « vrais principes ». Comme une « société ne saurait subsister sans un [66] gouvernement », il lui tarde de présenter son « droit politique ». Il en emprunte la description fort brève à un jurisconsulte italien, Gravina ⁷⁹ : « *La réunion de toutes les forces particulières forme ce qu'on appelle l'ÉTAT POLITIQUE.* » Du même auteur, la définition de la contrepartie : « Les forces particulières ne peuvent se réunir sans que toutes les volontés se réunissent. La réunion de ces volontés, dit encore très bien Gravina, est *ce qu'on appelle l'ÉTAT CIVIL.* » La distinction ne sera toutefois pas d'une importance capitale tout au long de l'exposé. L'auteur n'oublie pas que, dans cette introduction, c'est à propos des lois qu'il fournit cette distinction indispensable. Mais c'est aussi à ce point de sa mise en place qu'il va commencer à considérer la loi comme une oeuvre de la « raison humaine » :

« La loi, en général, est la raison humaine, en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre ; et les lois politiques et civiles de chaque nation ne doivent être que les cas particuliers où s'applique cette raison humaine. »

Après être parti de si vastes et lointains prolégomènes, voici que tout s'éclaire en quelques lignes ! Le moment est enfin propice pour établir de quoi l'on parle quand on s'occupe, non plus des lois, mais de leur *esprit* même. Voici, telles que livrées par l'auteur, les propositions de départ au sujet des lois :

« Elles doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites que c'est d'un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre.

Il faut qu'elles se rapportent à la nature et au principe du gouvernement qui est établi, ou qu'on veut établir ; soit qu'elles le forment, comme font les lois politiques ; soit qu'elles le maintiennent, comme les lois civiles.

Elles doivent être relatives au physique du pays (...) ; au genre de vie des peuples (...) ; elles doivent se rapporter au degré de liberté que la constitution peut souffrir ; à la religion des habitants, à leurs richesses, à leur nombre, à leur commerce, à leurs moeurs, à leurs manières. Enfin elles ont des rapports entre elles ; elles en ont avec leur origine, avec l'objet du législateur, avec l'ordre des choses sur lesquelles [67] elles sont établies. C'est dans toutes ces vues qu'il faut les considérer. »

⁷⁹ Gravina (1664-1718) avait dû sa notoriété à son oeuvre : *Traité sur l'origine et le développement du droit civil*. Il fut le fondateur de l'Académie des Arcades.

De tous « ces rapports », l'auteur dit qu'il les examinera de près, car « ils forment tous ensemble ce que l'on appelle l'ESPRIT DES LOIS ». Mais s'impose encore une dernière précision sur le fait de n'avoir point séparé les lois politiques des civiles.

La raison avancée est la suivante : « Comme je ne traite point des lois, mais de l'esprit des lois, et que cet esprit consiste dans les divers rapports que les lois peuvent avoir avec diverses choses, j'ai dû moins suivre l'ordre naturel des lois, que celui de ces rapports et de ces choses. » Cette distinction est apparue quelque peu spécieuse à certains commentateurs, tandis que d'autres l'ont simplement trouvée superflue : la plupart ne l'ont pas relevée. À partir de maintenant, il ne reste plus à Montesquieu qu'à préciser *l'esprit* même de l'ordre de présentation de son plan à la toute fin du livre un, soit au chapitre 3, qui est aussi le dernier :

« J'examinerai d'abord les rapports que les lois ont avec la nature et avec le principe de chaque gouvernement : et comme ce principe a sur les lois une suprême influence, je m'attacherai à le bien connaître ; et, si je puis une fois l'établir, on en verra couler des lois comme de leur source. Je passerai ensuite aux autres rapports, qui semblent être plus particuliers. »

C'est justement parce qu'il est de tels rapports qui « semblent être plus particuliers », que ces « autres rapports » gagnent à être considérés au début dans le champ optique d'une première partie, puisqu'ils constituent, selon notre langage d'aujourd'hui, un large conditionnement environnemental du fonctionnement central et énergétique de l'unité politico-juridique de référence ou qui est sous observation : République, Etat, Gouvernement. La suite portera sur « ce fonctionnement » lui-même qu'il s'agira de saisir en cours d'organisation et d'opération courante. L'examen, en ce cas, portera moins sur des « choses » que sur des actions et facteurs d'influence qui se font sentir au coeur du système en l'animant ou le ralentissant - voire, ce qui n'est pas accidentel, en le pervertissant !

[68] La démarche que nous allons proposer suit l'ordre à peu près inverse du plan de *l'Esprit des lois*. Nous estimons devoir la tenter selon une nouvelle logique de reconstruction afin de permettre, espérons-nous, une plus naturelle appréhension du système Montesquieu.

Tenant compte de quatre des cinq derniers livres qui sont des excroissances exogènes au système ainsi qu'à son environnement ⁸⁰, il reste au lecteur une matière longuement élaborée au cours de vingt-sept livres. Selon la déconstruction proposée, les livres numérotés de II à X vont former la seconde partie de notre plan tandis que les livres XI à XXV en constituent la première moitié. La Conclusion de l'ensemble est formée des considérations groupées dans les livres XXVI et XXIX. Enfin, le livre un (« Des lois en général »), que nous venons d'analyser, introduit à la totalité de l'ouvrage et reste inamovible dans notre plan.

Ce premier réarrangement se présente, ici, grosso modo et en tenant compte du titre et surtout de l'économie générale de chaque livre. Il est entendu que les éléments d'un livre (dont plusieurs contiennent jusqu'à vingt-cinq et trente chapitres !) ne ressortissent pas tous à l'idée dominante de ce livre et à sa place dans notre reclassement révisé. De même, un seul livre peut comporter de la matière applicable à plus d'une position dans le nouveau plan - ce qui est aussi, et dans la même proportion, le cas dans le plan inchangé de *l'Esprit des lois*.

Sur la base de ces précisions et conventions, nous pouvons maintenant aborder notre propre ordre de présentation selon l'inversion générale proposée des deux grandes parties dans notre plan.

Les quatre livres relatifs au climat (XIV, XV, XVI et XVII), à la nature du terrain (XVIII), au nombre des habitants (XXIII) viennent naturellement en tête, constituant ce qu'un critique a [69] appelé, avec une pointe d'esprit, « une anthropologie du terroir... » ⁸¹. Nous plaçons à la suite ce que l'auteur de *l'Esprit des lois* examine, d'une façon qui, chez lui, n'est pas un point fort : les domaines des affaires, du commerce et du fisc (XIII, XX, XXI, XXII). Puis, nous nous interrogeons comme lui sur le phénomène religieux d'un point de vue institutionnel (XXIV, XXV). Enfin, nous le suivons sur les questions du bouclage des frontières, ainsi que des façons dont « les républiques pourvoient à leur sûreté », selon qu'elles emploient leur force défensive ou l'offensive (IX, X). Voilà pour la première partie du plan réorganisé. Et voici pour la seconde partie la réorganisation proposée.

⁸⁰ Ainsi qu'il a été dit plus haut. Nous jetterons tout de même un coup d'œil sur le contenu de ces livres au chapitre 12.

⁸¹ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 78.

Constituée et fonctionnant sous un conditionnement aussi large, l'unité politique de base se présente comme un système de gouverne selon un jeu de tripartitions des types de gouvernement. Cette immense question nécessite, pour un traitement progressif, l'apport analytique et théorique de plusieurs livres élaborés et à contenu complexe (II, III, IV, V, VI, VII). Nous rappellerons ensuite la typologie générale des régimes au nombre de trois dont l'un se dédouble deux fois : le républicain (se subdivisant en démocratique et en aristocratique), le monarchique et le despotique. Puis, ce sera le système *constitutionnel* de liberté politique à base de division et/ou séparation des pouvoirs, qui a connu peut-être la plus grande fortune d'idéologie politique de toute l'oeuvre de Montesquieu, en rendant mondialement célèbre le livre XI, chapitre 6, « De la constitution d'Angleterre ». N'a toutefois pas connu une vogue comparable un autre passage, quoique aussi décisif, sur le système partisan de liberté politique au livre XIX, chapitre 27. On en débat encore, ne serait-ce qu'au sujet de la mesure du libéralisme de l'auteur de *L'Esprit des lois*, ou encore pour se demander ce qu'il entendait exactement par sa notion typique de l'esprit *général*.

La conclusion générale, à notre chapitre XI, proviendra du contenu de deux livres séparés, faisant d'abord rappel aux « diverses sortes de lois » et à leurs « différents ordres », puis [70] s'occupant de « l'esprit du législateur » afin de lui enseigner la « manière de composer les lois » (XXVI, XXIX). En distribuant ainsi ces diverses matières, nous avons suivi l'ordre schématique de notre propre plan de *L'Esprit des lois*. Cette progression correspond aux titres des chapitres IV à XI de notre table générale des matières. Nous avons, par ailleurs, ajouté trois autres chapitres (XII, XIII, XIV) dont le contenu et son opportunité sont bien rendus par leur titre même.

Enfin, les deux ordonnancements doivent être mis en parallèle pour permettre l'indispensable utilité d'une table de concordance entre les deux plans : l'original de 1748 et le « reconstruit » par un lecteur de Montesquieu en 1995. Il n'y a pas là matière à proclamer d'emblée la « modernité » de l'auteur de *L'Esprit des lois* : mais, pour ne pas rester sur cette prudence d'interdiction, nous emprunterions plutôt, au sujet de Montesquieu, cette excellente formule d'« un "Ancien" dans le monde des "Modernes" » ⁸².

⁸² Titre de la conclusion de l'ouvrage, cité plus haut à la note 78 [de cette édition numérique. JMT.], de Simone Goyard-Fabre, *ibid.*, p. 343-349.

[71]

TABLE DE CONCORDANCE
entre L'ESPRIT DES LOIS et un PLAN RECONSTRUIT

Plan original	Titres des livres	Plan reconstruit
Avertissement		Chapitre III
Préface		Chapitre III
Livre I	Des lois en général	Chapitre III
Livre II	Des lois qui dérivent directement de la nature du gouvernement	Chapitre VIII
Livre III	Des principes des trois gouvernements	Chapitre VIII
Livre IV	Que les lois de l'éducation doivent être relatives aux principes du gouvernement	Chapitre VIII
Livre V	Que les lois que le législateur donne doivent être relatives aux principes du gouvernement	Chapitre VIII
Livre VI	Conséquences des principes des divers gouvernements par rapport à la simplicité des lois civiles et criminelles, la forme des jugements et l'établissement des peines	Chapitre VIII
Livre VII	Conséquences des différents principes des trois gouvernements par rapport aux lois somptuaires, au luxe, et à la condition des femmes	Chapitre VIII
Livre VIII	De la corruption des principes des trois gouvernements	Chapitre VIII
Livre IX	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive	Chapitre VII
Livre X	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force offensive	Chapitre VII
Livre XI	Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution	Chapitre IX
Livre XII	Des lois formant la liberté politique dans son rapport avec le citoyen	Chapitre IX
Livre XIII	Des rapports que la levée des tributs et la grandeur des revenus publics ont avec la liberté	Chapitre V
Livre XIV	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la nature du climat	Chapitre IV
Livre XV	Comment les lois de l'esclavage civil ont du rapport avec la nature du climat	Chapitre IV
[72]	Comment les lois de l'esclavage domestique ont du rapport avec la nature du climat	Chapitre IV
Livre XVI		
Livre XVII	Comment les lois de la servitude politique ont du rapport avec la nature du climat	Chapitre IV
Livre XVIII	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la nature du terrain	Chapitre IV
Livre XIX	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec les principes qui	Chapitre X

Plan original	Titres des livres	Plan reconstruit
	forment l'esprit général, les moeurs et les manières d'une nation	
Livre XX	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans sa nature et ses distinctions	Chapitre V
Livre XXI	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans les révolutions qu'il a eues dans la monde	Chapitre V
Livre XXII	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec l'usage de la monnaie	Chapitre V
Livre XXIII	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le nombre des habitants	Chapitre IV
Livre XXIV	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la religion établie dans chaque pays, considérée dans ses pratiques et en elle-même	Chapitre VI
Livre XXV	Des lois dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la religion de chaque pays et sa police extérieure	Chapitre VI
Livre XXVI	Des lois dans le rapport qu'elles doivent avoir avec l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent	Chapitre XI
Livre XXVII	De l'origine et des révolutions des lois des Romains sur les successions	(non intégré)
Livre XXVIII	De l'origine et des révolutions des lois civiles chez les Français	(non intégré)
Livre XXIX	De la manière de composer les lois	Chapitre XI
Livre XXX	Théorie des lois féodales chez les Francs dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la monarchie	(non intégré)
Livre XXXI	Théorie des lois féodales chez les Francs dans le rapport qu'elles ont avec les révolutions de leur monarchie	(non intégré)

[73]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre IV

« Une anthropologie déterminée par le terroir.. »

[Retour à la table des matières](#)

La démarche d'une déconstruction/reconstruction, comme celle qu'on vient d'exposer, aboutit à un double système, *constitutionnel* et *partisan*, de liberté, qui est aussi le niveau intérieur le plus politiquement pur de l'État. Cette même démarche avait aussi trouvé son lieu de départ dans la perspective la plus vaste, la plus générale et, dirait-on, la plus éloignée de la dynamique centrale, qui sera finalement exposée au terme de la reconstruction aux chapitres 9 et 10. Le tout peut se figurer à la façon d'une série (ou d'une spirale...) de cercles concentriques pour en arriver au cercle intérieur le plus restreint, mais qui est aussi celui de la plus forte densité du politique en opération dans l'ensemble du social.

L'anthropologie ou l'ethnologie, dont les labels scientifiques, à l'époque de Montesquieu, n'existaient pas (pas plus, du reste, que celui de sociologie), n'en étaient pas moins pratiquées, selon des modes plutôt primitifs il est vrai, si l'on pense, par exemple, au moins connu, Jean Bodin (1529 ou 1530-1596), ou même depuis des millénaires si l'on se réfère à une liste de plus lointains précurseurs comme Hérodote lui-même, et à des titres divers, Hippocrate, Thucydide, Aristote, le géographe Strabon,

l'historien Diodore de Sicile ou le conquérant Jules César, etc. Nous rappelions naguère, dans un [74] travail d'étudiant, que « Montesquieu pillera Bodin et la plupart des auteurs de l'antiquité. On peut même dire que s'est trouvée élaborée dans l'*Esprit des lois* la somme de notions relatives au milieu physique, connues ou admises à cette époque » ⁸³.

Un des grands desseins de Montesquieu avec sa « théorie des climats » est, selon un de ses exégètes les plus rigoureux, de « fonder la science politique sur une anthropologie déterminée par le terroir » ⁸⁴. Ce même analyste y voit même « le pivot de l'ouvrage » ⁸⁵. Cet apport de *l'Esprit des lois* à l'étude des « climats » est à ranger au même degré d'importance que celui de deux autres noyaux durs de sa théorie, qu'on abordera sous les noms courants de la « séparation des pouvoirs » et de « l'esprit général », aux chapitre 9 et 10 de notre reconstruction. Enregistrons au moins le fait que le grave Montesquieu tenait beaucoup à son interprétation par le climat, malgré certaines formulations précautionneuses afin de montrer qu'il n'était pas dupe de lui-même, non plus que de son esprit de système.

Ajoutons une dernière précision introductive sur l'emploi du mot *climat* qui, à cette époque, évoque une inévitable connotation météorologique. Depuis le succès du roman *Climats* d'André Maurois en 1927, le terme a pris une acception assez proche de celle d'ambiance, susceptible aussi de faire rêver.. Cet emploi métaphorique n'a évidemment guère de pertinence dans le présent contexte de *l'Esprit des lois*. Il conviendrait encore de se méfier de certains analogues qui, naguère, avaient cours dans les milieux scientifiques, tel le terme de milieu jusqu'à il y a un demi-siècle environ, ou encore celui d'*environnement* qui, plus récemment, continue sa domination avec une faculté certaine d'envahissement par le langage écolo-politique.

Pour les fins de cette recherche, et à défaut de mieux, nous conservons donc le vocable de climat au sens de l'usage qu'en [75] fait Montesquieu pour signifier l'influence du monde physique et de la température terrestre. Nous y reconnaissons, tout au moins, un fait de *conditionnements* majeurs et de longue durée sur les divers types humains et dans leurs attitudes socio-politiques. Aussi maintenons-nous comme utile la définition en demi-boutade d'une « anthropologie déterminée par le terroir.. ».

⁸³ Gérard Bergeron, « La contribution de Montesquieu à l'étude du milieu en sociologie », *Le Canada français*, vol. XXXIII, n° 10, Québec, juin 1946, p. 706-709.

⁸⁴ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 78.

⁸⁵ Ibid., p. 77.

I

Au milieu de son grand ouvrage, au livre XIV (ouvrant la troisième partie), Montesquieu établit les bases de sa théorie des climats. Suivront en file les trois livres (XV, XVI, XVII) contenant chacun la mention de « climat » dans le titre, auxquels nous proposons d'ajouter le XVIII* portant sur « la nature du *terrain* », ainsi que le XXIIIe, traitant du « nombre des habitants » et donnant des aperçus démographiques, qui occupe une place terminale naturelle dans ce développement d'ensemble.

Le livre XIV contient les thèses de départ pour l'ensemble de la démonstration. Son « idée générale » tient en ces quelques lignes : « S'il est vrai que le caractère de l'esprit et les passions du coeur soient extrêmement différents dans les divers climats, les lois doivent être relatives et à la différence de ces passions et à la différence de ces caractères. » L'idée en est inspirée par le bon sens et aurait pu avoir été avancée comme proposition postulatoire.

Mais on ne peut guère esquiver la démonstration du chapitre suivant. Et s'il faut s'y introduire c'est en abrégant le plus possible dans ce dont le propos de ce chapitre 2 du livre XIV peut se passer :

L'air froid resserre les extrémités des fibres extérieures de notre corps ; cela augmente leur ressort, et favorise le retour du sang des extrémités vers le coeur. Il diminue la longueur de ces mêmes fibres ; il augmente donc encore par là leur force. L'air chaud, au contraire, relâche les extrémités des fibres, et les allonge ; il diminue donc leur force et leur ressort. »

[76] De ce fait biologique élémentaire, il s'ensuit une série de conséquences énergétiques :

« On a donc plus de vigueur dans les climats froids. L'action du coeur et la réaction des extrémités des fibres s'y font mieux, les liqueurs sont mieux en équilibre, le sang est plus déterminé vers le coeur, et réciproquement le coeur a plus de puissance. Cette force plus grande doit produire bien des effets : par exemple, plus de confiance en soi-même, c'est-à-dire plus de courage ; plus de connaissance de sa supériorité, c'est-à-dire moins de désir de la vengeance ; plus d'opinion de sa sûreté, c'est-à-dire plus de franchise, moins de soupçons, de politique et de ruse. Enfin cela doit faire des caractères bien différents.

Mettez un homme dans un lieu chaud et enfermé, il souffrira, par les raisons que je viens de dire, une défaillance de coeur très grande. Si, dans cette circonstance, on va lui proposer une action hardie, je crois qu'on l'y trouvera très peu disposé ; sa faiblesse présente mettra un découragement dans son âme ; il craindra tout, parce qu'il sentira qu'il ne peut rien. »

Dans l'action militaire, ces différences sont spécialement marquées :

« Les peuples des pays chauds sont timides comme les vieillards le sont ; ceux des pays froids sont courageux comme le sont les jeunes gens. Si nous faisons attention aux dernières guerres, qui sont celles que nous avons le plus sous nos yeux, et dans lesquelles nous pouvons mieux voir de certains effets légers, imperceptibles de loin, nous sentirons bien que les peuples du nord, transportés dans les pays du midi, n'y ont pas fait d'aussi belles actions que leurs compatriotes, qui, combattant dans leur propre climat, y jouissaient de tout leur courage. »

Pour une claire compréhension de ces caractéristiques relevant de la physiologie, il importe de savoir que, par le terme de fibres, Montesquieu désigne à la fois les vaisseaux sanguins et les nerfs. Nous ne retenons du passage qui suit que ces considérations générales : à savoir que « la force des fibres des peuples du nord fait que les sucres les plus grossiers sont tirés des aliments... », ou encore que « les nerfs, qui aboutissent de tous côtés au tissu de notre peau, font chacun un faisceau de nerfs ». L'auteur rend même compte de son travail d'expérimentation au microscope sur des langues de mouton gelées et dégelées... [77] Il s'agissait pour lui d'appuyer sur des observations de laboratoire les contraintes ou constantes dont il fait grand cas :

« Dans les pays froids, on aura peu de sensibilité pour les plaisirs ; elle sera plus grande dans les tempérés ; dans les pays chauds, elle sera extrême. Comme on distingue les climats par les degrés de latitude, on pourrait les distinguer, pour ainsi dire, par les degrés de sensibilité. »

Voilà ! Et il en est de même pour la douleur, mais l'expression en devient plus spirituelle : « Il faut écorcher un Moscovite pour lui donner du sentiment. » Et pour l'amour, donc : « ... dans les climats plus chauds, on aime l'amour pour lui-même ; il est la cause du bonheur ; il est la vie », tandis que « dans les pays du nord, une machine saine et bien constituée, mais lourde, trouve ses plaisirs dans tout ce qui peut remettre les esprits en mouvement : la chasse, les voyages, la guerre, le vin ». Et dans les pays tempérés, on trouve quelque chose d'intermédiaire sans doute : « Vous verrez

des peuples inconstants dans leurs manières, dans leurs vies mêmes, et dans leurs vertus ; le climat n'y a pas une qualité assez déterminée pour les fixer eux-mêmes. » Ce chapitre va se terminer sur la pénible condition des habitants des pays chauds :

« La chaleur du climat peut être si excessive que le corps y sera absolument sans force. Pour lors l'abattement passera à l'esprit même ; aucune curiosité, aucune noble entreprise, aucun sentiment généreux ; les initiatives y seront toutes passives ; la paresse y fera le bonheur ; la plupart des châtiments y seront moins difficiles à soutenir que l'action de l'âme, et la servitude moins insupportable que la force d'esprit qui est nécessaire pour se conduire soi-même. »

Voici en gros la théorie du « *Combien les hommes sont différents dans les divers climats* », selon l'intitulé du chapitre 2. Et il reste treize autres chapitres à parcourir ! Montesquieu se complaît manifestement dans sa théorie des climats.

Il accumule des exemples typiques, des illustrations variées pour appuyer ses assertions. Il y est question des Indiens, des Chinois, des Siamois, des Japonais, et, de façon générale, des Orientaux qui ne sont pas précisément flattés : « Si vous joignez une certaine paresse dans l'esprit, naturellement liée [78] avec celle du corps », il n'y a pas lieu de s'étonner que « les lois, les mœurs et les manières (...), comme la façon de se vêtir, sont aujourd'hui en Orient comme elles étaient il y a mille ans ».

Ou encore voyez le monachisme ⁸⁶ qui, originaire des pays chauds d'Orient « où l'on est moins porté à l'action qu'à la spéculation », est le produit de « la paresse du climat ». Comme il en est à peu près de même en Europe, il faudrait prohiber les moyens de vivre sans travailler. Dans le Midi spécialement, les lois « donnent à ceux qui veulent être oisifs des places propres à la vie spéculative, et y attachent des richesses immenses ». Ils donnent « avec raison leur superflu au bas peuple » avec le résultat que celui-ci « parvient à aimer sa misère » même (chap. 7).

Les bons législateurs sont donc ceux qui savent s'opposer aux « vices du climat ». Il faut des lois qui aient du rapport aux maladies du climat autant qu'à la sobriété des peuples (chap. 11, 10). Mais la grande surprise de ce livre XIV est bien les craintes et

⁸⁶ Sur cette question, voir beaucoup plus loin (XXIII, chapitre 29) sur la politique d'Henri VIII qui, « voulant réformer l'Église d'Angleterre, détruisit les moines, nation paresseuse elle-même et qui entretenait la paresse des autres, parce que, pratiquant l'hospitalité, une infinité de gens oisifs, gentilshommes et bourgeois, passaient leur vie à courir de couvent en couvent ». Nous reviendrons, à la fin du présent chapitre sur cette question, non pas dans son application aux monastères mais aux hôpitaux.

critiques de l'auteur au sujet... de l'Angleterre, lui qui, y ayant habité quelques années, estimait tant ce pays au climat tempéré et à la politique modérée. Elles concernent d'abord le suicide, qu'il ne nomme pas pour la raison que ce vocable n'avait pas encore fait son entrée dans la langue française : ainsi, au chapitre 12 : « Des lois contre ceux qui se tuent eux-mêmes », il traitera de « l'homicide de soi-même ».

Les Romains, cet autre peuple de référence préférée, ne se font pas, eux, mourir « sans sujet ; mais les Anglais se tuent sans qu'on puisse imaginer aucune raison qui les y détermine, ils se tuent dans le sein même du bonheur ». La raison ? Personne ne la connaît, pour sûr. Tout de même, « il y a apparence que c'est un défaut de filtration du suc nerveux ; la machine, dont les forces motrices se trouvent à tout moment [79] sans action, est lasse d'elle-même ; l'âme ne sent point de douleur, mais une certaine difficulté de l'existence », d'où « le poids de la vie est un mal qui n'a point de lien particulier, et qui nous porte au désir de voir finir cette vie »⁸⁷. En Angleterre, cas désespéré, il n'est pas plus possible de punir ce mal « qu'on ne punit les effets de la démence ».

Alors ? Quelles lois pour un tel peuple en proie à un mal de cette sorte ? Montesquieu semble s'entêter, devoir fournir une réponse, fût-elle peu claire, à la question embarrassante qu'il a soulevée, puisqu'il semble bien que le sujet de la liberté des Anglais relève encore - et surtout ? - de la climatologie ! Lisons au moins le début du chapitre 13 « Effets qui résultent du climat d'Angleterre » :

« Dans une nation à qui une maladie du climat affecte tellement l'âme, qu'elle pourrait porter le dégoût de toutes choses jusqu'à celui de la vie, on voit bien que le gouvernement qui conviendrait le mieux à des gens à qui tout serait insupportable, serait celui où ils ne pourraient pas se prendre à un seul de ce qui causerait leurs chagrins, et où les lois gouvernant plutôt que les hommes, il faudrait, pour changer l'Etat, les renverser elles-mêmes.

Que si la même nation avait encore reçu du climat une certaine impatience qui ne lui permît pas de souffrir longtemps les mêmes choses, on voit bien que le gouvernement dont nous venons de parler serait encore le plus convenable.

Ce caractère d'impatience n'est pas grand par lui-même ; mais il peut le devenir beaucoup, quand il est joint avec le courage. »

⁸⁷ Montesquieu avait-il à l'idée ce qu'on commençait à appeler spleen (du mot « rate », d'où « humeur noire ») ? Le mot ne fut introduit dans la langue anglaise qu'en 1745, trois ans avant la publication de *l'Esprit des lois*.

Suivent trois autres paragraphes relativement courts et toujours peu convaincants. Nous y apprenons d'abord que ce « caractère d'impatience » est toutefois « différent de la légèreté », qu'il « approche plus de l'opiniâtreté », ce qui fait que « dans une nation libre », il « serait très propre à déconcerter les projets de la tyrannie » ⁸⁸. Comme, d'autre [80] part, « la servitude commence toujours par le sommeil », il s'ensuit qu'un « peuple qui n'a de repos dans aucune situation, qui se tâte sans cesse, et trouve tous les endroits douloureux, ne pourrait guère s'endormir ». Et suit cette belle phrase dont il est moins sûr qu'elle exprime une vérité profonde : « La politique est une lime sourde, qui use et qui parvient lentement à sa fin. »

« Or des hommes dont nous venons de parler ne pourraient soutenir les lenteurs, les détails, le sang-froid des négociations ; ils y réussiraient souvent moins que toute autre nation ; et ils perdraient, par leurs traités, ce qu'ils auraient obtenu par les armes. »

Et voilà, par certaines conséquences à longue portée, la façon quelque peu bizarre qu'ont les Anglais de vivre le smog londonien...

II

Il est encore question, pendant trois autres livres, de « la notion du climat » et de son rapport aux lois de l'esclavage civil, de l'esclavage domestique et de la servitude politique (XV, XVI, XVII). Les pièces centrales de chacun portent, respectivement, sur « l'esclavage des nègres », le statut des femmes et la polygamie et « la servitude de l'Asie et la liberté de l'Europe ». Le livre XVII est deux fois plus court que les deux précédents.

Une pièce du livre XV vaut une attention toute spéciale, autant par sa forme que par son contenu : ce fameux chapitre 5 sur l'esclavage des nègres qui est un morceau d'anthologie. L'auteur s'y livre à un réquisitoire terrible en la forme feinte d'un plaidoyer pour une infâme pratique, qu'il venait justement de condamner en entamant ce sujet au premier chapitre :

⁸⁸ « Je prends ici ce mot pour le dessein de renverser le pouvoir établi, et surtout la démocratie. C'est la signification que lui donnaient les Grecs et les Romains » (note de Montesquieu).

« L'esclavage, proprement dit, est l'établissement d'un droit qui rend un homme tellement propre à un autre homme, qu'il est le maître absolu de sa vie et de ses biens. Il n'est pas bon par sa nature : à celui-ci, parce qu'il ne peut rien faire par vertu ; à celui-là, parce qu'il contracte avec ses esclaves toutes sortes de mauvaises habitudes, qu'il s'accoutume insensiblement à manquer à toutes les vertus morales, qu'il devient fier, prompt, dur, colère, voluptueux, cruel. »

[81] Aussi l'esclavage est-il autant opposé au droit civil qu'au droit naturel (XV, chap. 2). Il s'agit d'une page que des générations de rhétoriciens et de lycéens de Première furent appelés à commenter. Jean Starobinski faisait observer que si, selon Montesquieu, la coutume de l'esclavage est contre nature, néanmoins elle peut à l'occasion se justifier : « Comme tous les hommes naissent égaux, il faut dire que l'esclavage est contre nature, quoique dans certains pays il soit fondé sur une raison naturelle. »

Starobinski avait conclu d'un autre développement que, chez Montesquieu, « la nature du naturaliste est en contradiction avec la nature du moraliste », surtout quand, traitant des causes physiques, il s'applique à montrer l'étude de leur influence. Voici donc le texte en lequel ce critique voyait « le modèle absolu de l'ironie » ⁸⁹.

« Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirais :

Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres.

Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par les esclaves.

Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête ; et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre.

On ne peut se mettre dans l'idée que Dieu, qui est un être très sage, ait mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir.

Il est si naturel de penser que c'est la couleur qui constitue l'essence de l'humanité, que les peuples d'Asie, qui font des eunuques, privent toujours les noirs du rapport qu'ils ont avec nous d'une façon plus marquée.

⁸⁹ Jean Starobinski, dans la deuxième édition de *Montesquieu* (collection « Écrivains de toujours »), Paris, Seuil, 1994, au paragraphe « Les causes naturelles », p. 80-83.

On peut juger de la couleur de la peau par celle des cheveux, qui, chez les Égyptiens, les meilleurs philosophes du monde, étaient d'une si grande conséquence, qu'ils faisaient mourir tous les hommes roux qui leur tombaient entre les mains.

[82] Une preuve que les nègres n'ont pas le sens commun, c'est qu'ils font plus de cas d'un collier de verre que de l'or, qui, chez des nations policées, est d'une si grande conséquence.

Il est impossible que nous supposions que ces gens-là soient des hommes ; parce que, si nous les supposions des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens.

De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains. Car, si elle était telle qu'ils le disent, ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? »

La lecture du livre XVI déçoit : il ne s'agit pas du rapport général entre les sexes, mais bien des lois de l'esclavage domestique qui ont, selon le titre, « du rapport avec la nature du climat ». L'auteur se met à parler plutôt de servitude que d'esclavage sans qu'on n'y discerne d'intention d'une atténuation terminologique. Le chapitre premier tient en entier en une définition ne comportant que quatre lignes : « Les esclaves sont plutôt établis pour la famille qu'ils ne sont dans la famille. Ainsi, je distinguerai leur servitude de celle où sont les femmes dans quelque pays, et que j'appellerai proprement la servitude domestique. »

L'Esprit des lois revient fréquemment sur la question des femmes ; les sujets traités dans ce livre XVI portent sur divers statuts matrimoniaux comme le divorce, la répudiation, la polygamie, etc. Il n'est guère question de la situation sociale concrète qui est faite aux femmes. Quelques titres attirent l'attention, tel celui du huitième chapitre, « De la séparation des femmes d'avec les hommes ». Mais on n'est renseigné que par cette « conséquence de la polygamie que, dans les nations voluptueuses et riches, on ait un très grand nombre de femmes. Leur séparation d'avec les hommes, et leur clôture, suivent naturellement de ce grand nombre ».

On apprend aussi sans surprise que « la servitude des femmes est très conforme au génie du gouvernement despotique, qui aime abuser de tout. Aussi, on a vu, dans tous les temps, en Asie, marcher d'un pas égal la servitude domestique et le gouvernement despotique » (chap. 9). Il serait [83] discutable qu'on puisse parler d'une corrélation

logique au-delà d'une simple constante. Le livre se termine sur le terrain d'expérimentation favori de Montesquieu, celui de ses chers Romains. Il y traite de la modalité de la répudiation et du divorce. Après force citations, le sujet coupe court et le lecteur, s'intéressant à la ligne proprement anthropologique, se trouve renvoyé à un autre livre, le XXIIIe, qui a rapport au « nombre des habitants » et que nous retrouverons plus loin.

En attendant, le lecteur trouve à s'intéresser au chapitre synthèse qui suit immédiatement. Il porte spécifiquement sur la servitude de politique dont il nous est dit, en un chapitre de moins de trois lignes, qu'elle « ne dépend pas moins de la nature du climat, que la civile ou la domestique, comme on va le faire voir ». Et cela se voit justement d'abord, au sujet du courage - ou de son manque - en son rapport direct aux zones climatiques. Il n'y a pas lieu de s'étonner que « la lâcheté des peuples des pays chauds les ait presque un peu rendus esclaves, et que le courage des peuples des pays froids les ait maintenus libres ». Car voilà bien « un effet qui dérive de la cause naturelle ». Dans ce développement, il sera question de tous les continents, mais Montesquieu insiste sur le cas particulier de l'Asie, d'une façon très spéciale et, surtout, négativement contrastante. Ce qui s'impose au sujet du plus vaste continent « s'est encore trouvé vrai dans l'Amérique : empires despotiques du Mexique et du Pérou étaient vers la ligne ⁹⁰, et presque tous les petits peuples libres étaient et sont encore vers les pôles ».

Les forts contrastes entre l'Europe et l'Asie se discernent également à l'intérieur de celle-ci. « L'Asie n'a point proprement de zone tempérée ; et les lieux situés dans un climat très froid y touchent immédiatement ceux qui sont dans un climat très chaud, c'est-à-dire la Turquie, la Perse, le Mogol, la Chine, la Corée et le Japon ». Cette observation généralisante qui était discutable sera effectivement discutée. Mais seront moins contestés la description de l'Europe climatique, ainsi que les paramètres qu'en tirera l'auteur à propos des caractères marquants des deux continents.

[84]

« En Europe au contraire, la zone tempérée est très étendue, quoiqu'elle soit située dans des climats très différents entre eux (...). Mais, comme le climat y devient insensiblement froid en allant du midi au nord (...) il y arrive que chaque pays est à peu près semblable à celui qui en est voisin ; qu'il n'y a

⁹⁰ ... « la ligne » de l'équateur, semble-t-il, que Montesquieu ne nommait pas.

pas une notable différente ; et que, comme je viens de le dire, la zone tempérée y est très étendue. »

Et, tout heureux de sa découverte, notre savant en déduit une série de dissymétries, qu'il aurait plutôt tendance à accentuer :

« De là il suit qu'en Asie, les nations sont opposées aux nations du fort au faible ; les peuples guerriers, braves et actifs, touchent immédiatement des peuples efféminés, paresseux et timides : il faut donc que l'un soit conquis, et l'autre conquérant. En Europe, au contraire, les nations sont opposées du fort au fort ; celles qui se touchent ont à peu près le même courage. C'est la grande raison de la faiblesse de l'Asie et de la force de l'Europe, de la liberté de l'Europe et de la servitude de l'Asie : cause que je ne sache pas que l'on ait encore remarquée. »

La conséquence en devient frappante : tandis que la liberté n'augmente jamais en Asie, elle devient comme mobile en Europe où on la voit augmenter ou diminuer « selon les circonstances ». Et quels « événements de l'histoire » !

« L'Asie a été subjuguée treize fois ; onze fois par les peuples du nord, deux fois par ceux du Midi (...). En Europe, au contraire, nous ne connaissons, depuis l'établissement des colonies grecques et phéniciennes, que quatre grands changements : le premier causé par les conquêtes des Romains ; le second par les inondations des Barbares qui détruisirent ces mêmes Romains ; le troisième par les victoires de Charlemagne ; et le dernier, par les invasions des Normands (...). On trouvera dans ces changements mêmes une force générale répandue dans toute l'Europe ⁹¹. »

[85] Il y a encore moyen de pousser la différence jusqu'au bout par le constat que « les peuples du nord de l'Europe l'ont conquise en hommes libres », tandis que « les peuples du nord de l'Asie l'ont conquise en esclaves, et n'ont vaincu que pour un maître ». Et suit un assez long développement sur la Tartarie et la part chinoise de sa civilisation. Voici quelques autres antithèses et combien frappantes :

⁹¹ Montesquieu fait, après ce texte, le rappel d'un passé lointain : « On sait la difficulté que les Romains trouvèrent à conquérir en Europe, et la facilité qu'ils eurent à envahir l'Asie. On connaît les peines que les peuples du Nord eurent à renverser l'empire romain, les guerres et les travaux de Charlemagne, les diverses entreprises des Normands. Les destructeurs étaient sans cesse détruits » (XVII, 4).

« Les Tartares, détruisant l'empire grec, établirent dans les pays conquis la servitude et le despotisme ; les Goths, conquérant l'empire romain, fondèrent partout la monarchie et la liberté...

En Asie, on a toujours vu de grands empires ; en Europe, ils n'ont jamais pu subsister. C'est que l'Asie que nous connaissons a de plus grandes plaines (...). La puissance doit donc être toujours despotique en Asie....

En Europe, le partage naturel forme plusieurs États d'une étendue médiocre, dans lesquels le gouvernement des lois n'est pas incompatible avec le maintien de l'État...

Au contraire, il règne en Asie un esprit de servitude qui ne l'a jamais quittée (...). On n'y verra jamais que l'héroïsme de la servitude. »

Ce livre XVII, que Montesquieu voulait synthétique, et donc bref, n'aura donc consisté qu'en un parallèle, point par point contrastant, entre les peuples des continents asiatique et européen. Avant de conclure, il ne réserve qu'une demi-douzaine de lignes aux deux continents africain et américain, en laissant de côté complètement le continent insulaire de l'Océanie, qui n'était pas encore présent à la conscience européenne du temps de Montesquieu ⁹². Voici donc ce qu'il a à dire des deux continents oubliés, mais en référence rapide aux continents sur lesquels il s'était d'abord étendu :

« L'Afrique est dans un climat pareil à celui du midi de l'Asie, et elle est dans une même servitude. L'Amérique ⁹³, détruite et nouvellement repeuplée par les nations de l'Europe et de l'Afrique, ne peut guère aujourd'hui montrer son propre [86] génie ; mais ce que nous savons de son ancienne histoire est très conforme à nos principes. »

En ce siècle des *Lumières*, comment ne pas penser ; Ô bienheureuse Europe, Ô désespérante Asie ! L'épistolier multiple des *Lettres persanes* n'avait guère traité que de ces deux blocs continentaux.

Quelques siècles plus tard, des géographes, s'alimentant d'une *géopolitique* inventive, aboliront jusqu'à la soudure d'une unique *Eurasie*. À la façon d'un post-scriptum, Montesquieu semble vouloir rattraper cette considération finale sur « la capitale de

⁹² Ce n'est qu'en 1770 que James Cook prit possession d'un territoire dans une baie proche de Sydney, commençant ainsi la colonisation de l'Australie par des Européens.

⁹³ « Les petits peuples barbares de l'Amérique sont appelés *Indios bravos* par les Espagnols, bien plus difficiles à soumettre que les grands empires du Mexique et du Pérou » (note de Montesquieu).

l'empire ». Sans commettre un jeu de mots qui n'existait pas encore, il avertit celui qui placera « le siège de son empire » au midi au « risque de perdre le nord », tandis que « celui qui le placera au nord conservera aisément le midi ». Montesquieu termine ce livre XVII par cette phrase demi-sibylline, où mécanique et politique se trouvent rapprochées par « les effets de la théorie » : « Je ne parle pas des cas particuliers : la mécanique a bien ses frottements qui souvent changent ou arrêtent les effets de la théorie : la politique a aussi les siens. » Ces deux derniers mots comportent de l'ambiguïté : « ... les siens », lesquels ? Des « effets de la théorie », ou « des frottements », ou encore des « cas particuliers » ?

III

Au tournant du livre XVIII, l'optique de l'analyste se rétrécit en passant de la causalité presque souveraine de « la nature du climat » à celle de « la nature du terrain ». Ce terrain-là, qui n'est pas défini par l'auteur, se restreint à des perspectives de moindre dimension comme celle du territoire, ainsi qu'à des enracinements plus profonds qui pourraient être ceux du *terroir*.

À notre point de vue, ce chapitre n'offre de véritable intérêt que dans sa première moitié, constituant une quinzaine de chapitres de théorie générale. Les chapitres 15, 16, 17, traitant de la monnaie, seront mieux à leur place à notre chapitre suivant, traitant des facteurs économiques dont la monnaie. [87] D'autre part, ce que l'auteur nous apprend des Arabes et es Tartares, ou des peuples germains et francs, relève de ces cas historiques particuliers dont notre curiosité de théorie générale peut fort bien se passer.

Dans sa première partie, le texte de ce chapitre XVIII n'offre un intérêt relatif que par l'énoncé de quelques propositions de sens commun. Ainsi apprend-on d'emblée que « la bonté des terres d'un pays établit naturellement la dépendance (...). Une campagne qui regorge de biens craint le pillage, elle craint une armée ». Il s'ensuit donc que « le gouvernement d'un seul se trouve plus souvent dans les pays fertiles, et le gouvernement de plusieurs dans les pays qui ne le sont pas » : ce qui peut être considéré comme un dédommagement. Nous y voyons la preuve dans la Grèce antique : l'Attique stérile, avec sa capitale Athènes, requiert un « gouvernement populaire »,

tandis que la fertilité du terrain de Lacédémone favorise un gouvernement aristocratique.

Au chapitre des accidents géographiques, que voit-on ? « Les pays fertiles sont des plaines où l'on ne peut rien disputer au plus fort : on se soumet donc à lui ; et, quand on lui est soumis, l'esprit de liberté n'y saurait revenir ; les biens de la campagne sont un gage de la fidélité. Mais, dans les pays de montagnes, on peut conserver ce que l'on a, et l'on a peu à conserver ». En outre, « les montagnards conservent un gouvernement plus modéré parce qu'ils ne sont pas si fort exposés à la conquête. Ils se défendent aisément, ils sont attaqués difficilement » : double moyen privilégié de défense.

On ne tient pas compte que de la fertilité naturelle, mais aussi de la mise en valeur par la culture du terrain. A la question : quels sont les pays cultivés ? Montesquieu répond, conscient de l'aspect, en partie paradoxal, de son argument : « Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté. » Il convie son lecteur à « diviser la terre par la pensée ». Et que voit-on ? « On sera étonné de voir la plupart du temps des déserts dans ses parties les plus fertiles, et de grands peuples dans celles où le terrain semble refuser tout ». Plus encore, « la stérilité des terres rend les hommes industriels, sobres, endurcis au travail, courageux, propres à la guerre ; il faut bien qu'ils se procurent ce que le terrain leur refuse ».

[88] Voyons, comme autre exemple, le type humain insulaire :

« Les peuples des îles sont plus portés à la liberté que les peuples du continent. Les îles sont ordinairement d'une petite étendue ⁹⁴ ; une partie du peuple ne peut pas être si bien employée à opprimer l'autre ; la mer les sépare des grands empires (...) ; les insulaires ne sont pas enveloppés dans la conquête, et ils conservent plus aisément leurs lois. »

Considérons ensuite le cas des « pays formés par l'industrie des hommes » (selon le chapitre 6). Trois cas sont à considérer : deux provinces légendaires de Chine, l'Égypte et la Hollande. Au sujet de la première, c'est la « fertilité inexprimable » de seulement deux provinces chinoises qui a donné aux Européens « l'idée de la félicité de cette vaste contrée ». Mais il fallait encore que « le pouvoir y fût modéré, comme

⁹⁴ « Le Japon déroge à ceci par sa grandeur et par sa servitude » (note de Montesquieu). Bien que d'une grandeur comparable, l'Angleterre ne constituait pas une dérogation du fait de son absence de servitude.

il était autrefois en Égypte, comme il l'est en Hollande, que la nature a faite pour avoir attention sur elle-même ». La Chine antique est proprement typique puisque, malgré son climat inclinant à la désobéissance civile, ainsi que par « la trop grande étendue d'un empire », ses premiers législateurs « furent obligés de faire de très bonnes lois, et le gouvernement fut souvent obligé de les suivre ». On aura noté la nuance d'ironie de ce dernier membre de la phrase.

Pour les raisons dites en tête de ce développement, nous allons nous satisfaire de joindre des éléments de trois chapitres (chap. 8, 9 et 14), suffisants pour servir de conclusion au thème de « la nature du terrain ». Du chapitre 8, ce premier extrait :

« Les lois ont un très grand rapport avec la façon dont les divers peuples se procurent la subsistance. Il faut un code de lois plus étendu pour un peuple qui s'attache au commerce et à la mer, que pour un peuple qui se contente de cultiver ses terres. Il en faut un plus grand pour celui-ci que pour un peuple qui vit de ses troupeaux. Il en faut un plus grand pour ce dernier que pour un peuple qui vit de la chasse. »

Quant au « terrain de l'Amérique » :

« Ce qui fait qu'il y a tant de nations sauvages en Amérique, c'est que la terre y produit d'elle-même beaucoup [89] de fruits dont on peut se nourrir (...). Le maïs y vient d'abord. La chasse et la pêche achèvent de mettre les hommes dans l'abondance. De plus, les animaux qui paissent comme les boeufs, les buffles, etc., y réussissent mieux que les bêtes carnassières. Celles-ci ont eu de tout temps l'empire de l'Afrique. »

Enfin, tel est « l'état politique des peuples qui ne cultivent point les terres » :

« Ces peuples jouissent d'une grande liberté, car, comme ils ne cultivent point des terres, il n'y sont point attachés ; ils sont errants, vagabonds ; et si un chef voulait leur ôter leur liberté, ils l'iraient d'abord chercher chez un autre, ou se retireraient dans les bois pour y vivre avec leur famille. Chez ces peuples, la liberté de l'homme est si grande, qu'elle entraîne nécessairement la liberté du citoyen. »

Montesquieu ne concluait pas par la liberté du « bon sauvage » mais bien en évoquant « la liberté du citoyen » chez les peuples qui ne cultivent point les terres.

IV

Plus loin, beaucoup plus loin (au livre XXIII), Montesquieu présente ce sujet d'étude : « Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le nombre des habitants. » On n'a pas à démontrer que l'anthropologie requiert au moins certaines données de base, pas nécessairement numériques, des populations auxquelles elle s'intéresse. Il s'agit d'un autre livre mal introduit dans le plan d'ensemble, qui est même bizarre à quelques égards et, de toute façon, disparate et trop long. Ce sont là autant de maladresses fondant la critique d'un problème du plan dans cette très grande oeuvre. Ce livre, le XXIIIe, solitaire sur la question, était placé dans le prolongement de celui qui traite du rapport que les lois ont « avec l'usage de la monnaie » et précédait celui que l'auteur avait consacré à « la religion établie dans chaque pays, considérée dans ses pratiques et en elle-même ». Ce type de remarques ne fonde toutefois pas une raison de passer outre et sans bref examen.

[90] Le premier chapitre comporte un titre approprié pour pareil sujet : « Des hommes et des animaux par rapport à la multiplication de leur espèce. » Il commence même par une invocation à :

« Ô Vénus ! Ô mère de l'Amour ! »

d'après une traduction d'un poème de Lucrèce.

« Tant on aime à te suivre, et ce charmant empire

Que donne la beauté sur tout ce qui respire ⁹⁵. »

Ce cérémonial pour rendre le lecteur conscient que si « les femelles des animaux ont à peu près une fécondité constante », il en est bien autrement « dans l'espèce humaine », où l'on voit qu'est troublée « la propagation de mille manières ». Il convient de sauter une dizaine de lignes, manquant d'intérêt et ne relatant que des anecdotes ou des faits mineurs. Toutefois, certaines annotations de lecture valent d'être faites, ici et là :

⁹⁵ « Traduction du commencement de Lucrèce, par le sieur d'Hesnaut » (note de Montesquieu).

Ainsi au chapitre II: « Les gens qui n'ont absolument rien, comme les mendiants, ont beaucoup d'enfants. C'est qu'ils sont dans le cas des peuples naissants : il n'en coûte rien au père pour donner son art à ses enfants (...). Ces gens, dans un pays riche ou superstitieux, se multiplient, parce qu'ils n'ont pas les charges de la société. » Au seizième chapitre, l'on peut lire : « Les règlements sur le nombre de citoyens dépendent beaucoup des circonstances. Il y a des pays où la nature a tout fait ; le législateur n'a donc rien à y faire (...). Quelquefois le climat plus favorable que le terrain ; le peuple se multiplie, et les familles se détruisent : c'est le cas où se trouve la Chine. Aussi un père y vend-il ses filles, et expose-t-il ses enfants ⁹⁶. »

Sur cette question comme sur tant d'autres, Montesquieu est davantage intéressé par les situations qui ont prévalu dans la Grèce et la Rome antiques, d'autant que la documentation à ce propos y est d'habitude plus accessible que pour d'autres pays ou civilisations. Ainsi, au sujet de la Grèce, Montesquieu interroge naturellement ses deux plus grands philosophes.

[91] D'abord, Platon :

« Les politiques grecs s'attachèrent donc particulièrement à régler le nombre de citoyens. Platon le fixe à cinq mille quarante ; et il veut que l'on arrête, ou que l'on encourage la propagation, selon le besoin, par les honneurs, par la honte et par les avertissements des vieillards ; il veut même que l'on règle le nombre des mariages de manière que le peuple se répare sans que la république soit surchargée. »

Puis, Aristote :

« Si la loi du pays, dit Aristote, défend d'exposer les enfants, il faudra borner le nombre de ceux que chacun doit engendrer. Si l'on a des enfants au-delà du nombre défini par la loi, il conseille de faire avorter la femme avant que le fœtus ait vie (...). Il y a des lieux, dit encore Aristote, où la loi fait citoyens les étrangers, ou les bâtards, ou ceux qui sont seulement nés d'une mère citoyenne ; mais dès qu'ils ont assez de peuple, ils ne le font plus. Les sauvages du Canada font brûler leurs prisonniers ; mais lorsqu'ils ont des cabanes vides à leur donner, ils les reconnaissent de leur nation. »

⁹⁶ « Exposer ses enfants », soit les abandonner dans un lieu désert ou écarté pour se soustraire à l'obligation de les entretenir et de les élever.

Considérant l'histoire de son peuple de prédilection, Montesquieu s'étend aux grands mouvements de populations dans l'histoire romaine. Il y eut un *avant* (au chapitre 18 : « De l'État des peuples avant les Romains ») : « L'Italie, la Sicile, l'Asie Mineure, l'Espagne, la Gaule, la Germanie, étaient à peu près comme la Grèce, pleines de petits peuples, et regorgeaient d'habitants : on n'y avait pas besoin de lois pour en augmenter le nombre. » En somme, sans le savoir, on semblait suivre plus ou moins le modèle grec. Mais il y eut aussi un *après* (au chapitre 23 « De l'état de l'univers après la destruction des Romains ») :

« Les règlements que firent les Romains pour augmenter le nombre de leurs citoyens eurent leur effet pendant que leur république, dans la force de son institution, n'eut à réparer que les pertes qu'elle faisait, par son courage, par son audace, par sa fermeté, par son amour pour la gloire, et par sa vertu même. Mais bientôt les lois les plus sages ne purent rétablir ce qu'une république mourante, ce qu'une anarchie générale, ce qu'un gouvernement militaire, ce qu'un empire dur, ce qu'un despotisme superbe, ce qu'une monarchie faible, ce qu'une cour stupide, idiote et superstitieuse, avaient [92] successivement abattu : on eût dit qu'ils n'avaient conquis le monde que pour l'affaiblir, et le livrer sans défense aux barbares. »

Quelle charge ! mais non véritablement inattendue de la part de l'auteur des *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* ! C'est toujours son véritable « grand sujet », son laboratoire d'expérience humaine. Entre les citations des deux chapitres que nous venons de livrer, se glisse cette formulation elliptique et définitive : « Les Romains, en détruisant tous les peuples, se détruisaient eux-mêmes. Sans cesse dans l'action, l'effort et la violence, ils s'usaient, comme une arme dont on se sert toujours. »

Au chapitre suivant (« Des lois des Romains sur la propagation de l'espèce »), de loin le plus long de ce livre ⁹⁷ bourré de faits, Montesquieu fournit un véritable cours de l'histoire démographique de Rome, de l'époque des anciennes lois à celles du règne de Justinien. Depuis la publication des *Considérations* (1734), il était loin d'avoir tout dit sur les causes des classiques « grandeur » et « décadence ». L'auteur ajoute encore le bref vingt-deuxième chapitre (« De l'exposition des enfants ») et semble satisfait de pouvoir dire au moins que la pratique de cette infamie n'était pas constante : « Les

⁹⁷ D'une quinzaine de pages et proprement impossibles à résumer.

premiers Romains eurent une assez bonne police sur l'exposition des enfants » ⁹⁸ ; et surtout dans la suite, « on ne trouve aucune loi qui permette d'exposer les enfants » ⁹⁹.

À la fin du livre XXIII, c'est la grande ombre de l'État qu'on voit se profiler, une première fois dans le sillage de « la destruction des Romains » (au chapitre 24) :

[93] « Dans l'état où était l'Europe, on n'aurait pas cru qu'elle pût se rétablir ; surtout lorsque sous Charlemagne, elle ne forma plus qu'un vaste empire. Mais, par la nature du gouvernement d'alors, elle se partagea en une infinité de petites souverainetés (...). Ce sont les perpétuelles réunions de plusieurs petits États qui ont produit cette définition. Autrefois, chaque village de France était une capitale ; il n'y en a aujourd'hui qu'un grand : chaque partie de l'État était un centre de puissance ; aujourd'hui tout se rapporte à un centre ; et ce centre est, pour ainsi dire, l'État même. »

La seconde fois où Montesquieu fait apparaître l'État puissance c'est aussi en tant que secours aux collectivités dans le besoin, car le livre s'achève par un bref chapitre, le vingt-neuvième, sur les hôpitaux : « Comme les richesses supposent beaucoup d'industries » et comme, d'autre part, il n'est pas possible que des ouvriers ne soient pas « dans une nécessité momentanée » :

« C'est pour lors que l'État a besoin d'apporter un prompt secours, soit pour empêcher le peuple de souffrir, soit pour éviter qu'il ne se révolte : c'est dans ce cas qu'il faut des hôpitaux, ou quelque règlement équivalent, qui puisse prévenir cette misère. »

Mais avant que le lecteur ne subisse la tentation, par de tels propos, de proclamer trop tôt le seigneur de La Brède comme l'un des précurseurs du *welfare state* universel, la lecture de ce tout dernier paragraphe sur l'aide publique aux populations l'en dissuaderait :

« J'ai dit que les nations riches avaient besoin d'hôpitaux, parce que la fortune y était sujette à mille accidents : mais on sent que des séjours passagers

⁹⁸ Sur cette « bonne police », Montesquieu rapporte : « Romulus, dit Denys d'Halicarnasse, imposa à tous les citoyens la nécessité d'élever tous les enfants mâles et les aînées des filles. Si des enfants étaient difformes et monstrueux, il permettait de les exposer, après les avoir montrés à cinq des plus proches voisins ».

⁹⁹ « Ce fut sans doute un abus introduit dans les derniers temps, lorsque le luxe ôta l'aisance, lorsque les richesses partagées furent appelées pauvreté, lorsque le père crut avoir perdu ce qu'il donna à sa famille, et qu'il distingua cette famille de sa propriété ».

vaudraient bien mieux que des établissements perpétuels. Le mal est momentané : il faut donc des secours de même nature, et qui soient applicables à l'accident particulier ¹⁰⁰. »

Il ne serait guère élégant de plaisanter notre génial auteur pour nombre de ses « remarques curieuses et amusantes » à propos de sa théorie de l'influence du climat, et qui souvent [94] nous apparaissent « plus brillantes que convaincantes ¹⁰¹ ». Un autre critique fait observer qu'on « sourit aujourd'hui de sa théorie selon laquelle l'air froid resserre les extrémités des fibres extérieures de notre corps, quand l'air chaud les relâche et les allonge, ce qui dans un cas comme dans l'autre, modifie la subtilité d'un certain "suc nerveux", donc le tempérament de l'individu ¹⁰² ». Comme nombre de savants de son temps, Montesquieu restait quelque peu enclin à une certaine ingénuité téméraire dans la démonstration. Il professait tout de même une certaine coquetterie de la vérification scientifique, comme ce type d'expérience de laboratoire sur des langues de mouton gelées, puis dégelées...

Pourtant écrivain d'une grande clarté d'expression, Montesquieu se prend lui-même à un jeu difficilement intelligible lorsqu'il s'applique, par exemple, à l'explication du caractère anglais, allant jusqu'à celle de la propension paradoxale au suicide « dans le bonheur ». Voir plus haut notre relevé des textes marquants sur cette question (du livre XIV, chap. 13). Même Raymond Aron n'était pas sûr d'avoir tout compris en proposant cette interprétation « que le climat de l'Angleterre pousse à tel point les hommes au désespoir qu'il a fallu renoncer au gouvernement d'un seul afin que l'amertume naturelle aux habitants des îles britanniques ne puisse s'en prendre qu'à l'ensemble des lois et non pas à un seul homme » ¹⁰³.

Sans doute manquerions-nous d'à-propos en ne traitant du climat qu'en lui-même ou pour lui-même. Mais c'est peut-être la principale (en tout cas, celle qui vient à l'esprit en premier) des composantes qui forment l'esprit général dont la synthèse ne deviendra vraiment perceptible, et surtout utile, qu'après examen que nous en ferons à notre chapitre 10. Bien avant la publication de son grand ouvrage, dans *Mes Pensées*, au moins une dizaine d'années plus tôt, si l'auteur suppliait « qu'on ne m'accuse pas

¹⁰⁰ Pour l'analogie, voir plus haut dans ce chapitre les citations relatives à la note (4) portant sur le monachisme en général.

¹⁰¹ Notait Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 71.

¹⁰² Pierre Gaspar, *Montesquieu*, Flammarion, p. 262.

¹⁰³ Raymond Aron, op. cit.

d'attribuer aux causes morales des choses qui [95] n'appartiennent qu'au climat », c'était pour rappeler aussi plus loin, et avec non moins d'insistance, que « souvent la cause physique a besoin de la cause morale pour agir » ¹⁰⁴.

Aussi nous apparaî-t-il maintenant qu'il y avait un brin d'impertinence dans ce propos de jeunesse que « si l'Europe fut l'Europe, c'est dû à Salamine bien plus qu'à son climat » ¹⁰⁵. L'histoire singulière, et en ce cas éclatante, n'abolit jamais le jeu virtuel des influences intercausales, physiques et non-physiques, à condition de ne pas oublier, en cours de route, le facteur de la profondeur historique elle-même.

¹⁰⁴ Cité par Robert Shackleton, *Montesquieu, biographie critique*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 1977, p. 245. Shackleton se fait l'interprète de Montesquieu, quelques lignes plus bas, en posant que « plus une société s'éloigne du moment de sa création originelle, plus deviennent importants les facteurs non-physiques sur *l'esprit général* » (ibid.).

¹⁰⁵ Bergeron, op. cit., p. 718.

[97]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre V

Du côté des affaires, du commerce et du fisc

[Retour à la table des matières](#)

Exploiter une entreprise de viticulture, dont la production était acheminée en grande partie vers l'étranger et spécialement en Angleterre, ne fait pas de cet entrepreneur un économiste, mais si ce viticulteur s'appelle Montesquieu il a une forte chance de devenir singulièrement averti des courants internationaux d'échanges commerciaux, des trafics de monnaie ou des techniques de change, etc. Bref, l'importance de l'économie politique *pratique* ne pouvait lui échapper. En l'occurrence, il s'agissait même de la responsabilité commune d'un ménage, le ménage qu'il formait avec Jeanne de Lartigue ¹⁰⁶.

Pourtant, John Maynard Keynes n'avait pas attendu l'honneur d'une baronnie pour y aller, à l'occasion, de proclamations en forme de boutades, telle celle-ci : « Montesquieu, le plus grand économiste français, celui qu'il [98] est juste de comparer à

¹⁰⁶ « Ayant beaucoup voyagé et séjourné une partie du temps à Paris, Montesquieu a pourvu sa femme d'une procuration qui a fait d'elle la cogestionnaire du domaine. A eux deux, ils auront signé près de cinq cents actes notariés, le paraphe de Montesquieu figurant seul sur deux cent cinquante-quatre de ceux-ci ; le partage des responsabilités ne pouvait être plus rigoureux » (Pierre Gaspar, *Montesquieu*, Paris, Flammarion, 1989, p. 222).

Adam Smith, et qui dépasse les physiocrates de cent coudées par la perspicacité, par la clarté des idées et par le bon sens (qualités que tout économiste devrait posséder) ¹⁰⁷. »

Montesquieu « économiste » ? - Les avis peuvent différer, et diffèrent de fait parmi les admirateurs de la grande oeuvre de théorie politique. Paul Vernière faisait observer que « ni Joseph Schumpeter ni Raymond Barre n'ont parlé de Montesquieu économiste », et que si Lord Keynes, avec quelque affectation, « vantait Montesquieu, c'était pour mieux écraser les disciples de Quesnay. La vérité c'est que Montesquieu ne songe nullement à construire un système d'économie » ¹⁰⁸. Ce propos appelait toutefois une réplique de Simone Goyard-Fabre, selon laquelle « il faudrait cependant toute une étude pour exposer les idées de Montesquieu sur le commerce, la monnaie, la fiscalité, même s'il est vrai qu'elles ne s'ordonnent pas en un système d'économie politique » ¹⁰⁹.

Selon notre propre perspective, la question intéressante à poser serait peut-être de savoir si « l'anthropologie du terroir » de Montesquieu s'étendrait jusqu'à celle d'une forme d'anthropologie économique. Cette autre question, elle aussi d'une importance relative, peut bien se passer d'une réponse en bonne et due forme. Toutefois, dans la circonstance, cette observation de Vernière vaudrait d'être prise en compte : « L'économie politique n'est pas un facteur de l'esprit général (...); elle est un cadre, plus large que le cadre national, où le mécanisme dérivé de la typologie des gouvernements pourrait ne plus s'appliquer. Or, Montesquieu tient à vérifier par un changement de champ que les facteurs politiques moraux climatiques y gardent tout leur efficace ¹¹⁰. » Nous avons à le suivre sur cette piste.

¹⁰⁷ Cité par Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, p. 69.

¹⁰⁸ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 86.

¹⁰⁹ Simone Goyard-Fabre, *Montesquieu : La nature, les lois, la liberté*, Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 249.

¹¹⁰ Vernière, op.cit., p. 86.

[99]

I

Les livres d'intérêt, ou à portée, économique de *l'Esprit des lois* sont au nombre de quatre ¹¹¹. Trois d'entre eux forment un bloc de contiguïté : le XX (« Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans sa nature et ses distinctions »), le XXI (« Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans les révolutions qu'il a eues dans le monde »), le XXII (« Des lois dans le rapport qu'elles ont avec l'usage de la monnaie »). Ces exposés sont à peu près de même longueur, se subdivisant en 22 ou 23 chapitres. Nous estimons devoir les faire précéder d'un chapitre antérieur, qui aurait gagné à être placé à la tête de ceux-ci : le livre XIII (« Des rapports que la levée des tributs et la grandeur des revenus publics ont avec la liberté ») ¹¹². Il convient, pensons-nous, de considérer en premier lieu les revenus de l'État, donc de ses prélèvements fiscaux, d'autant que l'auteur les envisage dans leur rapport avec la liberté (au chapitre 12).

Relativement court, ce livre XIII expose, dans ses onze premiers livres, des définitions et des données générales sur le sujet. D'abord, « les revenus de l'État sont cette portion que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sûreté de l'autre, ou pour en jouir agréablement ». Donc, deux types de « nécessités » sont mises en place : de l'État, d'une part, des citoyens, de l'autre. Et, tout de suite, se pose une limite : « Il ne faut point prendre au peuple sur ses besoins réels pour des besoins de l'État imaginaires. » Autrement dit, et en plus explicite : « Ce n'est point à ce que le peuple peut donner qu'il faut mesurer les revenus publics, mais à ce qu'il doit donner ; et si on les mesure à ce qu'il peut donner, il faut que ce soit du moins à ce qu'il peut toujours donner. » Ainsi s'assurait la vitalité, et conséquemment la continuité, de l'État que l'auteur sous-entend.

[100] Le titre du chapitre 2 se suffit à lui-même, n'ayant pas besoin d'appui dialectique : « Que c'est mal raisonner de dire que la grandeur des tributs soit bonne en elle-même. » Deux cas historiques se posent : celui des « pays où une partie du peuple est

¹¹¹ Dans sa tentative de reconstruction, Vernière, comme nous, met ensemble ce bloc de trois livres, *ibid.* Pour le quatrième livre, dans son cas comme dans le nôtre, voir la note suivante.

¹¹² Pour sa part, Vernière place ici le chapitre XXIII sur « le nombre des habitants », que nous avons groupé avec les livres étudiés à notre chapitre 4 : « Une anthropologie déterminée par le terroir », *ibid.*

esclave de la glèbe » et celui des « pays où l'esclavage de la glèbe n'est point établi ». Les exemples du premier cas sont, en république, Lacédémone ; en monarchie, Charlemagne, en despotisme, Pierre Ier de Russie. Montesquieu accorde une attention plus prolongée aux pays qui ne connaissaient pas l'esclavage de la glèbe. Impôts, ou tributs comme dit Montesquieu, en coutume générale s'y prélèvent sur les personnes, sur les terres ou encore sur les marchandises. Soit deux, soit les trois ensemble de ces objets peuvent être imposables. Ce sont les droits sur les marchandises qui provoquent le moins de ressentiments parce qu'il n'y a pas à leur sujet de « demande formelle », tandis que « pour que le citoyen paie, il faut des recherches perpétuelles dans sa maison ». Et nous voyons manifeste la même sensibilité fiscale que celle de nos jours, car « rien n'est plus contraire à la liberté » (chap. 7).

« Pour que le prix de la chose et le droit puissent se confondre dans la tête de celui qui paie, il faut qu'il y ait quelque rapport », et non pas des droits excessifs sur des denrées de peu de valeur, comme c'est le cas au sujet du sel dont le prix, augmenté par la gabelle, « excède de dix-sept fois la valeur de la marchandise ». Aussi, de telles pratiques sont particulièrement odieuses par des sanctions extravagantes, et « pareilles à celles que l'on inflige pour les plus grands crimes ». Cette disproportion est bien « la chose du monde la plus contraire à l'esprit du gouvernement modéré » (sur lequel nous reviendrons en d'autres contextes).

À l'antipode de ce type de gouvernement, le despotique, Montesquieu prescrit que « les tributs doivent être très légers », par pure logique, car « sans cela, qui est-ce qui voudrait prendre la peine d'y cultiver les terres ? Et de plus, comment payer de gros tributs dans un gouvernement qui ne supplée par rien à ce que le sujet a donné ? » (chap. 10). Et nous arrivons à cet autre étonnant paradoxe que les peines fiscales « sont plus sévères en Europe qu'en Asie. En Europe, on confisque les marchandises, quelquefois même les vaisseaux et les voitures ; [101] en Asie, on ne fait ni l'un ni l'autre. C'est qu'en Europe le marchand a des juges qui peuvent le garantir de l'oppression ; en Asie, les juges despotiques seraient eux-mêmes les oppresseurs » (chap. 11).

D'une apparence de paradoxe à un véritable, l'auteur de l'Esprit des lois nous a conduits à son message essentiel sur le « rapport de la grandeur des tributs avec la liberté » (chap. 12). Le raisonnement pourra sembler tourner court, mais remarquons que le livre complet contient encore huit autres chapitres.

« Règle générale : on peut lever des tributs plus forts, à proportion de la liberté des sujets ; et l'on est forcé de les modérer à mesure que la servitude augmente. Cela a toujours été, et cela sera toujours. C'est une règle tirée de la nature, qui ne varie point ; on la trouve par tous les pays, en Angleterre, en Hollande, et dans tous les États où la liberté va se dégradant, jusqu'en Turquie. La Suisse semble y déroger, parce qu'on n'y paie point de tributs, mais on en sait la raison particulière, et même elle confirme ce que je dis. Dans ces montagnes stériles, les vivres sont si chers, et le pays est si peuplé, qu'un Suisse paie quatre fois plus à la nature qu'un Turc ne paie au sultan.

Un peuple dominateur, tel qu'étaient les Athéniens et les Romains, peut s'affranchir de tout impôt, parce qu'il règne sur des nations sujettes. Il ne paie pas pour lors à proportion de sa liberté ; parce qu'à cet égard il n'est pas un peuple, mais un monarque.

Mais la règle générale reste toujours. Il y a, dans les États modérés, un dédommagement pour la pesanteur des tributs : c'est la liberté. Il y a dans les États despotiques un équivalent pour la liberté : c'est la modicité des tributs. »

Notre auteur vient de démontrer par cette citation qu'il n'est pas si loin de son « anthropologie du terroir.. ». A cette règle générale qu'il vient d'exprimer, il ajoute un court chapitre sur ce qu'on pourrait appeler le mode d'emploi selon la nature des gouvernements (chap. 13) :

« On peut augmenter les tributs dans la plupart des républiques, parce que le citoyen, qui croit payer à lui-même, a la volonté de les payer, et en a ordinairement le pouvoir par l'effet de la nature du gouvernement.

[102] Dans la monarchie, on peut augmenter les tributs, parce que la modération du gouvernement y peut procurer des richesses : c'est comme la récompense du prince, à cause du respect qu'il a pour les lois.

Dans l'État despotique, on ne peut pas les augmenter, parce qu'on ne peut pas augmenter la servitude extrême. »

Laissant de côté, pour l'instant, l'impôt sur les terres, le président Montesquieu traite des deux autres (au chap. 14), où l'on voit d'abord que si « l'impôt par tête est plus naturel à la servitude », celui sur les marchandises « est plus naturel à la liber-

té », mais cette fois-ci avec quelques autres détails sur le gouvernement despotique, puis sur le gouvernement modéré ¹¹³ :

« Il est naturel au gouvernement despotique que le prince ne donne point d'argent à sa milice, ou aux gens de sa cour, mais qu'il leur distribue des terres, et par conséquent qu'on y lève peu de tributs. Que si le prince donne de l'argent, le tribut le plus naturel qu'il puisse lever est un tribut par tête. Ce tribut ne peut être que très modique, car, comme on n'y peut pas faire diverses classes de contribuables, à cause des abus qui en résulteraient, vu l'injustice et la violence du gouvernement, il faut nécessairement se régler sur le taux de ce que peuvent payer les plus misérables.

Le tribut naturel au gouvernement modéré est l'impôt sur les marchandises. Cet impôt étant réellement payé par l'acheteur, quoique le marchand l'avance, est un prêt que le marchand a déjà fait à l'acheteur : ainsi il faut regarder le négociant, et comme le débiteur général de l'État, et comme le créancier de tous les particuliers. Il avance à l'État le droit que l'acheteur lui paiera quelque jour ; et il a payé pour l'acheteur le droit qu'il a payé pour la marchandise. On sent donc que plus le gouvernement est modéré, que plus l'esprit de liberté règne, que plus les fortunes ont de sûreté, plus il est facile au marchand d'avancer à l'État et de prêter au particulier des droits considérables. En Angleterre, un marchand prête réellement à l'État cinquante ou soixante livres sterling à chaque tonneau de vin qu'il reçoit. Quel est le [103] marchand qui oserait faire une chose de cette espèce dans un pays gouverné comme la Turquie ? Et, quand il l'oserait faire, comment le pourrait-il, avec une fortune suspecte, incertaine, ruinée ? »

Au chapitre suivant, Montesquieu dénonce les abus de la liberté. Elle apporte de si « grands avantages » qu'il est naturel qu'on en abuse. Et cela se produit selon l'enchaînement causal qui suit : « Parce que le gouvernement modéré a produit d'admirables effets, on a quitté cette modération ; parce qu'on a tiré de grands tributs, on en a voulu tirer d'excessifs ; et, méconnaissant la main de la liberté qui faisait ce présent, on s'est adressé à la servitude qui refuse tout. » Ou, d'une autre façon : « La liberté a produit l'excès des tributs ; mais l'effet de ces tributs excessifs est de produire à leur tour la servitude, de produire la diminution des tributs. » À cet égard, les conquêtes des Mahométans en deviennent exemplaires : les peuples se virent alors « soumis à un

¹¹³ Le lecteur a pu noter dans le présent contexte la substitution du terme « républicain » ou « monarchique » par celui de « modéré », signalant un glissement heureux du langage de l'auteur. Ce point fera l'objet d'une discussion plus loin.

tribut simple, payé aisément, reçu de même : plus heureux d'obéir à une nation barbare qu'à un gouvernement corrompu dans lequel ils souffraient tous les inconvénients d'une liberté qu'ils n'avaient plus, avec toutes les horreurs d'une servitude présente » (chap. 15).

Un des textes les plus souvent cités du livre XIII est le dix-septième, au chapitre intitulé : « De l'augmentation des troupes. » Car « une maladie nouvelle s'est répandue en Europe ; elle a saisi nos princes, et leur fait entretenir un nombre désordonné de troupes, etc. » D'évidence, cette situation entraîne « l'augmentation perpétuelle des tributs ». Nous proposons de revenir sur cette question plutôt à notre chapitre 7, traitant justement de la sécurité dans le système international. Les chapitres 18 et 19 traitent de la « remise », et du choix entre la « forme » ou la « règle » des tributs. Il s'agit là de questions techniques d'un faible intérêt pour la nature de notre propos.

Le chapitre final, le vingtième, se termine sur un point de chute approprié pour clore le présent livre. Il a tout simplement pour titre « Des traitants », et sa première phrase claque comme un coup de cravache : « Tout est perdu lorsque la profession lucrative des traitants parvient encore par ses richesses à être une profession honorée. » Le reste est à l'avenant : « Cela peut être bon pour les États despotiques, où souvent leur emploi est [104] une partie des fonctions des gouverneurs eux-mêmes. Cela n'est pas bon pour la république ; et une chose pareille détruit la république romaine. Ce n'est pas meilleur dans la monarchie ; rien n'est plus contraire à l'esprit de ce gouvernement. » L'expression reste ferme jusqu'à la fin : « Un dégoût saisit tous les autres états ; l'honneur y perd toute considération. » Des « fortunes scandaleuses » furent dans le passé « une des calamités des guerres de cinquante ans », etc. Et voici que Monsieur Charles de Secondat, baron de La Brède et de Montesquieu, se souvient de sa noblesse acquise, dont il se sent toujours très fier. Il n'atténue pas cette bouffée d'estime pour sa propre caste en comparaison de celle des traitants :

« Il y a un lot pour chaque profession. Le lot de ceux qui lèvent les tributs et les richesses, et les récompenses de ces richesses sont les richesses mêmes. La gloire et l'honneur sont pour cette noblesse qui ne connaît, qui ne voit, qui ne sent de vrai bien que l'honneur et la gloire. Le respect et la considération sont pour ces ministres et ces magistrats qui, ne trouvant que le travail après le travail, veillent nuit et jour pour le bonheur de l'empire. »

II

Les trois livres (XX, XXI et XXII) consacrés à l'étude du commerce et de la monnaie forment le commencement d'une Quatrième partie, lui-même précédé du hors-d'oeuvre d'une « Invocation aux vierges du Mont Piéri » ainsi que de quatre mots de l'*Énéide* de Virgile en guise d'exergue : *Docuit quae maximus Atlas* ¹¹⁴. Il n'en faut pas plus pour que l'auteur nous rappelle l'homme de lettres (dont le poète) qui ne dort pas tout le temps en lui. Mais ces deux pièces nous révèlent aussi fort explicitement un sentiment de lassitude et même d'accablement de l'auteur ¹¹⁵. L'invocation est directe, pressante : « Vierges du Mont Piéri (...) inspirez-moi. Je cours une longue carrière ; [105] je suis accablé de tristesse et d'ennui. Mettez dans mon esprit ce charme et cette douceur que je sentais autrefois et qui fuit loin de moi. Mais, si vous ne voulez point adoucir la rigueur de mes travaux, cachez le travail même, etc. » Notons ce point chronologique : la première édition de l'*Esprit des lois* était en cours d'impression chez Barillot à Genève en 1748 lorsque l'auteur composa cette invocation et la fit tenir à son éditeur, ce que des amis lui avaient déconseillé de faire.

D'ailleurs, la première phrase du livre XX (« Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans sa nature et ses distinctions ») trahit une tonalité d'humeur presque dépressive : « Les matières qui suivent demanderaient d'être traitées avec plus d'étendue ; mais la nature de cet ouvrage ne le permet pas. Je voudrais couler sur une rivière tranquille ; je suis entraîné par un torrent. » Cela n'allait toutefois pas interdire à l'auteur d'enchaîner tout de suite après avec les bienfaits du commerce qui « guérit des préjugés destructeurs », qui « a fait que la connaissance des moeurs de toutes les nations a pénétré partout ». Et même si « le commerce corrompt les moeurs pures », il faut aussi dire qu'il « polit et adoucit les moeurs barbares, comme nous le voyons tous les jours » (chap. 1).

Le commerce, comme les lois, a aussi son esprit. Son « effet naturel » est de « porter à la paix », mais il faut voir qu'il « n'unit pas de même les particuliers ». L'in-

¹¹⁴ Dont l'édition l'Intégrale propose la traduction suivante : *Ce que m'enseigne le vaste monde* (*Énéide*, I, 791).

¹¹⁵ Ce qui fait dire à Vernière : « Mesurons, derrière le lyrisme indiscret, et plus que la fatigue, l'inquiétude devant la masse documentaire » (op. cit., p. 85).

fluence la plus notable du commerce est de produire « un certain sentiment de justice exacte », que l'auteur dit « opposé d'un côté au brigandage, et de l'autre à ces vertus morales qui font qu'on ne discute pas toujours ses intérêts avec rigidité », et qu'on peut les négliger pour ceux des autres (chap. 2). Le chapitre suivant est une parenthèse sur la condition des peuples pauvres : d'abord ceux que « la dureté du gouvernement a rendus tels » et qui sont « incapables de presque aucune vertu », et les autres qui ne sont pauvres que pour avoir « dédaigné » ou non « connu des commodités de la vie », et qui « peuvent faire de grandes choses, parce que cette pauvreté fait une partie de leur liberté ». Ce dernier paradoxe ne procède d'aucune intention malveillante.

Une distinction toute capitale est celle qu'introduit l'auteur au sujet du commerce de luxe, comme distingué du commerce [106] d'économie ¹¹⁶. La typologie qui en découle a son utilité en permettant d'établir des correspondances avec les types de régime politique. L'honneur étant le principe des régimes monarchiques, ceux-ci ont une propension matérielle pour le commerce de luxe, présentant un double caractère de hauts prix et de marchandises d'apparat, pour ne pas dire tout le temps proprement futiles.

Des marges de profits moindres et des marchandises de plus large utilité caractérisent le commerce d'économie où brillent les républiques marchandes, souvent de petites taille et population. Et « cette espèce de trafic regarde le gouvernement de plusieurs par sa nature, et le monarchique par occasion ». L'Espagne et la France ont beaucoup pratiqué le commerce de luxe tandis que le commerce d'économie a fait la prospérité de Tyr, Carthage, Athènes, Marseille et plus tard Florence, Venise et la Hollande ¹¹⁷.

Montesquieu examine aussi divers instruments du commerce : système bancaire, barrières douanières, port franc. Avec l'exemple du Japon (ne commerçant qu'avec deux nations, « la Chinoise et la Hollandaise »), il venait de traiter (au chap. 9) « De l'exclusion en fait de commerce ». « La vraie maxime est de n'exclure aucune nation

¹¹⁶ Ces deux types de commerce sont ainsi distingués par Vernière : « Le commerce de *luxe*, fondé sur des manufactures et un artisanat spécialisé, mais aussi sur une psychologie de la jouissance et de la gloire, répond à la monarchie ; le commerce d'économie, que nous appellerions de transit et de courtage, se borne au transport sans se soucier de la production, répondant au régime des républiques » (ibid., p. 87).

¹¹⁷ On peut s'étonner de l'absence de villes de la ligue hanséatique. Amsterdam est nommé mais comme ville de refuge plutôt que place de commerce.

de son commerce sans de grandes raisons ». La maxime complémentaire : « Encore moins un État doit-il s'assujettir à ne vendre ses marchandises qu'à une seule nation, sous prétexte qu'elle les prendra toutes à un certain prix. »

Comme il le fait souvent dans l'Esprit des lois, Montesquieu est souvent enclin à considérer l'Angleterre comme modèle de référence, même si cela n'apparaît qu'en filigrane. Dans le livre sur le commerce, il ne se retient plus, il [107] éclate avec un titre pourtant neutre : « Esprit de l'Angleterre sur le commerce ».

« L'Angleterre n'a guère de tarif réglé avec les autres nations ; son tarif change, pour ainsi dire, à chaque parlement, par les droits particuliers qu'elle ôte, ou qu'elle impose. Elle a voulu encore conserver sur cela son indépendance. Souverainement jalouse du commerce qu'on fait chez elle, elle se lie peu par des traités, et ne dépend que de ses lois.

D'autres nations ont fait céder des intérêts du commerce à des intérêts politiques : celle-ci a toujours fait céder ses intérêts politiques aux intérêts de son commerce.

C'est le peuple du monde qui a le mieux su se prévaloir à la fois de ces trois grandes choses : la religion, le commerce et la liberté. »

On perçoit une attitude générale chez Montesquieu de chercher dans l'activité économique et spécialement commerciale des rapports de causalité physique avec les mœurs et les pratiques, ou même avec les formes de gouvernement. Mais il n'y parvient guère et les illustrations manquent plus ou moins d'à propos. Au sujet des sites naturels, des distances maritimes, des degrés de faible fertilité de certains « terrains », il ne nous intéresse que fort peu.

Lorsqu'ailleurs il établit un rapport entre des institutions comme les compagnies commerciales et les banques d'émission avec la forme républicaine de gouvernement, il paraît au lecteur que les dérogations se font au moins aussi nombreuses et marquées que les constantes. Mais, d'autre part, et la compensation est d'importance, il importe de rappeler qu'au milieu de son siècle, Montesquieu émergeait comme l'un des précurseurs importants du libre-échange ¹¹⁸ qui sera florissant au siècle suivant. Au to-

¹¹⁸ « La liberté du commerce n'est pas une faculté accordée aux négociants de faire ce qu'ils veulent ; ce serait plutôt sa servitude. Ce qui gêne le commerçant ne gêne pas pour cela le commerce. C'est dans les pays de la liberté que le négociant trouve des contradictions sans nombre ; et il n'est jamais moins croisé par les lois que dans les pays de la servitude » (Livre XX, chap. 12).

tal, nous emprunterions cette conclusion générale à l'exégète Vernière que, « pris entre la vision idéale d'un commerce facteur de prix, promoteur d'un nouveau droit des gens, et la rivalité réelle des nations, [108] Montesquieu recule devant ce domaine anarchique où la convenance le cède à la nécessité » ¹¹⁹.

III

Afin de se donner du champ dans le regard sur son époque, l'auteur de l'Esprit des lois opère souvent des retours dans le lointain passé soit à l'intérieur d'un livre et d'un chapitre à l'autre, soit d'un livre à l'autre. C'est ce retour qu'il effectue en passant du livre que nous venons de voir au suivant, le XXI^e : *Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans les révolutions qu'il a eues dans le monde*. En bref, le mode évolutif du commerce pouvait avoir eu quelque chose de révolutionnaire. Et comme second trait majeur de cette histoire, « il peut arriver que de certaines causes physiques, la qualité du terrain ou du climat, fixent pour jamais sa nature » : c'est l'affirmation principale de l'article premier de ce livre.

Quatre chapitres subséquents vont illustrer cette causalité physique : les peuples d'Afrique, auxquels il est possible de « faire estimer beaucoup de choses de nulle valeur, et en recevoir un très grand prix » ; « presque tous les peuples du midi sont, en quelque façon, dans un état violent, s'ils ne sont esclaves » ; selon une contradiction qui n'est qu'apparente, « les peuples du même climat ayant chez eux à peu près les mêmes choses n'ont pas tant de besoin de commercer entre eux que ceux d'un climat différent », mais aussi « la différence excessive du climat fait que les besoins relatifs sont nuls » ; enfin, « l'histoire du commerce est celle de la communication des peuples. Leurs destructions diverses, et de certains flux et reflux de populations et de dévastations en forment les plus grands événements » (chap. 2, 3, 4, 5). On peut rattacher à ces vues panoramiques celle d'un grand « tour de l'Afrique » (chap. 10) dont nous savons qu'avant l'invention de la boussole on avait tenté quatre fois d'en faire le tour : en effet, il n'aura pas été facile de « découvrir et de dédoubler le cap de Bonne-Espérance... ».

¹¹⁹ Vernière, op. cit. p. 89.

[109] La conquête d'Alexandre fut le prototype d'une « grande révolution » dans l'évolution du commerce avec la prise de Tyr, les conquêtes de l'Égypte et des Indes, « ainsi que la découverte de la mer qui est au midi de ce pays » (chap. 8). Il nous est aussi offert un long développement sur la nouvelle géographie des transports dont profitèrent « les rois grecs après Alexandre » (chap. 9). Avant de s'interroger sur le double « génie des Romains » pour la marine (chap. 13) et pour le commerce (chap. 14), Montesquieu nous entretient assez longuement de Carthage, qui « avait un singulier droit des gens » ¹²⁰, mais en rapport à sa lutte de puissance avec Marseille. « Après la paix, elles firent concurremment le commerce d'économie. Marseille fut d'autant plus jalouse, qu'égalant sa rivale en industrie, elle lui était devenue inférieure en puissance : voilà la raison de cette grande fidélité pour les Romains » (chap. 11).

Ces derniers étant enfin nommés, Montesquieu n'en aura que pour eux pendant quatre chapitres (du 13e au 17e). Les Romains avaient ceci de commun avec les Grecs qu'ils « ne faisaient cas que des troupes de terre, dont l'esprit était du reste toujours ferme, de combattre au même lieu, et d'y mourir », ce qui comportait comme corollaire « qu'ils ne pouvaient estimer la pratique des gens de mer, qui se présentent au combat, fuient, reviennent, évitent toujours le danger, emploient souvent la ruse, rarement la force ». Les Romains ne manifestaient pas plus d'intérêt pour le commerce. On ne leur a jamais « remarqué (...) de jalousie sur le commerce ».

« Ce fut comme nation rivale et non comme nation commerçante, qu'ils attaquèrent Carthage. Ils favorisèrent les villes qui faisaient le commerce, quoiqu'elles ne fussent pas sujettes : ainsi qu'ils augmentèrent, par la cession de plusieurs pays, la puissance de Marseille. Ils craignaient tout des barbares, et rien d'un peuple négociant. D'ailleurs, leur génie, leur gloire, leur éducation militaire, la forme de leur gouvernement, les éloignaient du commerce.

[110] Dans la ville, on n'était occupé que de guerres, d'élections, de brigues et de procès ; à la campagne que d'agriculture ; et dans les provinces, un gouvernement dur et tyrannique était incompatible avec le commerce.

Que si leur constitution politique y était opposée, leur droit des gens n'y répugnait pas moins...

Leur droit civil n'était pas moins accablant... »

¹²⁰ « Elle faisait noyer tous les étrangers qui trafiquaient en Sardaigne et vers les colonnes d'Hercule. Son droit politique n'était pas moins extraordinaire : elle défendit aux Sardes de cultiver la terre, sous peine de la vie » (XXI, chap. 11).

Montesquieu se sent tout aise de procéder à une révision des idées reçues sur le commerce. « Je sais bien des gens pleins de ces deux idées : l'une, que le commerce est la chose du monde la plus utile à un État, et l'autre, que les Romains avaient la meilleure police du monde, ont cru et qu'ils avaient beaucoup encouragé et honoré le commerce ; mais la vérité est qu'ils y ont rarement pensé » (chap. 14). De même façon les Romains étaient-ils conséquents envers les Barbares : « Ils firent des lois pour empêcher tout commerce » avec eux. « Je sais bien que, dans la faiblesse de l'empire, les Barbares obligèrent les Romains d'établir des étapes ¹²¹ et de commercer avec eux. Mais cela même prouve que l'esprit des Romains était de ne pas commercer » (chap. 15). Les exceptions étaient ailleurs : « La négoce de l'Arabie heureuse et celui des Indes furent les deux branches, et presque les seules du commerce extérieur » (chap. 16). « L'un des effets de la calamité générale » qu'avait été l'écroulement de l'empire romain « fut la destruction du commerce ». Et « la noblesse, qui régnait partout, ne s'en mettait point en peine » (chap. 17).

Le chapitre 20 (« Comment le commerce se fit jour en Europe à travers la Barbarie ») est l'un des plus subtilement audacieux de tout l'ouvrage, ne serait-ce que par l'émergence d'une pensée chrétienne et par l'affirmation d'une « nation pour lors couverte d'infamie ». Il y avait eu, à l'origine, la philosophie d'Aristote. « Ayant été portée en Occident, elle plut beaucoup aux esprits subtils, qui, dans les temps d'ignorance, sont les beaux esprits. Des scolastiques s'en infatuèrent, et prirent de ce philosophe bien des explications sur le prêt d'intérêt, du lien que la source en était si naturelle pour l'Évangile ; ils le condamnèrent indistinctement et dans tous les [111] cas ». Voilà pour la trame. Pour les effets aux plans institutionnel et personnel, une note de bas de page y pourvoira ¹²² ; mais l'intervention de l'agent décisif requiert cette citation hors texte :

« Le commerce passa à une nation pour lors couverte d'infamie, et bientôt il ne fut plus distingué des usures les plus affreuses, des monopoles, de la levée des subsides et de tous les moyens malhonnêtes d'acquérir de l'argent.

Les Juifs, enrichis par leurs exactions, étaient pillés par les princes avec la même tyrannie : chose qui consolait les peuples, et ne les soulageait pas. »

¹²¹ De l'ancien français estape, 1386 ; altération de *estable* et signifiant *marché* ou *lieu* ; par extension, comptoir ou ville de commerce.

¹²² « Par là, le commerce, qui n'était que la profession des gens vils, devint encore celle des malhonnêtes... » (chap. 20).

On ne transcrit pas de tels propos sans quelque malaise. Montesquieu ne donne pourtant pas dans l'antisémitisme. Pour faire bonne mesure de torts réciproques, il dit : « Et je remarquerai, en passant, combien on s'est joué de cette nation d'un siècle à l'autre. On confisquait leurs biens lorsqu'ils voulaient être chrétiens, et, bientôt après, on les fit brûler lorsqu'ils ne voulurent pas l'être. » Voyons la suite de l'histoire :

« Cependant, on vit le commerce sortir du sein de la vexation et du désespoir. Les Juifs, proscrits tour à tour de chaque pays, trouvèrent le moyen de sauver leurs effets. Par là, ils rendirent pour jamais leurs retraites fixes... »

Ils ¹²³ inventèrent les lettres de change ; et par ce moyen, le commerce put éluder la violence, et se maintenir partout, le négociant le plus riche n'ayant que des biens invisibles, qui pouvaient être envoyés partout, et ne laissaient de trace nulle part.

Les théologiens furent obligés de restreindre leurs principes ; et le commerce, qu'on avait violemment lié avec la mauvaise foi, rentra, pour ainsi dire, dans le sein de la probité.

Ainsi devons-nous aux spéculations des scolastiques tous les malheurs qui ont accompagné la destruction du commerce [112] et à l'avarice des princes l'établissement d'une chose qui le met en quelque façon hors de leur prison. »

À l'époque de *l'Esprit des lois*, le terme de machiavélisme avait fait son entrée dans la langue française depuis presque un demi-siècle. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'en finale de ce chapitre 20, Montesquieu l'ait employé sans fournir de justification lexicologique. Effaçant les deux siècles d'intervalle entre les publications du *Prince* et de *l'Esprit des lois*, on a pu imaginer un dialogue Machiavel-Montesquieu selon leur sagesse respective ¹²⁴. Mais, dans l'histoire réelle, le seigneur de La Brède, ayant lu le classique du Florentin, pouvait tout naturellement y faire référence sans aucune intention de le louer, comme le prouvent ces remarques acidulées :

¹²³ « On sait que, sous Philippe-Auguste et sous Philippe le Long, les Juifs chassés de France se réfugièrent en Lombardie et que là ils donnèrent aux négociants étrangers, et aux voyageurs, des lettres secrètes sur ceux à qui ils avaient confié leurs effets en France, qui furent acquittés » (note de Montesquieu). (Pour un autre passage important sur les juifs, voir notre chapitre suivant au sujet du livre XXV, chap. 13).

¹²⁴ Voir la réédition en 1968 de l'ouvrage de Maurice Joly (1829-1877) *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu* (avec une préface de Jean-François Revel), Paris, Calmann-Lévy, 1968.

« On a commencé à se guérir du machiavélisme, et on s'en guérira tous les jours. Il faut plus de modération dans les conseils. Ce qu'on appelait autrefois des coups d'État ne serait aujourd'hui, indépendamment de l'horreur, que des imprudences.

Et il est heureux pour les hommes d'être dans une situation où, pendant que leurs passions leur inspirent la pensée d'être méchants, ils ont pourtant intérêt de ne pas l'être (chap. 20). »

Les derniers chapitres de ce livre XXI sont consacrés à la « découverte de deux nouveaux mondes », ainsi qu'à « l'état de l'Europe à cet égard ». Le déclic de ces explorations fut produit par l'invention de ce petit instrument qu'est la boussole. Elle « décrit, pour ainsi dire, l'univers. On trouva l'Asie et l'Afrique dont on ne connaissait que quelques bords, et l'Amérique dont on ne connaissait rien du tout ». En face d'un sujet d'une aussi colossale ampleur, Montesquieu réussit à peu près à le réduire à la question des rapports de commerce entre métropoles et colonies. Tandis que « les Espagnols regardèrent d'abord les terres découvertes comme des objets de conquête », il y avait aussi « des peuples plus raffinés qu'eux qui trouvèrent qu'elles étaient des objets de commerce ». Montesquieu loue la « sagesse » de plusieurs peuples qui ont donné l'empire à des [113] compagnies de négociants. Celles-ci, « gouvernant les États éloignés uniquement pour le négoce, ont fait une grande puissance accessoire, sans embarrasser l'État principal ».

Ce type de colonies sous un tel genre de « dépendance » n'avait que « peu d'exemples dans les colonies anciennes ». La raison de ce nouveau mode d'exploitation « est de faire le commerce à de meilleures conditions qu'on ne le fait avec les peuples voisins, avec lesquels tous les avantages sont réciproques. » Il s'ensuit cette conséquence que « la métropole seule pourrait négocier dans la colonie et cela avec grande raison, parce que le but de l'établissement a été l'extension du commerce, non la fondation d'une ville ou d'un nouvel empire ». En une courte page, Montesquieu expose ensuite les règles de domination du colonialisme des temps modernes :

« Ainsi, c'est encore une loi fondamentale de l'Europe que tout commerce avec une colonie étrangère est regardé comme un pur monopole punissable par les lois du pays : et il ne faut pas juger de cela par les lois et les exemples des anciens peuples, qui n'y sont guère applicables.

Il est encore reçu que le commerce établi entre les métropoles n'entraîne point une permission pour les colonies, qui restent toujours en état de prohibition.

Le désavantage des colonies, qui perdent la liberté du commerce, est visiblement compensé par la protection de la métropole, qui la défend par ses armes, ou la maintient par ses lois.

De là suit une troisième loi de l'Europe, que, quand le commerce étranger est défendu avec la colonie, on ne peut naviguer dans ses mers que dans les cas établis par les traités.

Les nations, qui sont à l'égard de tout l'univers ce que les particuliers sont dans un État, se gouvernent comme eux par le droit naturel et par les lois qu'elles se sont faites. Un peuple peut céder à un autre la mer, comme il peut céder la terre. Les Carthaginois exigèrent des Romains qu'ils ne navigueraient pas au-delà de certaines limites, comme les Grecs avaient exigé du roi de Perse qu'il se tiendrait toujours éloigné des côtes de la mer de la carrière d'un cheval. »

Écrivant en cette première moitié du XVIII^e siècle, Montesquieu se fait le grand témoin des révolutions commerciales et impériales qui, depuis Christophe Colomb et Magellan, ont donné la preuve d'une circumnavigation possible [114] avec, comme résultat subsidiaire et pour quelques siècles encore à venir, la consolidation de la centralité mondiale de l'Europe.

« L'effet de la découverte de l'Amérique fut de lier à l'Europe l'Asie et l'Afrique. L'Amérique fournit à l'Europe la matière de son commerce avec cette vaste partie de l'Asie qu'on appela les Indes orientales. L'argent, ce métal si utile au commerce, comme signe, fut encore la base du plus grand commerce de l'univers, comme marchandise. Enfin la navigation d'Afrique devint nécessaire ; elle fournissait des hommes pour le travail des mines et des terres de l'Amérique.

L'Europe est parvenue à un si haut degré de puissance, que l'histoire n'a rien à comparer là-dessus, si l'on considère l'immensité des dépenses, la grandeur des engagements, le nombre des troupes et la continuité de leur entretien, même lorsqu'elles sont le plus inutiles, et qu'on ne les a que pour l'ostentation. »

IV

À notre chapitre précédent, nous avons vu que le livre XVIII sur *la nature du terrain* avait abordé, en quelques courts chapitres (15, 16, 17), la question de la monnaie sous un jour assez particulier, et de cette façon plutôt sommaire, *connaître* ou *ne point connaître* la monnaie... Première réponse à la Robinson Crusoé : « Soyez seul, et arrivez par accident chez un peuple inconnu : si vous voyez une pièce de monnaie, comptez que vous êtes arrivé chez une nation policée. » Un peuple qui n'a pas l'usage de la monnaie « ne connaît guère chez lui que les injustices qui viennent de la violence ». Pour se défendre « en s'unissant » ce peuple ne dispose que « d'arrangements politiques ». Dans le cas contraire, « on est sujet aux injustices qui viennent de la ruse ». Et comme « ces injustices peuvent être exercées de mille façons » il faut avoir recours à « de bonnes lois civiles ».

Dans les pays sans monnaie, « le ravisseur n'enlève que des choses, et les choses ne se ressemblent jamais », tandis que, dans les pays où il y a de la monnaie, il « enlève des signes, et les signes se ressemblent toujours ». La liberté des peuples qui vivent plutôt de la chasse et de la pêche provient du fait qu'ils [115] n'ont pas de monnaie. Chez ces peuples, « chacun a peu de besoins, et les satisfait aisément et également. L'égalité est donc forcée ; aussi leurs chefs ne sont-ils point despotiques ». L'état des recherches anthropologiques d'aujourd'hui ne permettrait guère de valider toutes les propositions de cette « anthropologie du terroir.. ».

Contrairement à la brièveté des propos précédents, le livre XXII, « Des lois dans le rapport qu'elles ont avec l'usage de la monnaie », est l'un des plus longs de l'ouvrage en même temps qu'il est fortement documenté. A défaut de pouvoir en rendre compte selon une glose qui en édulcorerait le presque impossible résumé, il nous est apparu que l'énoncé de la table des matières (en 22 chapitres) vaut au moins, dans les circonstances, d'être déposé comme substitution valable à l'examen des questions traitées.

Les huit premiers chapitres élaborent ce qu'il convient de savoir comme généralités introductives :

1. Raison de l'usage de la monnaie
2. De la nature de la monnaie
3. Des monnaies idéales
4. De la quantité de l'or et de l'argent
5. Continuation du même sujet
6. Par quelle raison le prix de l'usure diminua de la moitié lors de la découverte des Indes
7. Comment le prix des choses se fixe dans la variation des richesses du signe
8. Continuation du même sujet

Diverses questions techniques dont la principale, celle du *change*, sont le sujet de sept autres chapitres :

9. De la rareté relative de l'or et de l'argent
10. Du change
11. Des opérations que les Romains firent sur les monnaies
12. Circonstances dans lesquelles les Romains firent leurs opérations sur la monnaie
13. Opérations sur les monnaies du temps des Empereurs
14. Comment le change gêne les États despotiques
15. Usages de quelques pays d'Italie

[116] Enfin, l'instance politique suprême (l'État) est mise en cause spécialement dans la question des dettes publiques et d'autres qui y sont rattachées :

16. Du secours que l'État peut tirer des banquiers
17. Des dettes publiques
18. Du payement des dettes publiques
19. Des prêts à intérêt
20. Des usures maritimes
21. Du prêt par contrat, et de l'usure chez les Romains
22. Continuation du même sujet

Nombre de critiques n'ont pas eu complètement raison de trouver décevantes ¹²⁵ les analyses économiques de Montesquieu. Or cette « perspective stricte », l'auteur ne l'avait pas faite sienne, non plus qu'il n'y avait prétendu (avec seulement quatre livres sur trente et un !). On peut tout de même détecter du « désordre » au sujet du livre sur les questions fiscales (XIII) qui ne se trouvait pas au bon endroit, étant placé trop loin du bloc homogène des livres traitant du commerce et de la monnaie. Dans l'embranchement des idées économiques, Montesquieu ne se situe à aucune jonction ferme : comme, par exemple, nullement à celle du mercantilisme et du courant physiocratique, ce qui, ainsi qu'on l'a vu au début de ce chapitre, aurait plutôt eu pour effet de réjouir Lord Keynes...

Montesquieu nourrissait d'instinct, et par l'ampleur inouïe de sa documentation, un large point de vue de sociologie générale où la théorie économique proprement dite pouvait trouver sa place sans devenir la structure essentielle de l'ensemble social considéré. Ainsi, lorsqu'il traite des « tributs » ou de l'imposition fiscale, il ne s'occupe guère que des résistances, mais principalement de celles qui sont davantage sociales qu'individuelles. Dans les deux longs chapitres dévolus au commerce (les XXe et XXIe), c'est le [117] traitement de la diversité des pratiques qu'il privilégie. Enfin, relativement à l'étude de la monnaie, le lecteur est surtout instruit par des techniques fines et relativement récentes : ce qui nous vaut un chapitre vraiment étonnant sur les « monnaies idéales » (XXII, chap. 3), car l'auteur, avec force, pose en postulat que « rien ne doit être si exempt de variation que ce qui est la mesure de tout ». Comme maître d'oeuvre de son livre, il en tirait le privilège de choisir souverainement les questions de son propre intérêt.

Si l'on consentirait volontiers à lui accorder la « note de passage » comme économiste, il mérite une plus forte mention comme théoricien des comportements de groupes. Ainsi faut-il des collectivités qui soient privilégiées par la fortune pour faire marcher le négoce *de luxe* des objets plus ou moins utiles, d'où l'antithèse analytique du commerce de luxe et du commerce *d'économie*. D'autre part, les relations internes du commerce se reproduisent en plus large dans les relations économiques internationales. Autre exemple majeur : les systèmes de propriété et les modes de productivité

¹²⁵ Paul Vernière écrit : « ... dans la perspective stricte de *l'Esprit des lois*, rien n'est plus décevant que les idées économiques de Montesquieu ». Mais, élargissant cette perspective, il leur trouve divers points d'intérêt : sur l'afflux des métaux précieux d'origine américaine, entraînant une véritable révolution monétaire au XVIe siècle, sur le florin hollandais comme monnaie-étalon en Europe, etc. (op. cit., p. 88-89).

agricole interagissent comme facteurs de comportement des membres des classes sociales.

Plus récemment, on a pu voir en Montesquieu, non un précurseur - car s'il plaide assez souvent il ne lui arrive pas de prêcher -, mais une espèce *d'anticipateur* du développement économique à la moderne (depuis 1950...) avec la prise en compte de facteurs multiples et simultanés : conditions de travail des paysans, nette discrimination entre les régimes de propriété et, enfin, conséquence de cette diversité pour le travail agricole et les rendements subséquents réels et planifiés, etc. Ce maître des mises en relation de causalités multiples en interaction n'avait pas, quoique grand propriétaire foncier et exploitant prospère, l'âme d'un physiocrate, non plus que l'âme d'un mercantiliste, tout en n'étant pas - pour autant - seulement quelque chose d'imprécis entre les deux...

[119]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre VI

Un *déiste* devant les religions instituées

[Retour à la table des matières](#)

Que l'étiquette « déiste » conviendrait assez bien à Montesquieu, voilà une question qui siérait peut-être mieux en conclusion. D'ici là, l'écrivain politique, aussi observateur du phénomène religieux, est celui qui nous intéresse davantage : donc, toujours primauté au texte, en l'occurrence à deux livres seulement, les XXIV et XXV.

Leur intitulé balaie un champ fort vaste : soit, « Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la religion établie dans chaque pays, considérée dans ses pratiques et en elle-même ; puis, Des lois dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la religion de chaque pays et sa police extérieure ». Ces deux thèmes indiquent des niveaux différents, mais immédiatement complémentaires.

I

Nous allons proposer d'examiner au-delà de la présente introduction, le contenu de ces livres selon l'ordre inverse de leur présentation dans l'ouvrage : soit d'abord le livre XXV, puisque traitant des aspects visibles et institutionnels de la religion, ensui-

te le livre XXIV, portant sur « ses pratiques et en elle-même ». D'une autre façon, la religion en son [120] extériorité d'abord et, subséquentement, en son intériorité : l'inversion d'ordre de ces livres continuera à s'effectuer selon la gradation logique que nous suivons depuis la réorganisation du plan au chapitre 3.

En abordant son sujet sur les religions en général, Montesquieu avait à peine écrit une demi-douzaine de lignes qu'il livrait un double avertissement à son lecteur : d'une part, « je n'examinerai donc les diverses religions du monde que par rapport au bien que l'on en tire dans l'état civil (...) », de l'autre, « comme dans cet ouvrage je ne suis point théologien, mais écrivain politique, il pourrait y avoir des choses qui ne seraient entièrement vraies que dans une façon de penser humaine, n'ayant point été considérées dans le rapport à des vérités plus sublimes » (XXIV, I). Il est d'ailleurs remarquable que l'auteur ne discute ni ne cite de théologiens. Seul est nommément mis en cause Pierre Bayle, dont le cycle d'évolution religieuse était assez extraordinaire ¹²⁶, par deux « paradoxes » que Montesquieu se donne le plaisir de réfuter ¹²⁷.

Dès ce départ, pour ainsi dire précautionneux, il s'intéresse à la question d'une concordance de nature entre les grandes religions et les types de régimes politiques. Ces affirmations tombent avec la netteté de deux équations s'appelant l'une l'autre : « Que le gouvernement modéré convient mieux à la religion chrétienne et le gouvernement despotique à la mahométane », et « Que la religion catholique convient mieux à une monarchie, et que la protestante s'accommode mieux d'une république ».

[121] Entre ces chapitres, les troisième et cinquième, l'auteur avait introduit, au livre 4, un argument de type médian : « Sur le caractère de la religion chrétienne et celui de la mahométane on doit, sans autre examen, embrasser l'une et rejeter l'autre :

¹²⁶ Pierre Bayle (1677-1706). Ce philosophe français fut élevé dans la religion calviniste, se convertit au catholicisme en 1668, pour revenir deux ans plus tard à la foi protestante, s'installant à Genève et plus tard à Rotterdam, où il mourut. Surtout célèbre pour son monumental *Dictionnaire historique et critique* (en quatre volumes, 1695-1699), il fut considéré comme le précurseur de la critique historique moderne.

¹²⁷ Le premier paradoxe : « M. Bayle a prétendu prouver qu'il valait mieux être athée qu'idolâtre ; c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il est moins dangereux de n'avoir pas du tout de religion que d'en avoir une mauvaise » (chap. 2).

Le second paradoxe : « M. Bayle, après avoir insulté toutes les religions, flétrit la religion chrétienne : il ose annoncer que de véritables chrétiens ne formeraient pas un État qui pût subsister » (chap. 6).

car il nous est bien plus évident qu'une religion doit adoucir les mœurs des hommes, qu'il ne l'est qu'une religion soit vraie ¹²⁸. »

À une époque marquée par la résurgence d'un islam d'intégrisme et d'exclusion, ce propos prend, selon l'expression courante, une résonance toute particulière.

II

Les deux lignes qui constituent le chapitre 7 du livre XXV ont le mordant d'une espèce d'exergue antithétique : « L'homme pieux et l'athée parlent toujours de religion ; l'un parle de ce qu'il aime, et l'autre de ce qu'il craint. »

Le grand attachement à la religion provient de la jonction de « l'idée d'un être spirituel suprême, qui forme le dogme », à « des idées sensibles qui entrent dans le culte ». Voilà pourquoi les catholiques, qui ont plus de cette sorte de culte, sont plus invinciblement attachés à leur religion que les protestants ne le sont à la leur ». Ils sont aussi, « plus zélés pour sa propagation ». Ainsi « quand une religion intellectuelle nous donne encore l'idée d'un choix fait par la Divinité, et d'une distinction de ceux qui les professent d'avec ceux qui ne la professent pas, cela nous attache beaucoup à cette religion ». Voyons l'exemple contraire des Japonais. Que les hommes soient « extrêmement portés à espérer et à craindre », et qu'« une religion qui n'aurait ni enfer, ni paradis ne saurait guère leur plaire », cela devient facile à prouver « par la facilité qu'ont eue les religions étrangères à s'établir au Japon, et le zèle et l'amour avec lesquels on les y a reçues » (chap. 3).

Le fait que « les peuples policés habitent dans des maisons » les incitent à « bâtir à Dieu une maison où ils [122] puissent l'adorer et l'aller chercher dans leurs craintes ou leurs espérances ». Naturellement, une « idée si naturelle ne vient qu'aux peuples qui cultivent les terres ». Conséquemment, « les peuples qui n'ont point de temples ont peu d'attachement ». L'exercice du culte « demandant une attention continuelle, la plupart des peuples furent portés à faire du clergé un corps séparé ».

¹²⁸ « C'est un malheur pour la nature humaine, lorsque la religion est donnée par un conquérant. La religion musulmane, qui ne parle que de glaive, agit encore avec cet esprit destructeur qui l'a fondée » (chap. 4).

Quant au célibat, on constate qu'il « a été plus agréable aux peuples à qui il semblait convenir le moins, et pour lesquels il pouvait avoir de plus fâcheuses suites », soit dans les pays du midi de l'Europe. À l'inverse, dans les pays du nord, « où les passions sont moins vives », la loi du célibat a été proscrite. Montesquieu clôt ce développement quelque peu bizarre par une précaution autant inattendue : « On sent que toutes ces réflexions ne portent que sur la trop grande extension du célibat, et non sur le célibat lui-même » (chap. 4).

Quant aux richesses du clergé (chap. 5), les prescriptions du seigneur de La Brède sont édictées en cascades. D'abord, celle-ci :

« Les familles particulières peuvent s'augmenter : il faut donc que leurs biens puissent croître aussi. Le clergé est une famille qui ne doit pas s'augmenter : les biens doivent donc y être bornés. »

Selon quelles bornes ?

« Effectivement, on ignorera toujours parmi nous quel est le terme après lequel il n'est plus permis à une communauté religieuse d'acquérir.

.....

Ces acquisitions sans fins paraissent aux peuples si déraisonnables, que celui qui voudrait parler pour elles serait regardé comme un imbécile.

.....

Au lieu de défendre les acquisitions du clergé, il faut chercher à l'en dégoûter lui-même ; laisser le droit, et ôter le fait.

.....

Rendez sacré et inviolable l'ancien et nécessaire domaine du clergé ; qu'il soit fixe et éternel comme lui : mais laissez sortir de ses mains les nouveaux domaines.

Permettez de violer la règle, lorsque la règle est devenue un abus ; souffrez l'abus, lorsqu'il rentre dans la règle. »

[123] Le monachisme est, de nouveau, traité fort durement. Par ces quelques lignes du chapitre 6, il est, dirait-on, proprement exécuté : « Le moindre bon sens fait voir que ces corps qui se perpétuent sans fin ne doivent pas vendre leurs fonds à vie, à

moins qu'on ne veuille qu'ils se rendent héritiers de tous ceux qui n'ont point de parents, et de tous ceux qui n'en veulent point avoir. » Montesquieu va jusqu'à dire : « Ces gens jouent contre le peuple, mais ils tiennent la banque contre lui. »

Au chapitre 7, étrangement intitulé « Du luxe de la superstition », on peut lire, un demi-siècle avant la Révolution, ce que Montesquieu pensait de la brûlante question des « biens du clergé »...

« Le soin que les hommes doivent avoir de rendre un culte à la divinité est bien différent de la magnificence de ce culte. Ne lui offrons point nos trésors, si nous ne voulons lui faire voir l'estime que nous faisons des choses qu'elle veut que nous méprisions.

.....

Il ne faut pas que la religion, sous prétexte de dons, exige des peuples ce que les nécessités de l'État leur ont laissé (...).

Il ne faudrait pas non plus que la religion encourageât les dépenses des funérailles. Qu'y a-t-il de plus naturel que d'ôter la différence des fortunes dans une chose et dans des moments qui égalisent toutes les fortunes ? »

Le texte sur le « pontificat » (chap. 8) ne dit pourtant pas un mot du souverain pontife de Rome. Toutefois, la première proposition est indiscutable. Toute religion qui comprend beaucoup de ministres requiert qu'un « pontificat soit établi ». Montesquieu passe sans transition à l'ordre civil en examinant la structure d'autorité dans la monarchie, où l'on voit qu'il est bon que « le pontificat soit séparé de l'empire » (sans plus d'explication). Il en est tout autrement dans le gouvernement despotique. Il pourrait même se produire ce danger que le despote « regarderait la religion comme ses lois mêmes, et comme des effets de sa volonté ».

Mais, pour prévenir ce que l'auteur allait restreindre au terme d' « inconvenients », encore s'impose-t-il « qu'il y ait des monuments de la religion ; par exemple, des livres sacrés qui la fixent et qui l'établissent ». Exemples ? - « Le roi de Perse et l'empereur de Chine ont de tels livres qui sont entre les [124] mains de tout le monde auxquels il doit lui-même se conformer ». Effet assuré ? - « En vain un empereur voulut-il les abolir, ils triomphèrent de la tyrannie » (chap. 8). Mais sans doute y eut-il des cas contraires peu ou mal connus...

Nous en sommes au neuvième chapitre dans ce livre XXV, le second à porter sur la religion, mais que nous examinons en premier pour les raisons dites plus haut. Au sujet de la tolérance, l'auteur croit bon de devoir reprendre un avertissement donné au début du livre précédent : « Nous sommes ici politiques et non pas théologiens ; et, pour les théologiens mêmes, il y a bien de la différence entre tolérer une religion et l'approuver. » Dès lors que les lois d'un État croient « devoir souffrir plusieurs religions, il faut qu'elles les obligent aussi à se tolérer entre elles ». En effet, vérité glaçante, toute religion qui est réprimée devient elle-même réprimante et, possible circonstance aggravante, « non pas comme une religion, mais comme une tyrannie ».

Telle est, aurait-il pu continuer, la spirale de l'intolérance religieuse... Au chapitre suivant, l'auteur établit ainsi « le principe fondamental des lois politiques en fait de religion. Quand on est maître de recevoir dans un État une nouvelle religion, ou de ne pas la recevoir, il ne faut pas l'y établir ; quand elle y est établie, il faut la tolérer » (chap. 9, 10). Il n'avait pas dit : « Des nouvelles religions, il y en a toujours trop » ; mais...

Mais il reconnaît que c'est en s'exposant beaucoup qu'un prince « entreprend de détruire ou de changer la religion dominante ». En gouvernement despotique, il « court plus de risque de voir une révolution que par quelque tyrannie que ce soit ». En effet, « la révolution vient de ce qu'un État ne change pas de religion, de mœurs et de manière dans un instant, et aussi vite que le prince publie l'ordonnance qui établit une religion nouvelle ». C'est surtout le face à face religion-droit pénal qui semble être la question capitale de l'aspect temporel du fait religieux. Ces quelques lignes du chapitre 12 pourraient constituer une conclusion irremplaçable se situant à la hauteur d'un tel sujet :

« Il faut éviter les lois pénales en fait de religion. Elles inspirent de la crainte, il est vrai, mais comme la religion a ses lois pénales aussi qui inspirent de la crainte, l'une est effacée [125] par l'autre. Entre ces deux craintes différentes, les âmes deviennent atroces.

.....

En un mot, l'histoire nous apprend assez que les lois pénales n'ont jamais eu d'effet que comme destruction. »

Pourtant, la face la plus hideuse de la *pénalisation* sans faute ni responsabilité, nous la voyons au chapitre suivant. Voilà peut-être la pièce la plus inattendue de toute l'œuvre ! L'homme qui, naguère, avait déploré la révocation de l'édit de Nantes et la Saint-Barthélemy, croyait qu'était arrivée la fin de telles horreurs, notant même dans ses *Pensées* que « les Juifs sont à présent sauvés : la superstition ne reviendra plus, et on ne les exterminera plus par principe de conscience » ¹²⁹. Tragiquement, il se trompait.

Un autodafé venait de se produire à Lisbonne. Sous le titre d'intention ironique de *Très humble remontrance aux inquisiteurs d'Espagne et de Portugal*, Montesquieu écrivit le texte probablement le plus poignant et percutant de toute sa vie. Ce sera, sous la forme d'une lettre ouverte, l'exact libellé du chapitre 13, incorporé au livre XXV. L'auteur le présente ainsi : « Une Juive de dix-huit ans, brûlée à Lisbonne au dernier autodafé, donna l'occasion à ce petit ouvrage ; et je crois que c'est le plus inutile qui ait jamais été écrit. Quand il s'agit de prouver des choses si claires, on est sûr de ne pas convaincre. » Pourtant le philosophe, envahi de scepticisme, y va du plaidoyer passionné d'un Juif au nom de ses congénères. Et, pour donner quelque idée de la substance et de la tonalité de ce message, à la fois hétérogène et magnifique dans un tel contexte, en voici quelques extraits :

« Vous nous faites mourir, nous qui ne croyons que ce que vous croyez, parce que nous ne croyons pas tout ce que vous croyez. Nous suivons une religion que vous savez vous-mêmes avoir été autrefois chérie de Dieu : nous pensons que Dieu l'aime encore, et vous pensez qu'il ne l'aime plus ; et parce que vous jugez ainsi, vous faites passer par le fer et par le feu ceux qui sont dans cette erreur si pardonnable de croire que Dieu aime encore ce qu'il a aimé.

[126] Si vous êtes cruels à notre égard, vous l'êtes bien plus à l'égard de nos enfants ; vous les faites brûler, parce qu'ils suivent les inspirations que leur ont données ceux que la loi naturelle et les lois de tous les peuples leur apprennent à respecter comme des dieux.

.....

Nous vous conjurons, non pas par le Dieu puissant que nous servons, vous et nous, mais par le Christ que vous nous dites avoir pris la condition humaine

¹²⁹ Cité par Robert Shackleton, *Montesquieu : biographie critique*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 1977, p. 975.

pour vous proposer des exemples que vous puissiez suivre, nous vous conjurons d'agir avec nous comme il agirait lui-même s'il était encore sur la terre. Vous voulez que nous soyons chrétiens, et vous ne voulez pas l'être.

Mais si vous ne voulez pas être chrétiens, soyez au moins des hommes : traitez-nous comme vous feriez, si, n'ayant que ces faibles lueurs de justice que la nature nous donne, vous n'aviez point une religion pour vous conduire, et une révélation pour vous éclairer.

.....

Vous vivez dans un siècle où la lumière naturelle est plus vive qu'elle n'a jamais été, où la philosophie a éclairé les esprits, où la morale de votre Évangile a été plus connue, où les droits respectifs des hommes les uns sur les autres, l'empire qu'une conscience a sur une autre conscience, sont mieux établis. Si donc vous ne revenez pas de vos anciens préjugés, qui, si vous n'y prenez garde, sont vos passions, il faut avouer que vous êtes incorrigibles, incapables de toute lumière et de toute instruction ; et une nation est bien malheureuse, qui donne de l'autorité à des hommes tels que vous.

Voulez-vous que nous vous disions naïvement notre pensée ? Vous nous regardez plutôt comme vos ennemis que comme les ennemis de votre religion ; car, si vous aimiez votre religion, vous ne la laisseriez pas corrompre par une ignorance grossière.

Il faut que nous vous avertissions d'une chose : c'est que, si quelqu'un dans la postérité ose jamais dire que dans le siècle où nous vivons, les peuples d'Europe étaient policés, on vous citera pour prouver qu'ils étaient barbares ; et l'idée que l'on aura de vous sera telle qu'elle flétrira votre siècle et portera la haine sur tous vos contemporains. »

[127] Après un pareil texte ¹³⁰, même morcelé, les deux derniers chapitres de ce livre XXV apparaissent bien ternes ; 14. « Pourquoi la religion chrétienne est si odieuse au Japon » 15. « De la propagation de la religion ». Passons donc sans ambages à l'examen du livre XXIV.

¹³⁰ Selon Shackleton, « cette remontrance... révèle l'article essentiel, inviolable, de la foi de Montesquieu », (ibid., p. 276).

III

La première couche d'observation offerte par l'auteur portait sur les « pratiques » religieuses signalées dans le titre du livre XXIV. Une distinction initiale s'imposait : la religion doit donner beaucoup de conseils et peu de préceptes, tandis que les lois humaines inversent le rapport. Par nature, la religion poursuit même une fin de « perfection » qui « ne regarde pas l'universalité des hommes et des choses » (chap. 7). Ce principe va aussi loin que l'affirmation selon laquelle « la religion, même fausse, est le meilleur garant de la probité des hommes » (chap. 8), mais non de leur idéal de perfection.

Montesquieu rappelle deux sectes religieuses afin de montrer de quelle « perfection » il peut s'agir. Il rappelle d'abord celle des esséniens, d'une tradition judaïque particulièrement austère, puis celle des stoïciens qui, bien que se présentant comme des philosophes, peuvent considérer leur philosophie comme une religion. L'idéal de perfection des premiers consistait à « faire vœu d'observer la justice envers les hommes ; de ne faire de mal à personne, même pour obéir ; de haïr les injustices ; de garder la foi de tout le monde ; de commander avec modestie ; de prendre toujours le parti de la vérité ; de fuir tout gain illicite » (chap. 9).

Les stoïciens faisaient manifestement la grande admiration de Montesquieu, sa vénération même : « Il n'y en a jamais eu dont les principes fussent plus dignes de l'homme, et plus propres à former des gens de bien (...) ; et si je pouvais un moment cesser de penser que je suis chrétien, je ne pourrais m'empêcher de mettre la destruction de la secte de Zénon au [128] nombre des malheurs du genre humain. » La raison ? « Elle seule savait faire les citoyens ; elle seule faisait les grands hommes ; elle seule faisait les grands empereurs ». Qui a jamais fait mieux qu'eux ? « Nés pour la société, ils croyaient tous que leur destin était de travailler pour elle : d'autant moins à charge que leurs récompenses étaient toutes dans eux-mêmes, qu'heureux par leur philosophie seule, il semblait que le bonheur des autres pût augmenter le leur » (chap. 10).

De la « perfection » dont on vient de parler, certes, du moins comme l'aspiration d'un idéal, mais de la « contemplation », il n'en faut pas trop ! Nous avons, plus haut,

fait mention de certaines pointes assez acérées, lancées contre le monachisme. Cette fois-ci, ce sont les Mahométans qui vont écopier. Il faut poser en principe général que les hommes étant fait pour se conserver, pour se nourrir, pour se vêtir, et faire toutes les actions de la société, la religion ne doit pas leur donner une vie trop contemplative. Voyons les dégâts de ce dernier abus : « Les Mahométans deviennent spéculatifs par habitude ; ils prient cinq fois le jour, et chaque fois il faut qu'ils fassent un acte par lequel ils jettent derrière leur dos tout ce qui appartient à ce monde : cela les forme à la spéculation. Ajoutez à cela cette indifférence pour toutes choses que donne un destin rigide » (chap. 11). C'est sans doute le moment de faire observer, selon les termes de Jean Starobinski, que « l'exemple négatif, qui court en sous-main à travers tout le livre, c'est Mahomet et la conquête musulmane (...). À l'opposé, Rousseau en fera l'éloge pour la même raison : l'indistinction du politique et du religieux. Pour Montesquieu, c'est l'une des faces du despotisme asiatique, explicable en partie par le climat, mais qui pourrait trouver des émules dans les monarchies européennes » ¹³¹.

Un chapitre très court de quatre lignes va servir de bifurcation pour passer au domaine *pénitentiel* des morales religieuses. « Il est bon que les pénitences soient jointes avec l'idée du travail, non avec l'idée de l'oisiveté ; avec l'idée de bien, non avec l'idée de l'extraordinaire ; avec l'idée de frugalité, non avec l'idée d'avarice ». Une fois de plus notre [129] moraliste insiste sur la nécessité d'une positivité dans les conséquences des rapports humains déviants ou fautifs.

Bien que ne défendant « que quelques crimes grossiers », il n'y avait que la religion païenne à pouvoir reconnaître des « crimes inexpiables ». Mais, tout au contraire, « une religion (...) qui laisse derrière elle la justice humaine, et commence une autre justice ; qui est faite pour mener sans cesse du repentir à l'amour, et de l'amour au repentir ; qui met entre le juge et le criminel un grand médiateur, entre le juste et le médiateur un grand juge : une telle religion, affirme en force Montesquieu, ne doit point avoir de crimes inexpiables. Mais (...) elle fait assez sentir que s'il n'y a point de crime qui, par sa nature soit inexpiable, toute une vie peut l'être ». Aussi serait-il « très dangereux de tourmenter sans cesse la miséricorde par de nouveaux crimes et de nouvelles expiations ». Bref, il faut s'abstenir « d'aller jusqu'au terme où la bonté paternelle finit » (chap. 12, 13).

¹³¹ Jean Starobinski, *Montesquieu*, Paris, Seuil, 1994, p. 127.

Voilà, semble-t-il, le point limite où l'auteur spiritualiste peut aller. Et, tout de suite après, le juriste civil le relaie au chapitre suivant, le quatorzième : « Comment la force de la religion s'applique à celle des lois civiles. » Du fait que les deux « doivent tendre principalement à rendre les hommes bons citoyens, on voit que lorsqu'une des deux s'écartera de ce but, l'autre y doit tendre davantage : moins la religion y sera réprimante, plus les lois civiles doivent réprimer ». Ici, le premier facteur, là, l'autre, appliquent la même compensation, comme on le voit au Japon, en Tartarie, à Formose ou, d'une fort étrange façon, dans l'Inde même. Les Indiens croient même en une « vertu sanctifiante » des eaux du Gange. Mais alors, « qu'importe qu'on vive vertueusement, ou non ? on se fera jeter dans les eaux du Gange » ! On imagine l'auteur écrivant cette note, le sourire au coin des lèvres...

Mais les législateurs des lois civiles sont capables de plus raffinement puisqu'ils font corriger « quelquefois des fausses religions » (chap. 15). Les exemples dont l'auteur nous dit qu'ils ne furent « pas rares » sont des mystères ou des cérémonies qui « pouvaient choquer la pudeur ». Devint célèbre ce cas rapporté par Suétone au sujet d'Auguste. L'empereur « défendit aux jeunes gens de l'un et de l'autre sexe d'assister à aucune cérémonie nocturne, s'ils n'étaient accompagnés d'un [130] parent plus âgé ; et lorsqu'il rétablit les lupercales ¹³², il ne voulut pas que les jeunes gens courussent nus ».

Il se produit encore quelque chose de préférable lorsque « les lois de la religion corrigent les inconvénients de la constitution politique » (chap. 16). Ainsi, lorsque l'État se trouve « agité par des guerres civiles, la religion fera beaucoup si elle établit que quelque partie de cet État reste toujours en paix ». Au Japon, la ville sainte de Méaco était protégée de toute guerre. Et « cet empire qui semble être seul sur la terre, qui n'a et qui ne peut avoir aucune ressource de la part des étrangers, a toujours dans son sein un commerce que la guerre ne ruine pas ». Au moyen-âge européen, l'autorité religieuse établissait « des temps de paix ou de trêves, pour que le peuple puisse faire les choses sans lesquelles l'État ne pourrait subsister, comme les semailles et les travaux pareils ».

Relativement à l'austère domaine du dogme, Montesquieu transpose un paradoxe qu'il avait tendance à utiliser au sujet de la religion en général. C'est « l'usage que l'on

¹³² Les lupercales étaient à Rome une fête annuelle en l'honneur de Lupercus (le dieu-loup), dieu de la fécondité.

en fait » qui compte, selon le titre même du chapitre 19. L'acuité du paradoxe est davantage accusée dès le premier paragraphe : « Les dogmes les plus vrais et les plus saints peuvent avoir de très mauvaises conséquences, lorsqu'on ne les lie pas avec les principes de la société ; et au contraire, les dogmes les plus faux en peuvent avoir d'admirables, lorsqu'on fait qu'ils se rapportent aux mêmes principes. » À propos de ce qu'il vient d'appeler les « principes de la société », comme étant la mesure de la vérité ou de la fausseté des dogmes, voilà bien une affirmation qui aurait de quoi faire tiquer les docteurs de la Sorbonne...

Le dogme de l'immortalité de l'âme a pour complément celui de la résurrection du corps. Mais cette croyance peut aller jusqu'à l'incitation à « se tuer pour aller servir dans l'autre monde l'objet » de son respect ou de son amour. Notre auteur loue la religion chrétienne, non seulement d'établir le dogme mais encore de le diriger « admirablement ». Cette religion nous fait espérer un état que nous croyions, non pas un état que nous sentions ou que nous connaissions. Il va même jusqu'à [131] dire que « tout, jusqu'à la résurrection des corps, nous mène à des idées spirituelles » (chapitre 19).

Les trois branches de l'immortalité de l'âme sont, outre celle des chrétiens, dite de « l'immortalité pure », le changement de demeure (chez les Scythes) et la métempsychose (chez les Indiens). Il tient à dire un mot de la troisième dont il n'a pas encore parlé. Selon que le phénomène a été bien et mal dirigé, il produit aux Indes « de bons et de mauvais effets ». Mais, entretenant l'horreur du sang versé, « très peu de meurtres » se produisent dans ces pays.

Montesquieu, dans un de ses rares moments d'humeur, s'en prend aux religions qui inspirent de « l'horreur pour des choses indifférentes », tel le système des « diverses castes (qui) ont horreur les unes des autres ». Cela va si loin qu'« il y a tel Indien qui se croirait déshonoré s'il mangeait avec son roi ». Le digne penseur ne retient pas une expression quelque peu crue : « La religion mahométane et la religion indienne ont, dans leur sein, un nombre infini de peuples : les Indiens haïssent les mahométans, parce qu'ils mangent de la vache ; les mahométans détestent les Indiens, parce qu'ils mangent du cochon » (chap. 22). Boucherie ou charcuterie, et si c'était matière de dogmes ?

L'auteur réservait pour la fin les questions des fêtes religieuses et des religions locales (chap. 23, 24). Athènes, selon le témoignage de Xénophon, subissait « un grand inconvénient » du fait de trop nombreuses fêtes. En établissant la règle du chômage le

dimanche, Constantin ne l'avait appliquée qu'aux villes parce qu'« il sentait que dans les villes étaient les travaux utiles, et dans les campagnes les travaux nécessaires ». De même, « dans les pays qui se maintiennent par le commerce », les édits de fêtes doivent en tenir compte et également de l'influence du climat ¹³³, si elles correspondent à des divisions de religions. Parce que « l'on a plus besoin de travail » dans les pays protestants que dans les pays catholiques, « la suppression des fêtes convenait donc plus aux premiers qu'aux seconds ». De Montézuma, empereur des [132] Aztèques (1466-1520), qui « s'obstinait tant à dire que la religion des Espagnols était bonne pour leur pays, et celle du Mexique pour le sien », Montesquieu soutient qu'« il ne disait pas une absurdité, parce qu'en effet les législateurs n'ont pu s'empêcher d'avoir égard à ce que la nature avait établi avant eux ».

En passant par des réflexions sur des sujets demi-cocasses, comme « la chair de cochon que l'on mange (et qui) se transpire peu » ou les « continuelles lotions (qui) sont très en usage dans les pays chauds », l'auteur de *l'Esprit des lois* nous ramène finalement à des conclusions fermes sur les rapports entre le religion et le climat (chap. 25, 26) :

« Lorsque la religion, fondée sur le climat, a trop choqué le climat d'un autre pays, elle n'a pu s'y établir ; et quand on l'y a introduite, elle en a été chassée. Il semble, humainement parlant, que ce soit le climat qui prescrit des bornes à la religion chrétienne et à la religion mahométane.

Il suit de là qu'il est presque toujours convenable qu'une religion ait des dogmes particuliers et un culte général. Dans les lois qui concernent les pratiques du culte, il faut peu de détails, par exemple, des mortifications, et non pas une certaine mortification. Le christianisme est plein de bon sens : l'abstinence est de droit divin ; mais une abstinence particulière est de droit de police, et on peut la changer. »

Ainsi se terminait le livre XXIV de *l'Esprit des lois*, l'un des plus longs et des plus ardu à résumer du fait du fourmillement de détails qu'il contient.

¹³³ « Les catholiques sont plus vers le midi, et les protestants vers le nord » (note de Montesquieu, en rappel de ce qu'il avait auparavant dit sur ce sujet).

IV

Quoi qu'il en soit, ce livre XXIV sera jugé par Lacordaire comme la plus belle apologie du christianisme du XVIII^e siècle ¹³⁴. Il n'est pas vrai que « toucher à la religion » soit un moyen assuré pour un « philosophe » de faire recette : les périls de l'entreprise restent toujours plus grands que les chances d'approbation. En rapport à ces deux livres, ce n'est pas la foi [133] personnelle de l'auteur qui devenait garante de son doigté et de sa pénétration. Tout au contraire, il lui fallait plutôt la mettre au neutre, n'en point faire état explicitement, mais aussi en parler à partir d'elle, ne serait-ce que pour ses virtualités universalisantes.

Pour nous faire comprendre de la façon la plus explicite, nous proposerions cette formule de Paul Vernière, qui dit tout : « La religion demeure pour lui, comme pour le législateur, le point d'insertion d'une spiritualité qu'il n'oppose pas systématiquement à une philosophie rationnelle. Montesquieu, comme Kant pour la philosophie, *laïcise sans désacraliser* ¹³⁵. » Et, bien entendu, « à chacun la liberté d'y voir un masque ou un visage caché » ¹³⁶.

Le seul présupposé de départ était que le lecteur acceptât que la religion était une composante de *l'esprit général*, la plus puissante peut-être parce que la plus insidieusement spirituelle, mais aussi parce qu'il s'agit de *nature* et, selon le début de *l'Esprit des lois* (Livre I, chap. 2), d'une nature causale : « Cette loi, qui, en imprimant dans nous-mêmes l'idée d'un créateur, nous porte vers lui, est la première des lois naturelles par son importance, et non pas dans l'ordre de ces lois » - cette réserve finale n'atténuant pas du tout la portée de la proposition générale.

¹³⁴ Dans son célèbre discours de réception à l'Académie française, Paris, 1861, p. 8.

¹³⁵ Les italiques sont de nous dans cette citation de Vernière.

¹³⁶ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, (Paris, SEDES, 1977, p. 94). Pour sa part, Maxime Leroy, étudiant la religion de Montesquieu et de Rousseau, écrit du premier : « Montesquieu ne croit pas, ou ne croit guère ; mais il est assez prudent, avisé, courtois. Il sut parler de l'Église avec hardiesse, devant l'Église, a-t-on dit, avec convenance et respect devant les incrédules. Avec respect, certes : mais un feint respect ; avec hardiesse certes : mais une hardiesse parfois bien circonspecte. Ainsi a pensé et parlé Montesquieu, né et mort catholique » (*Histoire des Idées sociales en France : de Montesquieu à Robespierre*, Paris, Gallimard, 1946, p. 202).

Nous n'avons cité, plus haut en ce chapitre, qu'une deuxième partie d'une longue phrase énumérative (du chapitre 13, livre XXIV), commençant par les mots suivants : « ... Une religion qui...laisse derrière elle la justice humaine, etc. » Voilà venue l'occasion de compléter cet extrait par son début manquant : « Une religion qui enveloppe toutes les passions ; [134] qui n'est pas plus jalouse des actions que des désirs et des pensées ; qui ne nous tient point attachés par quelques chaînes mais par un nombre innombrable de fils ; etc. » Le fait que la totalité de ce texte n'a pas d'abord été incorporée au manuscrit de l'auteur, mais fut ajouté peu avant l'impression nous suggère l'hypothèse que la maturation, de l'auteur en matière religieuse, suivit son cours naturel jusqu'à la dernière minute du bon à tirer chez l'imprimeur ¹³⁷. L'attitude de Montesquieu au sujet de la religion n'aurait pas été quelque chose de vague ou d'arrêté une fois pour toutes.

Au centre géométrique de notre analyse, nous cédon à la belle tentation de reproduire un beau portrait moral de notre auteur, concluant, en outre et fort opportunément, sur les matières débattues dans ce chapitre, tout en constituant une espèce de nouveau départ pour l'autre moitié du voyage à travers le gros ouvrage de ce « philosophe du bonheur » :

« La vérité, autant qu'elle puisse apparaître en un domaine interdit à nos prises, c'est que Montesquieu n'est pas un esprit mystique ; peu d'affectivité, de la réserve en matière de sentiment ; aucune anxiété métaphysique et même pas d'inquiétude. Un optimisme sûr, une étrange certitude de l'harmonie de l'univers, une exclusion délibérée du désordre qui rejoint d'ailleurs le dessein premier de l'Esprit des lois, tout converge pour faire de Montesquieu non pas un esprit religieux, mais un philosophe du bonheur. Mais une telle enquête, essentiellement de psychologie religieuse, est en un sens dangereuse pour l'interprétation honnête de l'Esprit des lois, dans la mesure où elle devient un prélude à un véritable procès d'intention ¹³⁸. »

¹³⁷ Nous tenons cette information de Shackleton, op. cit., p. 277, note 43.

¹³⁸ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 89.

[135]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre VII

Avant tout, la sécurité dans la société internationale

[Retour à la table des matières](#)

Au-delà des huit premiers livres de *l'Esprit des lois*, commence, avec le neuvième, une SECONDE PARTIE. Le neuvième livre s'intitule « Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive », et il est suivi d'un dixième, d'une contradiction exactement symétrique, « Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force offensive ». La conjugaison de ces forces, dont l'une est tournée vers l'intérieur, la « défensive », et l'autre, vers l'extérieur, « l'offensive », assure la sécurité de l'État dans la société internationale, tout en y affirmant sa nature de société *sui generis*.

D'après notre plan, ces deux livres de Montesquieu occupent ici une place appropriée, à la suite de la discussion des religions qui posent toutes sortes de rapports internationaux. Ce développement, portant sur les forces défensive et offensive de l'État, est aussi l'un des plus brefs et des mieux amenés de tout le grand ouvrage. Pourtant, la plupart des commentateurs de *l'Esprit des lois* n'en traitent que peu, quand ils ne l'oublient pas complètement. C'est d'autant plus étonnant que cette présentation en deux chapitres, outre une composition impeccable, traite d'un sujet d'une

importance capitale et ne nécessitant pas d'être démontrée, tant elle s'impose d'évidence.

[136] Afin d'affirmer sa place comme principe individuant dans une communauté d'entités semblables à lui, l'État - qui est toujours tel État - doit, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur de ses frontières, dégager en exclusive une puissance globale - comme composante d'une double force défensive et offensive, selon le libellé des titres des chapitres IX et X. À l'opposé de la tendance signalée, Simone Goyard-Fabre a accordé un intérêt déterminant à cette question dans l'oeuvre de Montesquieu, surtout à l'enseigne de l'idée fédérative afin d'en faire la clef de voûte des rapports entre les nations ¹³⁹.

Sans le dire expressément, mais s'en rendant sûrement compte, Montesquieu se trouvait à reprendre l'idée et le fait d'un « pouvoir fédératif », qu'avait avant lui élaborés John Locke ¹⁴⁰ et dont il s'était inspiré. Selon cette analyse récente de la pensée des deux philosophes, ce « maître concept » de fédéralisme permet « de les situer dans ce courant classique du jusnaturalisme qui, loin de fonder le droit sur le seul pouvoir constructeur de la raison humaine, l'inscrit à sa juste place dans l'ordre universel des choses » ¹⁴¹.

I

Au livre IX, à la question du chapitre 1 sur la manière dont les républiques pourvoient à leur sûreté, l'auteur se satisfait d'abord d'une réponse très schématique : « Si une république est petite, elle est détruite par une force étrangère ; si elle est grande, elle se détruit par un vice intérieur. » On n'en sort pas : « Le mal est dans la chose même » et « il infeste également les démocraties et les aristocraties », qu'elles soient de l'espèce bonne ou mauvaise. Devant cette espèce de fatalité, deux cas [137] sont

¹³⁹ Simone Goyard-Fabre, *Montesquieu, la matière, les lois, la liberté*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 221.

¹⁴⁰ Du même auteur : « Réflexions sur le pouvoir fédératif dans le "constitutionnalisme" de John Locke, in *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n° 5, 1984, p. 123-146. Voir aussi notre ouvrage, *Fonctionnement de l'État* (Paris, Arnaud Colin, 1965), les paragraphes 61 : Le « fonctionnalisme » de Locke ; 62 : Le « fonctionnalisme » de Montesquieu (p. 168, p. 187 et 569-575).

¹⁴¹ Goyard-Fabre, op. cit., p. 221.

envisageables : le despotisme ou « gouvernement d'un seul » ou encore « une manière de constitution qui a tous les avantages intérieurs du gouvernement républicain, et la force intérieure du monarchisme ».

L'auteur précise sans plus attendre : « Je parle de la république fédérative » et ne présente rien de nouveau dans l'histoire que cette « convention par laquelle plusieurs corps politiques consentent à devenir citoyens d'un État plus grand ». On peut aussi parler « d'une société de sociétés, qui en font une nouvelle » et qui même « peut agrandir par de nouveaux associés qui se sont unis ». Les exemples historiques sont relativement nombreux. Et d'abord, « ce furent ces associations qui firent fleurir si longtemps le corps de la Grèce ». Voilà une définition vraiment succincte, indigente même, car auraient aussi bien valu une courte mention, les ligues de villes grecques, les amphictyonies, les olympiades, etc. Mais notre romaniste fervent semble pressé de présenter à son lecteur ce que fut la dynamique d'expansion et de contraction de l'Empire romain. En effet, c'est « par elles » (« ces associations qui firent fleurir si longtemps le corps de la Grèce ») que...

« ... les Romains attaquèrent l'univers, et par elles seules l'univers se défendit contre eux ; et quand Rome fut parvenue au comble de sa grandeur, ce fut par des associations derrière le Danube et le Rhin, associations que la frayeur avait fait faire, que les barbares purent lui résister ».

Dans les temps modernes, « c'est par là que la Hollande ¹⁴², l'Allemagne, les ligues suisses, sont regardées en Europe comme des républiques éternelles ». Rien de moins, quant aux « associations des villes » ; elles étaient « autrefois plus nécessaires qu'elles ne le sont aujourd'hui », car « une Cité sans puissance aurait de plus grands périls ». En effet, « la conquête lui faisait perdre, non seulement la puissance exécutive et législative, comme aujourd'hui, mais encore tout ce qu'il y a de propriété parmi les hommes » ¹⁴³. S'il était besoin d'un sous-titre aux paragraphes qui terminent ce premier [138] chapitre, ce pourrait être celui-ci : Comment les États confédérés peuvent assurer leur sécurité collective.

¹⁴² « Elle est formée par environ cinquante républiques, toutes différentes les unes des autres » (note de Montesquieu).

¹⁴³ « Liberté civile, biens, femmes, enfants, temples et sépultures même » (note de Montesquieu).

« Cette sorte de république, capable de résister à la force extérieure, peut se maintenir dans sa grandeur sans que l'intérieur se corrompe : la forme de cette société prévient tous les inconvénients.

Celui qui voudrait usurper ne pourrait guère être également accrédité dans tous les États confédérés. S'il se rendait trop puissant dans l'un, il alarmerait tous les autres ; s'il subjuguait une partie, celle qui serait libre encore pourrait lui résister avec des forces indépendantes de celles qu'il aurait usurpées, et l'accabler avant qu'il eût achevé de s'établir.

S'il arrive quelque sédition chez un des membres confédérés, les autres peuvent l'apaiser. Si quelques abus s'introduisent quelque part, ils sont corrigés par les parties saines. Cet État peut périr d'un côté sans périr de l'autre ; la confédération peut être dissoute, et les confédérés rester souverains.

Composé de petites républiques, il jouit de la bonté du gouvernement intérieur de chacune ; et, à l'égard du dehors, il a, par la force de l'association, tous les avantages des grandes monarchies. »

Ce qui était déjà impliqué par ces considérations introductives va s'explicitier dans les deux chapitres suivants et d'abord, par le plus important, selon le titre du chapitre 2 : « Que la constitution fédérative doit être composée d'États de même nature surtout d'États républicains. » Certes, il n'y a pas d'équivalence stricte entre fédéralisme et républicanisme, mais on peut sans doute parler d'une mutuelle convenance. Toutefois, l'argument n'est fondé que sur des exemples. Voyez le cas, on ne peut plus classique, des Cananéens « détruits » parce qu'ils ne « s'étaient point confédérés, et qui ne se défendirent pas en commun ». L'expérience de la république fédérative d'Allemagne, qui présente ce trait d'hétérogénéité d'être constituée de villes libres et de principautés, fait voir qu'elle est « plus imparfaite » que les républiques fédératives de Hollande et de Suisse. Aussi, la question se pose de savoir pourquoi monarchie et république « ne peuvent que d'une manière forcée subsister dans une république fédérative » la réponse s'impose : Parce que l'une et l'autre n'ont pas le même « esprit ». C'est celui de la guerre et de l'agrandissement en [139] monarchie, tandis qu'en république la paix et la modération règnent. La république fédérative d'Allemagne compense son hétérogénéité par le fait d'avoir un chef, qui est le magistrat de l'union, et en quelque sorte le monarque.

Mais, pour la réussite de l'entreprise fédérative, il faut davantage. Ainsi, la constitution germanique est démunie d'une règle à l'effet que chaque entité fédérée ne peut

faire une alliance avec l'étranger sans le consentement des autres. Les provinces de Hollande sont, à l'inverse, assujetties à ce principe restrictif. Quant au mode de décision, Montesquieu présente un contraste entre la république classique des Hollandais et une autre de l'antiquité, celle des Lyciens ¹⁴⁴ : celle-ci « était une association de vingt-trois villes ; les grandes avaient trois voix dans le conseil commun ; les médiocres, deux ; les petites, une ». Dans cette proportion des voix selon la population, Montesquieu ne voit pas d'entorse au principe fédératif. En tout cas, il n'exprime pas de préférence pour la formule hollandaise d'une seule voix pour chacune des sept provinces, quelle qu'en soit la taille ¹⁴⁵ (chap. 2 et 3).

Alors que c'est par l'union que les républiques pourvoient à leur sûreté, leurs antipodes, que sont les États despotiques, le font « en se séparant, et en se tenant pour ainsi dire, seuls. Ils sacrifient une partie du pays, ravagent les frontières, et les rendent désertes ; le corps de l'empire devient inaccessible ». Rappelant cet axiome géométrique à l'effet que « plus les corps ont d'étendue, plus leur circonférence est relativement petite », Montesquieu fait observer que « cette pratique de dévaster les frontières est donc plus tolérable dans les grands États que dans les médiocres ».

On aboutit ainsi à ce bizarre paradoxe que « cet État fait contre lui-même tant de mal que pourrait faire un cruel ennemi, mais un ennemi qu'on ne pourrait arrêter ». Enfin, un dernier moyen, guère moins contradictoire, consiste à mettre des provinces éloignées entre les mains d'un prince qui en soit feudataire. S'en sont prévalus des empires asiatiques : les Turcs, le Mogol, la Perse, les empereurs chinois (chap. 4).

[140] Le monarchisme ne se détruit pas de lui-même comme le despotisme. Cependant la destruction peut procéder par l'invasion d'un « État d'une grandeur médiocre ». On établit encore des places fortes qui défendent les frontières et les armées tiennent les places fortes, tant et si bien que « le plus petit terrain s'y dispute avec art, avec courage, avec opiniâtreté ». Et l'auteur de terminer ce court développement par de brillants raccourcis antithétiques : « Les États despotiques font entre eux des invasions ; il n'y a que les monarchies qui font la guerre. » Il ne s'agit pas que d'un simple jeu de mots, car si « les places fortes appartiennent aux monarchies, les États despoti-

¹⁴⁴ La Lycie, ancienne région sur la côte du sud de l'Asie mineure, qui devint province romaine en l'an 43.

¹⁴⁵ Il dit même : « S'il fallait donner un modèle d'une belle république fédérative, je prendrais la république de Lycie. »

ques craignent d'en avoir » et c'est pour une excellente raison, car ceux-ci « n'osent les confier à personne », puisque « personne n'y aime l'État et le prince » (chap. 5).

Arrivé au sixième chapitre, et afin de prendre de la perspective sur la matière accumulée, Montesquieu l'intitule « De la force défensive des États en général ». En somme, l'auteur aurait pu écrire : quelle est la stratégie particulière de la défensive, compte tenu de la nature du terrain ?

« Pour qu'un État soit dans sa force, il faut que sa grandeur soit telle, qu'il y ait un rapport de la vitesse avec laquelle on peut exécuter contre lui quelque entreprise, et la promptitude qu'il peut employer pour la rendre vaine. Comme celui qui attaque peut d'abord paraître partout, il faut que celui qui défend puisse se montrer partout aussi ; et par conséquent que l'étendue de l'État soit médiocre, afin qu'elle soit proportionnée au degré de vitesse que la nature a donné aux hommes pour se transporter d'un lieu à un autre.

La France et l'Espagne sont précisément de la grandeur requise. Les forces se communiquent si bien qu'elles se portent d'abord là où l'on veut ; les années s'y joignent et passent rapidement d'une frontière à l'autre ; et l'on n'y craint aucune des choses qui ont besoin d'un certain temps pour être exécutées. »

Montesquieu réserve quelques lignes pour signaler le « bonheur admirable » dont profite la France, avec une capitale qui « se trouve plus près des différentes frontières justement à proportion de leur faiblesse ». Et encore plus précisément, « le prince y voit mieux chaque partie de son pays, à mesure qu'elle est plus exposée ». L'inverse s' imagine très bien dans [141] un État aussi vaste que la Perse. En cas d'attaque, « il faut plusieurs mois pour que les troupes dispersées puissent s'assembler ». Et par ailleurs, si l'armée qui est sur la frontière est battue, elle est sûrement dispersée, parce que ses retraites ne sont pas proches.

Selon d'autres circonstances défavorables du même ordre, l'on aboutit à ce désastre que « l'empire se dissout, la capitale est prise, et le conquérant dispute les provinces avec les gouverneurs ». Montesquieu, dont on ne connaît pas d'états de services militaires, ne craint pas de proposer cette espèce d'axiome stratégique général : « La vraie puissance d'un prince ne consiste pas tant dans la facilité qu'il a à conquérir que dans la difficulté qu'il y a à l'attaquer ; et, si j'ose parler ainsi, dans l'immutabilité de sa condition ». Cette dernière précision, allant de soi, est superflue. Terminant son exposé, il recommande aux monarques d'avoir au moins autant de « prudence » à borner leur puissance que de « sagesse » à l'augmenter. Car « en faisant cesser les

inconvenients de la petitesse, il faut qu'ils aient toujours l'oeil sur les inconvenients de la grandeur » (chap. 6), conclut-il, selon un semblant de paradoxe.

II

Le chapitre 7 est doublement bizarre. Intitulé « Réflexions » sans plus, un premier paragraphe y traite de Louis XIV sans le nommer mais tout en fournissant les formules d'une identification certaine « ... un grand prince qui a si longtemps régné... » et « ... le projet de la monarchie universelle ». À ce détail près, la transparence du passage n'est pas affectée et l'extrait trouve une place naturelle dans le contexte :

« Les ennemis d'un grand prince qui a si longtemps régné l'ont mille fois accusé, plutôt, je crois sur leurs craintes que sur leurs raisons, d'avoir conduit le projet de la monarchie universelle. S'il y avait réussi, rien n'aurait été plus fatal à l'Europe, à ses anciens sujets, à lui, à sa famille. Le ciel qui connaît les vrais avantages, l'a mieux servi par des défaites qu'il n'aurait fait par des victoires. Au lieu de le rendre le seul [142] roi de l'Europe, il le favorisa plus en le rendant le plus puissant de tous. »

Pourtant, le paragraphe suivant pose un certain problème d'interprétation. Il comporte une longue phrase d'une douzaine de lignes, entrecoupée de points et virgules, et selon un mode allusif, dont voici le premier membre :

« Sa nation qui, dans les pays étrangers, n'est jamais touchée que de ce qu'elle a quittée ; qui... »

et dont la finale comporte les lignes suivantes, toujours allusives, sans être énigmatiques :

« ... qui n'aime rien autant que sa gaîté, et se console de la perte d'une bataille lorsqu'elle a chanté le général, n'aurait jamais été jusqu'au bout d'une entreprise qui ne peut manquer dans un pays sans manquer dans tous les autres, ni manquer un moment sans manquer pour toujours. »

Cette citation, même abrégée de sa partie centrale, nous permet de comprendre que les Français n'auraient pas volontiers suivi le Roi Soleil dans son colossal « projet de monarchie universelle ». Le présentateur et annotateur de l'édition de *l'Intégrale*

nous renvoie à une oeuvre de jeunesse, *Réflexions sur la monarchie universelle en Europe*, opusculé composé vers 1727, vingt et un ans avant la publication de l'Esprit des lois ¹⁴⁶. Les rapports du baron-seigneur de La Brède avec la monarchie française ont toujours été extrêmement délicats et au moins partiellement ambigus : question qui relève davantage d'une sorte de critique générale que d'un contexte purement analytique. Quoi qu'il en fût, Montesquieu jeune [143] estima devoir renoncer à publier ces *Réflexions* (qui n'allaient l'être à Bordeaux qu'en 1891). Aussi, le chapitre 7, intitulé « *Réflexions* » (sans plus), et que nous venons de citer en le tronquant d'une partie lourdaude et superflue, ne serait que ce qu'à la fin de la décennie 1740 Montesquieu jugeait bon de livrer au grand public souhaité de l'Esprit des lois. Il s'agissait donc d'un compendium de l'état de sa pensée sur l'explication générale des « Lois dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive » (livre IX).

Le chapitre 8 envisage les « Cas où la force défensive d'un État est inférieure à sa force offensive ». Il semble n'avoir d'autre justification que de permettre à Montesquieu d'introduire un mot célèbre du sire de Coucy au roi Charles V : à savoir que « les Anglais ne sont jamais si faibles, ni si aisés à vaincre que dans leur pays ». La signification certaine de ce mot est fournie par celui que l'a rapporté : « La maxime (...) est une exception à la règle générale qui veut qu'on n'entreprenne point des guerres lointaines. Et cette exception confirme bien la règle, puisqu'elle n'a lieu que contre ceux qui ont eux-mêmes violé la règle. » Cette fois-ci, ce sont les Anglais, et non plus Louis XIV, qui deviennent l'objet de l'ironie feutrée de Montesquieu...

Court, le livre IX tire maintenant à sa fin et va s'achever par l'exposé synthétique de la notion de grandeur, ou de force relative. Cette question n'est pas nouvelle et il l'avait déjà abordée par un autre biais. En fait, elle est simple : Comment un État peut-il augmenter sa « grandeur réelle » sans diminuer sa « grandeur relative », qui est celle qui compte le plus ? Comme référence d'époque, imaginons la cartographie eu-

¹⁴⁶ De l'époque de cet opusculé - qui allait être lu devant l'Académie de Bordeaux -, Daniel Oster écrit que « les ennemis de Louis XIV avaient répandu le bruit qu'à la suite de Charlemagne, des Normands, de la Papauté, des Tartares, des Turcs, il entendait imposer la monarchie universelle en Europe. Cette rumeur n'était d'ailleurs pas sans fondements, comme le prouve un article récent de la convention passée le 17 février 1670 avec l'Électeur de Bavière. Il semble bien que Montesquieu ait voulu faire équitablement le point sur cette affaire, qui préoccupait les esprits à l'époque » (*L'Intégrale*, p. 192). Il n'est sans doute pas inopportun de reproduire ici la dernière phrase des *Réflexions sur la monarchie universelle en Europe* : « On voit que dans tout ceci je n'ai eu en vue aucun gouvernement d'Europe en particulier, ce sont des réflexions qui les regardent tous » (*ibid.*, p. 197).

ropéenne de l'étendue relative. À ce sujet, Montesquieu ne se retient plus de désigner nommément Louis XIV et la France (chap. 9).

« Vers le milieu du règne de Louis XIV, la France fut au plus haut point de sa grandeur relative. L'Allemagne n'avait point encore les grands monarques qu'elle a eus depuis. L'Italie était dans le même cas. L'Écosse et l'Angleterre ne formaient point un corps de monarchie. L'Aragon n'en formait pas un avec la Castille ; les parties séparées de l'Espagne en étaient affaiblies, et l'affaiblissaient. La Moscovie n'était pas plus connue en Europe que la Crimée. »

[144] Dans cette Europe, ainsi *relativisée*, les États faibles susceptibles, selon le lieu commun, d'éveiller des convoitises étaient nombreux. On peut avoir « pour vision un État qui est dans sa décadence ». L'État puissant ou en montée « doit bien se garder de hâter sa ruine », car, en une formule que n'eût pas désavouée Machiavel, il n'y a « rien de si commode pour un prince que d'être auprès d'un autre qui reçoit pour lui tous les coups et tous les outrages de la fortune ». Voilà, par la causalité négative, ce qu'on pourrait qualifier de détournement de cible. La raison positive est toujours la même, avec laquelle l'auteur jongle depuis quelques paragraphes : « Et il est rare que par la conquête d'un pareil État on augmente autant en puissance réelle qu'on a perdu en puissance relative » (chap. 10).

III

La « force offensive », dont il est maintenant traité au livre X, paraît bien être le revers du sujet précédent : presque le revers, mais jamais tout à fait. Il pourrait aussi s'agir de deux moments-bataille d'une même guerre aux aléas changeants. Tandis que la défensive est une réaction ou le premier réflexe, l'offensive est une action ou le déclenchement d'un mouvement, ou même un principe d'action. Ce principe, que Montesquieu n'avait pas élaboré, relève du « droit des gens, qui est la loi politique des nations considérées dans le rapport qu'elles ont les unes avec les autres » (chap. 1).

La guerre, qui est la dynamique agressive de ce « rapport », est étudiée au deuxième chapitre. Elle se justifie sans difficulté en tant que défensive, « dans le cas de la défense naturelle » et pour la « propre conservation » des États. Il en est ainsi dans la vie des hommes entre eux : « ... de même un État fait la guerre, parce que sa

conservation est juste comme toute autre conservation ». Mais la différence commence par le fait qu' « entre les citoyens le droit de la défense naturelle n'emporte point avec lui la nécessité de l'attaque ». À défaut de pouvoir recourir aux tribunaux, les citoyens « ne peuvent donc exercer le droit de cette défense que dans les cas momentanés où l'on serait perdu si l'on attendait le secours des lois ». [145] Autrement dit, les citoyens ne sont pas vraiment maîtres de leur défense.

Après ces généralités d'avant-propos, Montesquieu affirme le principe de la guerre *préventive* (sans faire usage de cette qualification) : « Mais, entre les sociétés, le droit de la défense naturelle entraîne quelquefois la nécessité d'attaquer, lorsqu'un peuple voit qu'une plus longue paix en mettrait un autre en état de le détruire, et que l'attaque est dans ce moment le seul moyen d'empêcher cette destruction. » L'expression reste prudente ; néanmoins, il reste « quelquefois la nécessité d'attaquer dans le cas d'une menace causée par une plus longue paix ». L'auteur s'empresse d'ajouter, tout de suite après, qu' « il suit de là que les petites sociétés ont plus souvent le droit de faire la guerre que les grandes, parce qu'elles sont plus souvent dans le cas de craindre d'être détruites ». Au total, la logique est satisfaite, un peu moins l'est la morale et guère plus le calcul des probabilités... À ce point, c'est le moraliste qui prend la parole pour le reste de ce développement (chap. 2) :

« Le droit de la guerre dérive donc de la nécessité et du juste rigide. Si ceux qui dirigent la conscience ou les conseils des princes ne se tiennent pas là, tout est perdu ; et lorsqu'on se fondera sur des principes arbitraires de gloire, de bienséance, d'utilité, des flots de sang inonderont la terre.

Que l'on ne parle pas surtout de la gloire du prince ; sa gloire serait son orgueil ; c'est une passion et non un droit légitime.

Il est vrai que la réputation de sa puissance pourrait augmenter les forces de son État ; aussi la réputation de sa justice les augmenterait tout de même. »

Montesquieu, le libéral prônant la « modération » dans l'État, ne pouvait dire moins, comme en guise d'introduction au redoutable titre du chapitre 3, « Du droit de conquête », d'autant qu'il propose de celui-ci cette définition qui sent son laxisme : « Du droit de la guerre dérive celui de conquête qui en est la conséquence ; il en doit donc suivre l'esprit. » Quatre sortes de lois peuvent s'appliquer ; et, d'autre part, il y a ainsi quatre manières de traiter les peuples conquis.

« Lorsqu'un peuple est conquis, le droit que le conquérant a sur lui suit quatre sortes de lois : la loi de la nature, qui fait que tout tend à la conservation des espèces ; la loi de la lumière naturelle, qui veut que nous fassions à autrui ce que nous voudrions qu'on nous fit ; la loi qui forme les sociétés politiques, qui sont telles que la nature n'en a point borné la durée, enfin la loi tirée de la chose même. La conquête est une acquisition ; l'esprit d'acquisition porte avec lui l'esprit de conservation et d'usage, et non pas celui de destruction.

Un État qui en a conquis un autre le traite d'une des quatre manières suivantes : il continue à le gouverner selon ses lois, et ne prend pour lui que l'exercice du gouvernement politique et civil ; ou il lui donne un nouveau gouvernement politique et civil ; ou il détruit la société, et la disperse dans d'autres ; ou enfin il extermine tous les citoyens.

La première manière est conforme au droit des gens que nous suivons aujourd'hui ; la quatrième est plus conforme au droit des gens des Romains : sur quoi je laisse à juger à quel point nous sommes devenus meilleurs. Il faut rendre ici hommage à nos temps modernes, à la raison présente, à la religion d'aujourd'hui, à notre philosophie, à nos mœurs. »

À partir de cette grille d'une remarquable clarté et présentant un éloge de circonstance à la philosophie des Lumières, Montesquieu entame une discussion sur « les auteurs de notre droit public qui sont tombés dans de grandes erreurs » et même « ont donné dans l'arbitraire ». C'est ainsi que « du droit de tuer dans la conquête, les politiques ont tiré le droit de réduire en servitude, mais la conséquence est aussi mal fondée que le principe ». Le principe défendable est plutôt celui-ci : « L'objet de la conquête est la conservation : la servitude n'est jamais l'objet de la conquête ; mais il peut arriver qu'elle soit un moyen nécessaire pour aller à la conservation. » Et quand c'est le cas, « il est contre la nature de la chose que cette servitude soit éternelle. Il faut que le peuple esclave puisse devenir sujet. L'esclavage dans la conquête est une chose d'accident (...). Ainsi, le conquérant qui réduit le peuple en servitude doit toujours se réserver des moyens (et ces moyens sont sans nombre) pour l'en faire sortir ».

En supposant une dose de scepticisme chez son lecteur, l'auteur de *l'Esprit des lois* proteste et prouve : « Je ne dis point ici des choses vagues. Nos pères, qui conquièrent l'empire romain, en agirent ainsi. Les lois qu'ils dirent dans le feu, dans l'action, dans l'impétuosité, dans l'orgueil de la [147] victoire, ils les adoucirent ; leurs lois

étaient dures, ils les rendirent impartiales ¹⁴⁷. » Encore plus tard, « Charlemagne, pour dompter les Saxons, leur ôta l'ingénuité et la propriété des biens. Louis le Débonnaire les affranchit : il ne fit rien de mieux dans tout son règne. Le temps et la servitude avaient adouci les moeurs ; ils lui furent toujours fidèles » (chap. 3).

Voilà pour la conquête, du côté du conquérant. On peut aussi l'envisager du côté des conquis, et sans nécessité de n'en tirer qu'un point de vue négatif. « Quelquefois » le peuple vaincu peut en tirer des « avantages ». D'abord, c'est un fait que les États conquis « ne sont pas ordinairement dans la force de leur institution ». Supposons trois hypothèses : « La corruption s'y est introduite ; les lois y ont cessé d'être exécutées ; le gouvernement est devenu oppresseur. » Même à supposer que la conquête ne devienne pas destructrice, « qui peut douter qu'un État pareil ne gagnât et ne tirât quelques avantages de la conquête même ? » ou encore, « un gouvernement parvenu au point où il ne peut plus se réformer lui-même, que perdrait-il à être refondu ? » On a vu « des États opprimés (...) être soulagés par le conquérant, qui n'avait ni les engagements ni les besoins qu'avait le prince légitime. Les abus se trouvaient corrigés ; sans même que le conquérant les corrigeât ». Cela peut même aller jusqu'à « détruire les préjugés nuisibles et mettre, si j'ose parler ainsi, une nation sous un meilleur génie ».

Mais aussi quelles occasions manquées ! Ainsi les Espagnols envers les Mexicains : « Ils avaient à leur donner une religion douce ; ils leur apportèrent une superstition furieuse. Ils auraient pu rendre libres les esclaves ; et ils rendirent esclaves les hommes libres. Ils pouvaient les éclairer sur l'abus des sacrifices humains : au lieu de cela, ils les exterminèrent. » Enfin, ces deux phrases de conclusion par lesquelles éclate du grand Montesquieu : « C'est à un conquérant à réparer une partie des maux qu'il a faits. Je définis le droit de conquête : un droit nécessaire, légitime et [148] malheureux, qui laisse toujours à payer une dette immense, pour s'acquitter envers la nature humaine » (chap. 4).

Et voici que l'auteur illustre son propos par des cas qui honorent la nature humaine et d'abord, celui de Gélon, roi de Syracuse, qui fit avec les Carthaginois « le plus beau traité de paix dont l'histoire ait parlé » et dans lequel il exigeait que ceux-ci « abolissent la coutume d'immoler leurs enfants ». Ayant vaincu trois cent mille Car-

¹⁴⁷ « Les Bourguignons, les Goths et les Lombards voulaient toujours que les Romains fussent le peuple vaincu ; les lois d'Euric, de Gondebaud et de Rotharis firent du Barbare et du Romain des concitoyens » (X. 3).

thaginois, il exigeait une condition qui n'était utile qu'à eux. On peut considérer aussi l'autre exemple terrifiant des Bactriens ¹⁴⁸ « qui faisaient manger leurs pères vieux à de grands chiens : Alexandre le leur défendit ; et ce fut un triomphe qu'il remporta sur les superstitions et l'horreur ! » (chap. 5).

Mais que faut-il penser des républiques qui conquièrent, se demande l'auteur au chapitre suivant : « Il est contre la nature de la chose que, dans une constitution fédérative, un État confédéré conquière sur l'autre, comme nous avons vu de nos jours chez les Suisses ¹⁴⁹. Dans les républiques fédératives mixtes, où l'association est entre de petites républiques et de petites monarchies, cela choque moins » - la monarchie étant un régime moins « pur » que la république... Mais « il est encore contre la nature de la chose qu'une république démocratique conquière des villes qui ne sauraient entrer dans la sphère de la démocratie ». Aussi doit-on « borner la conquête au nombre des citoyens que l'on fixera pour la démocratie ». Il faut prendre encore plus de précautions, car « si une démocratie conquiert un peuple pour le gouverner comme sujet, elle exposera sa propre liberté, parce qu'elle confiera une trop grande puissance aux magistrats qu'elle enverra dans l'État conquis ».

Ce dernier danger paraît découler des grandes distances et de la lenteur des communications : au XVIII^e siècle, elles étaient du même ordre de mesure qu'à l'époque des guerres puniques. Montesquieu s'interroge à propos de l'exemple suivant : « Dans quel danger n'eût pas été la république de Carthage, si Annibal avait pris Rome ? Que n'eût-il pas fait dans sa ville [149] après la victoire, lui qui y causa tant de révolutions après sa défaite ? » En note infrapaginale, Montesquieu précise qu'Annibal avait pris la tête d'une faction (chap. 6).

Les livres subséquents n'ont qu'un intérêt relatif par la multiplication des exemples de divers types de gouvernements en situation de conquête (soit comme conquérants soit comme conquis) (chap. 7 à 12 : démocraties et monarchies). Puis, l'intérêt se ranime d'abord par l'analyse des conquêtes de deux monarques hors du commun : Charles XII de Suède et Alexandre le Grand, l'un et l'autre à la tête d'empires éphémères. Comparées au génie stratégique du second, les illusions et maladresses du premier éclatent (chap. 13) :

¹⁴⁸ Les Bactriens, habitants de la Bactriane, ancienne région de l'Asie centrale, correspondant en gros au nord de l'Afghanistan actuel.

¹⁴⁹ « Pour le Tockembourg » (note de Montesquieu).

« Ce prince (Charles XII), qui ne fit usage que de ses seules forces, déterminait sa chute en formant des desseins qui ne pouvaient être exécutés que par une longue guerre ; ce que son royaume ne pouvait soutenir.

Ce n'était pas un État qui fût dans la décadence qu'il entreprit de renverser, mais un empire naissant. Les Moscovites se servirent de la guerre qu'il leur faisait comme d'une école. À chaque défaite, ils s'approchaient de la victoire ; et, perdant au dehors, ils apprenaient à se défendre au dedans.

Charles se croyait le meure du monde dans les déserts de la Pologne, où il errait... La Suède ressemblait à un fleuve dont on coupait les eaux dans sa source, pendant qu'on les détournait dans son cours.

Ce ne fut point Pultava ¹⁵⁰ qui perdit Charles...

Mais la nature ni la forme ne furent jamais si fortes contre lui que lui-même. Tandis qu'en son temps pointait le génie d'Alexandre, dit le Grand, Charles XII ne se réglait point sur la disposition actuelle des choses, mais sur un certain modèle qu'il avait pris ; encore le suivit-il très mal. Il n'était point Alexandre ; mais il aurait été le meilleur soldat d'Alexandre.

Le projet d'Alexandre ne réussit que parce qu'il était sensé.

Et non seulement le projet était sage, mais il fut sagement exécuté (...). Parlons-en tout à notre aise. »

[150] Ce que nous ne ferons pas étant donné la longueur du texte. On devra se satisfaire de ces quelques lignes nous décrivant la manière dont Alexandre sut, en partant pour ses grandes conquêtes, ménager ses arrières en Macédoine et en Grèce :

« Il ne partit qu'après avoir assuré la Macédoine contre les peuples barbares qui en étaient voisins, et achevé d'accabler les Grecs ; il ne se servit de cet accablement que pour l'exécution de son entreprise ; il rendit impuissante la jalousie des Lacédémoniens ; il attaqua les provinces maritimes ; il fit suivre à son armée de terre les côtes de la mer, pour n'être point séparé de sa flotte ; il se servit admirablement bien de la discipline contre le nombre ; il ne manqua point de subsistance ; et s'il est vrai que la victoire lui donna tout, il fit aussi tout pour se procurer la victoire. »

¹⁵⁰ Pultava ou Poltava, ville d'Ukraine, que Charles XII assiégea pendant trois mois avant d'être défait par Pierre le Grand (1709). Cette défaite, mettant fin à l'hégémonie de la Suède en Baltique, sera aussi appelée le « Tombeau de la puissance suédoise ».

Et voici la conclusion de quatre lignes, qui ne peut être que celle de Montesquieu : « Je vais le comparer à César. Quand César voulut imiter les rois d'Asie, il désespéra les Romains pour une chose de pure ostentation ; quand Alexandre voulut imiter les rois d'Asie, il fit une chose qui entraînait dans le plan de sa conquête » (chap. 14). Les deux étaient « grands » : un seul en portera le titre.

IV

Il est tout naturel de terminer un développement sur la force offensive et la conquête par des considérations sur le despotisme, le régime à tous égards le plus abusif, le plus noir. Il reste encore à relever que, pour faire des conquêtes et les conserver, certains États despotiques ont pu innover - et d'une certaine façon en s'éloignant, dirait-on, de leur nature profondément détestable. Ainsi, dans la profondeur de la lointaine Asie, a-t-on vu Chinois et Tartares adopter des formules institutionnelles mixtes : « La famille tartare qui règne présentement à la Chine a établi que chaque corps de troupes, dans les provinces, serait composé de moitié Chinois et moitié Tartares, afin que la jalousie entre les deux nations les contienne dans le devoir. Les tribunaux sont aussi moitié chinois, moitié tartares. Cela produit plusieurs bons effets (...). Institution si sensée, que c'est le défaut d'une pareille qui [151] a perdu presque tous ceux qui ont conquis sur la terre » (chap. 15).

Le fait est généralement constant que, « lorsque la conquête est immense, elle suppose le despotisme (...). Il faut qu'il y ait toujours autour du prince un corps particulièrement affidé, toujours prêt à fondre sur la partie de l'empire qui pourrait s'ébranler. Cette milice doit contenir les autres, et faire trembler tous ceux à qui on a été obligé de laisser quelque autorité dans l'empire » (chap. 16). On peut encore enregistrer le cas classique des Romains qui « étaient (...) bien généreux » en faisant « partout des rois, pour avoir des instruments de servitude. Une action pareille est un acte nécessaire ». Et quand le conquérant aura rendu le « trône au prince légitime, il aura un allié nécessaire qui, avec les forces qui lui seront propres, augmentera les siennes » (chap. 17). Une notion aussi centrale que celle d'*impérialisme* n'est jamais employée par Montesquieu, ce qui semble assez étrange comme si, par delà toutes ces activités guerrières, dominait un menaçant profil d'empire...

Ayant pris sa formation juridique dans une étude solitaire et continue du droit romain - le seul qui l'ait passionné, et encore sous l'angle de son « esprit » -, la grande oeuvre du président Montesquieu opérait une intime fusion entre le droit des gens et le droit naturel. Ce n'était pas sous l'effet d'un opportun aléa de rédaction, mais bien plutôt sous celui d'une ferme détermination, dès le premier chapitre du livre 1, abondant de définitions et de propositions de départ. Au chapitre 2, il était aussi proposé que la paix « serait la première loi naturelle ». Le désir, immanent et profond, de vivre en société était déjà posé comme un préalable.

Mais comme les hommes « ne suivent pas constamment leurs lois primitives », les occasions et les causes ne manquant pas d'y déroger, la guerre devient presque aussi naturelle, par principe négatif, que la paix. Il en a découlé un droit des gens, fondé sur ce principe que « les diverses nations doivent se faire, dans la paix, le plus de bien et, dans la guerre, le moins de mal possible ». L'exigence éthique se double lorsqu'elle s'appuie sur la loi d'une plus fondamentale nécessité, celle même de la conservation de la collectivité.

[152] Dès l'exposé initial de la doctrine, nous sommes loin de Hobbes ¹⁵¹ Montesquieu nous situe aussi dans une autre perspective que celles de Grotius, Pufendorf ou Burlamaqui. Nous lisons un philosophe qui pose la question : « Quel droit ? » La fiction contractualiste n'est pas son fait, en quoi il se démarque, sans doute encore plus, de Rousseau. Dans le réel prosaïque d'une pratique au jour le jour, tout se ramène à une technique de fonctionnement, elle-même dépendante d'une perception politico-juridique élémentaire : le « droit politique » comme distingué du « droit civil » (1. 3).

La distinction des forces (militaires) offensives des défensives n'est pas tellement d'un autre ordre. Rien n'est plus flagrant que le lancer d'une force vers une cible. Aussi notre auteur traite-t-il en premier lieu de la guerre défensive ou de celle qu'on mène d'abord pour sa propre conservation. C'est la moins discutable de toutes, et dont il convient de traiter d'abord, ne serait-ce que pour partir d'un terrain plus ferme : qui peut contester le principe de l'auto-défense collective ou individuelle ? Son contraire est la guerre menée offensivement : le fondement de nature est beaucoup plus contes-

¹⁵¹ « Il n'adopte pas non plus la démarche de Hobbes construisant sa philosophie politique comme le passage de l'état de nature, placé sous le signe de la guerre, à l'état civil, dont l'office est d'établir et de maintenir la paix, car il récuse le processus contractualiste dont Hobbes fait la solution de cette problématique » (Goyard-Fabre, op. cit., p. 222).

table, non seulement par les moyens employés, mais surtout par ses conséquences éventuellement durables : d'abord, la conquête du territoire et de l'appareil d'État, puis l'esclavage des populations conquises, comme statut provisoire et prédéterminé, ce qui est un moindre mal ; ou encore, comme statut indéfini et pour toujours, ce qui devient un mal absolu.

C'est moins la guerre comme phénomène d'agressivité pure, qui est objet d'étude, que l'affrontement très concret entre les chefs militaires et civils des forces offensives et défensives. On ne considère même pas le phénomène majeur d'inversion des rôles : l'attaquant, finalement vaincu, après avoir été, pendant une dernière phase de la guerre, le dernier défenseur. Mais l'objet étudié est le rapport des divers types de gouvernement avec leur façon de décider et de conduire les [153] guerres offensives ou défensives. Les unes et les autres ont été l'objet de commentaires judicieux, illustrés par nombre d'exemples historiques.

Il est enfin un autre rapport capital de Montesquieu à la pensée politique : la question du fédéralisme. Nous le signalions déjà au début, en introduisant les trois premiers chapitres du livre IX au sujet de la *force défensive* : « Je parle de la république fédérative », disait-il au début du chapitre 1, et : « Je ne dis point ici des choses vagues », surenchérisait-il à la fin du chapitre 3. Voir aussi notre note (2) au sujet du « principe » fédératif chez John Locke et Montesquieu.

Malgré la brièveté des textes auxquels nous nous référons, la question est d'une telle ampleur et d'une si grande importance qu'elle relèverait plutôt d'une conclusion générale et non pas d'un seul chapitre en particulier, fût-il celui où Montesquieu l'avait soulevée littéralement. En effet il s'agit de rien moins que du « problème de la paix et (de) la question de l'Europe, explicitement abordés par Montesquieu à la lumière de l'idée fédérative, et qui « servent d'illustration à son fondamentalisme juridique » ¹⁵².

¹⁵² Ibid., p. 221. Et voir p. 219-221 et 232-255.

[155]

Nouvelle lecture
de *L'Esprit des lois*

Chapitre VIII

Les tripartitions des types de gouvernement

[Retour à la table des matières](#)

Question première et fondamentale, et non pas seulement préalable : combien y a-t-il d'espèces d'États ou de « types de gouvernement » selon l'expression de Montesquieu, ou, peut-être mieux, combien de régimes d'États comme l'usage a tendu à s'en répandre, surtout depuis la grande Révolution de 1789 ou lors de la grande césure historique entre l'Ancien régime et le Nouveau régime ?

Montesquieu tenait d'Aristote une prédilection pour les définitions et classements généraux et particulièrement typologiques. Il n'allait pas s'en priver dans l'examen d'une pareille matière. Mais il se garde bien de reprendre la classique typologie aristotélicienne par le nombre (un seul, quelques-uns, tous) de la monarchie, de l'aristocratie, de la démocratie. À la vérité, il ne s'en inspire guère, et s'en démarque plutôt. L'auteur de *L'Esprit des lois* propose aussi une tripartition, mais sur une base qui, ayant plus de réalité analytique que le seul nombre, déborde les trois catégories traditionnelles. En effet, l'une d'elle, la république, se dédouble en démocratie et en aristocratie, tandis que la monarchie et le despotisme constituent les deux autres.

Mais le plus valable de la contribution de l'auteur est bien d'avoir discerné le principe de chaque régime ; et, dans chacun des quatre cas, un seul mot, à validité de concept, y suffit – ce [156] qui, à tous égards, est remarquable. Il y a davantage : l'anti-concept, par le contraire du terme ou encore par son manque total de réalité, devient plus que sa négation, littéralement sa « corruption » même. Ainsi, le despotisme est-il présenté comme tout corrompu d'avance et absolument ! Montesquieu en fait même un universel repoussoir ¹⁵³.

Il présente une typologie selon un mode très schématique. Une quinzaine de chapitres subdivisent la matière des livres II : « Des lois qui dérivent directement de la nature au gouvernement » et III. : « Des principes des trois gouvernements. » Le chapitre VIII : « De la corruption des principes des trois gouvernements » aurait gagné, ainsi que l'ensemble de la démonstration, à être accolé aux deux livres précédents afin de former un seul bloc de sujets. Nous proposons aussi de le faire suivre immédiatement du livre VII dont le rapport aux « lois somptuaires » et « au luxe » n'est pas sans indiquer des risques ou des tentatives de corruption ¹⁵⁴.

Le réaménagement de cette partie capitale du plan de Montesquieu doit être complété par l'ajout de deux autres livres sur les manières d'empêcher la « corruption ». La réponse générale est donnée au livre : « Que les lois que le législateur donne doivent être relatives au principe du gouvernement », complétant les lois particulières à l'éducation au chapitre IV : « Que les lois de l'éducation doivent être relatives aux principes du gouvernement. »

Dans ce nouvel arrangement de l'ensemble continu des livres II à VIII, il n'est qu'un seul livre (le VI) que nous estimons devoir renvoyer ailleurs, dans le plan, soit à notre chapitre suivant, puisque ce livre, traitant de « la forme des jugements et (de) l'établissement des peines », relève clairement de l'activité judiciaire et, généralement, de la fonction [157] juridictionnelle. Comme à notre chapitre 9, nous reprendrons en

¹⁵³ Et, après Montesquieu, tout le monde a continué. Blandine Barret-Kriegel écrit : « Ainsi, le philosophe déracine le despotisme de notre sol et l'expatrie chez le Persan, le Turc ou le Chinois, l'évacue de notre généalogie pour le déporter entièrement vers la civilisation orientale ». Elle ajoute un peu plus bas : « La critique de l'État-despote n'est qu'un leurre en effet lorsqu'elle dissimule, sous les voiles du sérail, le heaume seigneurial » (*L'État et les esclaves*, Paris, Calmann-Lévy, 1979, p. 32-33).

¹⁵⁴ Titre complet de ce livre VII. « Conséquences des différents principes des trois gouvernements par rapport aux lois somptuaires, au luxe, et à la condition des femmes ».

totalité la discussion, perpétuellement classique, sur « la séparation des pouvoirs » ; cette dernière question y trouvera sa place toute naturelle.

Lançant donc le présent chapitre à partir du livre II, il convient d'être plus attentif que jamais à la définition initiale du livre précédent, portant sur « les lois » comme étant « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses » (livre I). Observons encore que les titres des livres ne comportant pas ce petit mot « lois » sont, à vrai dire, exceptionnels dans l'ensemble de l'ouvrage ; et, dès le livre II, l'auteur s'occupe « des lois qui dérivent de la nature du gouvernement ». Cet autre mot de *nature*, chez notre auteur, est également gorgé de sens, selon une égalité d'importance à celui de lois même, et étant surtout entendu qu'il existe des « lois de la nature », fort distinctes des « lois positives ». Mais aucun malentendu ne serait possible en cours de route, bien que les gouvernements puissent être considérés comme des machines à fabriquer des lois positives. Dans l'hypothèse d'un usage, présumément doublé, du terme de « lois », le contexte lui-même trancherait sur le sens prévalant sans ambiguïté.

I

Pour découvrir la nature d'un gouvernement en bonne pédagogie, pense l'auteur, « il suffit de l'idée qu'en ont les moins instruits » (livre II. chap. 1). Cette idée fort simple devient aussi la meilleure. Et, à la façon d'un maître d'école, Montesquieu va supposer « trois définitions, ou plutôt trois faits », qu'il va livrer entre guillemets comme s'il citait un traité faisant autorité, ou le simple manuel du maître : « Le gouvernement républicain est celui où le peuple en corps, ou seulement une partie du peuple, a la souveraine puissance ; le monarchique, celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies ; au lieu que, dans le despotique, un seul sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices. »

Il n'y aurait qu'une trinité d'espèces de gouvernement si la première, la républicaine, ne se dédoublait pas, ce qui est bien [158] le cas selon le premier tiers de la définition susdite : « ... où le peuple en corps, ou seulement une partie du peuple... ». Cette dualité est reprise dès le chapitre suivant (chap. 2) pour en établir les conséquences et les appellations de régimes : « Lorsque dans une république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une *Démocratie*. Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie d'un peuple, cela s'appelle une *Aristocratie* ». Elles constituent

au moins deux cas, ou deux embranchements, d'un même tronc républicain, loin de se contredire a priori.

Montesquieu va consacrer d'abord un chapitre passablement détaillé à chacune des deux, à la démocratie, puis à l'aristocratie - et, comme laissant peut-être entendre qu'on n'accéderait pas directement à la république, ou que ce serait par médiation qu'on adhère au credo républicaniste. Sans prétendre davantage que d'esquisser une telle question, généralement esquivée par les commentateurs, on pourrait peut-être glisser en passant que le châtelain de La Brède n'est, à ce propos, pas tellement « de son siècle », mais plutôt de la première moitié de son siècle, correspondant à l'ensemble de sa vie intellectuelle adulte. Mais ce quasi-truisme ne serait pas une si grande découverte. Il sied maintenant de l'entendre avec force concentration sur le thème majeur « du gouvernement républicain et des lois relatives à la démocratie » (chap. 2) :

« Le peuple, dans une démocratie, est, à certains égards, le monarque ; à certains autres, il est le sujet.

Il ne peut être monarque que par ses suffrages qui sont ses volontés. La volonté du souverain est le souverain lui-même. Les lois qui établissent le droit de suffrage sont donc fondamentales dans ce gouvernement...

Le peuple qui a la souveraine puissance doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire ; et ce qu'il ne peut pas bien faire, il faut qu'il le fasse par ses ministres.

Ses ministres ne sont point à lui s'il ne les nomme : c'est donc une maxime fondamentale de ce gouvernement, que le peuple nomme ses ministres, c'est-à-dire ses magistrats...

Le peuple est donc souverain en nommant ses ministres avec son droit de suffrage. Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son [159] autorité. Il n'a à se déterminer que par des choses qu'il ne peut ignorer, et des faits qui tombent sous le sens...

Comme la plupart des citoyens, qui ont assez de suffisance pour élire, n'en ont pas assez pour être élus ; de même le peuple, qui a assez de capacités pour se faire rendre compte de la gestion des autres, n'est pas propre à gérer par lui-même.

Il faut que les affaires aillent, et qu'elles aillent un certain mouvement qui ne soit ni trop lent, ni trop vite. Mais le peuple a toujours trop d'action, ou trop peu.

Le peuple se trouve divisé en classes dans l'État populaire. Dans l'État populaire, on divise le peuple en de certaines classes. C'est dans la manière de faire cette division que les grands législateurs se sont signalés ; et c'est de là qu'ont toujours dépendu la durée de la démocratie et sa prospérité...

Le suffrage démocratique, et le suffrage aristocratique diffèrent : le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie ; le suffrage par choix est celle de l'aristocratie.

Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne ; il laisse à chaque citoyen une espérance raisonnable de servir sa patrie...

Avantages et inconvénients des suffrages secrets et publics : C'est une grande question, si les suffrages doivent être publics ou secrets...

Sans doute que, lorsque le peuple donne ses suffrages, ils doivent être publics ; et ceci doit être regardé comme une loi fondamentale de la démocratie (...). (Mais) dans la république romaine, en rendant les suffrages secrets, on détruisit tout ; il ne fut plus possible d'éclairer une populace qui se perdait. Mais lorsque dans une aristocratie le corps des nobles donne les suffrages ¹⁵⁵, ou dans une démocratie le sénat ; comme il n'est question que de prévenir les brigues, les suffrages ne sauraient être trop secrets.

Dans les États où il (le peuple) n'a point de part au gouvernement, il s'échauffera pour un acteur, comme il aurait fait pour les affaires. Le malheur d'une république, c'est lorsqu'il n'y a plus de brigues ; et cela arrive lorsqu'on a corrompu le peuple à prix d'argent (...). Sans souci du gouvernement et de ce qu'on y propose, il attend tranquillement son salaire. »

[160] Le montage de ces extraits montre assez que le suffrage « à la romaine » inspire notre théoricien bien davantage que celui, peu développé, de l'époque moderne et dont il ne pouvait posséder une forte connaissance historique. De même serait-il difficile et guère utile de privilégier autant la pensée de Montesquieu au sujet des lois relatives à la nature de l'aristocratie. C'est manifestement la démocratie, dont il traite en premier, qui est le référentiel déterminant de son discours sur les régimes. On doit aussi tenir compte de l'espèce de rareté historique des républiques aristocratiques

¹⁵⁵ « Comme à Venise » (note de Montesquieu).

(Gênes, Venise, Rome un temps). L'exposé de Montesquieu s'achève par ce qu'on appellera sa *mesure démocratique* des républiques, bonnes ou mauvaises. Un fort paradoxe introduit au sujet (chap. 3) :

« La meilleure aristocratie est celle où la partie du peuple qui n'a point de part à la puissance, est si petite et si pauvre, que la partie dominante n'a aucun intérêt à l'opprimer ¹⁵⁶...

Les familles aristocratiques doivent donc être peuple autant qu'il est possible. Plus une aristocratie approchera de la démocratie, plus elle sera parfaite ; et elle le deviendra moins, à mesure qu'elle approchera de la monarchie. La plus imparfaite de toutes est celle où la partie du peuple qui obéit, est dans l'esclavage civil de celle qui commande, comme l'aristocratie de Pologne, où les paysans sont esclaves de la noblesse. »

Le chapitre suivant, traitant de « la nature du gouvernement monarchique », requiert une lecture plus soutenue, non pas parce que Montesquieu s'étend sur ce régime-là (dont, strictement, il parle peu), mais du fait qu'il entretient son lecteur principalement des célèbres « pouvoirs intermédiaires ». Il en fournit une définition d'une grande netteté dès l'abord de la question (chap. 4) :

« Les pouvoirs intermédiaires, subordonnés et dépendants, constituent la nature du gouvernement monarchique, [161] c'est-à-dire de celui où un seul gouverne par des lois fondamentales. J'ai dit les pouvoirs intermédiaires, subordonnés et dépendants : en effet, dans la monarchie, le prince est la source de tout pouvoir politique et civil. Ces lois fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance ; car, s'il n'y a dans l'État que la volonté momentanée et capricieuse d'un seul, rien ne peut être fixe, et par conséquent aucune loi fondamentale. »

L'insistance redondante de cette définition doit être notée. Montesquieu croit devoir se répéter : « J'ai dit... » et se donner comme un élan pour reprendre la proposition initiale : « Les pouvoirs intermédiaires (...) constituent la nature du gouvernement monarchique. » Il sait bien - comme un vain peuple - que la nature de la monarchie, c'est le monarque et, corrélativement, la dynastie régnante. Mais il tient à en fournir, dirait-on, une définition fonctionnelle.

¹⁵⁶ L'exemple choisi par l'auteur est celui d'Antipater qui « établit à Athènes que ceux qui n'auraient pas deux mille drachmes seraient exclus du droit de suffrage ». Ce faisant, « il forma la meilleure aristocratie qui fut possible ; parce que ce cens était si petit qu'il n'excluait que peu de gens, et personne qui eût quelque considération dans la cité ».

Du côté du monarque, il y a d'abord « le prince (qui) est la source de tout pouvoir politique et civil », et qui est aussi « celui où un seul gouverne par des lois fondamentales ». À cette addition qui n'est pas rien, s'arc-boutent, pour ainsi dire, les pouvoirs intermédiaires qui, bien que « subordonnés et dépendants », fournissent « des canaux moyens par où coule la puissance », car il n'est pas admissible qu'il n'y ait « dans l'État que la volonté momentanée et capricieuse d'un seul... ». Le cher jurisconsulte n'a pas pensé à tout. Il reste à se demander : Quels pouvoirs intermédiaires ? Celui qui pourrait penser que la noblesse a des titres sociaux à préférer l'aristocratie, qu'il se détrompe !

« Le pouvoir intermédiaire subordonné le plus naturel est celui de la noblesse. Elle entre en quelque façon dans l'essence de la monarchie, dont la maxime fondamentale est : *point de monarque, point de noblesse ; point de noblesse, point de monarque*. Mais on a un despote. »

Le point de chute boucle tout, d'autant que les italiques, pratique peu courante chez Montesquieu, sont de lui. La « maxime fondamentale » en cause se lit dans les deux sens ; sans former un raisonnement circulaire, on n'en sort pas. La preuve : « Abolissez dans une monarchie les prérogatives des seigneurs, du clergé, de la noblesse et des villes ; vous aurez [162] bientôt un État populaire ¹⁵⁷, ou un État despotique. » Voilà qu'il revient encore à ce dernier !

Au sujet des « privilèges des ecclésiastiques », Montesquieu déclare n'en être « point entêté », sans toutefois pouvoir s'empêcher d'ajouter : « Mais je voudrais qu'on fixât bien une fois leur juridiction », ce qui semble trahir un moment d'humeur. En tout cas, voici un autre aveu étonnant et d'apparence au moins paradoxale : « Autant que le pouvoir est dangereux dans une république, autant est-il convenable dans une monarchie, surtout dans celles qui vont au despotisme. » Bien sûr, mais voyons l'exemple de l'Espagne et du Portugal, où le pouvoir du clergé suffit pour « arrêter seul la puissance arbitraire ». Montesquieu ne recule pas devant un pareil argument : « Comme le despotisme cause à la nature humaine des maux effroyables, le mal même qui le limite est un bien. » Les Anglais ont, pour leur part, fait l'inverse, qui,

¹⁵⁷ Cette notion d'« État populaire » n'est pas tellement fréquente chez Montesquieu et, quand il en fait état, c'est selon une nuance péjorative sans toutefois lui accorder un sens de repoussoir ainsi qu'il le fait pour l'État despotique.

« pour favoriser la liberté, ont ôté les puissances intermédiaires ». On voit aujourd'hui qu'ils « ont raison de conserver cette liberté » ¹⁵⁸.

Enfin, « il ne suffit pas qu'il y ait, dans une monarchie, des rangs intermédiaires ; il faut encore un dépôt de lois ». Où peut-on le conserver ? Seulement « dans les corps politiques qui annoncent les lois lorsqu'elles sont faites et les rappellent lorsqu'on les oublie », car il y a telles choses que « l'ignorance naturelle à la noblesse, son inattention, son mépris (...) », qui « exigent qu'il y ait un corps qui fasse sans cesse sortir les lois de la poussière où elles seraient ensevelies ». Montesquieu ne nomme pas ce « corps », mais il désigne clairement les responsables qu'il ne faut pas : « Le Conseil du prince n'est pas un dépôt convenable » et, « de plus, le Conseil du monarque change sans cesse, etc. » Le cas le plus simple reste toujours celui des États despotiques : comme « il n'y a point de lois fondamentales, il n'y a pas non plus de dépôt des lois ».

[163] Il subsiste l'élément, pour ainsi dire résiduel, « des lois relatives à l'État despotique » (cinquième et dernier chapitre du livre II). Tout, ici, est ultra-simple et vide, horrible et complètement irrecevable dans ce régime. Alors ? L'auteur en traite le plus brièvement possible afin d'arriver, sans tarder, au livre III, portant sur les « principes » des types de gouvernement et qui va le stimuler bien davantage ! À vrai dire, il escamote le sujet du gouvernement despotique. À la recherche d'une « loi fondamentale » dans un tel régime, que voit-on ?

« Il résulte de la nature du pouvoir despotique que l'homme seul qui l'exerce le fasse de même exercer par un seul. Un homme à qui ses cinq sens disent sans cesse qu'il est tout, et que les autres ne sont rien, est naturellement paresseux, ignorant, voluptueux. Il abandonne donc les affaires (...) à un vizir qui aura d'abord la même puissance que lui. L'établissement d'un vizir est, dans cet État, une loi fondamentale. »

Le vizir, ce peut être le neveu d'un pape, auquel l'oncle avait confié « toutes les affaires » après son élection, ayant fait, à propos de celle-ci, des « difficultés infinies ». Clément X, puisqu'il s'agit de lui, s'exclama : « Je n'aurais jamais cru que cela fut aussi aisé. » L'auteur de jeunesse des *Lettres persanes* extrapole maintenant avec

¹⁵⁸ La question de la liberté en Angleterre (au célèbre livre XI, chap. 6 - « De la constitution d'Angleterre ») sera l'axe du développement de notre chapitre suivant, le neuvième.

assurance : « Il en est de même des princes d'Orient ». Et voici ce qu'on pourrait appeler la règle du rendement décroissant d'un despote oriental :

« Plus l'empire est étendu, plus le sérail s'agrandit, et plus, par conséquent, le prince est enivré de plaisirs. Ainsi dans ces États, plus le prince a de peuples à gouverner, moins il pense au gouvernement ; plus les affaires y sont grandes, et moins on y délibère sur les affaires. »

Tout commentaire serait superflu. Il n'y a plus qu'à relire la note (1) du présent chapitre, mais seulement après avoir lu ce commentaire, absolu dans sa concision même, de Montesquieu dans ses *Pensées* : « Le despotisme s'accable lui-même ¹⁵⁹. »

[164]

II

Tout à fait déterminant, le livre III de l'Esprit des lois, portant sur les principes des gouvernements, est en outre l'un des plus faciles à résumer et à retenir. Nous savons déjà qu'il y a trois gouvernements : le républicain (se subdivisant en démocratique et en aristocratique), le monarchique et le despotique. Les catégories se reconnaissent par leur principe à chacune d'elles, s'exprimant en un seul mot qui est respectivement : la vertu pour le gouvernement républicain-démocratique, la modération pour le républicain-aristocratique, l'honneur pour le monarchique ; la crainte pour le despotique. Cette énumération est le résultat d'une pensée théorique lumineuse.

En deux courts chapitres, l'auteur nous livre les prolégomènes de ce livre III. D'abord, au chapitre premier, la différence entre la *nature* du gouvernement, qu'on vient de voir, et le *principe* qu'on considère maintenant : « Sa nature est ce qui le fait être tel, et son principe ce qui le fait agir. » Ou d'une autre façon : « L'une est sa structure particulière, et l'autre, les passions humaines qui le font mouvoir. » Première exigence de logique, donc : « Or, les lois ne doivent pas être moins relatives au principe de chaque gouvernement qu'à sa nature. » Le chapitre 2 présente l'opportun rappel des définitions des trois gouvernements :

« J'ai dit que la nature du gouvernement républicain est que le peuple en corps, ou de certaines familles, y aient la souveraine puissance ; celle du gou-

¹⁵⁹ Au chapitre IX - *Despotisme*, numéro 1819, Édition de *l'Intégrale*, 1964, p. 1037.

vernement monarchique, que le prince y ait la souveraine puissance, mais qu'il l'exerce selon des lois établies ; celle du gouvernement despotique, qu'un seul y gouverne selon ses volontés et ses caprices. »

Montesquieu donne libre cours à son optimisme d'auteur : « Il ne m'en faut pas davantage pour trouver leurs trois principes ; ils en dérivent naturellement. Je commencerai par le gouvernement républicain, et je parlerai d'abord du démocratique » (chap. 3).

C'est par sa particulière difficulté d'être que la démocratie requiert un principe d'exigence, la vertu, tandis que « la force [165] des lois », en monarchie, et « le bras du prince toujours levé » en despotisme, suffisent au maintien et au soutien de ces gouvernements. « Mais, dans un état populaire, il faut un ressort de plus, qui est la VERTU ». Ce qu'il vient d'avancer de plutôt hardi, l'auteur l'estime pourtant « confirmé par le corps entier de l'histoire, et très conforme à la nature des choses ». Venant de parler d'« état populaire », il lance l'autre expression complémentaire de « gouvernement populaire », dans lequel on voit que « celui qui fait exécuter les lois sent qu'il y est soumis lui-même et qu'il en portera le poids ». Voilà bien un principe majeur de la démocratie en acte.

La table des matières annonce, au livre VIII, une étude sur la corruption des trois gouvernements. Montesquieu ne peut s'empêcher d'en traiter tout de suite dans un passage d'une belle venue, faisant entendre comme le frémissement d'un moraliste qui s'indigne. Voyez, contrairement aux politiques grecs, « ceux d'aujourd'hui (qui) ne vous parlent que de manufactures, de commerce, de finances, de richesses et de luxe même ». La qualité du passage qui suit justifie une reproduction in extenso :

« Lorsque cette vertu cesse, l'ambition entre dans les coeurs qui peuvent la recevoir, et l'avarice entre dans tous. Les désirs changent d'objets : ce qu'on aimait, on ne l'aime plus ; on était libre avec les lois, on veut être libre contre elles ; chaque citoyen est comme un esclave échappé de la maison de son maître ; ce qui était maxime, on l'appelle *rigueur* ; ce qui était *règle, crainte*. C'est la frugalité qui y est l'avarice, et non pas le désir d'avoir. Autrefois le bien des particuliers faisait le trésor public ; mais pour lors le trésor public devient le patrimoine des particuliers. La république est une dépouille ; et sa force n'est plus que le pouvoir de quelques citoyens et la licence de tous. »

Mais, « comme il faut de la vertu dans le gouvernement populaire, il en faut aussi dans l'aristocratique », poursuit Montesquieu au chapitre 4, mais c'est pour ajouter

tout de suite après qu' « il est vrai qu'elle n'y est pas si absolument requise ». La raison en est que « le peuple, qui est à l'égard des nobles ce que les sujets sont à l'égard du monarque, est contenu par leurs [166] lois ». Il reste à voir comment *contenir* les nobles. C'est ainsi que la vertu réapparaît, quoique selon une moindre exigence qu'en régime démocratique : « Ceux qui doivent faire exécuter des lois contre leurs collègues sentiront d'abord qu'ils agissent contre eux-mêmes. Il faut donc de la vertu dans ce corps, par la nature de la constitution », d'autant que ce « gouvernement aristocratique a par lui-même une certaine force que la démocratie n'a pas ». En effet, le corps de la noblesse, « par sa prérogative et pour son intérêt particulier, réprime le peuple : il suffit qu'il y ait des lois, pour qu'à cet égard elles soient exécutées ». Redoutable privilège, aurait-il pu ajouter..

Mais la nature (humaine) étant ce qu'elle est, « autant qu'il est aisé à ce corps de réprimer les autres, autant est-il difficile qu'il se réprime lui-même ». Ainsi, la répression peut prendre « deux manières : ou par une grande vertu, qui fait que les nobles se trouvent en quelque sorte égaux à leur peuple, ce qui peut former une grande république ; ou par une vertu moindre, qui est une certaine *modération* qui rend les nobles au moins égaux à eux-mêmes, ce qui fait leur conservation ». Le mot clé de modération, tiré de la phrase précédente, aura désormais valeur de concept pour définir « l'âme de ces gouvernements ». La dernière ligne comporte cette précision : « J'entends celle (la modération) qui est fondée sur la vertu, non pas celle qui vient d'une lâcheté et d'une paresse de l'âme. » Il fallait le dire.

Nous savons déjà que l'honneur, principe du gouvernement monarchique, ne l'est pas par la voie d'une suppléance à la vertu. Le chapitre 5 développe soigneusement que « la vertu n'est point le principe du gouvernement monarchique ». La démonstration commence par une proposition assez piquante et plutôt inattendue : « Dans les monarchies, la politique fait faire les grandes choses avec le moins de vertu qu'elle peut ; comme, dans les plus belles machines, l'art emploie aussi peu de mouvements, de forces et de roues qu'il est possible. »

En conséquence le penseur s'outille de fines perceptions psychologiques pour fonder sa thèse avec adresse :

« L'État subsiste indépendamment de l'amour pour la patrie, du désir de la vraie gloire (...) et de toutes ces vertus héroïques que nous trouvons dans les anciens, et dont nous [167] n'avons seulement entendu parler.

Les lois y tiennent la place de toutes ces vertus, dont on n'a pas besoin ; l'État vous en dispense...

Quoique tous les crimes soient publics par leur nature, on distingue pourtant les crimes véritablement publics d'avec les crimes privés...

Or, dans les républiques, les crimes privés sont plus publics, c'est-à-dire choquant plus la constitution de l'État, que les particuliers... »

Comme pour prévenir un petit effet de scandale, « je supplie qu'on ne s'offense pas de ce que j'ai dit ; je parle après toutes ces histoires. Je sais très bien qu'il n'est pas rare qu'il y ait des princes vertueux ; mais je dis que, dans une monarchie, il est très difficile que le peuple le soit ». Montesquieu en appelle à ce que « les historiens de tous les temps ont dit sur la cour des monarques » et l'on verra que « ce ne sont point des choses de spéculation, mais d'une triste expérience ». On ne peut éviter de citer un texte, qui fait penser aux *Mémoires* de Saint-Simon par son extraordinaire catalogue des vices politiques monarchistes :

« L'ambition dans l'oisiveté, la bassesse dans l'orgueil, le désir de s'enrichir sans travail, l'aversion pour la vérité, la flatterie, la trahison, la perfidie, l'abandon de tous ses engagements, le mépris des devoirs du citoyen, la crainte de la vertu du prince, l'espérance de ses faiblesses, et plus que tout cela, le ridicule perpétuel jeté sur la vertu, forment, je crois, le caractère du plus grand nombre de courtisans, marqué dans tous les lieux et dans tous les temps... »

Et voici la conclusion pratique qu'en tire l'auteur : « Or il est très malaisé que la plupart des principaux d'un État soient de malhonnêtes gens, et que les inférieurs soient gens de bien ; que ceux-là soient trompeurs et que ceux-ci consentent à n'être que dupes (...). Tant il est vrai que la vertu n'est pas le ressort de ce gouvernement ! Certainement elle n'en est pas exclue ; mais elle n'en est pas le ressort. »

Mais alors, voici « comment on supplée à la vertu dans le gouvernement monarchique », selon le titre même du chapitre 6 :

« Je me hâte et je marche à grands pas, afin qu'on ne croie pas que je fasse une satire du gouvernement monarchique. Non ; s'il manque d'un ressort, il en a un autre : [168] L'HONNEUR, c'est-à-dire le préjugé de chaque personne et de chaque condition, prend la place de la vertu politique dont j'ai parlé, et la représente partout. Il y peut inspirer les plus belles actions ; il peut, joint à la force des lois, conduire au but du gouvernement comme la vertu même.

Ainsi, dans les monarchies bien réglées, tout le monde sera à peu près bon citoyen, et on trouvera rarement quelqu'un qui soit homme de bien ; car, pour être homme de bien, il faut avoir intention de l'être, et aimer l'État moins pour soi que pour lui-même. »

Mais notre auteur, originaire d'une noblesse de province, ne se satisfait pas encore de la réponse négative au sujet de la vertu, puis de la positive relativement à l'honneur. Peut-être sent-il le besoin de quelque chose de plus complet, ou de plus subtil, comme réponse finale. Le titre du chapitre 7 est d'une rare sobriété : « Du principe de la monarchie ». Un tel gouvernement supposant « des prééminences, des rangs et même une noblesse d'origine », il s'ensuit que « la nature de l'honneur est de demander des préférences et des distinctions », ce qui fait qu'il « est donc, par la chose même, placé dans ce gouvernement ». Comme *inclusion*, dirait-on de nos jours, on ne fait pas mieux, en tout cas, pas davantage !

Par contraste, « l'ambition est pernicieuse dans une république », tandis qu'elle produit de « bons effets » dans une monarchie. Le premier, « elle donne la vie à ce gouvernement » ; le second, « et n'y a cet avantage, qu'elle n'y est pas dangereuse, parce qu'elle y peut être sans cesse réprimée ». Élément de surprise, la capsule de théorie qui suit va s'inspirer de la physique de Newton (pourquoi pas ?), ce qui donne :

« Vous diriez qu'il en est comme du système de l'univers, où il y a une force qui éloigne sans cesse du centre de tous les corps, et une force de pesanteur qui y ramène. L'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique ; il les lie par son action même ; et il se trouve que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers. »

Qu'ajouter encore ? Quelque chose à propos de l'argument auquel pense le lecteur depuis l'introduction de cette valeur centrale de l'honneur dans la dynamique monarchique. Montesquieu ne prend pas de revers l'objection pressentie, car « s'il est vrai que, philosophiquement parlant, c'est un honneur [169] faux qui conduit toutes les parties de l'État », ce même « honneur faux est aussi utile au public, que le vrai le serait aux particuliers qui pourraient l'avoir ». Et dernière réflexion, quelque peu grinçante chez un homme de sa condition nobiliaire : « Et n'est-ce pas beaucoup d'obliger les hommes à faire toutes les actions difficiles et qui demandent de la force, sans autre récompense que le bruit de ces actions ? » Provocant ou courageux Montesquieu ?

Abordons enfin le cas du despotisme. On est à mille lieues de la vertu et de l'honneur, et encore davantage, et par définition, de la modération ! Montesquieu n'en continue pas moins sa dissertation... Le chapitre 8 ne vaudrait d'être cité que par son titre : « Que l'honneur n'est point le principe des États despotiques. » On s'en doutait bien un peu. Le chapitre suivant : « Du principe du gouvernement despotique » fournit l'explication. L'auteur le livre tout de go :

« Comme il faut de la vertu dans une république, et dans une monarchie, de l'honneur, il faut de la CRAINTE dans un gouvernement despotique : pour la vertu, elle n'y est point nécessaire, et l'honneur y serait dangereux. »

La crainte est celle des autres et non pas celle qui hanterait le despote. Comme l'écrit Montesquieu, quelque vingt lignes plus bas : « On ne peut parler sans frémir de ces gouvernements monstrueux. »

Au dixième chapitre, Montesquieu soulève la question d'une « différence de l'obéissance dans les gouvernements modérés et dans les gouvernements despotiques ». Encore ici, c'est avant tout matière de définition. Dans un gouvernement despotique, « la volonté du prince, une fois connue, doit avoir aussi infailliblement son effet qu'une boule jetée contre une autre doit avoir le sien ». En pareil système, implacablement, « l'homme est une créature qui obéit à une créature qui veut », ou encore, selon une formule moins frappante, « on a reçu l'ordre, et cela suffit ». Nous ne croyons pas devoir suivre Montesquieu lorsqu'il semble se mettre à jongler avec des subtilités comparatives. En fait, on ne peut comparer que des comparables, ce qui ne peut être le cas lorsque le despotisme est posé comme le terme absolu de la comparaison.

« Réflexion sur tout ceci », tel est le titre du onzième et [170] dernier chapitre, qui prend l'aspect d'un article d'interprétation de la typologie soumise après une élaboration soignée :

« Tels sont les principes des trois gouvernements : ce qui ne signifie pas que, dans une certaine république, on soit vertueux ; mais qu'on devrait l'être. Cela ne prouve pas non plus que, dans une certaine monarchie, on ait de l'honneur, et que, dans un État despotique particulier, on ait de la crainte ; mais il faudrait en avoir : sans quoi le gouvernement sera imparfait ¹⁶⁰. »

¹⁶⁰ « Imparfait », c'est-à-dire ne remplissant pas toutes les caractéristiques de son type.

Le type de gouvernement républicain étant dualisé (d'une part, démocratique, de l'autre, aristocratique), cette dernière précision interprétative ne se trouvait pas à faire état du principe de la modération. Il est pourtant applicable au second cas de l'aristocratie qui, ici, n'est pas mentionnée par l'auteur.

III

En traitant De la corruption des principes des trois gouvernements au livre VIII, Montesquieu oblige son lecteur à un saut par-dessus quatre livres pour renouer avec la trame serrée de sa théorie typologique des gouvernements, tissée aux livres II et III. Afin d'assurer une construction selon une logique élaborative continue, il eût fallu faire suivre immédiatement l'étude des processus de « corruption » de chaque gouvernement et de son principe.

Nous allons opérer ce raccord proposé sans hiatus, et d'autant plus aisément que l'auteur nous en fournit la justification dès le livre premier de ce chapitre VIII de l'Esprit des lois. Intitulé « Idée générale de ce livre », ce texte, qui n'a pas deux lignes, se lit ainsi : « La corruption de chaque gouvernement commence presque toujours par celle des principes. » Il nous semble, en outre, qu'ayant présenté la question des gouvernements, d'une façon élaborée et sous leur jour positif, il ne sera pas besoin maintenant de l'examiner sous leur jour négatif, ou relativement à leur manque, avec un égal [171] soin du détail. Il conviendra toutefois de commencer par rendre compte de l'économie générale de la thèse de Montesquieu sur les phénomènes de corruption des divers types de régimes.

Montesquieu traite encore de la démocratie en premier. Les chapitres 2, 3, 4 portent sur la démocratie se corrompant ou corrompte. L'idée majeure est que le fait se produit « non seulement lorsqu'on perd l'esprit d'égalité, mais encore quand on prend l'esprit d'égalité extrême, et que chacun veut être égal à ceux qu'il choisit pour lui commander » (chap. 2) et que « la place naturelle de la vertu est auprès de la liberté ; mais elle ne se trouve pas plus auprès de la liberté extrême qu'auprès de la servitude » (chap. 3). On aura reconnu cette idée très tocquevillienne qui n'était pas loin d'obséder justement l'un des plus valeureux disciples de Montesquieu un siècle plus tard. Quant à l'aristocratie, elle « se corrompt lorsque le pouvoir des nobles devient arbitraire : il

ne peut plus y avoir de vertu dans ceux qui gouvernent, ni dans ceux qui sont gouvernés » (chap. 5). L'auteur prononce des diagnostics également lapidaires au sujet des démocraties, qui « se perdent lorsque le peuple dépouille le sénat, les magistrats et les juges de leurs fonctions... », ou au sujet des monarchies « lorsqu'on ôte peu à peu les prérogatives des corps et des villes. Dans le premier cas, on va au despotisme de tous, dans l'autre, au despotisme d'un seul » (chap. 6).

Les chapitres 7, 8, 9 portant sur la monarchie et la noblesse manquent d'intérêt en prenant un certain tour tautologique. Mais la curiosité du lecteur s'aiguise à l'intitulé du chapitre 10 : « De la corruption du principe du gouvernement despotique ». Comment un tel régime, que Montesquieu s'obstine à traiter selon un même plan d'égalité analytique que les autres, peut-il encore se corrompre ? Toutefois, notre siècle, qui a vu naître tant et tant de totalitarismes d'État, sous une forme ou une autre, ferait la preuve que l'espèce aurait plutôt tendance à prospérer. Mais l'expression d'une plus grande « corruption » deviendrait évidente lorsque des gouvernements de cette sorte n'arrivent même plus à « suivre quelque ordre, et à souffrir quelque règle ». « Diverses choses ¹⁶¹, précise Montesquieu, forcent sa nature sans la changer ; sa férocité reste ; elle est [172] pour quelque temps apprivoisée ». En effet « le principe du gouvernement despotique se corrompt sans cesse, parce qu'il est corrompu par sa nature », venait-il de rappeler avec force.

De ce livre VIII, qui ne contient pas moins de vingt et un chapitres, nous n'en retiendrons qu'un, se présentant, du reste, sous la forme d'un conséquent global de la théorie des régimes : « Conséquence des chapitres précédents » (chap. 20) :

« Que si la propriété naturelle des petits états est d'être gouvernés en république ; celle des médiocres, d'être soumis à un monarque ; celle de grands empires, d'être dominés par un despote ; il suit que, pour conserver les principes du gouvernement établi, il faut maintenir l'État dans la grandeur qu'il avait déjà ; et que cet État changera d'esprit, à mesure qu'on rétrécira ou qu'on étendra ses limites. »

S'agirait-il là d'éléments d'une géopolitique du maintien des régimes d'État selon leur taille ? Ne serait-ce pas un peu court ?

¹⁶¹ « Ces choses » qu'a à l'idée Montesquieu sont, par exemple, « quand des circonstances tirées du climat, de la religion, de la situation ou du génie d'un peuple... » (chap. 10).

Le livre VII, précédant celui dont on vient de faire l'analyse, traite d'un aspect particulier des principes des trois gouvernements. Son titre se lit comme suit : « Conséquences des différents principes des trois gouvernements par rapport aux lois somptuaires, au luxe et à la condition des femmes. » De ses dix-sept chapitres, on en compterait à peine le tiers présentant des éléments d'intérêt propres à une typologie des régimes.

« Du luxe », objet du chapitre premier, notre auteur ne nous apprend guère que son rapport d'évidence à l'inégalité. « Le luxe est toujours en proportion avec l'inégalité des fortunes (...). Pour que des richesses restent également partagées, il faut que la loi ne donne à chacun que le nécessaire physique. Si l'on a au-delà, les uns dépenseront, les autres acquerront, et l'inégalité s'établira ». L'intérêt croît dès le moment où l'auteur entretient son lecteur plutôt des lois somptuaires en leur rapport avec les régimes politiques, mais à l'exception du despotisme qui, par définition, prohibe quelque liberté que ce soit.

Au sujet de la démocratie, il faut poser en principe que [173] « moins il y a du luxe dans une république, plus elle est parfaite. Il n'y en avait point chez les premiers Romains ; il n'y en avait point chez les Lacédémoniens... », tandis qu'« à mesure que le luxe s'établit dans une république, l'esprit se tourne vers l'intérêt particulier. A des gens à qui il ne faut rien que le nécessaire, il ne reste à désirer que la gloire de la patrie et la sienne propre. Mais une âme corrompue par le luxe a bien d'autres désirs. Bientôt elle devient ennemie des lois qui la gênent » (chap. 2).

À l'opposé, la contradiction règne dans une aristocratie. Ce régime vit « ce malheur, que les nobles y ont la richesse, et que cependant ils ne doivent pas dépenser ; le luxe contraire à l'esprit de modération en doit être banni. Il n'y a donc que des gens très pauvres qui ne peuvent pas recevoir, et des gens très riches qui ne peuvent pas dépenser » (chap. 3). Ce n'est pas la première fois que notre auteur démontre son sens particulier de saisir l'acuité de certains dilemmes...

En monarchie tout au contraire, pour qu'un tel État « se soutienne, le luxe doit aller en croissant, du laboureur à l'artisan, aux négociants, aux nobles, aux magistrats, aux grands seigneurs, aux traitants principaux, aux princes, sans quoi tout serait perdu ». Et « tout ceci mène à une réflexion. Les républiques finissent dans le luxe, les monarchies, par la pauvreté » (chap. 4). On peut encore établir qu'en général, « plus un État est pauvre, plus il est ruiné par son luxe relatif ; et, plus, par conséquent, il lui

faut de lois somptuaires relatives. Plus un État est riche, plus son luxe relatif l'enrichit ; et il faut bien se garder d'y faire des lois somptuaires relatives » (chap. 5). Montesquieu ne se rendait probablement pas compte, en écrivant ces lignes, qu'une certaine tonalité de son texte pouvait faire penser à des réflexions que Machiavel prêtait au Prince quelques siècles plus tôt.

On ne s'étonnera pas qu'une dissertation sur le luxe et les lois somptuaires aboutisse à « des considérations sur la " condition des femmes" sous les divers gouvernements » (chap. 9). En commençant par les monarchies, l'on y voit que les femmes sont enclines à « peu de retenue » du fait que, « la distinction des rangs les appelant à la cour, elles y vont prendre cet esprit de liberté qui est à peu près le seul qu'on y tolère ». Dépassant ce propos aigre-doux, l'auteur ajoute : « Chacun se [174] sert de leurs agréments et de leurs passions pour avancer sa fortune ; et comme leur faiblesse ne leur permet pas l'orgueil, mais la vanité, le luxe y règne toujours avec elles. »

Il y a encore mieux, c'est-à-dire bien pire, dans les États despotiques : « Les femmes n'introduisent point le luxe ; mais elles sont elles-mêmes un objet de luxe. Elles doivent être extrêmement esclaves. » Et, « de plus, comme dans ces États les princes se jouent de la nature humaine, ils ont plusieurs femmes, et mille considérations les obligent de les renfermer ». Dans les régimes de liberté (comme en démocratie et en aristocratie), « les femmes sont libres par les lois, et captivées par les mœurs ; le luxe est banni, et avec lui la corruption et les vices » ¹⁶².

Une fois de plus, Montesquieu puise dans son érudition du monde romain pour multiplier les exemples. Nous n'en retenons qu'un au sujet de la tutelle. « Les institutions des Romains mettaient les femmes dans une perpétuelle tutelle, à moins qu'elles ne fussent sous l'autorité d'un mari. Cette tutelle était donnée au plus proche parent par mâles ; et il paraît, par une expression vulgaire ¹⁶³, qu'elles étaient très gênées. Cela était bon pour la république, et n'était point nécessaire dans la monarchie » (chap. 12).

¹⁶² Montesquieu tient compte particulièrement du cas des villes grecques, « où un vice aveugle régnait d'une manière effrénée, où l'amour n'avait qu'une forme que l'on ose dire, tandis que la vraie amitié s'était retirée dans le mariage ; la vertu, la simplicité, la chasteté des femmes, y étaient telles qu'on n'a guère jamais vu de peuple qui ait eu à cet égard une meilleure police ». À ce dernier mot, l'auteur joint une note infrapaginale : « À Athènes, il y avait un magistrat particulier qui veillait sur la conduite des femmes » (chap. 9). (*L'intégrale*, p. 568).

¹⁶³ Cette note de Montesquieu (numéro 236) du chapitre 13 est à la page 569 de l'édition de l'*Intégrale* : « *Ne sis mihi patranus oro*. Je supplie que tu ne sois pas mon tuteur. »

À l'autre extrémité du pouvoir propre à la condition féminine, voici s'esquissant le profil de la femme chef d'État (au dix-septième et dernier chapitre de ce livre VII). Au sujet de « l'administration des femmes », c'est-à-dire par les femmes, Montesquieu écrit : « Il est contre la raison et contre la nature que les femmes soient maîtresses dans la maison, comme cela était établi chez les Égyptiens ; mais il ne l'est pas [175] qu'elles gouvernent un empire. » Or, par exemple, l'on « se trouve très bien du gouvernement des femmes », et c'est aussi le cas en certaines parties de l'Afrique. « Si l'on ajoute à cela l'exemple de la Moscovie et de l'Angleterre, on verra qu'elles réussissent également, et dans le gouvernement modéré, et dans le gouvernement despotique ». Dommage que Montesquieu n'en tire aucune conclusion plus large, sinon plus généreuse.

IV

En guise de conclusion à ce chapitre 8, il ne reste plus qu'à dire quelles « lois » conviennent le plus ou le mieux à chaque « type de gouvernement », compte tenu de son « principe » déterminant. L'auteur en traitait tout de suite après les livres II et III. Nous estimons plutôt que, puisqu'il s'agit de conséquents pratiques et généraux, ou encore de l'action générale en politique, il est plus à propos de placer la matière de ces livres IV et V à la toute fin de notre développement d'ensemble. Le livre IV, ne comportant que huit chapitres, établit : *Que les lois de l'éducation doivent être relatives aux principes du gouvernement*, tandis que le livre V propose, en général : *Que les lois que le législateur donne doivent être relatives aux principes du gouvernement*.

L'article premier du livre IV n'est guère plus qu'une redondance par l'effet de rappel du principe intégrateur de chaque type de gouvernement. En effet, « si le peuple en général a un principe, les parties qui le composent, c'est-à-dire les familles, l'auront aussi ». Dans les monarchies, première catégorie de régimes considérés (chap. 2), il faut poser que « ce n'est point dans les maisons publiques où l'on instruit l'enfance, que l'on reçoit (...) la principale éducation, c'est lorsque l'on entre dans le monde, que l'éducation en quelque sorte commence. Là est l'école de ce que l'on appelle l'honneur, ce maître universel qui doit partout nous conduire ». L'honneur est donc un « maître », « universel » par surcroît et surtout adulte « dans le monde ». Et à ses « règles suprêmes », l'éducation est « obligée de s'(y) conformer ». Naturellement.

L'éducation en régime despotique ne mérite pas tant [176] d'apprêts. Sa géométrie est ultra-simple (chap. 3) puisqu'« il faut qu'elle y soit servile. Ce sera un bien, même dans le commandement, de l'avoir eue telle, personne n'y étant tyran sans être en même temps esclave ». L'auteur étire ensuite quelques paragraphes laborieux par des explications circulaires. Le système est surtout autodestructeur, ainsi qu'il a été dit plusieurs fois dans d'autres contextes : « Eh ! pourquoi l'éducation s'attacherait-elle à y former un bon citoyen qui prît : part au malheur public ? S'il aimait l'État, il serait tenté de relâcher les ressorts du gouvernement ; s'il ne réussissait pas, il se perdrait ; s'il réussissait, il courrait risque de se perdre, lui, le prince et l'empire. » Une fois de plus, procès-verbal de désastres...

C'est évidemment en régime républicain (chap. 5) que « l'on a besoin de toute la puissance de l'éducation (...), mais la vertu politique est un renoncement à soi-même, qui est toujours une chose très pénible ». Sa définition pourrait être : l'amour des lois plus celui de la patrie. « Tout dépend donc d'établir dans la république cet amour ; et c'est à l'inspirer que l'éducation doit être attentive. Pour que les enfants puissent l'avoir, il y a un moyen sûr : c'est que les pères l'aient eux-mêmes ».

N'est-ce pas un peu court ? Une fois encore, le lecteur subit l'impression d'être tiré pendant quatre ou cinq pages de mélanges bizarrement agencés avant de se terminer par des propos sur la musique, sur la chasse, encore et finalement, sur la musique. « Mais, dira-t-on, pourquoi choisir la musique par préférence ? C'est que, de tous les plaisirs des sens, il n'y en a aucun qui corrompe moins l'âme » (chap. 8). Bel hommage à Euterpe.

Du titre du livre V, indiquant que « les lois (...) doivent être relatives au principe du gouvernement », Montesquieu dit (chap. 1) : « Ce rapport des lois avec ce principe (quel qu'il soit) tend tous les ressorts du gouvernement ; et ce principe en reçoit à son tour, une nouvelle force. C'est ainsi que, dans des mouvements physiques, l'action est toujours suivie d'une réaction. » Si l'explication à venir prendra une certaine tonalité mécanique, elle sera, au moins, autant nominale et métaphorique. Comme d'habitude, l'auteur traite en premier du [177] type républicain' et selon généralement son premier cas, le démocratique.

Et cette fois-ci, le jeu action-réaction qui est nettement privilégié, permet une large observation dont l'auteur rend compte en six chapitres ; 2 ... la vertu dans l'État politique ; 3 ... l'amour de la république dans la démocratie ; 4 ... l'amour de l'égalité

et de la frugalité (en général) ; 5 ... l'égalité dans la démocratie ; 6 ... la frugalité dans la démocratie. Et, enfin, le chapitre 7 propose d'« autres moyens de favoriser le principe de la démocratie ». Comme exemple d'un « moyen » parmi d'autres, citons celui que Montesquieu avait trouvé dans un texte de Xénophon : « La grande différence que Syarque a mise entre Lacédémone et les autres cités consiste en ce qu'il a surtout fait que les citoyens obéissent aux lois ; ils courent lorsque les magistrats les appellent. Mais à Athènes, un homme riche serait au désespoir que l'on crût qu'il dépendit du magistrat ¹⁶⁴. »

Par contraste, un seul chapitre traite le sujet : « Comment les lois sont relatives à leur principe dans l'aristocratie » (chap. 8). Confirmons au passage une définition éclairante et double par son objet : « L'esprit de modération est ce qu'on appelle la vertu dans l'aristocratie ; il y tient la place d'égalité dans l'État populaire. » Et répétons l'importance que l'auteur attachait à cette prescription pressante : « Il est surtout essentiel, dans l'aristocratie, que les nobles ne lèvent pas les tributs. »

Des quatre chapitres (9 à 12) traitant de la monarchie, le titre du onzième fait tiquer quelque peu : « De l'excellence du gouvernement monarchique. » La raison nous en est donnée dès les premières lignes : « Comme il est de sa nature qu'il y ait sous le prince plusieurs ordres qui tiennent à la constitution, l'État est plus fixe, la constitution plus inébranlable, la personne de ceux qui gouvernent plus assurée. » Quant au despotisme, trois chapitres lui sont réservés. Celui qui est intitulé « Idée du despotisme » tient en trois petites lignes, à tous égards, définitives (chap. 13) : « Quand les sauvages de la Louisiane veulent avoir du fruit, ils coupent l'arbre au pied, et cueillent le fruit. Voilà le gouvernement despotique. » Les [178] Louisianais n'avaient pas lu Kafka, ni Ionesco.

Le livre V se termine tout de même en affirmant un intérêt accru, stimulant la recherche, pour la réflexion hypothétique. Au dernier livre, le dix-neuvième, Montesquieu confie à son lecteur ne pouvoir se résoudre à le terminer « sans faire encore quelques applications de mes trois principes ». Il l'avait, du reste, intitulé « Nouvelles conséquences des principes des trois gouvernements », et articulé selon cinq questions numérotées.

¹⁶⁴ Montesquieu donne la référence en note : République de Lacédémone (VIII). (*L'Intégrale*, p. 547).

Première question : Les lois doivent-elles forcer un citoyen à accepter les emplois publics ?

Seconde question : Est-ce une bonne maxime qu'un citoyen puisse être obligé d'accepter, dans l'armée, une place inférieure à celle qu'il a occupée ?

Troisième question : Mettra-t-on sur une même tête les emplois civils et militaires ?

Quatrième question : Convient-il que les charges soient vénales ?

Cinquième question : Dans quel gouvernement faut-il des censeurs ?

Nous ne dirons pas que les réponses importent peu, mais, plutôt, que les questions soulevées, toutes pertinentes et intéressantes, constituent l'ensemble typique d'un procédé propre à Montesquieu d'introduire des questions litigieuses afin de se donner l'occasion d'y répondre lui-même avec assurance. Et comme illustration, voici les premiers éléments bruts de ses réponses.

À la *première question* : « Je dis qu'elles (les lois) le doivent dans le gouvernement républicain, et non pas dans le monarchique ».

À la *deuxième* : « Dans les républiques, la vertu demande qu'on fasse à l'État un sacrifice continuel de soi-même (...). Mais dans les monarchies, l'honneur, vrai ou faux, ne peut souffrir ce qu'il appelle se dégrader ».

À la *troisième* : « Il faut les unir dans la république, et les séparer dans la monarchie ».

À la *quatrième* : Question particulièrement délicate pour un noble, devenu magistrat par héritage. La réponse requiert son complément explicatif : « Elles (les charges) ne doivent pas [179] l'être dans les États despotiques, où il faut que les sujets soient placés ou déplacés dans un instant par le prince. (Mais) cette vénalité est bonne dans les États monarchiques, parce qu'elle fait faire, comme un métier de famille, ce qu'on ne voudrait pas entreprendre pour la vertu ; qu'elle destine chacun à son devoir, et rend les ordres de l'État plus permanents ».

À la *cinquième* : « Il en (*des censeurs*) faut dans une république, où le principe du gouvernement est la vertu. Ce ne sont pas seulement les crimes qui détruisent la vertu, mais encore les négligences, les fautes, une certaine tiédeur dans l'amour de la patrie, des exemples dangereux, des semences de corruption ; ce qui ne choque point les lois,

mais les élude ; ce qui ne les détruit pas mais les affaiblit ; tout cela doit être corrigé par les censeurs (...). Dans les monarchies, il ne faut point de censeurs ; elles sont fondées sur l'honneur (...). Là, les censeurs seraient gâtés par ceux mêmes qu'ils devraient corriger. Ils ne seraient pas bons contre la corruption d'une monarchie ; mais la corruption d'une monarchie serait trop forte contre eux ».

À la fin de ce chapitre 8, nous sommes arrivé aux deux-tiers de la reconstruction du plan de *l'Esprit des lois*. Le dernier tiers à parcourir accentuera encore la densité de l'oeuvre par l'examen de textes moins nombreux mais portant sur des sujets davantage concentrés. Ainsi continuera jusqu'à la fin cette pénétration progressive à l'intérieur du *système Montesquieu*. Cette reconstruction d'un plan à partir des mêmes matériaux autrement agencés constitue déjà une première critique de l'oeuvre.

Nous avons, par ce procédé de lecture méthodique, pu connaître graduellement « la manière Montesquieu » en complément de l'objet total de son discours. Nous ne nous attendions pas seulement que le penseur, grand écrivain également, nous intéresse élégamment et nous instruisse. Nous avons suivi l'auteur, fort à l'aise à l'intérieur de son propre discours, prédéterminé par ses intentions et ses valeurs qui étaient presque toujours initialement explicitées avec clarté.

Il a bien fallu secouer quelque peu le Montesquieu, gorgé d'érudition et enclin à la prolixité, afin de capter le message [180] essentiel selon ses diverses coupes d'analyse : de réalité par observation concrète et immédiate, de logique conceptuelle et déductive, enfin d'analogie historique et comparative. Il est peu de théoriciens à pouvoir faire à leurs lecteurs la première politesse d'une langue de conversation sans abstraction outrée et sachant rester de bonne compagnie - ce qui est bien le premier et constant charme du voyage.

Mais le plus important, et qui est encore à venir, se retrouvera dans les deux chapitres suivants.

[181]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre IX

Le système *constitutionnel* de liberté politique

« Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution. »

[Retour à la table des matières](#)

Par cet article 16 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 fut proclamée une espèce de dogme constitutionnel de la liberté politique. Il n'y manquait plus que les signatures et le sceau - ou la référence à Montesquieu. S'est-il trouvé d'autres penseurs ou idéologues dans les temps modernes à avoir mérité un tel hommage ? Le livre XI, chapitre 6, de *l'Esprit des lois* fut probablement et reste encore aujourd'hui parmi les textes les plus connus, cités et discutés, de toute la littérature politique doctrinale. D'après un grand enseignant, mais qui était sans illusion, « ce célèbre chapitre, plus souvent cité que lu ligne à ligne » est encore « le plus fameux de tout l'ouvrage, le seul, on en peut jurer, qui soit encore sinon lu, tout au moins parcouru par les esprits pressés d'aujourd'hui » ¹⁶⁵.

¹⁶⁵ Jean-Jacques Chevallier, *Les grandes oeuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Paris, 1949, p. 119, 121.

Ce texte relativement court à l'aune de l'oeuvre à dimensions colossales qui l'enveloppe valut sans doute à [182] Montesquieu le succès le plus notable et le plus durable de sa carrière d'auteur, à moins qu'on ne suggère plutôt, pour de tout autres raisons qui seraient sans doute discutables, les théories des « climats » et de « l'esprit général » ou même encore les célèbres *Lettres persanes*, chef d'oeuvre d'ambiguïté fine et d'une portée multivalente fort rare.

Des points de vue jumeaux de la science politique et du droit constitutionnel, ce chapitre, renommé malgré des défauts de composition et d'une localisation peu pertinente dans l'économie générale de l'oeuvre ¹⁶⁶, en demeure le très dense centre de gravité. Par un certain trait gobe-tout, la thèse de la séparation des trois pouvoirs reste doublement mal nommée puisqu'il s'agit aussi, et même plutôt en théorie empirique, d'une *division quadruple et fonctionnelle* ¹⁶⁷. On pourrait trouver à ce fait l'explication des remises à jour et des prolongements de cette pensée théorique qui continuent à se produire de génération en génération ¹⁶⁸.

[183] En s'appliquant à retracer la logique d'élaboration sous-tendant le chapitre fameux de Montesquieu, on finit par imaginer une spirale en mouvement, faisant tourner, en les traitant, des quantités de matériaux de diverses puretés. Mais ce serait aussi pour s'en délester prestement par la mobilité constante de son propre enroulement-déroulement. Cette suggestion métaphorique pourrait aussi fort bien être l'ef-

¹⁶⁶ « Une fois établie la nécessité politique de la distinction organique des trois pouvoirs, l'impératif de la liberté requiert une seconde maxime, à savoir la collaboration fonctionnelle des trois organes législatif exécutif et judiciaire. Bien que le texte du chapitre VI ne soit pas un modèle de composition et n'obéisse pas à un plan rigoureux, l'analyse que propose Montesquieu de la coopération des trois organes de Pouvoir est d'une extrême minutie » (Simone Goyard-Fabre, *Montesquieu : la Nature, les Lois, la Liberté*, Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 180).

Pour sa part Alberto Postigliola écrit, s'appuyant sur une interprétation de Norberto Bobbio, que « ce qui intéresse d'une façon exclusive Montesquieu, c'est la séparation des pouvoirs selon les fonctions, et non pas selon les parties constitutives de la société. Il s'agit d'une interprétation, pour ainsi dire, dualiste. En réalité, elle est d'un "dualisme imparfait" ». (« En relisant le chapitre sur la Constitution d'Angleterre », dans *Cahiers de philosophie politique et juridique*, numéro 7, *La pensée politique de Montesquieu*, Centre de publications de l'Université de Caen, 1985, p. 11).

¹⁶⁷ Sur ce thème, voir de Gérard Bergeron, *Fonctionnement de l'État*, (Paris, Armand Colin et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965), surtout le chapitre IV : « Séparation des pouvoirs » ou différenciation fonctionnelle (p. 144-191) et, en particulier, « Retour aux sources "fonctionnalistes" », Locke et Montesquieu, p. 168-191. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁶⁸ Voir, ces dernières années, dans la production américaine de science politique les travaux à l'enseigne d'un *new institutionalism*, ou encore ceux qu'on range sous la catégorie de « ingénierie institutionnelle ». Le congrès de l'Association française de science politique (septembre 1992) présentait une table ronde intitulée *L'ingénierie institutionnelle : modèles, vecteurs, destins*.

fet partiel d'une composition déficiente à l'intérieur du chapitre, ainsi que d'une localisation assez mal justifiée du livre dans le plan d'ensemble. Mais, au point d'arrivée, tout devient clair par la démonstration efficace qu'effectivement « le pouvoir arrête le pouvoir... », ou qu'il doive le faire !

Nous savons que le texte en question, qui avait fait l'objet d'une longue méditation de son auteur, était déjà écrit, pour l'essentiel, lors de la publication des *Considérations* en 1734. Montesquieu aurait même songé à intégrer cette dissertation sur les pouvoirs dans son ouvrage relativement bref sur les Romains ¹⁶⁹. Mais, à la fin 1734 et au début 1735, la décision de remettre plutôt en chantier l'ouvrage aux dimensions épiques était prise : *l'Esprit des lois* finira par voir le jour à Genève en 1748.

Aux défauts de la composition produisant une intégration discutable de l'œuvre, nous avons déjà fourni des explications tenant à son ampleur, au gigantisme de la documentation et au long étalement dans le temps de la rédaction. L'auteur ne pouvait réaménager constamment l'ordre du plan prérédactionnel. Et, pour une dernière fois, rappelons le plus terrible handicap qui soit pour un écrivain, ce qui le faisait s'exclamer dans une lettre à un ami ¹⁷⁰ : « Ce qui me désole, c'est de voir les belles choses que je pourrais faire si j'avais des yeux ! »

[184] Le classique chapitre 6 du livre XI, « De la constitution d'Angleterre », n'a pas de relation immédiate avec les deux le précédant et qui traitent, respectivement, *Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive* (livre IX) et offensive (livre X), qui furent l'objet de notre chapitre 7. Mais ce livre XI, intitulé « Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution » garde toutefois un lien direct avec le suivant, ayant pour titre « Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec le citoyen ».

D'autre part, la pièce de résistance du célèbre chapitre 6 ne se trouve pas idéalement située au premier tiers du livre XI qui l'englobe. À cause des cinq premiers chapitres qui le précèdent, il nous tarde d'en entamer plus tôt l'étude tandis que la douzaine de chapitres qui suivent, à propos des Grecs et des Romains, maintiennent diffici-

¹⁶⁹ Nous en avons le témoignage par le fils de l'écrivain, Jean-Baptiste de Secondat, écrivant dans l'Éloge historique qu'il fit de son père : « Le livre sur le gouvernement d'Angleterre, qui a été inséré dans l'Esprit des lois, était fait alors (en 1733) et M. de Montesquieu avait eu la pensée de le faire imprimer avec les Romains. Si cela n'eut pas lieu, ce n'est pas qu'il fût déterminé à entreprendre l'Esprit des lois » (Édition de l'Intégrale, 1964, p. 17).

¹⁷⁰ Cité par Robert Shackleton, *Montesquieu : une biographie critique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, p. 182.

lement l'intérêt spécifique qu'avait annoncé l'examen du modèle prototype. « De la constitution d'Angleterre ». Après ces remarques, pour ainsi dire topologiques et qui ne sont avancées que comme des critiques mineures, nous allons quand même continuer de nous conformer à l'ordre de numérotation de l'auteur afin de pouvoir nous référer avec exactitude à ses morceaux d'écriture (par titres et numéros).

Enfin, une dernière remarque sur le terme de constitution, qui figure en position centrale et déterminante dans l'intitulé aussi bien du livre que du chapitre. Robert Shackleton, dont l'érudition est aussi bilingue qu'étendue, écrit dans l'inestimable *Biographie critique* de son Montesquieu, que le titre même du livre XI, 6 « était frappant pour un Français de 1748 » : « Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution ». Le mot constitution par lui-même employé sans qualificatif était alors un néologisme et un anglicisme, précise-t-il. L'Académie ne l'admit qu'en 1798 et, du temps de Montesquieu, il fallait employer la formule entière : "La constitution du gouvernement" ou "la constitution de l'État". Le mot constitution seul signifiait, pour un homme du dix-huitième siècle, la *Bulle Unigenitus* » ¹⁷¹. Quant au titre du chapitre 6, l'expression « De la constitution d'Angleterre » ne comporte pas un tel inconvénient puisqu'elle [185] s'entend clairement comme la constitution du gouvernement (ou de l'État) d'Angleterre.

I

L'auteur de l'*Esprit des lois* met souvent en tête d'un livre un très bref chapitre de quelques lignes, qu'il intitule « Idée générale ». Elle consiste maintenant à distinguer deux espèces de liberté politique : une première « dans son rapport avec la constitution », puis une seconde (dont l'étude est renvoyée au livre XII) « dans son rapport avec le citoyen ». L'articulation des chapitres 2, 3, 4 forme d'abord une courte dissertation sur le terme de liberté. Cette analyse s'impose car « il n'y a point de mot qui ait reçu plus de différentes significations, et qui ait frappé les esprits de toute manière » que celui-là. Après avoir désigné de nombreuses variations de sens, l'auteur propose, aux chapitres 3 et 4, sa propre solution de circonstance à la grande réponse : Qu'est-ce

¹⁷¹ Ibid., p. 221.

que la liberté ? Il faut d'abord préciser qu'elle « ne consiste point à faire ce que l'on veut » et qu'elle doit aussi être distinguée de l'« indépendance ».

N'oubliant pas que c'est bien de liberté politique qu'il s'agit, qu'y voit-on de particulier ? D'abord, que « la démocratie et l'aristocratie ne sont point des États libres par nature » ! Va pour la seconde, mais c'est tout de même plus étonnant pour la démocratie, du moins a priori. Mais alors ? « La liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés ». Ainsi, démocratie, liberté et maintenant modération peuvent être apparentées mais sans être strictement équivalentes. Il faut dire davantage, car la liberté politique « n'est pas toujours dans les États modérés ; elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir ». Il s'agit même d'une « expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites ». Avec une nuance de plaisanterie, le moraliste laisse échapper cette réflexion spirituelle : « Qui le dirait ! la vertu même a besoin de limites. »

Comme point de départ, voici l'axiome fondamental qu'à la fin on retrouvera explicité et démontré, malgré l'infinie complexité du réel politique (chap. 4) :

[186] Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir.

Au chapitre 5 est enfin présentée la « nation dans le monde qui a pour objet direct de sa constitution la liberté ». Mais elle ne sera nommée que dans le titre du chapitre suivant. L'auteur emprunte bizarrement une bifurcation. « Quoique tous les États aient en général un même objet, qui est de se maintenir, chaque État a pourtant un objet qui lui est particulier ». Voici d'abord une première panoplie de cas individuels, couplés avec leur « objet particulier » : l'agrandissement (Rome), la guerre (Lacédémone), la religion (objet des lois judaïques), le commerce (Marseille), la tranquillité publique (objet des lois de la Chine), la navigation (objet des lois des Rhodiens), la liberté naturelle (objet de la police des sauvages). Les exemples par catégories sont encore plus nombreux : « En général, les délices du prince, celui des États despotiques ; sa gloire et celle de l'État, celui des monarchies ; l'indépendance de chaque particulier est l'objet des lois de Pologne ; et ce qui en résulte, l'oppression de tous. »

Or, par contraste avec tant d'objets tellement disparates, il y a aussi « une nation dans le monde qui a pour objet de sa constitution la liberté politique ». Et si les principes sur lesquels elle se fonde sont justes, « la liberté y paraîtra comme dans un miroir ». Si elle s'impose d'évidence, « il ne faut pas tant de peine. Si on peut la voir où

elle est, si on l'a trouvée, pourquoi la chercher ? » Montesquieu, lui, l'avait trouvée à l'étranger une quinzaine d'années plus tôt. Voilà donc l'objet du sixième chapitre du livre XI, dont il semble vouloir gratifier le lecteur : « De la constitution d'Angleterre ».

Ce qui est le plus important chapitre de philosophie politique de tout l'ouvrage est aussi remarquablement écrit. La langue en est directe, ferme, « conceptuelle » mais pas plus qu'il ne faut. L'exposé va droit au but, allégé d'exemples et de précédents, ne comportant pas plus d'incidentes que celles qui sont nécessaires à la netteté du propos. Le ton est magistral mais sans rhétorique, comme il sied pour accompagner un message hautement didactique.

Le tout est livré avec un soin méticuleux d'expliquer les multiples pièces centrales d'une machinerie, énorme et fragile, [187] autant dire à tout moment exposée au détraquement. On bute encore sur certains défauts de composition, mais il y aura moyen de les circonvenir par l'emploi de la trame d'une logique plus profonde que celle de l'exposé littéral, selon l'ordre strict d'enchaînement des paragraphes et alinéas par l'auteur.

Justement, nous tiendrons compte de ces imperfections, mais pour nous en affranchir au moins partiellement, et d'abord, en montant en épingle les quelques propositions générales et tout à fait fondamentales, comme par exemple celle qui fut déjà citée, à l'effet que, pour ne pas abuser du pouvoir, « il faut que par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ».

Une proposition, qui lui soit comparable et d'une nécessité égale, se trouve au trente-cinquième rang des paragraphes du chapitre 6. Comme ce chapitre fort dense est aussi long que la somme de plusieurs livres de l'ouvrage, nous suggérons d'introduire une numérotation des paragraphes de ce texte pour faciliter l'usage de références rapides et multiples ¹⁷². (La totalité du texte de ce chapitre se répartit en 71 paragraphes).

Comment « par la disposition des choses le pouvoir arrête le pouvoir ». Par l'exercice de deux « facultés » :

¹⁷² Alberto Postigliola, déjà cité (voir la note 2), a adopté ce mode de numérotation pour les mêmes raisons, après l'avoir emprunté à un ouvrage remarquable de Jean-Jacques Grandpré-Molière, *La théorie de la constitution anglaise chez Montesquieu*, Leyde, Presses Universitaires de Leyde, 1992 (ibid., p. 19).

« J'appelle *faculté de statuer*, le droit d'ordonner, ou de corriger ce qui a été ordonné par un autre. J'appelle *faculté d'empêcher* le droit de rendre nulle une résolution prise par quelque autre (...). Et quoique celui qui a la faculté d'empêcher puisse aussi avoir le droit d'approuver, pour lors cette approbation n'est autre chose qu'une déclaration qu'il ne fait point d'usage de sa faculté d'empêcher, et dérive de cette faculté.

Qui sont les détenteurs de ces deux groupes d'actions contraires : statuer, empêcher ? Les deux premiers paragraphes du livre les nomment d'abord en les qualifiant de « puissances », puis ils décrivent leur activité par le terme de « pouvoirs » :

[188] « Il y a dans chaque État trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens, et la puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil.

Par la première, le prince ou le magistrat fait des lois pour un temps ou pour toujours, et corrige ou abroge celles qui sont faites. Par la seconde, il fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassades, établit la sûreté, prévient les invasions. Par la troisième, il punit les crimes, ou juge les différends des particuliers. On appellera cette dernière la puissance de juger, et l'autre simplement la puissance exécutrice de l'État. »

Lisons avec soin. Au premier paragraphe, il s'agit d'abord de « pouvoirs », soit des modes ou des capacités d'agir, des *fonctions en exercice* ; mais quand il s'agit de les désigner, ils sont appelés « puissances » en trois secteurs d'activités distinctes, et ce sont donc les agents ou organes de ces fonctions-là. On aura noté que les unes et les autres sont au nombre de trois. Mais relisons en portant une plus grande attention au second paragraphe.

On a reconnu d'emblée la « puissance de juger » comme constituant la fonction juridictionnelle et son organe correspondant, le judiciaire. Mais « l'autre » qui « est simplement la puissance exécutrice de l'État... », alors qu'il en reste encore deux autres ? La mathématique serait prise en défaut ? A moins que, mais l'auteur ne le dit pas, « simplement la puissance exécutrice de l'État » recouvre à la fois l'action du « prince ou le magistrat (qui) fait des lois pour un temps et pour toujours, etc. » et aussi qu'il « fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassadeurs, etc. »

Quelle qu'en soit la raison (indissociation des organes - « puissances », confusion ou cumul des fonctions- « pouvoirs »), déjà ce noeud d'ambiguïté, au moins au plan

de l'expression, trahit une certaine myopie par son regard flou sur des mécanismes pourtant centraux et décisifs de, et dans, l'État.

En outre, la pauvreté du trinôme encore usuel, « législatif, exécutif et judiciaire », qui prévaut même aujourd'hui, n'a pas empêché totalement qu'on continue à visualiser ces trois activités comme distinctes ou séparées, s'intercontrôlant ou s'équilibrant, etc. Mais tant que ce *foyer central de la* [189] *dynamique étatique* sera présenté comme ternaire et selon un mode organique, alors qu'il est *quadruple et opère selon un mode fonctionnel* ¹⁷³, nous estimons que même les raffinements analytiques du « nouvel institutionnalisme » ou de « l'ingénierie institutionnelle » buteront sur des obstacles sémantiques qu'une pensée théorique traditionnelle transmet depuis quelques siècles. Est-il besoin de préciser que la nature de ces remarques s'inscrit non pas sur une ligne de critique idéologique mais bien sur celle de l'élaboration conceptuelle d'une théorie dite empirique ou d'analyse empirique ?

La preuve négative - et même par l'absurde - que le pouvoir arrête le pouvoir ou puisse l'arrêter laissait notre auteur à l'aise pour l'avancer, lui qui était hanté par l'horreur du despotisme institué et se légitimant. Pour que la liberté politique soit possible, « il faut que le gouvernement soit tel qu'un citoyen ne puisse craindre un autre citoyen » (troisième paragraphe). En trois autres paragraphes, voici la somme articulée des dangers à éviter. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient tous présents au fait historique du despotisme institué et entraînant, en politique, le mal absolu :

« Lorsque dans la même personne ou dans le même corps de magistrature, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté ; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques pour les exécuter tyranniquement.

Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire : car le

¹⁷³ C'est notre thèse qu'au lieu de distribuer les puissances ou organes en trois unités, il faut plutôt distinguer quatre fonctions ou processus selon les deux plans de contrôle de l'impérativité et de l'exécution. Au premier plan de l'impérativité, agissent les fonctions de gouvernement et de législation, et au second, celles d'administration et de juridiction. Il n'y a pas d'organe ou de fonction d'exécution mais l'exécution est le second plan de déroulement du contrôle central par l'État. Voilà la grille générale d'analyse, qui s'étendait sur les 660 pages de l'ouvrage mentionné à la note 3, et qui fut récemment complétée dans une remise à jour synthétique, *L'État en fonctionnement* (Paris, L'Harmattan et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1991, 170 pages).

juge serait législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutive, le juge pourrait avoir la force d'un oppresseur.

[190] Tout serait perdu si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers. »

Mais, à l'autre pôle d'un régime étatique de liberté, voici le résultat qu'on obtient par la mise en place effective de garanties constitutionnelles. Nous demandons au lecteur de faire un bond d'une cinquantaine de paragraphes pour en lire les cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième : le tout se termine par la modalité de la « faculté d'empêcher » de la puissance exécutive :

« Voici donc la constitution fondamentale du gouvernement dont nous parlons. Le corps législatif y étant composé de deux parties, l'une enchaînera l'autre par sa faculté mutuelle d'empêcher. Toutes les deux seront liées par la puissance exécutive, qui le sera elle-même par la législative.

Ces trois puissances devraient former un repos ou une inaction. Mais comme, par le mouvement nécessaire des choses, elles sont contraintes d'aller, elles seront forcées d'aller de concert.

La puissance exécutive ne faisant partie de la législative que par sa faculté d'empêcher, elle ne saurait entrer dans le débat des affaires. Il n'est pas même nécessaire qu'elle propose, parce que, pouvant toujours désapprouver les résolutions, elle peut rejeter les décisions des propositions qu'elle aurait voulu qu'on n'eût pas faites. »

Montesquieu ne terminera pas le chapitre qui, davantage que tout ce qu'il avait écrit, allait fonder sa gloire durable, sans se porter garant d'une source d'inspiration autre que son expérience profonde de la vie politique anglaise. Au cinquième paragraphe de la fin, il glisse, presque mine de rien, cette réminiscence : « Si l'on veut lire l'admirable ouvrage de Tacite sur les mœurs des Germains, on verra que c'est d'eux que les Anglais ont tiré l'idée de leur gouvernement politique. Ce système a été trouvé dans les bois. » Cette phrase est jolie par une allusion naturaliste, qui est aussi vénérable qu'antique.

L'auteur, qui a des lettres, voit dans les Anglais, dirait-on, les premiers praticiens modernes d'un si beau système. Sentant [191] les objections qu'on ferait à cette asser-

tion, Montesquieu introduit, à la fin du chapitre, une espèce de clause de sauvegarde de sa réputation scientifique.

D'une part, « ce n'est pas à moi à examiner si les Anglais jouissent actuellement de cette liberté ou non. Il me suffit de dire qu'elle est établie par leurs lois, et je n'en cherche pas davantage ». Mais, de l'autre, « je ne prétends pas par là ravalier les autres gouvernements, ni dire que cette liberté politique extrême doive mortifier ceux qui n'en ont qu'une modérée ». D'ailleurs, « comment dirais-je cela, moi qui crois que l'excès même de la raison n'est pas toujours désirable, et que les hommes s'accommodent toujours mieux des milieux que des extrémités ? »

Astucieux, Monsieur le Président, qui sait, par avance, parer les coups... et peut-être même avec un sourire en coin en faisant allusion, à la toute fin, à l'utopie de Harrington ¹⁷⁴, qui « dans son *Oceana* a aussi examiné quel était le plus haut point de liberté où la constitution d'un État peut être portée » et dont on pourrait dire qu'il « n'a cherché cette liberté qu'après l'avoir méconnue », c'est-à-dire chez lui, en Angleterre...

II

Montesquieu était tout ce que l'on voudra, sauf un utopiste, un utopiste à chaud, s'entend. A froid, l'était-il ? En grande partie, certes et consciemment. D'abord, il reconnaissait que son « beau système » n'était pas une essence pure, qu'il n'était qu'un système parmi d'autres, au moins autant destiné à disparaître éventuellement, qu'à pouvoir naître avec certitude. Et cela, il le reconnaissait en finale du célèbre chapitre (précisément au soixante-huitième paragraphe) : « Comme toutes choses humaines ont une fin, l'État dont nous parlons perdra sa liberté, il périra. » Voyez ces glorieuses ruines : « Rome, Lacédémone et Carthage ont bien péri. »

[192] Cet esprit, fasciné par les phénomènes de « grandeur » et de « décadence » depuis ses premiers travaux sur les Romains, avance alors une petite phrase d'un grand jugement : « Il ("l'État dont nous parlons") périra lorsque la puissance législative sera plus corrompue que l'exécutrice. » S'il avait continué l'argumentation, il aurait probablement développé l'idée que, tandis que la puissance législative est émettrice

¹⁷⁴ James Harrington (1611-1677), théoricien britannique. Partisan convaincu de l'idéal républicain, il avait dédié à Cromwell un projet de réorganisation de la société dans *Oceana*, publié en 1677.

de normes générales et obligatoires, et donc décisives par la suite, l'exécutrice, elle, se définit par la production conséquente de normes qui ne sont qu'adaptatives et particulières : le mal est d'autant plus grand qu'il vient de plus haut.

L'ennui, ou plutôt l'étonnant, avec les notions des trois pouvoirs chez Montesquieu, c'est qu'au total il se fera comprendre plus naturellement de ses lecteurs anglais et américains que de ses compatriotes lettrés (en science politique et juridique). La raison serait-elle ce fait qu'il parlait *anglais en français*, au moins sur ces questions et à ce niveau de langage ? Ce qu'il avait observé correctement requérait des vocables et concepts qu'il crut avoir trouvés chez Locke quand ce n'était pas par la voie directe qu'il maintenait avec Bolingbroke ¹⁷⁵. Il avait surchargé la notion de puissance exécutive, y incluant en un premier temps « les choses qui dépendent du droit des gens », mais, un peu plus bas, cette même puissance devenait et était surtout « le pouvoir d'exécuter les résolutions publiques ».

Locke s'en était sorti avec bonne logique en lançant le pouvoir dit *fédératif* ¹⁷⁶, que n'avait pas adopté Montesquieu. En abandonnant cette question, qui nécessiterait beaucoup d'espace, nous concluons à l'avantage, malgré tout, de Montesquieu, car « son analyse, exacte ou non, est célèbre et a longtemps fait autorité en Angleterre même », en n'oubliant pas que, sur maints autres points, Montesquieu restait « intentionnellement vague et superficiel » ¹⁷⁷.

[193] Afin de ne pas nous perdre dans un flot de subtilités linguistiques et sémantiques (d'une langue à l'autre, avec retour), nous proposons de procéder à un auto-

¹⁷⁵ « The greatest opponent of the system of corruption was Henry St. John, Viscount Bolingbroke, who for many years defended his concept of the balanced constitution against the " ministerial system " of Sir Robert Walpole. Bolingbroke was well acquainted with Montesquieu, and the latter undoubtedly gained much of his knowledge of the separation of powers doctrine from Bolingbroke and his writings » (M. J.C. Vile, *Constitutionalism and the separation of powers*, Oxford, Clarendon Press, 1967, p. 72-73).

¹⁷⁶ « Il n'est pas douteux que le pouvoir fédératif tel que Locke l'a défini est rendu historiquement nécessaire, à l'heure où la formation des États d'Europe est chose établie (...). Mais en sa nature, ce "pouvoir" ne va pas sans ambiguïté » En réalité, ce pouvoir a un statut fort problématique dont les difficultés mêmes permettent de saisir les hésitations de Locke en matière de droit constitutionnel (Simone Goyard-Fabre, *Cahiers de philosophie politique et juridique*, numéro 5, « La place du "pouvoir fédératif" dans l'organisation juridique de la République », Centre de publication de l'Université de Caen, 1984, p. 132.

¹⁷⁷ Shackleton, op. cit., p. 223-224.

plagiat d'un texte qui, naguère, nous avait semblé mener au résultat analytique présentement recherché ¹⁷⁸ :

« Par sa distinction réelle, mais enchevêtrée dans l'expression, des "pouvoirs" (ou fonctions) et des "puissances" (ou organes), Montesquieu pose au fond un principe de différenciation fonctionnelle tout autant qu'il sépare, ou oppose en contrôles mutuels, les "puissances". La soi-disant "séparation des pouvoirs" qu'il aurait inventée (souvent sans se souvenir que Locke avait tout de même existé...) est en fait : 1) une différenciation fonctionnelle par "pouvoirs" ; 2) une séparation des organes par "puissances".

Comme pour le "pouvoir exécutif" de Locke, c'est la puissance exécutrice " qui fait difficulté. Montesquieu n'est pas clair. Selon qu'il la présente comme "puissance" organique ou comme "pouvoir" fonctionnel, elle est simple ou double. Simple en ce qu'elle est dévolue à un seul titulaire, "le prince ou le magistrat" ou "le monarque" ; double, en ce qu'elle accomplit deux fonctions distinctes : "exécuter les résolutions publiques" - fonction administrative ; mais encore "faire la paix ou la guerre, envoyer ou recevoir des ambassades, établir la sûreté, prévenir les invasions", et aussi [194] participer en partie à la " législation " ne fût-ce que par sa " faculté d'empêcher " ou l'assumer totalement - fonction gouvernementale. »

III

Une lecture proprement initiatique de *l'Esprit des lois* se restreint d'habitude à ce chapitre, classique entre tous, du livre XI, le chapitre 6. Extrait et isolé de la riche enveloppe d'un grand livre, ce texte peut créer l'impression que les pouvoirs et puissances publiques n'ont pas d'autres rôles ou fonctions que de se surveiller, se contrôler, se combattre et, en un mot, « s'empêcher », à moins que ce ne soit plutôt l'impression, tout à fait contraire, de n'avoir pas d'autre raison d'être que de ne pouvoir que

¹⁷⁸ Gérard Bergeron, *Fonctionnement de l'État*, p. 178-179. D'assez rares auteurs ont pris parti pour les quatre fonctions contre les trois pouvoirs. M. J.C. Vile est de ceux-là : « 'Thus between them Locke and Montesquieu state at least four functions of government, not three (...). To bring the two middle ones together as " executive " obscures the fact that in large areas of government activity those responsible for day-to-day government decisions will not be "executing the law", but exercising a very wide discretion. However, the idea that there are three, and only three, functions of government, was now established... » (op. cit., p. 87).

collaborer, que se fondre jusqu'à l'inanition et même à la fusion ou, selon le mot de Montesquieu, que d'aller « de concert ».

Tout dépend certes des dispositions subjectives chez le lecteur ou de la curiosité du moment qui l'attire vers le grand texte. Deux grands esprits, porteurs d'un libéralisme d'époque fort apparenté, illustreraient ces deux interprétations. Ainsi, « où Locke, qui vit les événements de 1688, développe une doctrine de la *défiance*, Montesquieu qui écrit un demi-siècle plus tard, soutient une philosophie du concert » ¹⁷⁹.

Un très court texte, constituant le chapitre 7, devrait être incorporé au chapitre « De la constitution d'Angleterre » puisque l'auteur, aristocrate français, entretient le lecteur de son propre pays, tout en se gardant de le mentionner et en l'englobant plutôt dans un pluriel de catégories : « Des monarchies que nous connaissons ». Certes, il la connaît cette monarchie d'entre les monarchies, et qui partage avec l'aristocratie, dans sa typologie des régimes, la case des républiques - pourvu que la « modération » soit le caractère dominant de l'une et de l'autre. Ce texte qu'on pourrait appeler un appendice au livre XI, 6, se lit comme suit :

[195] « Les monarchies que nous connaissons n'ont pas, comme celle dont nous venons de parler, la liberté pour leur objet direct ; elles ne tendent qu'à la gloire des citoyens, de l'État et du prince. Mais de cette gloire, il résulte un esprit de liberté qui, dans ces États, peut faire d'aussi grandes choses, et peut-être contribuer autant au bonheur que la liberté même.

Les trois pouvoirs n'y sont point distribués et fondus sur le modèle de la constitution dont nous avons parlé. Ils ont chacun une distribution particulière, selon laquelle ils approchent plus ou moins de la liberté politique ; et, s'ils n'en approchaient pas, la monarchie dégénérerait en despotisme. »

Voilà qui paraît assez peu convaincant - avec les derniers mots d'une espèce de pirouette de tautologie négative... L'auteur en est certes convaincu et, pour pallier cet inconvénient, il fait rebondir la question en faisant appel de nouveau à Tacite, pour la mémoire valeureuse des Germains, connus comme inventeurs du « beau système trouvé dans les bois... » Par ailleurs, le nouveau chapitre, le huitième, avait un titre assez bizarre, mais non inattendu : « Pourquoi les anciens n'avaient pas une idée bien claire de la monarchie ».

¹⁷⁹ Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 73.

« Voici comment se forma le premier plan des monarchies que nous connaissons. Les nations germaniques qui conquièrent l'empire romain étaient, comme l'on sait, très libres (...). Quand ils étaient en Germanie, toute la nation pouvait s'assembler. Lorsqu'ils furent dispersés par la conquête, ils ne le purent plus. Il fallait pourtant que la nation délibérât sur ses affaires. Comme elle avait fait avant la conquête : elle le fit par des représentants. Voilà l'origine du gouvernement gothique parmi nous. »

Certes, aristocratie et monarchie y semblaient « mêlées », mais s'y agitait encore « cet inconvénient que le bas peuple y était esclave ». Par-dessus tout, « c'était un bon gouvernement qui avait en soi la capacité de devenir meilleur », ce qui se produisit, en particulier par l'instauration de la coutume d'accorder des lettres d'affranchissement. L'évolution qui allait se produire, Montesquieu en parle sur un ton presque lyrique :

« ... et bientôt la liberté civile du peuple, les prérogatives de la noblesse et du clergé, la puissance des rois, se trouvèrent dans un tel concert, que je ne crois pas qu'il y ait eu sur la terre de gouvernement si bien tempéré que le fut celui de [196] chaque partie de l'Europe dans le temps qu'il y subsista. Et il est admirable que la corruption du gouvernement d'un peuple conquérant ait formé la meilleure espèce de gouvernement que les hommes aient pu imaginer. »

Le phénomène de la représentation, ce n'était pas la première fois qu'il en était question sous la plume de l'auteur. Dans le corps même du chapitre 6, il en avait entretenu son lecteur en une dizaine de paragraphes succincts. Ce texte n'a rien de particulier, sauf qu'il dit l'essentiel portant sur deux points majeurs de la représentation (aux paragraphes 24 et 29) : soit, « le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter les affaires. Le peuple n'y est point du tout propre ; ce qui forme un des grands inconvénients de la démocratie », et puis, « le corps représentant ne doit pas être choisi non plus pour prendre quelque résolution active, chose qu'il ne ferait pas bien, mais bien pour faire des lois, ou pour voir si l'on a bien exécuté celles qu'il a faites, chose qu'il peut très bien faire, et qu'il n'y a même que lui qui puisse faire ».

La représentation de qui ? Elle est double : populaire, mais aussi nobiliaire. La réponse du baron de Montesquieu maintiendra le cloisonnement selon le modèle des institutions britanniques. Les membres de sa caste sont « gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs (et) s'ils étaient confondus parmi le peuple et

n'ayant qu'une voix comme les autres, la liberté commune serait leur esclavage », et même, « ils n'auraient aucun intérêt à la défendre, parce que la plupart des résolutions seraient contre eux », d'où le conséquent que « la part qu'ils ont à la législation doit donc être proportionnée aux autres avantages qu'ils ont dans l'État ».

À cet effet, les nobles forment un corps ayant « droit d'arrêter les entreprises du peuple, comme le peuple a droit d'arrêter les leurs ». Les deux corps auront donc « chacun leurs assemblées et leurs délibérations à part, et des vues et intérêts séparés ». Donc bicamérisme..., selon la formule qui sera courante deux siècles plus tard. Nous savons que Montesquieu rêve sur cette question à l'enseigne des « pouvoirs intermédiaires ».

Suit encore un paragraphe (le trente-deuxième) qui présente une bizarre lacune. Il écrit : « Des trois puissances (...), celle de [197] juger est en quelque sorte nulle », c'est-à-dire n'ayant aucune force politique active ou d'initiative. Comme « il n'en reste que deux, et comme elles ont besoin d'une puissance réglante pour les tempérer, la partie du corps législatif qui est composée de nobles est très propre à produire cet effet ». Fin du paragraphe, pour passer à autre chose.

Mais que fait « la partie du corps législatif » qui est composée de représentants populaires ? Rien ? Autre chose ? Il y a lacune, vide, omission, manque ? On ne sait pas. Peut-être l'auteur est-il arrêté par la complexité du système des deux chambres à Westminster ou tient-il compte des susceptibilités d'un ami de la Chambre Haute. Le nom de Bolingbroke, qui était premier vicomte en outre de jouir d'une réputation d'écrivain, viendrait naturellement à l'esprit. Seule chose certaine, le fait de la non-mention de la Chambre des Communes, ou d'une quelconque chambre basse, ne pouvait être le fait d'une distraction ni du hasard.

L'avant-dernier paragraphe sur la représentation détermine que l'hérédité est la voie d'accès au corps des nobles, qui, d'ailleurs, « est déjà héréditaire premièrement par sa nature ». Il a déjà été fait mention que Montesquieu trouvait préférable que les nobles n'aient pas de responsabilité concernant la « levée de l'argent ». Ainsi donc, il recommande que, dans les matières de la réglementation fiscale, la puissance héréditaire « n'ait de part à la législation que par sa faculté d'empêcher, et non par sa faculté de statuer », ce qui ne constituait pas nécessairement une clause de protection absolue à l'égard du vil métal...

IV

Un professeur italien, qui s'était imposé de relire le chapitre le plus célèbre de l'Esprit des lois, concluait qu'il faut donc, pour ainsi dire, « se résigner » à considérer le chapitre six dans son entier, à le lire dans son entier et dans le contexte de tout le livre XI ¹⁸⁰. C'est bien ce que nous tentons de faire ; mais [198] l'exiguïté d'un seul chapitre, parmi les quatorze de notre plan, nous force à limiter l'argumentation sur une matière en quelque sorte exubérante, allant dans toutes les directions de l'espace politique à partir d'une focalisation dynamisante de l'État central.

Il nous faut tout de même concéder que, jusqu'à maintenant, nous n'avons rendu compte que de la moitié (neuf sur vingt) des chapitres du livre XI, bien que d'une façon particulièrement élaborée à propos du chapitre 6 qui, plus que tous les autres, a fait la gloire du penseur. Les chapitres restants valent, tout de même, un rappel de quelques paragraphes.

Montesquieu évoque d'abord « la manière de penser d'Aristote » selon son habitude de préférer s'en démarquer plutôt que de s'appuyer sur lui comme une autorité prestigieuse. La conclusion, fort courte, est presque expéditive : « Les anciens, qui ne connaissaient pas la distribution des trois pouvoirs dans le gouvernement d'un seul, ne pouvaient se faire une idée juste de la monarchie » (chap. 9). Même procédé, et même assez cavalier, au sujet des monarchies dualistes d'Épire et de Lacédémone. « Deux rois n'étaient tolérables qu'à Lacédémone ; ils n'y formaient pas la constitution, mais ils étaient une partie de la constitution » (chap. 10). « Des rois des temps héroïques chez les Grecs » (chap. 11) ne connurent pas une meilleure fortune puisque « les trois pouvoirs (y) étaient mal distribués. Ces monarchies ne pouvaient subsister, car, dès que le peuple avait la législation, il pouvait, au moindre caprice, anéantir la royauté, comme il fit partout... On n'avait pas encore découvert que la vraie fonction du prince était d'établir des juges, et non pas de juger lui-même ».

Mais pour Montesquieu, le véritable terrain d'expérimentation historique, c'est toujours Rome. A ses chers Romains, il avait consacré une demi-douzaine de chapitres relativement élaborés et documentés. N'en retenons qu'une première proposition

¹⁸⁰ Postigliola, *ibid.*, p. 26.

de départ, pour l'analogie avec le modèle grec : « Le gouvernement des rois de Rome avait quelque rapport à celui des temps héroïques chez les Grecs. Il tomba comme les autres, par son vice général ; quoiqu'en lui-même, et dans sa nature particulière, il fut très bon » (chap. 12). Voilà qui fait un peu paradoxal.

[199] Montesquieu écrit encore relativement au gouvernement des provinces romaines (chap. 19) qu'après avoir montré comment les trois pouvoirs furent distribués dans Rome, il s'en fallut bien « qu'ils le fussent de même dans les provinces. La liberté était dans le centre, et la tyrannie aux extrémités ». Et aussi longtemps que l'empire ne débordait pas l'Italie, « les peuples furent gouvernés comme des confédérés. On suivait les lois de chaque république. Mais lorsqu'elle conquiert plus loin, que le sénat n'eut pas immédiatement l'oeil sur les provinces, que les magistrats qui étaient à Rome ne purent plus gouverner l'empire, il fallut envoyer des préteurs et des proconsuls. Pour lors, cette harmonie des trois pouvoirs ne fut plus ».

Les administrateurs des provinces lointaines détenaient « une puissance qui réunissait celle de toutes les magistratures romaines ; que dis-je ? celle même du sénat, celle même du peuple. C'étaient des magistrats despotiques, qui convenaient beaucoup à l'éloignement des lieux où ils étaient envoyés. Ils exerçaient les trois pouvoirs... » Montesquieu montre, au passage, l'avantage de la monarchie qui « peut plus aisément communiquer son gouvernement, parce que les officiers qu'elle envoie ont, les uns la puissance exécutive civile, et les autres la puissance exécutive militaire ; ce qui n'entraîne pas après soi le despotisme ». Pas obligatoirement, s'entend.

Montesquieu, qui n'est jamais à court de grandes figures héroïques, évoque maintenant celle de Mithridate, conscient de l'envergure de son rôle historique et disant : « Toute l'Asie m'attend comme son libérateur ; tant ont excité de haine contre les Romains les rapines des proconsuls, les exactions des gens d'affaires et les calomnies des jugements. »

Ce chapitre 19 se termine par une double indication de sa conclusion : « Voilà ce qui fit que la force des provinces n'ajouta rien à la force de la république, et ne fit au contraire que l'affaiblir. Voilà ce qui fit que les provinces regardèrent la perte de la liberté de Rome comme l'époque de l'établissement de la leur. » Ce pourrait être aussi une façon de laisser entendre que la suite de l'histoire c'est Tacite lui-même, un temps consul puis proconsul d'Asie, qui l'écrira dans son célèbre traité sur les moeurs des Germains...

[200] En un seul chapitre, nous aurons tenté de rendre compte, de la façon la plus complète possible, du texte qui a toujours constitué la marque de fabrique la plus vivace de la pensée de Montesquieu. Cette thèse, centrale dans sa pensée, tient encore. Il en avait certes formé le dessein ambitieux au début de l'entreprise ¹⁸¹. Il pressentait aussi sûrement que ce serait l'axe fort, nerveux et décisif de la grande oeuvre de sa vie. Quoi qu'il en soit, des trente et un livres que l'ouvrage contient, l'auteur termine celui-ci, le onzième, en accordant une attention très personnelle à son lecteur. Sous le titre banal « Fin de ce livre », il s'adresse à lui selon un mode simple, presque familier, pour lui confier qu'il souhaite pouvoir continuer et même faire plus ; mais s'il y a quelqu'un qui n'a pas besoin d'interprète en pareille circonstance c'est bien Montesquieu... Lisons plutôt :

« Je voudrais rechercher, dans tous les gouvernements modérés que nous connaissons, quelle est la distribution des trois pouvoirs, et calculer par là les degrés de liberté dont chacun d'eux peut jouir. Mais il ne faut pas toujours tellement épuiser un sujet, qu'on ne laisse rien à faire au lecteur. Il ne s'agit pas de faire lire, mais de faire penser. »

« ... mais de faire penser ». Voilà bien un beau mot de précepteur, prenant congé de l'élève d'une postérité privilégiée : constitutionnalistes et constituants, politologues et sociologues, hommes d'État confirmés ou politiciens apprentis, commentateurs politiques avertis ou hauts fonctionnaires, dont les magistrats de la justice, etc. Enfin, précepteur de tous ceux et celles pour lesquels le premier des grands biens publics ne peut être qu'un système constitutionnel de liberté politique.

¹⁸¹ « La réussite anglaise apparaît comme un pari gagné contre une multitude de risques contraires » (Jean Starobinski, *Montesquieu*, Paris, Seuil, 1994, p. 108).

[201]

Nouvelle lecture
de L'Esprit des lois

Chapitre X

Le système partisan de liberté politique

[Retour à la table des matières](#)

Ayant à peine prescrit le conseil de plutôt « penser » que de simplement « lire », le savant précepteur propose un autre livre qui porte le même titre, au dernier mot près, que celui qu'il vient d'achever. En effet, au lieu de l'intitulé du livre XI (« Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution »), c'est maintenant celui du livre XII, qui se lit ainsi : « Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec le citoyen ».

Il s'agit encore de la même question, mais qui sera examinée par l'autre bout : de la constitution de l'État vers les citoyens pour lesquels les États sont constitués. Du fait de son caractère bilatéral, le rapport de la liberté politique doit donc pouvoir aller dans les deux sens. C'est bien ce sur quoi insiste la phrase initiale du chapitre I en énonçant presque un truisme, qui, en amorce, ne sonne pourtant pas comme une platitude : « Ce n'est pas assez d'avoir traité de la liberté politique dans son rapport avec la constitution ; il faut la faire voir dans le rapport qu'elle a avec le citoyen. »

I

L'« idée » du livre XII est qu'après avoir procédé à une « certaine distribution des trois pouvoirs », il faut maintenant considérer la liberté politique sous une seconde idée qui [202] « consiste dans la sûreté, ou dans l'opinion que l'on a de sa sûreté ». Les deux sens du rapport ne vont pas de soi et peuvent même se présenter sous un jour doublement paradoxal : une constitution libre et un citoyen qui ne l'est point, ou encore l'inverse. « Dans ce cas, la constitution sera libre de droit, et non de fait ; le citoyen sera libre de fait et non pas de droit ». Ces deux questions essentielles avaient été annoncées dès le début.

En effet, ainsi qu'il a été vu au livre précédent, « il n'y a que la disposition des lois, et même des lois fondamentales, qui forme la liberté dans son rapport avec la constitution ». Car en considérant le rapport inverse, « des mœurs, des manières, des exemples reçus » peuvent faire naître, la liberté ou encore des lois particulières « peuvent aider ou choquer le principe de la liberté dont chacun d'eux peut être susceptible ».

Tandis qu'une espèce de liberté, que Montesquieu qualifie de « philosophique » (plutôt que de personnelle), consiste dans l'exercice de sa volonté ou dans l'opinion qu'on l'exerce, la liberté politique a, quant à elle, rapport à l'état de sûreté où l'on est, ou « de l'opinion que l'on a de sa sûreté ». L'une ou l'autre de ces sûretés pouvant être mises en péril par des accusations publiques ou privées, il découle que c'est donc de la bonté des lois criminelles que dépend principalement la liberté du citoyen. Visiblement satisfait de cette pléthore de distinctions préliminaires, notre auteur expose, aux chapitres 2 et 3, des exemples tirés des peuples anciens, qui lui sont le plus familiers, des Francs, des Grecs et des Romains.

D'autres chapitres, allant jusqu'au dixième, semblent trouver une raison d'être supplémentaire dans une manière de rattraper le peu d'importance accordé au chapitre précédent, aux pouvoirs judiciaires et à la fonction juridictionnelle. On se souviendra que ce troisième « pouvoir » y recevait une portion plutôt congrue et marquée d'une certaine négativité « ... la puissance de juger, si terrible parmi les hommes (... On n'a

pas continuellement des juges devant les yeux ; et l'on craint la magistrature et non pas les magistrats ».

Comme poids politique, ces derniers n'en ont guère, et, par deux fois, la puissance de juger est déclarée « nulle ». De fait, pour obtenir une influence réelle, il faut qu'elle soit plus ou moins absorbée par les deux autres puissances confondues. En [203] Europe, dans la plupart des royaumes, le régime étatique tire sa relative modération du fait que le prince, malgré le cumul de ces deux pouvoirs « laisse à ses sujets l'exercice du troisième » ¹⁸². Voyons un contraste énorme : « chez les Turcs où ces trois pouvoirs sont réunis sur la tête du sultan, il règne un affreux despotisme ».

II

Le principe général d'une saine justice s'exprime par l'énoncé du titre même du chapitre 4 : « Que la liberté est favorisée par la nature des peines et leur proportion. » Le commentaire est presque autant économe de mots. « C'est le triomphe de la liberté, lorsque les lois criminelles tirent chaque peine de la nature particulière du crime. Tout l'arbitraire cesse ; la peine ne descend point au caprice du législateur, mais de la nature de la chose ; et ce n'est point l'homme qui fait violence à l'homme ». Après ce bonheur d'expression, l'auteur énumère les quatre sortes de crimes suivants : ceux qui choquent la religion, les mœurs, la tranquillité et la sûreté des citoyens. Ces deux dernières catégories valent une distinction, bien qu'un peu sommaire : « Je restreins les crimes contre la tranquillité aux choses qui contiennent une seule lésion de police : car celles qui, troublant la qualité, attaquent en même temps la sûreté, doivent être mises dans la quatrième classe. »

Enfin, il est « certaines accusations qui ont particulièrement besoin de modération et de prudence » : l'auteur en fait l'objet du chapitre 5. Il pose d'abord une « maxime importante : il faut être très circonspect dans la poursuite de la magie et de l'hérédité ». Quelques exemples sont donnés comme en escalade de l'horreur ¹⁸³. Afin de

¹⁸² Comme lorsque Montesquieu rappelle qu'en Angleterre des personnes « tirées du corps du peuple » peuvent exercer la puissance de juger, par une évidente allusion au jury.

¹⁸³ Le dernier cas de cette espèce, cité par Montesquieu, est celui de Philippe le Long. Sous son règne, « les Juifs furent chassés de France, accusés d'avoir empoisonné les fontaines par le moyen des lépreux. Cette absurde accusation doit bien faire douter de toutes celles qui sont fondées sur la haine publique » (*L'Intégrale*, p. 600).

n'être pas taxé de laxisme, il [204] termine, tout de même, par cette précision : « Je n'ai point dit ici qu'il ne fallait pas punir l'hérésie ; je dis qu'il faut être très circonspect à la punir. » Puis va suivre, en quatre chapitres, l'examen de crimes contre-nature, de lèse-majesté, de crime sacrilège, le tout étant, comme de bien entendu, illustré d'exemples historiques, et même dont l'un est tiré du passé de la libérale Angleterre ¹⁸⁴. Mais certes, le plus beau passage du livre XII se trouve quelques lignes constituant à elles seules, la totalité du chapitre 11 :

« Un Marsya songea qu'il coupait la gorge à Denys ¹⁸⁵. Celui-ci le fit mourir, disant qu'il n'y aurait pas songé la nuit s'il n'y eût pensé le jour. C'était une grande tyrannie : car, quand même il y aurait pensé, il n'avait pas attenté ¹⁸⁶. Les lois ne se chargent de punir que les actions extérieures. »

Jean Starobinski perçoit que, « dans sa brièveté exemplaire, et à travers une sorte d'allégorie », ce texte « dénie à la loi tout droit de regard sur la subjectivité ». En connaisseur de la pensée profonde de ces écrivains, il poursuit ce parallèle : « Alors que Rousseau met en scène une subjectivité créative et déterminante, le principal souci de Montesquieu est de mettre hors d'atteinte une subjectivité qui s'emploiera comme elle voudra. Son "libéralisme" attache aux droits personnels une importance primordiale. Il délimite de la sorte un territoire protégé ¹⁸⁷. »

Ce chapitre 11, ayant pour titre « Des pensées », était suivi de ceux qui portaient sur « Des paroles indiscretes », « Des écrits » (chap. 12, 13). Les quatre chapitres suivants traitent de la répression de comportements encore plus marginaux ou [205] déviants, ainsi qu'on le dirait aujourd'hui, comme : « Violation de la pudeur dans la punition des crimes » et « De l'affranchissement de l'esclave pour accuser le maître » ou « Calomnie dans le crime de lèse-majesté » et « De la révélation des conspira-

¹⁸⁴ « Une loi, passée par Henri VIII, déclarait coupable de haute trahison tous ceux qui prédisaient la mort du roi. Cette loi était bien vague. Le despotisme est si terrible qu'il se tourne même contre ceux qui l'exercent. Dans la dernière maladie de ce roi, les médecins n'osèrent jamais dire qu'il fut en danger, et ils agirent, sans doute, en conséquence » (ibid., p. 602). L'ironie frise, ici, le macabre.

¹⁸⁵ Cette simple mention manque de précision. Il doit s'agir de l'un ou l'autre des tyrans de Syracuse, plus probablement l'Ancien que le Jeune, étant entendu que la tyrannie peut se transmettre d'une génération à l'autre.

¹⁸⁶ Pour mieux marquer son point Montesquieu ajoutait en note : « Il faut que la pensée soit jointe à quelque sorte d'action. »

¹⁸⁷ Jean Starobinski, *Montesquieu*, Paris, Seuil, 1994, p. 126.

tions ». Ces crimes ne requièrent pas d'autres commentaires que ce que leur expression contient au moins d'implicite.

Après l'examen de crimes aussi odieux, l'auteur relance la question d'après les types de gouvernement ou de régime d'État : des chapitres 18 à 21, pour l'examen des cas en république ; de 22 à 28, en monarchie ; de 29 et 30, dans les gouvernements despotiques. Si l'on proposait un extrait typique pour chaque catégorie, il en découlerait malgré tout l'inconvénient de ne pouvoir faire état suffisamment de la grande diversité des situations envisagées. Ce serait d'ailleurs d'un faible intérêt que de faire voir cette diversité fort érudite de l'auteur sur de telles questions.

Mais pour illustrer quelque peu cette section de l'œuvre, deux courts extraits vont suffire pour le plus abominable régime qui soit. Au propos du chapitre 29 : « Des lois civiles propres à mettre un peu de liberté dans le gouvernement despotique », Montesquieu signale, en se répétant, que restent tout de même possibles ce que nous appellerions des interstices de modération, sinon de liberté : « Quoique le gouvernement despotique, dans sa nature, soit partout le même, cependant des circonstances, une opinion de religion, un préjugé, des exemples reçus, un tour d'esprit, des manières, des mœurs peuvent y mettre des différences considérables. »

Et au chapitre suivant, le dernier du livre, l'auteur s'abandonne à la compassion pour le sort fait aux femmes et aux enfants innocents : « C'est la fureur despotique qui a établi que la disgrâce du père entraînerait celle des enfants et des femmes. Ils sont déjà malheureux sans être criminels ; et, d'ailleurs, il faut que le prince laisse entre l'accusé et lui des suppliants pour adoucir son courroux, ou pour éclairer sa justice. » Mais il faudrait, toutefois, que le despotisme ne fût aussi entièrement étanche dans sa propre cruauté, ainsi qu'il l'a laissé entendre tant de fois...

[206]

III

Montesquieu n'avait pas prévu une conclusion générale à son grand ouvrage. Deux livres, que nous n'avons pas encore présentés, en tiennent généralement lieu pour leur substance très large et réintégrative de l'ensemble de l'œuvre. Il s'agit des livres XXVI : « Des lois dans le rapport qu'elles doivent avoir avec l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent » et XXIX : « De la manière de composer les lois ». En

somme, la question essentielle de ces deux pièces combinées serait, après être passé à travers les nombreuses et judicieuses leçons du précepteur de *l'Esprit des lois* : Comment faut-il finalement légiférer ?

Si nous semblons anticiper quelque peu sur le moment de la présentation de notre conclusion, c'est qu'à ce point précis où nous sommes arrivé, au chapitre X, nous avons besoin d'un certain classement des différents droits (ou branches du droit), et que c'est au tout début du livre XXVI que nous allons trouver ce classement, maintenant rendu indispensable.

Une fois de plus, comme c'est généralement le cas pour l'enclenchement de développements singulièrement importants, le premier chapitre s'intitule « Idée de ce livre ». Elle se présente d'abord comme une idée d'évidence, qui est que « les hommes sont gouvernés par diverses sortes de droit ». Et, quand on aura vu de quelles « sortes » il s'agit, le législateur sera à même de « statuer » selon « l'ordre des choses ». Le premier paragraphe de ce chapitre I nous fournit l'énumération de ces sortes de droits. (La matière de ce texte sera reprise selon un mode plus systématique à la section I de notre chapitre suivant).

« Les hommes sont gouvernés par diverses sortes de lois : par le droit naturel ; par le droit divin, qui est celui de la religion ; par le droit ecclésiastique, autrement appelé canonique, qui est celui de la police de la religion ; par le droit des gens, qu'on peut considérer comme le droit civil de l'univers, dans le sens que chaque peuple en est un citoyen ; par le droit politique général, qui a pour objet cette sagesse humaine qui a fondé toutes les sociétés ; par le droit politique particulier, qui concerne chaque société ; par le droit de conquête, fondé sur ce qu'un peuple a voulu, a pu, ou a dû faire violence à un autre ; par le droit civil de chaque société, [207] par lequel un citoyen peut défendre ses biens et sa vie, contre tout autre citoyen ; enfin, par le droit domestique, qui vient de ce qu'une société est divisée en diverses familles, qui ont besoin d'un gouvernement particulier. »

Faisons une couple d'admissions. Si cette catégorisation a un caractère vétuste après quelque deux siècles et demi, elle renvoie tout de même, avec d'inévitables chevauchements, à un ensemble fort imposant, et qui semble ne rien avoir oublié tout en restant d'une belle clarté jusqu'à la fin. Il s'agit donc d'un outil fort utile à la fin poursuivie par l'auteur, ce qui nous est signalé au paragraphe suivant :

« Il y a donc différents ordres de lois ; et la sublimité de la raison humaine consiste à savoir bien auquel de ces ordres se rapportent principalement les choses sur lesquelles on doit statuer, et à ne point mettre de confusion dans les principes qui doivent gouverner les hommes. »

Le chapitre 2 traite de la distinction qui est la plus largement compréhensive : « On ne doit point statuer par les lois divines ce qui doit l'être par des lois humaines, ni régler par les lois humaines ce qui doit l'être par les lois divines. » Et, partant de ce truisme, va suivre pendant vingt-trois chapitres une analyse combinatoire par couples de contradictoires ou d'incompatibilités. Selon l'expression de Starobinski, « la combinatoire des incompatibilités - c'est-à-dire des abus - est fort étendue » ¹⁸⁸. Pour ne pas terminer d'une façon trop abrupte, lisons la relation d'un cas, que faisait Montesquieu au sujet du « malheureux sort de l'Ynca (sic) Athualpa » (chap. 22) :

« Les principes que nous venons d'établir furent cruellement violés par les Espagnols. L'ynca Athualpa ne pouvait être jugé que par le droit des gens : ils le jugèrent par les lois politiques et civiles. Ils l'accusèrent d'avoir fait mourir quelques-uns de ses sujets, d'avoir eu plusieurs femmes, etc. Et le comble de la stupidité fut qu'ils ne le condamnèrent pas par les lois politiques et civiles de son pays, mais par les lois politiques et civiles du leur. »

En effet, comme comble de la stupidité !

[208]

IV

Il manque encore une dimension capitale à l'application de formules de liberté politique et de sûreté des citoyens : c'est celle d'une dynamique collective, animée par des formations de groupe comme les partis politiques. Ayant mis le cap sur une recherche de cette nature, Pierre Manent, l'auteur d'une étude récente, a efficacement exploité la trouvaille une fois qu'il l'eut localisée et identifiée. Le fait est d'autant plus notable que tant de commentateurs perspicaces avaient passé à côté de ce texte sans sembler en percevoir la richesse de contenu et de suggestion. Peut-être faudrait-il en trouver l'explication partielle dans la position assez inattendue du texte dans l'ouvrage.

¹⁸⁸ Ibid., p. 127.

En effet, ni le titre du livre XIX : « Des lois dans le rapport qu'elles ont avec les principes qui forment l'esprit général, les mœurs et les manières d'une nation », ni celui de son vingt-septième chapitre qui le termine (« Comment les lois peuvent contribuer à former les mœurs, les manières et le caractère d'une nation ») n'avaient de quoi laisser entendre que s'y trouverait l'embryon d'une théorie des partis politiques ¹⁸⁹.

Toutefois, une certaine maladresse dans les lignes d'introduction à ce chapitre n'avait pas empêché Montesquieu de signaler le raccord qu'il cherchait, finalement, à établir avec son célèbre livre XI, 6 - « De la constitution d'Angleterre » : « J'ai parlé au livre XI d'un peuple libre ; j'ai donné les principes de sa constitution : voyons les effets qui ont dû suivre, le caractère qui a pu s'en former, et les manières qui en résultent ». Nous sommes informés par l'expression « un peuple libre » qu'il sera encore manifestement question de l'Angleterre et de ses institutions politiques désormais citées en modèle abstrait d'abord, mais maintenant considérées sous l'angle de leur fonctionnement concret. Voici, non seulement [209] les règles du jeu, mais la nature même du jeu en cause, présentation donnée comme un préalable (chapitre 27, livre XIX) :

« Comme il y aurait dans cet État deux pouvoirs visibles : la puissance législative et l'exécutrice, et que tout citoyen y aurait sa volonté propre, et ferait valoir à son gré son indépendance, la plupart des gens auraient plus d'affection pour une de ces puissances que pour l'autre, le grand nombre n'ayant pas ordinairement assez d'équité ni de sens pour les affectionner également toutes les deux.

Et, comme la puissance exécutrice, disposant de tous les emplois, pourrait donner de grandes espérances et jamais de craintes, tous ceux qui obtiendraient d'elle seraient portés à se tourner de son côté, et elle pourrait être attaquée par tous ceux qui n'en espéreraient rien.

Toutes les passions y étant libres, la haine, l'envie, la jalousie, l'ardeur de s'enrichir et de se distinguer, paraîtraient dans toute leur étendue : et si cela

¹⁸⁹ Ici ou là, dans le grand ouvrage, l'auteur laisse percer un sentiment d'accablement devant l'ampleur de son sujet. Il confie ici, à son lecteur au Chapitre I du livre XIX : « Cette matière est d'une grande étendue. Dans cette foule d'idées qui se présentent à mon esprit, je serai plus attentif à l'ordre des choses qu'aux choses mêmes. Il faut que j'écarte à droite et à gauche, que je perçoie et que je me fasse jour » (*L'Intégrale*, p. 641).

était autrement, l'État serait comme un homme abattu par la maladie, qui n'a point de passions parce qu'il n'a point de forces. »

Par l'évocation d'un « homme abattu par la maladie », voilà bien l'image d'une paralysie complète, tout au moins d'une sclérose aiguë. La conséquence globale en découlant serait que : « La haine qui serait entre les deux partis durerait, parce qu'elle serait toujours impuissante. » Telle paraîtrait la logique d'une fatalité non réversible. Mais l'auteur ne coupe pas là son propos. Il continue, mais... Justement, il n'a pas dit « Mais... », affaiblissant ainsi la portée de l'enchaînement. Le texte subséquent ouvre précisément sur l'éventualité d'une réversibilité, d'un déblocage, d'une remise en train par ce qu'il va appeler d'heureuse façon, dans quelques lignes, « l'effet de liberté »...

« Ces partis étant composés d'hommes libres, si l'un prenait trop le dessus, l'effet de la liberté ferait que celui-ci serait abaissé, tandis que les citoyens, comme les mains qui secourent le corps, viendraient relever l'autre.

Comme chaque particulier, toujours indépendant, suivrait beaucoup ses caprices et ses fantaisies, on changerait souvent de parti ; on en abandonnerait un où l'on laisserait tous ses amis, pour se lier à un autre dans lequel on trouverait tous ses ennemis, et souvent, dans cette nation, on pourrait oublier les lois de l'amitié et celles de la haine. »

[210] Pierre Manent dit justement son admiration devant « ce texte très remarquable, où la description extraordinairement suggestive de l'Angleterre de Walpole et de Bolingbroke contient par anticipation un résumé parfaitement exact du fonctionnement de deux siècles de régime représentatif » ¹⁹⁰. Il n'est qu'à changer la logomachie des pouvoirs-puissances ou exécutif-législatif pour se mettre à parler de *majorité* et d'*opposition* et l'on entend alors tous les murmures et rumeurs, les flots de parole et de procédures, qui émanent du choc des partis dans la hautaine *mother of Parliaments*...

Il était nécessaire que, quelque part dans *l'Esprit des lois*, il y eut une suite naturelle à l'économie générale des mécanismes dans l'action étatique centrale : il y avait loin, du livre XI au livre XIX, pour qu'enfin il soit question des partis et de leur lutte, de leur groupement en deux cohortes majoritaire et minoritaire - et, surtout, susceptibles de voir leur statut et leurs rôles s'inverser ! Enfin, ce développement dense et bref suffit pour faire la preuve, indirecte et tardive, que Montesquieu n'est pas passé à côté

¹⁹⁰ Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1987, p. 131.

des grands acteurs collectifs de la vie politique, pour peu qu'on accorde à celle-ci un minimum de liberté réelle dans la fonction de représentation parlementaire. C'est le grand mérite de Pierre Manent d'avoir extrait l'interprétation pertinente de ce fait, qui n'est banal qu'en apparence ¹⁹¹ parce que nous y sommes habitués.

Ce n'est pas le lieu d'entreprendre une discussion sur le bipartisme comme révélateur idéal d'un tel système, à la fois négateur du monopartisme et simplificateur du pluripartisme, mais c'est peut-être le moment - en approche de conclusion d'établir, à la suite de notre auteur de référence sur ce point, que tout est double dans le fonctionnement central en cause, et [211] donc dualiste dans ses règles et ses conséquences durables. Car comme l'écrit encore Pierre Manent ¹⁹² :

« Les citoyens en effet ont en général un double intérêt : que le pouvoir serve leurs intérêts et qu'il ne pèse pas trop lourdement sur la société ; et un double sentiment : que le pouvoir qui les favorise et qu'ils soutiennent les « représente », est « leur » pouvoir, et aussi qu'il est différent d'eux, distant, qu'il ne les comprend pas, va les trahir. Et c'est le jeu inévitable de ces deux intérêts et de ces deux sentiments inséparables qui garantit que les citoyens se porteront spontanément au secours du pouvoir qui sera devenu trop faible. Le « double jeu » des citoyens avec le pouvoir est inscrit dans la logique de la représentation : dès lors que le pouvoir est censé représenter le citoyen, le sentiment de l'aliénation croît chez ce dernier en même temps que le désir de l'identification.

Un tel régime est donc producteur d'une double impuissance : la division du pouvoir rend les citoyens largement incapables d'agir beaucoup les uns sur les autres, et en sens inverse, les citoyens, qui passent volontiers d'un parti à l'autre, rendent aisément le pouvoir impuissant. Impuissance des citoyens et impuissance du pouvoir se conditionnent réciproquement. C'est là ultimement ce que Montesquieu appelle la liberté. »

Si cette déduction est exacte, ne s'agirait-il pas de terminer ce chapitre en accordant le dernier mot à... Montesquieu, non pas sur lui-même, mais sur l'une de ses idées générales, comme justement celle de « l'esprit général », dont il parle au début de ce

¹⁹¹ « Si la représentation est bien un mécanisme constitutionnel, il lui faut aussi s'intégrer dans un système où la reconnaissance des partis maintient la liberté vivante », écrit Simone Goyard-Fabre, qui, toutefois, complète plus bas : « Les notions de représentation et de parti se présentent assurément dans l'Esprit des lois avec la silhouette de catégories politiques provisoires et imparfaites » (*Montesquieu, la nature, Les lois, la liberté*, Paris, PUF, 1993, p. 218.

¹⁹² Manent, op. cit., p. 132-133.

livre XIX, alors que nous venons de secouer un peu rudement le tout dernier chapitre de ce livre ? Vingt-trois livres plus tôt, au chapitre 4, il s'était ainsi expliqué sur « Ce qu'est l'esprit général » :

« Plusieurs choses gouvernent les hommes : le climat, la religion, les lois, les maximes du gouvernement, les exemples des choses passées, les mœurs, les manières ; d'où il se forme un esprit général qui en résulte.

À mesure que, dans chaque nation, une des causes agit avec plus de force, les autres lui cèdent d'autant. La nature et le climat dominant presque seuls sur les sauvages ; les [212] manières gouvernent les Chinois ; les mœurs donnaient autrefois le ton dans Lacédémone : les maximes du gouvernement ¹⁹³ et les mœurs anciennes le donnaient dans Rome. »

Si Montesquieu n'avait pas toujours eu une nette propension à établir ces espèces de typologie nominale d'après des exemples exotiques ou anciens, il aurait été certes plus enclin à placer les Anglais dans la dernière catégorie, en compagnie de ses grands préférés, les Romains...

¹⁹³ Les deux soulignés de cette citation sont de moi.

[213]

CONCLUSION

et destin de l'œuvre

[Retour à la table des matières](#)

[215]

Conclusions.
Et destin de l'œuvre

Chapitre XI

Par quels droits, pour quelles lois ?

[Retour à la table des matières](#)

Arrivé au terme de sa vaste enquête transséculaire, Montesquieu se doit de la conclure par une sommation de synthèse. Pris d'une grande lassitude, presque aveugle, dévoré depuis vingt ans par un impossible sujet, avouant même à une connaissance que ce travail finirait par le « tuer », le seigneur de La Brède n'a, malgré tout, jamais eu la velléité de jeter le manche après la cognée - si, toutefois, la métaphore du bûcheron est de mise. Au fait, son aventure intellectuelle ne nous ferait-elle pas penser à une immense forêt, dense et striée à peine de quelques lueurs, que ce forestier solitaire se serait voué à éclairer, quoi qu'il dût lui en coûter !

Jusqu'à la fin, il sera resté lucide et positif, cerveau organisateur d'une matière presque infinie tant elle était vaste dans le temps et multiple dans ses objets d'analyse. Et, après sa parution, l'Esprit des lois deviendra, malgré ses dimensions, une belle et rare pièce pour des lecteurs que ne rebutent pas les efforts soutenus que réclame un tête-à-tête avec un gros ouvrage qui était également un grand livre. Sa conclusion ne viendra pas d'une seule coulée, ni même avec un titre approprié à cet effet. D'une oeuvre qui s'étalait sur trente et un livres, deux d'entre eux vers la fin se dégagent des

autres : la conjugaison de leur contenu tiendra lieu d'une conclusion globale inexistante. Ces vingt-sixième et vingt-neuvième [216] livres ¹⁹⁴ traitent respectivement : *Des lois dans le rapport qu'elles doivent avoir avec l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent* et *De la manière de composer les lois*.

Ceci pourrait aussi se dire : de quoi s'agit-il ? et comment fait-on ? Ou, tout aussi brièvement par quels droits ? pour quelles lois ? La réponse de l'auteur aurait pu se présenter selon le procédé du rapport *figure-fond*, l'immense dossier, colligé dans l'Esprit des lois, formant le fond de la figure constituée de la matière organisée des deux livres susmentionnés.

I

Le livre XXVI, comportant vingt-cinq chapitres, ne nous est pas totalement inconnu, puisque nous avons fait usage à notre chapitre précédent de données de trois de ses chapitres ¹⁹⁵. Nous ne pouvons plus nous satisfaire du simple énuméré des neuf « ordres de lois » que Montesquieu reconnaît. Nous devons aussi ne pas oublier, par ailleurs, que, dès la première phrase du livre premier, il avertissait son lecteur qu'il allait considérer les lois « dans la signification la plus étendue » ¹⁹⁶.

Sans attacher une importance hiérarchique particulière à l'espèce de liste graduée que Montesquieu propose en neuf différents « ordres de lois », il sera toutefois utile d'avoir cette liste devant les yeux pour une exacte identification des branches du droit dans ce livre XXVI. (Il s'agit de la reprise synoptique du texte cité à la section III de notre chapitre précédent et commençant par les mots : « Les hommes sont gouvernés... »).

Les hommes sont donc « gouvernés » par :

le *droit naturel*

le *droit divin*, qui est celui de la religion

¹⁹⁴ Étant entendu que les livres avoisinants qui forment ce que nous appelions plus haut des « hors-d'oeuvre » (XXVII, XXVIII, XXX et XXXI) seront considérés au chapitre suivant.

¹⁹⁵ Les chapitres 1. 2 et 25 de ce livre XXVI.

¹⁹⁶ Selon la définition classique du livre I, chapitre I : « Les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses... »

[217] le *droit ecclésiastique*, autrement appelé canonique, qui est celui de la police de la religion
 le *droit des gens*, qu'on peut considérer comme le droit civil de l'univers, dans le sens que chaque peuple en est un citoyen
 le *droit politique général*, qui a pour objet cette sagesse humaine qui a fondé toutes les sociétés
 le *droit politique particulier*, qui concerne chaque société
 le droit de conquête, fondé sur ce qu'un peuple a voulu, a pu, ou a dû faire violence à un autre
 le *droit civil* de chaque société, par lequel un citoyen peut défendre ses biens et sa vie contre tout autre citoyen
 enfin, le *droit domestique* qui vient de ce qu'une société, est divisée en diverses familles qui ont besoin d'un gouvernement particulier.

Il n'y a pas de raison de modifier l'ordre de présentation numérotée de Montesquieu entre le droit (ou les lois) et l'ordre des choses sur lequel il (ou elles) statue(nt). Mais dans la vingtaine de propositions qu'il soumet au lecteur, celui-ci gagne, en une première compréhension, par l'établissement de *sous-catégories générales* que nous proposons, comme les rapports mettant en cause les lois religieuses, ou les lois d'exception, ou encore celles qui relèvent de l'interprétation.

La sous-catégorie la plus nombreuse dans ce livre XXVI est évidemment celle des contradictions, exclusions ou incompatibilités. La seule sous-catégorie formant un bloc compact par son objet est celle des lois religieuses ou à portée religieuse, qui sont présentées maintenant comme groupées dans une série allant du chapitre 7 au chapitre 13.

Liste des lois religieuses au livre XXVI

Chapitre 7 : Qu' il ne faut point décider par les préceptes de la religion, lorsqu'il s'agit de ceux de la loi naturelle.

Chapitre 8 : Qu'il ne faut pas régler par les principes du droit qu'on appelle canonique les choses réglées par les principes du droit civil.

Chapitre 9 : Que les choses qui doivent être réglées par les principes du droit civil peuvent rarement l'être par les principes des lois de la religion.

[218]

Chapitre 10 : Dans quel cas il faut suivre la loi civile qui permet et non pas la loi de la religion qui défend.

Chapitre 11 : Qu'il ne faut point régler les tribunaux humains par les maximes des tribunaux qui regardent l'autre vie.

Chapitre 12 : Continuation du même objet.

Chapitre 13 : Dans quel cas il faut suivre, à l'égard des mariages, les lois de la religion et dans quel cas il faut suivre les lois civiles.

L'ensemble de ces propositions montre assez l'importance et la variété des normes et mœurs religieuses dans les régions du globe qui ont été imprégnées d'une forte religion instituée, voire conquérante ¹⁹⁷. Selon plusieurs traditions religieuses, des ministres du culte se dédoublent en ministres d'état civil pour des actes courants de la vie : éducation des enfants, autorité paternelle et parentale, statut du ménage, etc. Montesquieu détermine ses choix et prises de position en laïc respectueux des religions pourvu qu'elles n'abîment pas les croyants. Il est, d'emblée, favorable à une claire distinction de l'Église et de l'État. Dans un autre contexte, il avait plaidé pour que chacun ait son domaine propre sans empiéter sur celui de l'autre et que, surtout, les fondements de cette relation soient prédéterminés et connus d'avance.

Certaines de ces propositions suscitent quelque intérêt en première lecture, ainsi, par exemple, la dixième portant sur la polygamie, la onzième évoquant les horreurs de l'inquisition, la septième se réduisant à une courte note sur le sabbat et le carême, etc. Une idée intéressante, qu'il vaut la peine de relever, se trouve au neuvième livre, commençant par une demi-antithèse : « Les lois religieuses ont plus de sublimité, les lois civiles ont plus d'étendue. »

Mais c'est surtout la déduction qu'en tire Montesquieu qui vaut d'être retenue, dans laquelle on reconnaît et l'homme et le penseur : « Ainsi, quelque respectables que soient les idées qui naissent immédiatement de la religion, elles ne doivent pas toujours servir de principe aux lois civiles, parce que celles-ci [219] en ont un autre, qui est le bien général de la société. » A chacune, en société comme en religion, sa propre « sublimité ».

¹⁹⁷ Voir plus haut notre chapitre 6 : Un déiste devant les religions instituées, qui a fait l'analyse des chapitres XXIV et XXV de *l'Esprit des lois*.

Nous proposons également une sous-catégorie spéciale constituée de lois interprétatives, du moins au sens large.

Liste des lois interprétatives au livre XXVI

Chapitre 18 : Qu'il faut examiner si les lois qui paraissent se contredire sont du même ordre.

Chapitre 23 : Que lorsque, par quelque circonstance, la loi politique détruit l'État, il faut décider par la loi politique qui le concerne, qui devient quelquefois un droit des gens.

Chapitre 24 : Que les règlements de police sont d'un autre ordre que les autres lois civiles.

Chapitre 25 : Qu'il ne faut pas suivre les dispositions générales du droit civil, lorsqu'il s'agit de choses qui doivent être soumises à des règles particulières tirées de leur propre nature.

Le principe exposé au chapitre 18 est la première démarche que doit faire tout juge pour établir, en l'occurrence, sa propre compétence. L'exemple quelque peu graveleux, soumis par Montesquieu, est la pratique de « prêter sa femme » qui, selon une constitution lacédémonienne, est « établie pour donner à la république des enfants d'une bonne espèce », tandis qu'une loi romaine « avait pour objet de conserver les mœurs. La première était une loi politique, la seconde une loi civile ».

Le chapitre 23 discute du principe de la succession d'État. Telle que rédigée, cette règle est claire et se suffit à elle-même. Mais Montesquieu l'élabore quelque peu comme pour marquer plus nettement la logique successorale : « Quand la loi politique, qui a établi dans l'État un certain ordre de succession, devient destructrice du corps politique pour lequel elle a été faite, il ne faut pas douter qu'une autre loi politique ne puisse changer cet ordre ; et bien loin que cette même loi soit opposée à la première, elle y sera dans le fond entièrement conforme, puisqu'elles se défendront toutes deux de ce principe : LE SALUT DU PEUPLE EST LA SUPRÊME LOI. » En

suite de quoi l'auteur raffine en complétant son propos par un texte quatre fois plus long que celui qui précède.

[220] L'affirmation du chapitre 24, très court, semble relever d'une quasi-évidence. De l'explication qu'en fournit Montesquieu nous ne retenons que cet élément-ci : « Dans l'exercice de la police, c'est plutôt le magistrat qui punit, que la loi : dans les jugements des crimes, c'est plutôt la loi qui punit, que le magistrat. Les matières de police sont des choses de chaque instant, et où il ne s'agit ordinairement que de peu : il ne faut donc guère de formalités (...). Elle (la police) s'occupe perpétuellement de détails : les grands exemples ne sont donc point faits pour elle. Elle a plutôt des règlements que des lois. » Ces distinctions sont lumineuses.

Le dernier chapitre, le vingt-cinquième du livre, semble ne véhiculer qu'une idée de sens commun. Le premier exemple illustratif est justement assez peu illustrant. L'auteur l'emprunte au droit maritime. Choisissons plutôt le second, alors que l'auteur évoque, dans le même genre d'activité, « la loi des Rhodiens, faite pour un temps où l'on suivait toujours les côtes », et qui « voulait que ceux qui, pendant la tempête, restaient dans le vaisseau, eussent le navire et la charge, et que ceux qui l'avaient quitté, n'eussent rien ». La partie finale de ce livre XXVI tourne un peu court et manque nettement d'intérêt.

II

La façon stéréotypée, propre à Montesquieu, d'intituler ses chapitres facilite leur détection comme propositions d'exclusion ou d'incompatibilité, ou encore d'exception ou de marginalité. Pour la première série, les premiers mots de l'énoncé sont le plus souvent *Qu'il ne faut pas...* ; pour la seconde, *Dans quel cas...* ; ou *Cas où...* D'autre part, il n'apparaîtra pas nécessaire, sauf exception, d'ajouter quelques commentaires aux propositions elles-mêmes. C'est la constitution de leur sous-ensemble dans chaque catégorie qui devient la contribution essentielle du théoricien sur cette question. Ce qui était utile pour l'identification préalable des phénomènes de droit religieux ou des règles d'interprétation ne le serait plus guère maintenant par le dégagement de clairs cas d'incompatibilité ou d'exception.

[221]

Les rapports d'incompatibilité au livre XXVI

Chapitre 2 : Des lois divines et des lois humaines.

Chapitre 3 : Des lois civiles qui sont contraires aux lois naturelles.

Chapitre 4 : Continuation du même sujet.

Chapitre 6 : Que l'ordre des successions dépend des principes du droit civil, en modifiant les principes du droit naturel.

Chapitre 15 : Qu'il ne faut point décider par les principes du droit politique les choses qui dépendent des principes du droit civil.

Chapitre 16 : Qu'il ne faut point décider par les règles du droit civil, quand il s'agit de décider par celles du droit politique.

Chapitre 17 : Continuation du même sujet.

Chapitre 19 : Qu'il ne faut pas décider par les lois civiles les choses qui doivent l'être par les lois domestiques.

Chapitre 20 : Qu'il ne faut pas décider par les principes des lois civiles les choses qui appartiennent au droit des gens.

Chapitre 21 : Qu'il ne faut pas décider par les lois politiques les choses qui appartiennent au droit des gens.

Chapitre 22 : Malheureux sort de l'ynca Athualpa ¹⁹⁸.

¹⁹⁸ Cette histoire de cas fut citée pour sa valeur d'exemplarité absurde à notre chapitre précédent.

Les rapports d'exception au livre XXVI

Chapitre 5 : Cas où l'on peut juger par les principes du droit civil, en modifiant les principes du droit naturel.

Chapitre 4 : Dans quels cas, dans les mariages entre parents, il faut se régler par les lois de la nature ; dans quels cas on doit se régler par les lois civiles.

À propos de cette liste des rapports d'exception, on doit rappeler que deux autres chapitres (de la sous-catégorie des lois religieuses, les chapitres 10 et 13) déterminaient aussi des rapports d'exception et que, de ce point de vue, ils auraient aussi pu trouver leur place dans la courte liste qui précède.

[222] L'examen, en quelque sorte spectrographique, des lois dans leur « rapport avec l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent » formait la première partie, objective, de la conclusion. Le chercheur obstiné qui n'était pas infatigable – à preuve certains aveux d'une grande franchise déjà cités - nous laisse sous l'impression d'avoir finalement épuisé son stock de notes de références et de transcriptions de textes.

Le mode de développement de ce livre XXVI avait particulièrement montré des dons de synthèse peu communs. Le classement proposé par l'auteur manifestait une logique d'élaboration sans vices majeurs. Des lecteurs plus exigeants pourraient prolonger la catégorisation par des sous-divisions davantage explicites tout en évitant de tomber dans les vogues récentes d'une taxonomie en grande partie illusoire par ses prétentions scientifiques.

Montesquieu avait prévenu ses futurs lecteurs de bien comprendre qu'il n'offrait pas un ouvrage d'analyse juridique ou un traité juridique du type conventionnel, mais bien un ouvrage sur *l'Esprit des lois*, telles qu'elles se vivent au ras des pratiques et procédures courantes. Il ne s'agirait donc pas d'une construction close sur elle-même et s'érigant d'après un mode rationnel-déductif issu de quelques principes, pressentis comme supérieurs et enveloppés dans une dure coque d'abstraction.

L'autre moitié de sa contribution, via la propre subjectivité de l'auteur, restait encore à venir. Il ne tentera pas de l'inventer chez un hypothétique citoyen juridicisé ¹⁹⁹, ni chez le juge jugeant ou en opération, ou encore devant être législateur dans l'hypothèse d'un vide juridique en l'espèce. Non, c'est le législateur, collectif et en fonction, qui l'intéresse. Il le voit comme un esprit normatif, préalable même à la loi en tant que fabrique de nonnes exécutoires.

III

Ce n'était pas par accident qu'il avait intitulé le livre XXIX : « De la manière de composer les lois », ce qui est un [223] titre tenant à la fois du prosaïsme et de la pédanterie. Ce n'est pas non plus par hasard que le chapitre 1 de ce livre entame le sujet par la prise en considération « De l'esprit du législateur » - tout comme ce même livre se terminera, au chapitre 19, par une espèce de rude mise en demeure du corps « Des législateurs » !

Voici deux spécimens du ton employé : d'abord la première phrase du chapitre 1 : « Je le dis, et il me semble que je n'ai fait cet ouvrage que pour le prouver : l'esprit de modération doit être celui du législateur ; le bien politique, comme le bien moral, se trouve toujours entre deux limites. » La « modération » est autant valable dans l'activité juridique que dans la vie politique, aurait-il pu conclure.

Notons aussi les deux dernières phrases du chapitre final : « Les lois rencontrent toujours les passions et les préjugés du législateur. Quelquefois elles passent au travers, et s'y teignent ; quelquefois elles y restent, et s'y incorporent. » Sur ce ton plutôt dru se clôt le livre XXVI, ainsi que l'ensemble de l'ouvrage.

En effet, si l'on enlève, comme convenu, les quatre livres parasites qui l'entourent ²⁰⁰, le chapitre XXIX devient le dernier de l'ouvrage selon le plan de Montesquieu. Nous l'y maintenons à cette place, comme seconde et dernière partie, la subjective, de sa conclusion générale. Un sous-titre convenant à ce chapitre pourrait com-

¹⁹⁹ Ayant conscience d'être agent de droit et non seulement porteur de droits individuels et collectifs.

²⁰⁰ Les livres signalés plus haut à la note 1, et que nous examinerons tout de même au chapitre suivant.

porter un conseil du genre « se méfier des apparences... », car la plupart des chapitres contiennent le verbe « paraître » dans leur titre. Le tout constitue un appel à répétition de diverses mises en garde. Une autre caractéristique de ce livre XXIX est le grand nombre d'anecdotes révélatrices qu'il contient - ce qui est bien normal puisqu'il s'agit d'erreurs d'appréhension ou d'appréciation, historiquement rapportées.

Première mise en garde dès le chapitre 3 : « Que les lois qui paraissent s'éloigner des vues du législateur y sont souvent conformes ». Pour illustrer ce cas, Montesquieu évoque une loi du sage Solon, « qui déclarait infâmes tous ceux qui, dans une sédition, ne prendraient aucun parti », ce qui à l'époque avait [224] « paru bien extraordinaire » aux Athéniens. Pourtant non, cette mesure s'imposait dans un pays comme la Grèce qui avait cette particularité d'être « partagée en de très petits États ». Car « il était à craindre que, dans une république travaillée par des dissensions civiles, les gens les plus prudents ne se missent à couvert ; et que, par là, les choses ne fussent portées à l'extrémité ». La conclusion s'impose à la façon d'un théorème n'ayant pas besoin d'être démontré : « Dans ce cas, il est naturel de rappeler les séditeux au gros des citoyens, non pas le gros des citoyens aux séditeux. »

Il arrive encore que le législateur connaisse si peu les lois qu'il a fait adopter « qu'elles sont contraires au but même qu'il s'est proposé ». L'exemple choisi est une loi française qui stipule que « lorsqu'un des deux prétendants à un bénéfice meurt, le bénéfice reste à celui qui survit ». Loin « d'éteindre les affaires », l'effet contraire se produit : « On voit des ecclésiastiques s'attaquer et se battre, comme des dogues anglais, jusqu'à la mort » (chap. 4). Suit l'histoire d'un second cas qui s'est produit à Athènes selon le témoignage, cette fois, d'Eschine (chap. 5). Les méprises, provenant des apparences, se voient aussi bien relativement aux effets qu'aux motifs des législateurs, selon les chapitres 6, 7 et 8.

On a pu voir les deux grandes civilisations de l'antiquité adopter une loi ayant un même objet mais sans que les législateurs ne partagent le même motif. Ce cas est étudié au chapitre 9. « Que les lois grecques et romaines ont puni l'homicide de soi-même, sans avoir le même motif ». Le contraste était radical : « La loi romaine absolvait dans le cas où la grecque condamnait, et condamnait dans le cas où l'autre absolvait. » La raison d'une telle disparité consistait en ceci : « La loi de Platon était formée sur les institutions lacédémoniennes, où les ordres du magistrat étaient totalement absolus, où l'ignominie était le plus grand des malheurs, et la faiblesse le plus

grand des crimes. La loi romaine abandonnait toutes ces belles idées ; elle n'était qu'une loi fiscale » - fort prosaïquement...

L'inverse se produit aussi, ainsi qu'on le voit au chapitre 10. « Que les lois qui paraissent contraires dérivent quelquefois du même esprit ». Montesquieu compare brièvement les lois romaines et les lois françaises relativement à « l'appel en [225] jugement » et comme « une espèce de contrainte par corps ». Parlant comparaison, l'auteur enseigne ensuite, au chapitre 11, « De quelle manière deux lois diverses peuvent être comparées ». Ce chapitre est l'un des mieux composés. D'abord, fait plutôt rare dans les démonstrations de l'auteur, il rapproche deux sociétés contemporaines, la France et l'Angleterre ; et la comparaison se déroule en un strict parallèle qui, pour le faire voir de façon convenable, requiert le recours au texte :

« En France, la peine contre les faux témoins est capitale ; en Angleterre, elle ne l'est point. Pour juger laquelle de ces deux lois est la meilleure, il faut ajouter : en France, la question contre les criminels est pratiquée ; en Angleterre elle ne l'est point ; et dire encore : en France, l'accusé ne produit point ses témoins, et il est très rare qu'on y admette ce que l'on appelle les faits justificatifs ; en Angleterre, l'on reçoit les témoignages de part et d'autre. Les trois lois françaises forment un système très lié et très suivi ; les trois lois anglaises en forment un qui ne l'est pas moins... »

Et le parallèle continue en un texte deux fois plus long que le précédent. Faisons-en le sacrifice pour plutôt mettre en valeur la courte et ferme conclusion :

« Ainsi, pour juger lesquelles de ces lois sont les plus conformes à la raison, il ne faut pas comparer chacune de ces lois à chacune ; il faut les prendre toutes ensemble, et les comparer toutes ensemble.

Le chapitre 12 s'intitule : « Que les lois qui paraissent les mêmes sont quelquefois réellement différentes ». Le propos ne se déroule pas selon le rigoureux étagement du chapitre précédent. Le résumé tient en ces trois lignes : « Les lois grecques et romaines punissaient le receleur du vol comme le voleur. Celles-là étaient raisonnables, celle-ci ne l'est pas. » Et pourquoi ? « Mais, parmi nous, la peine du vol étant capitale, on n'a pas pu, sans outrer les choses, punir le receleur comme le voleur. Celui qui reçoit le vol peut en mille occasions le recevoir innocemment ; celui qui vole est toujours coupable (...). Tout est passif dans l'un, il y a une action dans l'autre (...). Les

jurisconsultes ont été plus loin : ils ont regardé le receleur comme plus odieux que le voleur.. »

[226]

IV

Le titre du chapitre suivant comporte cette prescription : « Qu'il ne faut point séparer les lois de l'objet pour lequel elles sont faites », ainsi que cette précision : « Des lois romaines sur le vol ». Le châtiment du voleur selon qu'il était pubère ou impubère ne nous apparaît guère intéressant. Nous retiendrons plutôt la conclusion qui rappelle un fait de résistance transculturelle en la matière :

« Ainsi, lorsque les lois sur le vol passèrent des Crétois aux Lacédémoniens, comme elles y passèrent avec le gouvernement et la constitution même, ces lois furent aussi sensées chez un de ces peuples qu'elles l'étaient chez l'autre. Mais, lorsque de Lacédémone elles furent portées à Rome, comme elles n'y trouvèrent pas la même constitution, elles y furent toujours étrangères, et n'eurent aucune liaison avec les autres lois civiles des Romains. »

Le chapitre 14 n'a vraiment pas de quoi étonner par son titre : « Qu'il ne faut point séparer les lois des circonstances dans lesquelles elles ont été faites », et les deux exemples proposés ne semblent guère illustratifs. Au chapitre 15, une suggestion plus heureuse voulait « qu'il est bon quelquefois qu'une loi se corrige elle-même ». Ainsi, « la loi des Douze Tables permettait de tuer le voleur de nuit, aussi bien que le voleur de jour qui, étant poursuivi, se mettait en défense ; mais elle voulait que celui qui tuait le voleur criât et appelât les citoyens ; et c'est une chose que les lois qui permettent de se faire justice soi-même, doivent toujours exiger ». À quoi Montesquieu ajoute cette belle réflexion : « C'est le cri de l'innocence, qui, dans le moment de l'action, appelle des témoins, appelle des juges. »

Le chapitre 16, « Choses à observer dans la composition des lois » est celui qui est, de loin, le plus long. Et pour cause, ou causes. d'abord, notre super-législateur ne manque pas d'idées pour des prescriptions fort à propos ; en outre, il n'est pas non plus indigent d'exemples ni d'anecdotes de toutes sortes pour appuyer le conseil recommandé. Mais nous n'allons fournir qu'une énumération des premières, encore qu'en forme abrégée, nous contentant de suggérer au lecteur de recourir à [227] l'inté-

gralité du texte pour l'aspect proprement documentaire ou illustratif. Cela commence sur un ton assez familier et même teinté de quelque ironie :

« Ceux qui ont un génie assez étendu pour pouvoir donner des lois à leur nation ou à une autre, doivent faire de certaines attentions sur la manière de les former.

Le style en doit être concis. Les lois des Douze Tables sont un modèle de précision : les enfants les apprenaient par cœur...

Le style des lois doit être simple ; l'expression directe s'entend toujours mieux que l'expression réfléchie...

Il est essentiel que les paroles des lois réveillent chez tous les hommes les mêmes idées... Lorsque, dans une loi, l'on a bien fixé les idées des choses, il ne faut point revenir à des expressions vagues...

Je dis que dans les lois il faut raisonner de la réalité à la réalité, et non pas de la réalité à la figure, ou de la figure à la réalité...

Les lois ne doivent pas être subtiles ; elles sont faites pour des gens de médiocre entendement...

Lorsque dans une loi, les exceptions, limitations, modifications ne sont pas nécessaires, il vaut mieux n'en point mettre. De pareils détails jettent dans de nouveaux détails.

Il ne faut point faire de changement dans une loi sans raison suffisante...

Lorsqu'on a fait tant que de rendre raison d'une loi, il faut que cette raison soit digne d'elle...

En fait de présomption, celle de la loi vaut mieux que celle de l'homme...

Comme des lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires, celles qu'on peut éluder affaiblissent la législation...

Il faut prendre garde que les lois soient conçues de manière qu'elles ne choquent point la nature des choses...

Il faut dans les lois une certaine candeur. Faites pour punir la méchanceté des hommes, elles doivent avoir elles-mêmes la plus grande innocence. »

Et voilà, le maître a parlé ! Qui a jamais conseillé d'une manière aussi opportune en matière de confection législative ?

Il y a aussi l'inverse qui est, au chapitre 17, la « mauvaise manière de donner des lois ». Un seul cas est envisagé dans un [228] chapitre relativement court et dont voici le début comme passage essentiel : « Les empereurs romains manifestaient, comme nos princes, leurs volontés par des décrets et des édits ; mais ce que nos princes ne font pas, ils permirent que les juges ou les particuliers, dans leurs différends, les interrogeassent par lettres ; et leurs réponses étaient appelées des rescrits. On sent que c'est une mauvaise sorte de législation. Ceux qui demandent ainsi des lois, sont de mauvais guides pour le législateur ; les faits sont toujours mal exposés. »

Le chapitre 18 est bizarrement intitulé : « Des idées d'uniformité ». De telles idées « saisissent quelquefois les grands esprits ²⁰¹, mais qui frappent infailliblement les petits. Ils y trouvent un genre de perfection : les mêmes poids dans la police, les mêmes mesures dans le commerce, les mêmes lois dans l'État, la même religion dans toutes ses parties ». Montesquieu soulève la question : « Mais cela est-il toujours à propos sans exception ? » Il ajoute que « la grandeur du génie ne consisterait-elle pas mieux à savoir dans quel cas il faut d'uniformité, et dans quel cas il faut des différences ? » La réponse était dans la question même dans des différences.

En tête du développement sur ce fameux livre XXIX, nous le resserrions entre deux courtes citations, tirées des premières lignes du chapitre 1 (« De l'esprit du législateur ») et des toutes dernières du chapitre 19 (« Des législateurs »). Notre conclusion générale tiendra en une partie non citée de ce chapitre 19, pour la raison toute simple, et à vrai dire naturelle, que Montesquieu, comme s'il tirait sa révérence en désirant trouver son rang dans l'histoire des idées, trouvait sa place à lui au bout d'une lignée de philosophes comptant deux utopistes, et ces derniers étant, comme par hasard, anglais...

²⁰¹ Montesquieu nomme Charlemagne entre parenthèses.

Jamais dans aucun texte Montesquieu n'aura été plus intégralement lui-même que dans ces quelques lignes où il ne parle pas de lui ²⁰² ni de sa grande oeuvre, mais qu'il se trouve ainsi, et quand même, à signer :

[229] « Aristote voulait satisfaire, tantôt sa jalousie contre Platon, tantôt sa passion pour Alexandre. Platon était indigné contre la tyrannie du peuple d'Athènes. Machiavel était plein de son idole, le duc de Valentinois. Thomas More, qui parlait plutôt de ce qu'il avait lu que de ce qu'il avait pensé, voulait gouverner tous les États avec la simplicité d'une ville grecque ²⁰³. Arrington ²⁰⁴ ne voyait que la république d'Angleterre, pendant qu'une foule d'écrivains trouvaient le désordre partout où ils ne voyaient point de couronne. »

²⁰² Ce qu'il avait déjà fait, dès sa Préface à *l'Esprit des lois* : « Si cet ouvrage a du succès, je le devrai beaucoup à la majesté de mon sujet ; cependant, je ne crois pas avoir totalement manqué de génie » (Édition de *l'Intégrale*, p. 529).

²⁰³ Montesquieu signale en note : « Dans son *Utopie* ».

²⁰⁴ Arrington, ou plus communément Harrington, ainsi que Montesquieu l'orthographiait aussi - ainsi que nous qui l'avons déjà cité selon cette dernière orthographe : notre note 10 du chapitre 9 disant : « James Harrington (1611-1677, théoricien britannique. Partisan convaincu de l'idéal républicain, il avait dédié à Cromwell un projet de réorganisation de la société dans *Oceana*. »

[231]

Conclusions.
Et destin de l'œuvre

Chapitre XII

Compléments, résidus et ajouts

[Retour à la table des matières](#)

Ce serait manquer d'élégance que de ne tenir aucun compte des quatre livres (XXVII, XXVIII, XXX et XXXI) qui, au chapitre précédent, furent qualifiés, d'une façon quelque peu cavalière, de « parasites » ou de « hors-d'oeuvre ». Il ne s'agissait que de rendre possible le clair dégagement des deux livres vraiment conclusifs de *l'Esprit des lois* (XXVI et XXIX), auxquels nous venons de consacrer le précédent chapitre. Bien qu'en une matière où la volonté de l'auteur reste souveraine, après coup le lecteur garde encore sa légitimité critique devant ce qui lui est apparu comme une bizarre incorporation de quatre livres ouvrant de nouveaux sentiers, alors qu'était venu le temps de conclure un ouvrage déjà imposant. En maintenant cette localisation maladroite, ces quatre livres amenaient de la confusion dans la brève conclusion d'ensemble, d'où cette autre décision d'en rendre compte à part, dans un chapitre distinct, celui-ci.

Il ne s'agit pas d'une réparation en forme de récupération, mais d'un dernier réarrangement partiel du plan défectueux de Montesquieu, car, ainsi que l'avait écrit vertement Paul Vernière, *l'Esprit des lois*, « ce livre d'ordre s'achève dans le désordre. À

telle enseigne, ajoutait-il, que le lecteur s'interroge sur sa conclusion, dans l'apparent fouillis des derniers livres » ²⁰⁵. Parce que la matière des quatre livres en question [232] est passablement différente de ce qui était le projet général de *l'Esprit des lois*, et qu'ils sont surtout sans rapport direct avec la véritable conclusion du grand ouvrage, il nous suffira d'en indiquer ici l'objet et les caractères généraux à la manière, dirait-on, d'un *complément* qui aurait pu être présenté en appendice.

D'une façon analogue et dans ce même chapitre, nous ferons aussi mention de *résidus* de l'oeuvre, soit, selon leur titre officiel, les « Fragments de *l'Esprit des lois* non publiés : extraits du manuscrit et des dossiers de La Brède » ²⁰⁶. Voilà une autre prose, nullement indifférente, de notre grand auteur. Il avait retranché ces fragments de son manuscrit pour diverses raisons, allant de ratures banales jusqu'à des passages continus relativement longs et portant sur des sujets d'importance majeure que l'auteur comptait transformer éventuellement en traités séparés. Des exégètes et des spécialistes de Montesquieu y ont toutefois trouvé des clés d'interprétation de certaines questions contenues dans l'édition originale de 1748. Sur plus d'un point, la lecture de ces « Fragments » ne laisse pas de susciter intérêt et même étonnement.

Enfin, par *ajouts*, ce troisième terme du titre de notre chapitre, nous avons à l'esprit de courtes oeuvres de Montesquieu publiées entre 1751 (moment où l'auteur se libérait de la terrible querelle qu'on lui fit dans la foulée de la parution de son grand ouvrage) et sa mort survenant quatre années plus tard. On trouve dans cette catégorie des textes aussi divers que l'« Essai sur le goût » (ce dernier comme article à *l'Encyclopédie*, à la demande de d'Alembert) et même des poésies et des chansons. Car c'est bien maintenant l'occasion de rappeler que notre auteur, qui avait connu une première gloire littéraire avec ses *Lettres persanes*, fut aussi poète à ses heures ; mais avec cette concession au goût fantaisiste de l'époque, ses poésies et chansons étaient dénuées de prétention littéraire.

Toutefois, il s'impose de rappeler le célèbre recueil *Mes pensées*, contenu dans trois gros cahiers de notations diverses, au jour le jour, sur une période aussi longue que trente-cinq ans (1720-1755), marquée bien entendu d'interruptions de diverses

²⁰⁵ Nous revenons, fatalement pour la dernière fois, sur cette question. Pour une critique plus élaborée de « l'aberrance de ces quatre livres », voir le livre de Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure* (Paris, SEDES, 1977, p. 94-95).

²⁰⁶ Dans l'édition *L'Intégrale*, aux pages 795-808.

[233] longueurs. Cet important document est l'antonyme des « Fragments » non publiés du manuscrit de *l'Esprit des lois*, mais qui furent très près de l'être, tandis que le manuscrit de *Mes pensées* resta confiné à l'état d'un document-chantier de travail et non prévu pour être publié tel quel.

Par ailleurs, dans le présent chapitre, il ne sera pas encore question de l'unique et décisive *Défense de l'Esprit des lois*. Ce texte polémique de Montesquieu constituera, comme son nom l'indique, un ardent plaidoyer à l'occasion de la célèbre querelle qu'on fit à l'auteur lors de la première édition de 1748. Cet événement et ce texte, qui en deviendra le centre ainsi que l'arme défensive, feront l'objet de notre attention au chapitre suivant.

I

À la lecture des quatre livres de *l'Esprit des lois* dont l'examen fut ajourné à ce chapitre-ci, l'on ne s'interroge pas sur la pertinence de leur sujet, encore que passablement marginal, mais sur la position de ces textes dans un ensemble ordonné : pourquoi sont-ils là et non pas ailleurs ? Cette insertion dans la partie terminale de *l'Esprit des lois* prend vraiment l'allure de quelque chose d'improvisé et de désordonné. L'initiative laisse même supposer de la hâte pour permettre l'intégration de ces textes au tout dernier moment avant l'impression. Montesquieu tenait certainement à ce que ces textes disparates voient le jour dans le public en même temps que la grande oeuvre de sa vie. Comme première impression, le lecteur reconnaît là un genre d'étude sur les origines que, longtemps après Montesquieu, allaient illustrer Fustel de Coulanges, Hippolyte Taine et, en notre siècle, Marc Bloch.

Au sujet des sociétés *juridiques* sur lesquelles portent ces quatre études, il serait permis de dire qu'« on ne fait pas plus Montesquieu » que de traiter, prioritairement et par nécessité, des Romains, des Français et des Francs ! Les titres de chaque livre sont suffisamment explicites pour qu'on n'ait pas à préciser l'angle spécifique des questions auxquelles l'auteur cherche des réponses :

[234]

XXVII : De l'origine et des révolutions des lois des Romains sur les successions ;

XXVIII : De l'origine et des révolutions des lois civiles chez les Français ;

XXX. : Théorie des lois féodales chez les Francs dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la monarchie ;

XXXI : Théorie des lois féodales chez les Francs dans le rapport qu'elles ont avec les révolutions de leur monarchie.

Il ne saurait être question d'accorder à ces textes une importance égale à celle qui fut ménagée aux livres que nous qualifierions de *forts en théorie politique* depuis le début de notre étude. Toutefois, on y relèvera quelques singularités, d'abord formelles. Sous cet aspect, le livre sur les Romains est, de tous, le plus singulier. Tout en étant l'un des plus longs livres de toute l'oeuvre, il ne comporte aucune subdivision : ce livre est le seul à être contenu dans un « chapitre unique ». Ce fait, qui n'est pas plus un défaut qu'une qualité, devient tout au moins une particularité marquée par comparaison avec trente autres livres dont plusieurs comportent souvent un nombre abusif de subdivisions par autant de chapitres distincts.

Le ton de cette rédaction est celui d'une dissertation autonome et comme repliée sur elle-même. Son dessein général s'exprime en une déclaration initiale : « Cette matière tient à des établissements d'une antiquité très reculée, et, pour la pénétrer à fond, qu'il me soit permis de chercher dans les premières lois des Romains ce que je ne sache pas que l'on y ait vu jusqu'ici. » L'auteur se sent fier d'être pionnier en la matière sans pour autant réclamer de l'indulgence.

Le livre suivant (XXVIII), portant sur les commencements « des lois civiles chez les Français », présente aussi une singularité formelle mais tout autre : au contraire du livre au « chapitre unique », celui-ci comporte quarante-cinq chapitres, le plus grand nombre, et de loin, de tous les livres de *l'Esprit des lois* ! On ne saurait tenter d'en faire le résumé, fût-il le plus général possible. De ces quarante-cinq titres de chapitre, il en est qui attirent quelque attention qui n'est pas déçue.

Voyons par exemple, au chapitre 16 (« De la preuve par l'eau bouillante, établie par la loi salique ») : « La loi donnait un tempérament, pour qu'avant le jugement, les parties, l'une [235] dans la crainte d'une épreuve terrible, l'autre à la vue d'un petit dédommagement présent, terminassent leurs différends, et finissent leurs haines. »

L'intérêt est analogue au chapitre suivant et complémentaire (« Manière de penser de nos pères ») : « On sera étonné de voir que nos pères fissent ainsi dépendre l'honneur, la fortune et la vie des citoyens, de choses qui étaient moins du ressort de la raison que du hasard ; qu'ils employassent sans cesse des preuves qui ne prouvaient point, et qui n'étaient liées ni avec l'innocence, ni avec le crime. » Une quarantaine de chapitres plus loin, exactement au quarante-cinquième, l'auteur de *l'Esprit des lois* constate qu'« il aurait fallu que je m'étendisse davantage à la fin de ce livre... », mais c'est, d'une façon assez heureuse, pour introduire une joliesse qui n'a rien de précieux : « Mais j'aurais mis un grand ouvrage dans un grand ouvrage. Je suis comme cet antiquaire qui partit de son pays, arriva en Égypte, jeta un coup d'oeil sur les Pyramides, et s'en retourna. » Sans rien dire : *Rideau*.

Les deux premiers livres de l'oeuvre portent sur les « lois féodales » dont Montesquieu propose la « théorie » chez les Francs, d'abord « dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la monarchie » (XXX), puis, « dans le rapport qu'elles ont avec les révolutions de leur monarchie » (XXXI). L'on constate que la fin littérale de *l'Esprit des lois* est clairement univertelle. En effet, traitant des « lois féodales » sur une aussi longue durée, il devient naturel que le sujet fiefs se retrouve tout au long de la table des matières de ces deux livres, comprenant une soixantaine de chapitres : d'une part, la monarchie en « établissement » ; de l'autre, la monarchie en « révolution ».

Aussi voit-on surgir de grandes ombres flottant ici et là, celle de Clovis qu'on voit sortir de la première perspective et, dans la seconde, l'émergence de la maison de Hugues Capet (que précédèrent Charles Martel, Charlemagne, Louis le Débonnaire, Charles le Chauve). Les changements, virtualités, aléas et transformations des fiefs forment le lien conducteur, tant et si bien qu'après avoir vu « Comment l'empire sortit de la maison de Charlemagne », puis « Comment la couronne de France passa dans la maison de Hugues Capet » (respectivement, les chapitres 31 et 32 du livre XXXI), il ne restait plus, en bonne logique, qu'à préciser les « Quelques conséquences de la perpétuité des fiefs ». En effet, « la constitution [236] de divers royaumes de l'Europe a suivi l'état actuel où étaient les fiefs dans les temps que ces royaumes ont été fondés ».

L'auteur de *l'Esprit des lois* va terminer l'oeuvre de sa vie par une demi-boutade latine pour signaler, une dernière fois, qu'il avait accompli un nécessaire travail de

déblaiement : « Italiam, Italiam... » ²⁰⁷. « Je finis le traité des fiefs où la plupart des auteurs l'ont commencé » (chapitres 33, 34 du livre XXXI).

II

L'intérêt des « Fragments de *l'Esprit des lois* non publiés »... en est d'abord un de simple curiosité ; mais, à ce titre, il ne durerait guère. Ils sont formés d'une première série de passages du manuscrit qui furent retranchés lors de la rédaction définitive de *l'Esprit des lois*, puis d'une seconde série de chapitres entiers supprimés juste avant l'impression de l'ouvrage. Un lecteur critique d'un point de vue spécifique ou un présentateur-annotateur de l'édition d'ensemble peuvent trouver dans cette documentation des données utiles à leur travail.

Les deuxièmes types de « Fragments » sont d'un apport plus substantiel et continu puisqu'ils ont l'unité d'un chapitre comportant titre et sous-titres. Selon la mention qui vient d'en être faite, ces « Fragments » en forme de chapitres ont été écartés par l'auteur avec l'arrière-pensée d'en faire des traités séparés projet qui se serait peut-être concrétisé si Montesquieu avait pu compter sur une meilleure vue et une plus longue vie. Voici donc, de cette catégorie, les titres des Fragments III à IV :

- III : Confédérations et colonies ;
- IV : Législation ;
- V : Population et commerce ;
- VI : Composition des lois ;
- VII : Histoire du droit.

[237] Dans cette liste, trois matières sont clairement juridiques : les quatrième, sixième et septième, tandis que la cinquième ne l'est guère. En premier lieu, quelques idées générales des catégories juridiques valent d'être retenues à divers titres.

²⁰⁷ Montesquieu donne cette référence de Virgile : *Enéide*, III, 523. L'annotateur de *l'intégrale* traduit et explique : « *Italie, Italie !* » C'est le cri des compagnons d'Enée au moment où ils aperçoivent les côtes italiennes après leur long périple.

« Comment les mauvaises lois en demandent encore d'autres plus mauvaises pour arrêter leur effet (IV).

On ne doit point regarder ceci comme un traité de jurisprudence ; c'est plutôt une espèce de méthode pour étudier la jurisprudence : ce n'est point le corps des lois que je cherche, mais leur âme (VI).

Les Romains, soumis d'abord à un gouvernement populaire, avaient eu des raisons pour donner à la loi une telle rigueur littérale que les magistrats ne pussent en abuser. Cela fit naître un certain art, non pas pour plier la loi aux affaires, mais pour plier les affaires à la loi. Quand les Romains changèrent de gouvernement, l'esprit de la jurisprudence changea (VII). »

Nous estimons que, de loin, le plus important de ces « Fragments » est celui qui porte sur les « Confédérations et Colonies » (III) par le soin attentif qu'y a visiblement porté Montesquieu, et à cause de la brièveté regrettable du propos, déjà vu, sur le rapport des lois « avec la force défensive », puis « avec la force offensive » (livres IX et X) ²⁰⁸. Après avoir lu ce fragment, nous comprenons mieux l'intention présumée de l'auteur de faire de Confédérations et colonies un traité spécial à part. Il aurait valu de n'être pas écarté de l'édition de l'Esprit des lois, et même d'y prendre place comme l'un de ses principaux livres, précédant ou suivant immédiatement les actuels livres IX et X. D'ailleurs, le texte au titre double se divise également entre les deux composantes : deux parties pour les confédérations et autant pour les colonies.

En une première partie, il est question des *différentes manières de s'unir* en confédérations :

« Plus la confédération approche de la démocratie, plus elle est parfaite. C'est ainsi qu'étaient les sociétés des Achéens, des Etoliens, des Thébains, des Latins (...). Lorsqu'elle approche de l'aristocratie, elle est moins parfaite. C'est ainsi que la Grèce était unie sous les Lacédémoniens et [238] sous les Athéniens. Enfin, c'est une souveraine imperfection lorsque la constitution est monarchique : ce qui arrive lorsque la confédération après avoir été libre, devient forcée par quelque victoire : comme celle des Latins et des Romains ; ou lorsqu'elle a été ainsi établie dès le commencement, par la conquête : comme la confédération de l'Irlande et de l'Angleterre. »

²⁰⁸ Voir, à ce propos, l'analyse spécifique que nous en avons faite à notre chapitre VII.

Cette typologie rudimentaire de départ va permettre d'en faire découler quelques règles de comportement et de survie :

« Lorsque l'union est démocratique, chaque État particulier peut la rompre, puisqu'il a toujours gardé son indépendance (...). Quand l'union est aristocratique, la partie qui rompt l'union peut être accusée du crime d'infraction de l'union (...), ce qui est un crime contre le corps entier uni (...). Si l'union est monarchique, c'est un crime de lèse-majesté de rompre l'union. C'est ainsi qu'étaient les Latins à l'égard des Romains.

Comment se prennent les « résolutions » ou décisions ? Sous quelles conditions ? À l'unanimité ?

« Si l'union est démocratique, comme chaque partie a conservé la souveraineté, il peut être fort bien établi que toutes les résolutions, pour être exécutées, soient unanimes, comme il est établi dans la république des Provinces-Unies. Mais, comme il ne suffit pas que les lois soient tirées de la nature de la constitution, mais qu'il faut que la constitution aille, et que l'on y puisse prendre des résolutions actives, cela ne peut avoir lieu que dans les cas où les membres unis sont en petit nombre (...). Lorsque l'union est aristocratique, tout est réglé par l'avis du plus grand nombre, dirigé par les chefs aristocratiques ; et, lorsqu'elle est monarchique, tout est réglé par l'avis du peuple dominant. »

Sous-titre suivant : « Quels doivent être les principes des lois de ces confédérations pour qu'elles puissent subsister ? » À cette question particulièrement décisive, Montesquieu ne présente qu'une réponse plutôt brève, presque tautologique, et ne faisant guère assaut à son imagination ni à sa sagesse légendaire.

Deux cas se présentent : « Si l'union est à partis égaux, on n'a autre chose à faire qu'à accomplir les conditions de l'union, à moins que ces conditions ne soient destructives de cette union. » Dans le cas contraire, « il faut éviter qu'ils ne les [239] deviennent davantage ». Et comment ? « Pour cela, il faut se gouverner de manière que l'on conserve ses forces pour l'utilité de l'État qui commande et la sûreté de celui qui sert ». C'est donc dire que, d'une part, « il faudra se conserver la puissance militaire... », et, de l'autre, qu'« il faudra prendre garde que les citoyens ne se dégoûtent de leur patrie pour aller grossir la cité la plus puissante ». D'ailleurs, « cela est si nécessaire que ce n'est même pas désavantageux à la cité principale... ».

On l'aura constaté, Montesquieu n'a pas une notion tellement précise du « confédéralisme » - qu'il ne distingue pas, en particulier, du « fédéralisme » (sans le préfixe, qui permet une plus qu'utile, une nécessaire distinction). Par ailleurs, lui, qui s'est tellement penché sur l'histoire et la vie de tant d'empires, ne semble pas avoir perçu la notion d'impérialisme qui paraît en filigrane dans les textes dont nous nous occupons présentement. Le diagnostic de carence est spécialement patent dans le paragraphe suivant :

« Tandis que la confédération est devenue liberté, il faut garder ses manières et ses moeurs, pour garder sa liberté. Mais lorsque la confédération est devenue servitude, il faut abandonner ses manières, pour prendre celles de la nation dominante, lesquelles approchent plus de la liberté ou de l'empire. C'est ainsi que firent les alliés des Romains : jaloux auparavant de leurs lois, quand il virent Rome commander à l'Univers, ils se firent Romains. »

De la confédération à l'empire, de celui-ci à l'impérialisme, quoique non nommé, notre auteur est tout naturellement amené à entretenir son lecteur des « colonies », et par là d'une certaine dynamique impériale ²⁰⁹. Puis, il pose cette redoutable question : *Quels États sont les plus propres pour les colonies ?* Pour la réponse, il usera de la typologie des États républicains, monarchiques et despotiques. Ces deux derniers types sont, d'évidence, les moins appropriés.

[240] C'est aux États républicains que « les colonies conviennent mieux ». Comme ils abondent en hommes, leur perte ne se fait pas sentir. Souvent même ils se soulagent par là du fardeau des pauvres citoyens, très dangereux, surtout dans les démocraties, par la part qu'ils peuvent prendre au gouvernement. Ces colonies forment des États indépendants, qui soutiennent leur métropole...

Il en est autrement dans les monarchies et despotismes du fait que « le gouvernement du peuple qui va en colonie est toujours semblable à celui du peuple qui l'envoie, parce qu'on le gouverne selon les idées que l'on a, il arrive que le monarque qui envoie des colonies ne fait que se donner des États très éloignés, qui affaiblissent le corps de la monarchie (...) », qui « achèvent la dépopulation ». Et s'il est vrai que les

²⁰⁹ À ce point de son développement, Montesquieu introduit un court paragraphe, qui n'est pas d'une grande clarté, et dans lequel il prétend traiter *De l'union de la métropole avec la colonie*. « Si un État envoie une colonie au dehors, il faut qu'il lui conserve le droit de cité, et qu'elle le lui donne. Par là, la colonie ne sera pas à charge, parce qu'elle ne sera pas sous sa domination ; et elle lui sera utile, parce qu'elle formera un État qui soutiendra ses intérêts par principes » (*L'Intégrale*, p. 798).

colonies sont « utiles pour maintenir une conquête », il n'en demeure pas moins que « l'État conquérant s'épuise doublement, et par la conquête, et par les colonies ». La morale de l'histoire peut être empruntée à une fable animale :

« Outre les colonies que l'on envoie pour se décharger d'un peuple trop nombreux, on en envoie pour maintenir une conquête ou bien pour établir un commerce. De quelque façon que l'on envoie ces sortes de colonies, il faut qu'elles se fassent insensiblement, afin qu'elles ne ressemblent point aux petits de cet animal, qui, en naissant, font mourir leur mère. »

Nous maintenons notre affirmation du début. Ces pages de Montesquieu sur les « Confédérations et colonies » auraient gagné en force analytique si l'auteur les avait incorporées à l'endroit propice de l'édition de *l'Esprit des lois*, ayant ainsi la cohérence d'un bloc homogène avec les livres XI (« Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive ») et X (« Des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force offensive ») -le tout ayant encore pu être organisé à l'enseigne plus générale des relations internationales.

III

Au-delà de ses « compléments » et de ses « résidus », les derniers « ajouts » à la grande oeuvre de Montesquieu furent, - [241] à l'exception, bien sûr, du dossier de la Querelle de l'Esprit des lois (objet du chapitre suivant) - de courtes pièces que nous qualifierons de circonstance et sans l'intention de devoir y insister. Tel fut, par exemple, ce portrait d'un général d'Alexandre, Lysimaque, héritier, à la mort du conquérant, de la Thrace et du Pont-Euxin.

L'occasion de ce texte fut un discours de réception à la société littéraire que le roi déchu de Pologne, Stanislas Leszezynski, avait fondée à Nancy. Montesquieu y avait été élu par acclamation. Selon le présentateur-annotateur de l'édition de « *l'Intégrale* », « il semble bien que Montesquieu ait voulu rendre un hommage indirect à l'an-

cien roi de Pologne » ²¹⁰, et sans se faire d'illusion sur « les vices d'Alexandre (qui) étaient extrêmes comme ses vertus » ²¹¹.

D'une beaucoup plus grande importance littéraire fut le dernier ouvrage digne de ce nom, *Essai sur le goût*, que Montesquieu avait accepté d'écrire pour remplir une commande de d'Alembert au nom de *l'Encyclopédie* et qui sera publié au tome VII, en 1757, soit deux ans après sa mort. S'il eut heureusement le temps de terminer le manuscrit, il ne put le réviser en vue de la publication. Beaucoup plus tard, en 1783, et moyennant quelques modifications de forme, le texte sera reproduit dans les *Oeuvres posthumes*.

De cet *Essai* d'une philosophie esthétique et hédoniste, tout en poussant des racines spiritualistes, on serait tenté de dire, pour faire court, qu'il s'agissait du meilleur Montesquieu tout à la fin de sa vie ... Cette fois encore, et à sa manière, qui était devenue une seconde nature, il partait de loin et embrassait large, mais c'était pour terminer presque en état de sa propre intimité...

Un tel morceau sur le goût avait de quoi désarçonner plus d'une prénotion critique au niveau où l'auteur se situait. Nous regrettons de ne pouvoir, par manque convergent de [242] compétence et d'espace, y consacrer une attention davantage poursuivie. Nous en trouvons même l'excuse chez l'auteur, qui l'a justifiée en un raccourci de forme, qui ne comptait que ces deux lignes :

Les sources du beau, du bon, de l'agréable, etc., sont donc dans nous-mêmes ; et en chercher les raisons, c'est chercher les causes des plaisirs de notre âme ²¹².

Pour donner quelque idée de quoi est fait le goût, ou mieux, comment il naît et s'élabore, le procédé le moins déficient serait l'enchaînement des sous-titres (non numérotés) articulant et aérant le propos :

²¹⁰ Daniel Oster, *l'Intégrale*, p. 833.

²¹¹ Selon Montesquieu, qui continue : « ... il était terrible dans sa colère : elle le rendait cruel. Il fit couper les pieds, le nez et les oreilles à Calisthène, ordonna qu'on le mit dans une cage en fer, et le fit porter ainsi à la suite de son armée » (ibid.).

²¹² *L'Intégrale*, p. 845.

Des plaisirs de notre âme - De l'esprit en général

De la curiosité - Des plaisirs de l'ordre - Des plaisirs de la variété

Des plaisirs de la symétrie - Des contrastes - Des plaisirs de la surprise

Des diverses causes qui peuvent produire un sentiment - De la sensibilité

Des plaisirs de la surprise - De diverses causes qui peuvent produire un sentiment

De la sensibilité - Autre effet des liaisons que l'âme met aux choses

De la délicatesse - Du je ne sais quoi - Des beautés qui résultent d'un certain embarras de l'âme

Des règles - Plaisir fondé sur la raison - De la considération de la situation meilleure

Plaisir causé par les jeux, chutes, contrastes.

On se bornera à deux seuls exemples :

Du goût en matière picturale (tiré de Du je ne sais quoi) :

« Les grandes parures ont rarement de la grâce, et souvent l'habillement des bergères en a. Mais admirons la majesté des draperies de Paul Véronèse ; mais nous sommes touchés de la simplicité de Raphaël et de la pureté du Corrège. Paul Véronèse promet beaucoup et paie ce qu'il promet. Raphaël et le Corrège promettent peu, et paient beaucoup ; et cela nous plaît davantage. »

[243] Aussi du goût mais en rapport à la nature (extrait de *Des beautés qui résultent d'un certain embarras de l'âme*) :

« Souvent la surprise vient à l'âme de ce qu'elle voit avec ce qu'elle a vu. Il y a en Italie un grand lac qu'on appelle le Lac Majeur, *il Lago maggiore* : c'est une petite mer dont les bords ne montrent rien que de sauvage. A quinze milles dans le lac sont deux îles d'un quart de lieue de tour, qu'on appelle les « Borromées », qui sont, à mon avis le séjour du monde le plus enchanté. L'âme est étonnée de ce contraste romanesque, de rappeler avec plaisir les

merveilles des romans, où, après avoir passé par des rochers et des pays arides, on se trouve dans un lieu fait pour les fées ²¹³. »

Nul touriste d'aujourd'hui, sillonnant cette région bénie des dieux, n'y contredira.

IV

Gentil Montesquieu, capable de dire sa vive émotion devant les oeuvres de l'art comme devant celles de la nature : d'y trouver surtout une marque flagrante du goût, et sans même sentir le besoin de le qualifier de « bon ». Ce n'est toutefois pas lui, mais Chateaubriand qui pouvait confer : « Jeune, je cultivais les Muses », encore que, devenu adulte, Montesquieu les courtisera quelque peu, en plein siècle d'un rationalisme qui n'excluait pourtant pas la mythologie poétique ni les couplets galants. Eh ! oui, il s'agit toujours du même Monsieur le Président de Montesquieu, détecteur et diagnostiqueur d'un très cérébral et austère « esprit des lois » à travers les siècles...

Nous ne connaissons pas de recherche particulière sur l'oeuvre « poétique » de Montesquieu, bien que « *L'Intégrale* » reproduise onze petites pièces (p. 1083-1085) montrant qu'il pouvait savoir autant s'amuser que s'émouvoir. Ainsi, au début de son voyage en Italie en 1728, au sujet de Gênes, il avait écrit à Mme de Lambert s'y être « ennuyé à mort », cet ennui étant distillé en poème dont les premier et dernier quatrains se lisaient ainsi :

[244]

Adieu, Gênes détestable,
Adieu, séjour de Plutus.
Si le Ciel m'est favorable,
Je ne vous reverrai plus.
.....
Mais un vent plus favorable
À mes vœux vient se prêter.
Il n'est rien de comparable
Au plaisir de vous quitter.

À l'opposé, dans le genre de la gaieté en groupe, Montesquieu y alla de son couplet célébrant le curé de la paroisse de Courdimanche dans laquelle se trouvait le Châ-

²¹³ Ibid., p. 849-850.

teau de Bélébat de festoyante mémoire ²¹⁴. Trois couplets sur onze suffiront pour évoquer l'ambiance conviviale dans laquelle, un temps, Montesquieu baignait à l'aise :

.....
 Favori du dieu de l'ivresse
 Comme de celui des jardins,
 Tu n'as point la délicatesse
 De nos fades abbés blondins.

 Certes, pasteur, de toi je suis épris,
 Lorsqu'avec la Fanchon, gouvernante fidèle,
 Je te vois servir de modèle
 Et d'exemple à tous les maris.

 Ou quand, par l'amour emporté,
 Tu parcours ton heureux village
 Et vas, de ménage en ménage,
 Porter la vie et la fécondité.

Le portrait de Madame de Mirepoix que lui dédia Montesquieu commence par ce vers pour le moins conventionnel : « La beauté que je chante ignore ses appas ».

Le poème pour « Madame Geoffrin », dont la célébrité était celle de son salon parisien, comportait ce quatrain fort respectueux :

[245]
 En vous tout paraît sentiment
 Esprit, délicatesse ;
 Pour moi, je n'ai d'autre talent
 Que le coeur, la tendresse.

Des chansons étaient volontiers plus lestes :

Nous n'avons pour philosophie
 Que l'amour de la liberté,
 Plaisirs, douceurs sans flatterie,
 Volupté,
 Portez dans cette compagnie
 La gaîté !

Cette veine poétique peut paraître quelque peu *mirlitonesque*, mais pas nécessairement, ni toujours, ni en tout : pas plus en tout cas que tel couplet léger de Fénelon

²¹⁴ Ibid., citation de Voltaire (*La fête de Bélébat*), qui écrira de ce curé-poète : « Fort bonhomme, à demi-fou, qui se piquait de faire des vers et de bien boire, et se prêtait de bonne grâce aux plaisanteries » (p. 1083).

ou telle romance de Robespierre. De l'éditeur musical, Guy Breton, voici un disque de *Chansons insolites* ²¹⁵, comprenant une piécette (d'une minute seize secondes) intitulée « L'Exil de l'amour » - quel titre ! - qui avait Montesquieu pour auteur. Il l'avait composée à l'intention de Mme de Grave dont Breton, à la suite de biographes, nous assure avec raison, qu'« il était amoureux » ²¹⁶.

Le début de l'hommage était d'un genre tout ce qu'il y avait de plus cérémonieux et le reste, à l'avenant, ne justifie pas de s'y attarder :

Amour, après maintes victoires,
Entends régner seul dans les cieux...

Rappelons enfin que, plus tard dans sa vie, alors qu'il s'appliquait justement à *s'immortaliser* par une médaille, c'est en versifiant que Montesquieu allait remercier le graveur suisse Antoine Dassier qui, pour l'éternité, figea ce beau profil césarien avec ses cheveux courts, émergeant des plis distingués de la toge romaine :

[246]
Quand il te plaît, pour me tirer,
De déployer cet art qui te fait admirer,
Dis-moi qui de nous deux acquiert le plus de gloire :
Moi, dont tu traces le portrait,
Ou toi, qui ne fais pas un trait
Qui n'éternise ta mémoire ?

Pierre Gaspar n'a pas eu tort de trouver ce « petit compliment en vers, outré, selon la loi du genre », tout en reconnaissant qu'« en fait de mémoire, ce sera cette effigie, et non le pompeux portrait qu'on voit à l'Académie de Bordeaux, qui perpétuera fidèlement l'image de Montesquieu » ²¹⁷, fort heureusement pour la qualité du souvenir iconographique, quelque peu idéalisé, de l'écrivain penseur.

²¹⁵ Pochette du disque *Chansons insolites*, recueillies et adaptées par Guy Breton, arrangements et interprétation du Trio Chanteclair (London MLP 10040).

²¹⁶ Ce que confirme Pierre Gaspar dans sa biographie, affirmant que « sa liaison avec Madame de Grave » fut « la grande affaire amoureuse de sa vie » (Montesquieu, Paris, Flammarion, 1989, p. 311. Voir aussi p. 90-100).

²¹⁷ Ibid., p. 339.

[247]

Conclusions.
Et destin de l'œuvre

Chapitre XIII

La querelle et Défense de *l'Esprit des lois* par l'auteur

[Retour à la table des matières](#)

Histoire relativement courte, mais combien éprouvante pour l'auteur ! Sa double victoire personnelle (d'avoir mené son projet de vie à terme et d'y avoir survécu malgré des yeux abîmés...) n'allait pas le prémunir de l'aventure non désirée d'un combat d'arrière-garde. Défense de *l'Esprit des lois* en sera aussi une illustration, pour reprendre un titre célèbre ²¹⁸ de deux siècles plus tôt. Du point de vue du fond et de la langue, cette pièce polémique n'allait pas démeriter du premier grand ouvrage de pensée politique de ce siècle. Un spécialiste britannique de Montesquieu a mieux que quiconque établi la force de l'auteur de *l'Esprit des lois* comme défenseur de sa propre œuvre ²¹⁹ :

²¹⁸ Allusion à *Défense et Illustration de la langue française* (1549), de Joachim du Bellay. À propos de ce titre *Défense de l'Esprit des lois*, Pierre Gaspar fait justement remarquer qu'il s'agit d'une « contraction incorrecte, car ce n'est pas l'esprit des lois qui est le sujet essentiel de son livre, mais les réflexions qu'il lui inspire » (*Montesquieu*, Paris, Flammarion, 1989, p. 289).

²¹⁹ Robert Shackleton, *Montesquieu : Biographie critique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, p. 283.

« Jamais Montesquieu n'écrivit mieux que dans la *Défense* ; jamais la gravité et la vivacité ne furent plus artistement mêlées ; jamais ses explications ne furent plus précises ou sa maîtrise de la langue plus complète ; jamais ses arguments n'ont été plus convaincants. Jamais, de plus, il n'avait eu de convictions plus fermes. À certains moments de [248] sa vie, il s'était montré prêt, en bon homme de loi, aux compromis, et avait cédé à des pressions. Cela devait lui arriver encore (...). Rien de tout cela dans sa *Défense*. La violence de ses agresseurs le remplit de courage. Il ne retire rien, ne s'excuse de rien. »

La médiocrité de nombreux attaquants ne pouvait pas, dans les circonstances, rester sans réponse. D'autres opinions critiques laissaient voir le peu de sérieux d'attaques vraiment sans surprise ²²⁰. Dans une réponse détaillée et d'une certaine longueur, Montesquieu sut, avec à propos et fermeté, opposer ses propres arguments : texte contre texte.

Défense de l'Esprit des lois devint ainsi plus qu'un post-scriptum détaché de l'oeuvre : plutôt une seconde conclusion de circonstance, qui se haussait au niveau du sérieux conflit idéologique commençant, celui des « Lumières ». Contrant une vicieuse attaque qu'on fit à son présumé spinosisme déguisé, il fera presque une profession de foi explicite : « La religion chrétienne qui ne semble avoir d'objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci », ce qui ne peut être, écrivait Montesquieu de lui-même, que le fait d'un « écrivain qui non seulement croit la religion chrétienne, mais qui l'aime » ²²¹.

I

Dans les circonstances, Montesquieu ne pouvait affecter le mépris, fût-il non hautain. Les épisodes, cabales ou injures, pas plus que l'identité des protagonistes ou les noms de leurs [249] organes de presse, ne nous intéressent aujourd'hui. Bien qu'accu-

²²⁰ Gonzague Truc écrivait en introduction à une édition de *L'Esprit des lois* : « Il y eut donc autour de cet événement littéraire la sorte de bruit qu'il fallait attendre, des papotages, des bavardages, des chansons. Un magistrat ridicule se plaignit que le livre fût plat et que lui-même y eût été pillé. Une opposition plus dangereuse vint d'ailleurs. Montesquieu avait dû toucher à la religion et à certains ordres religieux il n'eut pas à s'étonner qu'on lui fît réponse. Les Jésuites furent déçus (...). Les Jansénistes montrèrent plus de brutalité » (*De l'Esprit des lois*, tome premier, Paris, Classiques Garnier, 1956, p. XVI).

²²¹ Cité par Paul Vernière, *Montesquieu et l'Esprit des lois ou la raison impure*, Paris, SEDES, 1977, p. 130. Nous retrouverons plus loin ces extraits dans leur contexte particulier.

lé à un grand combat solitaire, le défenseur de son oeuvre ne s'est pas trouvé seul tout le temps. Voltaire, dont l'indice d'amitié avec l'auteur de *l'Esprit des lois* était variable, allait lui être, un temps, d'une aide aussi inattendue que propice. Avec dextérité, il joua efficacement de son arme légère et favorite, l'ironie pamphlétaire ²²². Lorsque la Sorbonne, ou plutôt l'esprit sorbonnard en matière théologique, entra dans la ronde, Montesquieu en fut sérieusement affecté. On a le témoignage de Buffon, le rencontrant : « Qu'allez-vous répondre ? me disait-il. Rien du tout, Président » ; et il ne pouvait concevoir son sang-froid ²²³.

Des premiers lecteurs de *l'Esprit des lois*, Mme du Tencin fut la privilégiée, qui avait reçu à Paris un premier exemplaire, non broché ni relié (pour passer plus sûrement la frontière). Son application de lectrice eut raison du monumental ouvrage en trois semaines ; elle put ainsi l'expédier à Fontenelle, curieux et insistant, surtout frustré de n'être pas le premier lecteur. Elle exultait d'enthousiasme : « La Philosophie, la Raison, l'Humanité, se sont rassemblées pour composer cet ouvrage, et les Grâces ont pris soin d'en habiller l'érudition ²²⁴. »

Avant d'être la cible d'une vicieuse cabale, l'ouvrage avait déjà fait le tour d'un cercle de « curiosités » diverses, mais d'abord plus mondaines que proprement intellectuelles. L'attaque des dévots et théologiens censeurs n'allait se manifester qu'en une seconde ronde. Et seulement en une troisième, un peu plus tard, les pairs de l'auteur en pensée philosophique en auront pris graduellement connaissance. Cette dernière phase découle autant du destin de l'oeuvre que de la renommée de l'auteur.

Il importe de retenir les dates essentielles de la grande Querelle : 1748, parution à Genève, chez Barillot et sans nom [250] d'auteur, de *l'Esprit des lois* ; 1749, attaques et réfutations de milieux jésuitiques et jansénistes ; 1750, parution toujours à Genève chez Barillot de *Défense de l'Esprit des lois*, ainsi qu'autorisation de la part de Malesherbes d'une réimpression du livre en France ; 1752, mise à l'Index de *l'Esprit des lois* dans une ambiance truffée d'équivoques, dont celle d'un examen en Sorbonne, sans

²²² Dans un pamphlet intitulé *Remerciement sincère à un homme charitable*, il écrivait à un auteur janséniste : « Les oeuvres de Pope, de Locke, de Bayle, de Montesquieu doivent être brûlées. Ajoutez-y tous les sages de l'Antiquité païenne. Vous avez raison de dire que leurs croyances étaient éclairées par la lumière de la raison. Remerciez Dieu de ce que vous n'avez rien de commun avec eux » (cité par Shackleton, op. cit., p. 284).

²²³ Cité, *ibid.*, p. 287.

²²⁴ Cité, *ibid.*, p. 279.

que celle-ci ne se prononçât formellement. Toutefois, le livre réussira à échapper à la censure malgré le désaveu de dix-sept propositions de *l'Esprit des lois*.

Montesquieu avait chargé l'ambassadeur de son pays à Rome, le duc de Nivernais, de présenter sa brochure au pape. Benoît XIV, d'esprit plutôt libéral ²²⁵, céda aux instances de l'ambassadeur et défendit à la congrégation de l'Index de statuer. Mais ce pontife avait aussi l'habitude de dire avec esprit : « Sachez que le pape n'a la main libre que pour statuer ». Il y avait « plus catholique que le pape », selon un dicton qui avait peut-être cours à cette époque.

Avant d'exposer la substance de *Défense*, mentionnons la satisfaction que Montesquieu avait tirée de son plaidoyer, écrit avec la minutie d'un procureur méthodique dans sa propre cause. Avec un brin de malice, il écrivait à Mme du Deffand : « Ce qui me plaît dans ma *Défense* est de voir non pas mettre les vénérables théologiens à terre, mais de les y voir couler doucement ²²⁶. »

Pierre Gaspar a évoqué la magouille ²²⁷ romaine qui a abouti, le 29 novembre 1751, à l'inscription de *l'Esprit des lois* à l'Index des livres prohibés, alors que le pape n'était pas défavorable à son auteur pour lequel avaient déjà plaidé trois cardinaux et qu'en outre, les critiques retenues étaient plutôt [251] anodines. Montesquieu, pour des raisons aussi valables qu'évidentes, ne tenait absolument pas à être condamné ²²⁸.

Shackleton rapporte que, dans ses communications avec le duc de Nivernais, Montesquieu se met tout à coup à craquer, écrivant « avec un manque de maîtrise de soi et une prolixité qui ne sont pas dans sa manière », mais qu'« il s'en rend compte » allant jusqu'à avouer : « *Je supplie votre excellence de ne mettre à cette lettre que le degré d'attention qu'elle pourra mériter ; car je l'écris comme un enfant..* » Il donne même l'impression de s'abandonner dans la même lettre, ne reculant pas devant cette

²²⁵ Gaspar le qualifie de « pontife à l'esprit le plus tolérant que la papauté ait jamais compté, le correspondant de Frédéric II, de Voltaire, et (...) de Mme du Tencin naguère, en un mot le pape du siècle des Lumières » (op. cit., p. 299).

²²⁶ Cette phrase de Montesquieu à Mme du Deffand, ainsi que, plus haut, celle de Benoît XIV sont citées dans l'édition de *l'Intégrale*, p. 808.

²²⁷ « Mais le Vatican, écrit Gaspar, est traditionnellement un foyer d'intrigues ; certains des cardinaux qui composent la Congrégation de l'Index et qui condamnent la tolérance du pape agissent si bien, souterrainement, qu'on apprend brusquement que le livre de Montesquieu est mis à l'Index » (op. cit., p. 299).

²²⁸ Montesquieu, peu auparavant, avait écrit au duc de Nivernais cette phrase d'une ironie supérieure : « L'empressement que j'ai pour que mon ouvrage ne soit pas mis à l'Index doit donner bonne opinion de ma catholicité » (cité ibid., p. 300).

confession : « *Je me fais plus de mal que l'on ne peut m'en faire, et... le mal même qu'on peut me faire cessera d'en être un sitôt que moi, jurisconsulte français, je le regarderai avec cette indifférence que mes confrères les jurisconsultes français ont regardé les procédés de la Congrégation dans tous les temps.* »

En effet, le maître aurait dû prendre en compte plus tôt qu'il se trouvait sur une liste plutôt honorable, notamment en compagnie de Montaigne et de Descartes. Mais, conclut son biographe, « son anxiété lui faisait prendre la censure ecclésiastique plus sérieusement, si l'on en croit Nivernais, que les censeurs eux-mêmes ; car l'ambassadeur lui écrivait, en lui annonçant sa condamnation : "Ces gens-ci ne vous croient pas avoir fait grand mal" ²²⁹. »

II

Pierre Gaspar rappelle opportunément qu'à la condition d'inclure *Mes pensées* dans le calcul, *Défense de l'Esprit des lois* n'est que le quatrième livre de Montesquieu, ce qui en ferait « un auteur plutôt paresseux... » ²³⁰ ; mais par ailleurs, [252] quelle vivacité dans la défense et quelle rapidité dans la réplique ! Toute cette histoire mettait en cause sa probité et même sa sécurité. Grâce à la touche du romancier qu'il est aussi, Gaspar décrit bien cet instinct de combativité défensive : « Dans la subtilité des explications qu'il fournit à ses accusateurs, dans l'habileté, parfois proche de l'artifice, des raisonnements par lesquels il essaie de les convaincre de sa bonne foi, c'est-à-dire de sa foi tout court, dans le sens religieux du terme, se lit la peur, même si, par moments, la colère la masque ²³¹. » Cela, aussi, devait être connu.

Défense, ouvrage relativement bref avec sa centaine de pages, donne l'impression d'avoir été écrit d'un seul coup mais selon une perspective triple. L'auteur l'a rigoureusement composée en trois grandes parties : la première répond aux « reproches généraux », la seconde aux « reproches particuliers », la troisième porte sur « la manière

²²⁹ Shackleton, section V (« Le Saint-Siège ») de son chapitre XVII, op. cit., p. 288-292.

²³⁰ Gaspar, op. cit., p. 289. Ce biographe ajoutait que lorsque Montesquieu « affirme avoir mis vingt ans pour écrire *De l'Esprit des lois*, il veut dire qu'il n'a cessé d'y penser et d'en rassembler la documentation, à ses moments perdus, pendant la longue période qu'il indique. Mille autres choses, nullement négligeables, l'occupaient » (p. 289-290).

²³¹ Ibid., p. 290.

dont on l'a critiqué ». L'exposé du corps du délit est plutôt brusque : « Il ne s'agit pas moins que de savoir s'il (l'auteur) est spinosiste ou déiste. » Et malgré l'incompatibilité des accusations, « on le mène sans cesse de l'une à l'autre ».

L'accusé emploie le procédé de l'accumulation pour mettre ensemble les reproches particuliers : « Il est donc spinosiste, lui qui... », formule huit fois répétée en autant de paragraphes ! Trois *Objections* en ressortent, qui attirent des *Réponses* correspondantes. L'abstraction ainsi que la densité du texte le rendent impossible à résumer. En lieu et place de l'impossible condensation, prenons au moins acte d'une première conclusion partielle : « Je dirai toujours que la critique n'entend jamais le sens des choses, et ne s'attache qu'aux paroles (...) . De plus, les deux membres d'une comparaison doivent se rapporter (...). Le critique, encore une fois, n'a vu et ne voit que les mots ²³². »

En réponse à la seconde accusation (« que l'auteur ne reconnaisse pas la religion révélée »), l'argumentation est [253] quatre fois plus longue dans ses onze textes rappelés et examinés, se terminant par la proposition synthétique citée plus haut (à la note 4) : « Ce sont des passages formels : on y voit un écrivain qui non seulement croit la religion chrétienne mais qui l'aime. Que dit-on pour prouver le contraire ? Et on avertit, encore une fois, qu'il faut que les preuves soient proportionnées à l'accusation : cette accusation n'est pas frivole, les preuves ne doivent pas l'être. Et, comme les preuves sont données dans une forme assez extraordinaire, étant toujours moitié preuves, moitié injures, et se trouvant comme enveloppées d'un discours fort vague, je vais les chercher. » Et le produit de cette « recherche » va s'étirer en une ribambelle de dix paires d'Objections-Réponses ! C'en est assez pour que le défendeur noue en esprit de dérision « les deux formules des raisonnements répandus dans les deux écrits auxquels je répons » :

« L'auteur de *l'Esprit des lois* est un sectateur de la religion naturelle : donc il faut expliquer ce qu'il dit ici par les principes de la religion naturelle : or, si ce qu'il dit ici est fondé sur les principes de la religion naturelle, il est un sectateur de la religion naturelle.

L'autre formule est celle-ci : l'auteur de *l'Esprit des lois* est un sectateur de la religion naturelle : donc ce qu'il dit dans son livre en faveur de la révélation,

²³² Tous les textes de Montesquieu dans *Défense* ont été tirés du texte complet de *l'Intégrale*, p. 808-822.

n'est que pour cacher qu'il est un sectateur de la religion naturelle : or, s'il se cache ainsi, il est un sectateur de la religion naturelle. »

En terminant l'exposé de la première partie par le jeu frivole de ces logiques circulaires, Montesquieu attaque le critique auquel il vient de répondre : « Je dis seulement que les idées métaphysiques sont extrêmement confuses dans sa tête ; qu'il n'a point du tout la faculté de séparer ; qu'il ne saurait porter de bons jugements, parce que, parmi les diverses choses qu'il faut voir, il n'en voit jamais qu'une. Et, cela même, je ne le dis pas pour lui faire des reproches, mais pour détruire les siens. » Tel est pris qui croyait prendre, selon la leçon de morale du fabuliste.

[254]

III

Dans la seconde partie de *Défense*, Montesquieu fait porter son énergique argumentation contre les « imputations particulières auxquelles il faut que je réponde », formule polie pour répondre aussi aux « invectives » dont il parle quelques lignes plus bas. Tandis que les meilleurs esprits ²³³ ont considéré *l'Esprit des lois* « comme un ouvrage utile (...) voilà un homme qui en parle comme un livre dangereux (...) Il faut que j'explique ceci ». La première explication, c'est encore l'esprit de dérision qui la fournit. L'homme en question, « déclamant en l'air, et combattant contre le vent », s'est trouvé à remporter « des triomphes de toutes espèces : il a bien critiqué le livre qu'il avait dans la tête, il n'a pas critiqué celui de l'auteur ». Et quel était-il, en matière de religion, par exemple ?

« L'auteur ne regardant donc les religions humaines que comme des institutions humaines, a dû en parler, parce qu'elles entraient nécessairement dans son plan. Il n'a point été les chercher, mais elles sont venues le chercher ». Et s'il n'a parlé de la religion chrétienne que par occasion, ici et là, c'est que, « par sa nature, ne pouvant être modifiée, mitigée, corrigée, elle n'entrait point dans le plan qu'il s'était proposé ».

²³³ Montesquieu les qualifie d'une façon beaucoup plus élogieuse : « Les gens les plus sensés de divers pays de l'Europe, les hommes les plus cultivés et les plus sages, ont regardé le livre de *l'Esprit des lois* comme un ouvrage utile : ils ont pensé que la morale en était pure, les principes justes, qu'il était propre à former d'honnêtes gens, qu'on y détruisait les opinions pernicieuses, qu'on y encourageait les bonnes. » (*L'Intégrale*, p. 813).

Comment Montesquieu pouvait-il être plus scientifiquement respectueux de la religion chrétienne ?

La religion était le premier thème de discussion en cette seconde partie. Le deuxième sujet est celui de la polygamie qui, de par sa nature salace, aurait pu avoir le don de faire recette « pour des déclamations ». Le sujet glissant ensuite vers le climat, Montesquieu reconnaît que voilà « encore une matière très propre pour la rhétorique ». L'avantage d'une discussion par thème est qu'on peut en débattre à partir de leurs références exactes aux passages numérotés des livres et [255] chapitres de l'ouvrage d'origine. Mais, à la vérité, cela fait quelque peu fastidieux à la longue d'avoir devant les yeux trois paternités de textes : celle de l'auteur de *l'Esprit des lois*, celle du critique malveillant, et enfin celle du plaideur de *Défense* qui finit par se distinguer de l'auteur de l'Esprit.

Il reste toutefois intéressant de constater quels autres thèmes Montesquieu a relevés dans ces vifs échanges. Après la religion, la polygamie et le climat, voici les sujets de la tolérance, du célibat, du mariage, de l'usure - tous points sensibles à des réglementations juridiques contraignantes. Au sujet de ces nouvelles questions, Montesquieu va défendre son terrain pouce par pouce. Mais voilà que relativement à la dernière question, « à l'affaire de l'usure », il se met à avouer des doutes en déclarant avoir « peur que le lecteur ne soit fatigué de m'entendre dire que le critique n'est jamais au fait, et ne prend jamais le sens des passages qu'il censure ».

En effet..., mais aussitôt la précaution prise en la forme de ce dernier aveu, voilà qu'il va lancer le plus long développement de tout l'ouvrage, sur « l'usure maritime », telle que la pratiquaient, bien entendu, les Romains ! En fait, il s'agit d'une reprise du livre XII de *l'Esprit des lois*, traitant de la monnaie et, en particulier dans quatre chapitres, portant sur l'usure ²³⁴. L'auteur n'avait pas tort de craindre un bâillement du lecteur en sautant par-dessus quelques pages afin d'en arriver plus tôt à la troisième grande partie de *Défense*.

Heureusement, le polémiste dialecticien va y réapparaître à point nommé après le détour superflu que l'érudit romaniste vient d'infliger au lecteur. Suivent heureusement quatre propositions axiomatiques et séparées qui vont gagner à être reliées, comme pour faire le vide entre elles en vue d'une unité plus homogène. Et ce sera même d'une utile précaution de commencer par rejeter ce postulat scientiste d'avant le

²³⁴ Voir plus haut notre chapitre 5.

scientisme : « Il ne faut point pour argumenter sur un ouvrage fait sur une science, par des raisons qui pourraient attaquer la science même. » Enfin, voici donc des préceptes d'un code d'éthique du chercheur, en l'occurrence définis par le chercheur lui-même, afin de guider ses analyses proprement spécifiques :

[256]

« Quand on critique un ouvrage, et un grand ouvrage, il faut tâcher de se procurer une connaissance particulière de la science qui y est traitée, et bien lire les auteurs approuvés qui ont déjà écrit sur cette science...

Quand on écrit sur des grandes matières, il ne suffit pas de consulter son zèle, il faut encore consulter ses lumières ; et si le ciel ne nous a pas accordé de grands talents, on peut y suppléer par la défiance de soi-même, l'exactitude, le travail et les réflexions...

Quand un homme tient à un état qui fait respecter la religion et que la religion fait respecter, et qu'il attaque, devant les gens du monde, un homme qui vit dans le monde, il est essentiel qu'il maintienne, par sa manière d'agir, la supériorité de son caractère...

Quand un homme écrit sur des matières de religion, il ne faut pas qu'il compte tellement sur la piété de ceux qui le lisent, qu'il dise des choses contraires au bon sens ; parce que, pour s'accréditer auprès de ceux qui ont plus de piété que de lumières, il se discrédite auprès de ceux qui ont plus de lumières que de piété... »

Afin de compléter la pensée de Montesquieu, il s'impose d'ajouter encore ces deux conséquents sociaux d'importance majeure : d'abord, que la religion « perd plus lorsqu'elle est mal défendue, que lorsqu'elle n'est point du tout défendue » ; ensuite, que la manière d'exercer la fonction critique est la chose du monde la plus capable de diminuer rien de moins que « la somme du génie national ». Ces deux conséquents comportent, chacun, leur portée de mise en garde en vue d'une paix sociale au moins relative.

IV

Défense de l'Esprit des lois fut l'espèce d'artillerie lourde ²³⁵ que Montesquieu pouvait déclencher contre des esprits, imbibés de la religion trop exclusiviste et dominatrice de certains jésuites et, davantage encore, de milieux jansénistes. [257] Quant à la capitale de la chrétienté, nous avons vu qu'à son plus haut niveau d'autorité, elle fut loin de faire montre d'un excès d'orthodoxie.

Néanmoins, la sanction de *l'Index* finissait par être prononcée, ce qui allait mortifier l'auteur dans sa fierté légitime d'une oeuvre aussi imposante et prestigieuse que *l'Esprit des lois*. Ce fut donc au plan plus prosaïque d'une polémique de cabale mesquine que Montesquieu devait se défendre sans haine comme sans quartier.

En 1750, celui qu'on avait toujours appelé « le Président » avait dépassé la soixantaine tout en faisant penser à l'ardeur d'un jeune gladiateur bien entraîné. C'était pourtant son honneur d'intellectuel de haut rang qui était en cause. À son époque, le néologisme « déontologie » n'existait pas, que lancera Jeremy Bentham au début du siècle suivant. Mais c'était tout de même un beau spectacle que de voir l'homme d'un seul livre - mais, une dernière fois, quel livre ! - le défendre en totalité en émettant des nonnes déontologiques pour la critique d'une entreprise de cette envergure - et donnant lui-même l'exemple, en se faisant fort de se conformer à ces normes !

Sans doute, sur tel ou tel point, Montesquieu se faisait-il la manchette et la plume spécialement avantageuses... Ainsi, le lecteur sait bien, pour sa part, que le baron de La Brède, sans faire profession d'anticléricalisme, ne nourrissait pas une ferveur particulière envers une Église instituée et si volontiers intolérante, non plus qu'à l'égard d'une monarchie à la tradition aussi clairement absolutiste.

Cet homme était aussi le produit tout naturel d'un univers social où ces deux systèmes d'autorité étaient devenus, depuis si longtemps, les facteurs constitutifs les plus décisifs. Il ne se sentait pas plus désireux d'être exclu de cet univers que de s'en extraire ! Homme d'une grande modération sociale, autant que d'entêtement personnel, il

²³⁵ Quant à l'artillerie légère, elle serait composée de quatre documents plus courts, et afférents à la grande Querelle, que *l'Intégrale* reproduit de la page 822 à la page 831.

savait prendre bonne mesure des risques à encourir dans la promotion d'idéaux sociaux et humains qui ne logeaient certes pas à l'enseigne de quelque absolutisme de la pensée.

Pourquoi, au fond, se serait-il forcé pour n'être pas lui-même : en trop, ce qui ne l'attirait pas ; en moins, ce qu'il [258] refusait encore davantage, d'où, venant de si loin, son intense dévotion à « la nature des choses », à laquelle il se référait d'une façon presque révérencieuse.

Ainsi qu'il était souvent apparent dans les textes cités de *Défense*, le raisonnement par l'absurde le disputait à l'expression ironique et, en situation de contexte, les deux étaient fort efficaces. Vers le milieu de la troisième partie de l'ouvrage, l'auteur terminait abruptement un paragraphe par cette interrogation volontairement naïve : « Si l'on traite de spinosistes et de déistes ceux qui ne le sont pas, que dira-t-on à ceux qui le sont ? »

[259]

Conclusions.
Et destin de l'œuvre

Chapitre XIV

Tout était dans Montesquieu ?

[Retour à la table des matières](#)

Un critique français évoquait, ces dernières années, « l'irrémissible étrangeté » ²³⁶ qu'un lecteur éprouve à lire Montesquieu aujourd'hui. Il n'en concluait pas qu'il faille s'en abstenir car, « né il y a trois cent ans », l'homme « a vécu comme tout le monde et pensé comme personne », ce qui ne pouvait être perdu puisqu'il « avait beaucoup d'esprit ».

Irrémissible étrangeté... : nous serions davantage enclin à contester le qualificatif que le substantif. Trop, tout était-il dans Montesquieu ?

*
* *

²³⁶ Pierre Lepape, « Un héros de l'esprit » (critique de l'ouvrage de Pierre Gascar, *Montesquieu*, Paris, Flammarion, 1989). Rétablissons ces mots dans leur contexte : « L'esprit de Montesquieu y devient la marque de la distance infranchissable qui sépare son univers du nôtre, le stigmatisme le plus lisible de l'obsolescence de sa pensée au monde. Ce ne sont pas seulement trois siècles qui nous éloigneraient de la naissance de Montesquieu mais une irrémissible étrangeté » (*Le Monde*, 19 janvier, 1995).

To revisit, revisited étant des anglicismes que les dictionnaires anglais consultés oublient encore de mentionner, revisiter et revisité pourraient bien devenir, à leur tour, des [260] gallicismes tolérables, eux aussi applicables à telle question ou à tel événement passé, qu'on revoit, bien entendu, à des fins révisionnistes. Par ce type d'opération, on prétend d'habitude renouveler plus ou moins la connaissance courante d'une question spécifique ou même d'un personnage historique.

Par cette décision de *revisiter l'Esprit des lois*, nous n'avions d'autre intention que de rendre plus naturelle, et donc plus facile, la voie d'accès à l'oeuvre par les procédés réductifs d'une lecture, ordonnée davantage à son objet propre qu'à ses multiples supports historiques, qui restent assez souvent peu exemplaires ou illustratifs.

Nous l'avions indiqué dès l'avant-propos par la suggestion d'un procédé de lecture accompagnée, puis en complément, et de façon plus systématique au chapitre 3, par une double opération de *déconstruction-reconstruction* du plan de Montesquieu. Il s'impose encore de rappeler une dernière fois que l'objectif global de l'expérience tentée restait le repérage de l'essentiel du Montesquieu de *l'Esprit des lois*.

Ayant indiqué la nature du projet, on laisse à d'autres le soin de se prononcer sur la validité du résultat obtenu : soit une nouvelle structure d'encadrement et de charpentage - le tout pouvant tenir en des dimensions plusieurs fois moindres que l'in extenso, sorti des presses de l'imprimeur Barillot de Genève en 1748.

L'érudition de l'auteur, qui est loin de manquer d'intérêt et même de charme, le faisait tomber trop volontiers en exemplomanie prolixe, d'où le besoin du lecteur de renouer fréquemment les fils d'une trame trop extensible : de nombreux élagages préalables dans le texte nous étaient apparus d'un bon conseil afin de sauvegarder les connexions textuelles plus strictes et indispensables à l'exposition théorique d'ensemble. À l'inverse, de multiples incorporations d'éléments divers du texte de Montesquieu, dans la présentation tout au long par l'analyste, laissaient au grand auteur comme son privilège de *sur-témoin* dans sa propre *déposition*...

*
* *

[261] Notre intérêt personnel dans la matière de *l'Esprit des lois*, ainsi que dans la manière de son auteur, réside primordialement dans ce qui le fait sociologue (avant le terme) ou, si l'on veut, en date le premier *théoricien empirique* des grands ensembles politiques. En outre, le moraliste en lui, qui a le bon esprit de ne jamais céder au mo-

ralisateur, est ce qui le rend davantage estimable, encore qu'il ne cédât guère au rôle de dispensateur de ses conseils de sagesse pratique.

On n'en relèverait que quelques-uns sauvegarder « l'esprit général » des populations nationales ; prohiber les contradictions, même seulement virtuelles, entre les codes et les sous-systèmes juridiques ; par-dessus tout, pratiquer la « modération » active, à égale distance de la morne médiocrité et des mouvements d'exultation manquant d'assises sérieuses. Et enfin, ce que nous n'allions pas oublier, sa recommandation insistante et élaborée d'établir des dispositifs centraux dans l'État afin que « le pouvoir arrête le pouvoir », mais sans, toutefois, tomber dans la paralysie réciproque.

Le faible indice *d'idéologisme* en lui en faisait tout le contraire d'un mage ou d'un prophète. Si, selon Émile Faguet, il « a prédit Napoléon », il a raté à peu près tout le reste : la grande Révolution, la démocratie, la révolution industrielle, l'éveil des nationalités, les guerres mondiales, les explosions technologiques, la faim du monde, la décolonisation, le surgissement d'intégrismes se renouvelant, etc.

En revanche, il s'est trouvé à lancer le siècle des *Lumières*, ce qui lui fut si naturel qu'elles ne lui semblaient pas devoir être proclamées, pas plus du reste que sa méthode générale d'appréhender les grands faits de la mouvance humaine ne requérait d'autre condition indispensable que la référence globale à la « nature des choses », marquant toutefois autant une position d'arrivée qu'un point de départ...

Son œuvre majeure étant au demeurant aussi multiple que vaste, Montesquieu aura eu plusieurs descendance. Elles n'auront pas eu à se reconnaître entre elles afin de se légitimer. En devenant théoricien, il se trouvait à régler, avant toute chose, le problème personnel de ses origines d'une noblesse de province. Mais il le faisait d'une façon plus sereine que Tocqueville, par exemple, avec lequel le rapprochement s'impose, mais dont il faut se garder d'abuser. La raison en est [262] fort simple : les cent quinze années qui séparent les deux hommes constituent la durée d'un vaste cycle révolutionnaire dont l'aîné n'avait pas eu le pressentiment, alors que ces enchaînements étaient devenus l'obsession continue de l'autre.

*
* *

Les deux penseurs se seront imposé d'aller voir sur place dans les pays de référence qui s'imposaient à leur curiosité : la vieille Angleterre d'une part, la jeune Amérique de l'autre. L'esprit de système, habitant les deux, trouvait sa justification dans

l'observation directe, propre à établir la validation de leurs démarches dialectiques. D'un instinct *pédagogique* plus affirmé, Montesquieu avait tendance à multiplier les exemples et illustrations dont la force persuasive était loin d'être toujours efficace.

Par ailleurs, malgré une tendance à l'illustration exagérée on peut trouver un charme particulier dans la lecture intégrale de *l'Esprit des lois*, particulièrement dans ces rappels ou scènes de la vie quotidienne et microsociale où l'on voit s'appliquer des coutumes ou se dérouler des rites ancestraux. La mise en parallèle d'éléments comparables suscite souvent de stimulants contrastes avec, parfois, de pittoresques effets de surprise.

Par l'insistance mise sur la technique de *lecture accompagnée* pour les fins de cet essai de *déconstruction*-reconstruction, nous n'entendons certes pas désavouer la lecture de pleine liberté, ou même de simple curiosité, pourvu qu'elle n'entame pas trop l'armature logique et propositionnelle de *l'Esprit des lois*.

Le mode de fonctionnement de l'esprit de l'auteur exhalait d'abondants effluves de cohérence, mais ce pouvait aussi être au prix d'une insuffisante clarté dans son rapport aux valeurs : ainsi devait-il faire coexister son haut sens de l'État, ou de la chose publique, avec ses préjugés instinctifs de classe, peu portés au communaurarisme ; prendre de haut les mercantis ne l'empêchait pas non plus de prôner la circulation des richesses ni de justifier les valeurs mercantiles ; enfin, son idéalisme [263] humanitaire n'a jamais fait fi complètement de certaines revendications à tonalité nostalgique.

*
* *

Et pourtant cet « ancien » dans un monde de « modernes » reste encore d'une certaine actualité à notre époque. Juste au moment de mettre le point final à cette recherche, très personnalisée par son sujet, voici que, par un fait divers, Montesquieu surgit dans l'actualité de la veille. Des journaux, abonnés aux services de l'AFP, publièrent, à la date du 25 février 1995, un texte dont voici un extrait ²³⁷ :

« L'écrivain français Françoise Sagan a été condamnée vendredi à Paris pour usage et cession de cocaïne, à un an d'emprisonnement avec sursis et 40 000 FF d'amende (...). Interrogée sur cette pratique et sur son peu de bonne

²³⁷ *Le Devoir*, Montréal, 25-26 janvier 1995.

volonté à se prêter aux mesures de contrôle judiciaire avant ce procès, elle a fait référence aux droits de l'homme et à Montesquieu : "Tout être humain est libre si sa liberté n'atteint pas celle des autres" et "les lois sont faites pour s'adapter aux hommes et non le contraire". L'écrivain avait revendiqué en janvier 1993 "le droit de se détruire comme elle l'entend". »

Modernisation imminente ou simple actualité accidentelle du Montesquieu de *l'Esprit des lois* ?

Gérard BERGERON